

100150



# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14244 - 5 F

MARDI 13 NOVEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## L'Internationale syndicale déboussolée

C'EST dans une atmosphère de crise profonde que le XII<sup>e</sup> congrès de la Fédération syndicale mondiale (FSM), fondée en 1945 et dominée par les syndicats d'obédience communiste, s'ouvre à Moscou le 13 novembre.

Les temps ont bien changé. En septembre 1986, à Berlin-Est, le congrès de la FSM, qui revendiquait plus de 210 millions d'adhérents répartis dans 135 pays, avait vanté les mérites et « l'amélioration constante » du socialisme. Quatre ans après, il n'y a plus de RDA et le système socialiste européen s'est effondré. Plus, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie et, bien sûr, l'ex-RDA ont quitté la FSM, toujours boudée par la Chine. La Roumanie aurait fait de même. L'appareil permanent a été réduit des deux tiers et connaît des difficultés financières. Le gouvernement tchécoslovaque a lancé un ultimatum à la FSM, qui devra quitter Prague avant juin 1991.

La transformation de cette Internationale syndicale risque de se jouer dans une confrontation entre les syndicats soviétiques et la CGT française, seule adhérente en Europe occidentale avec le syndicat chrétien PEO... Créée à Moscou il y a quelques semaines, la nouvelle confédération soviétique entend être plus « démocratique » et se présente en « partenaire constructif » du pouvoir. Mais elle est décidée à garder ses prérogatives : « comme la gestion des services sociaux », à conquérir de nouveaux droits, comme celui de s'opposer à la fermeture d'une usine, et à capitaliser le mécontentement né de la pénurie alimentaire et de l'effondrement de l'économie.

Sur le plan international, les Soviétiques veulent « éviter une politisation excessive » de la FSM. Ainsi, « le mouvement syndical doit se garder de devenir un terrain où s'affrontent les partis politiques et les idéologies ». L'idée est de profiter de la nouvelle donne Est-Ouest pour accélérer le rapprochement avec les deux autres Internationales syndicales, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et la Confédération mondiale du travail (CMT).

L'OPTION d'une FSM « démocratique » se heurte au « clan des radicaux » dans lequel on trouve d'abord la CGT, mais aussi les Cubains et les Ethiopiens. En 1978, la CGT avait quitté le secrétariat général de la FSM pour protester contre l'insuffisante ouverture de l'Internationale et la non-reconnaissance des droits syndicaux dans les pays de l'Est. En 1986, elle s'y est réinvestie, obtenant une vice-présidence pour M. Henri Krasucki. Aujourd'hui, tout en plaçant pour une FSM « indépendante et ouverte », la CGT refuse de célébrer la disparition des barrières idéologiques ou le renvoi des à dos du capitalisme et du socialisme.

La CGT apparaît ainsi comme la dernière gardienne du dogme du « syndicalisme de classe », constituant un ultime rempart contre une transformation de la FSM en « organisation sans principes ». La perspective d'une élection à la présidence, vacante depuis plusieurs mois, de M. Alfred Miodowicz, président du syndicat communiste polonais OPZZ, laisse à penser que le congrès de Moscou cherchera, dans un réflexe de survie, à conjurer les risques d'éclatement.

M0147-11130-5.00 F



Estimant que « la situation se tend »

## M. Dumas adresse à Bagdad une sévère mise en garde

L'Irak a rejeté, dimanche 11 novembre, une proposition du roi du Maroc pour un « sommet de la dernière chance », tout en suggérant l'ouverture d'un dialogue sur la sécurité au Proche-Orient. A Paris, le ministre des affaires étrangères, M. Dumas, estimant que « la situation se tend », a adressé une sévère mise en garde à Bagdad. Lundi, les douze membres de la CEE se sont prononcés à Bruxelles en faveur d'un renforcement de l'embargo terrestre contre l'Irak.



« Sommet arabe : la proposition marocaine et la réponse de M. Dumas. » Les mises en garde de M. Dumas. » La déclaration des évêques de France. » Les effets de l'embargo à Bagdad. » Lire pages 3 et 4

## A La Havane, Moscou ne répond plus

Affaiblie économiquement, l'URSS veut réduire son aide à un pays qui a perdu son rôle stratégique

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

Les Soviétiques ont du mal, depuis quelque temps, à respecter leurs contrats de livraison avec La Havane. Cela n'empêche pas leurs journaux de tirer à boulets rouges sur l'allié cubain, accusé de ne pas suivre le grand mouvement universel vers l'économie de marché. A défaut de pétrole et de produits alimentaires, les Cubains ont donc droit, dans la presse soviétique, à des reportages pas très tendres à l'égard du principal bénéficiaire de l'aide de Moscou.

Le dernier tabou est tombé : la

presse soviétique ose désormais s'attaquer à Fidel Castro lui-même, égaré dans un article peu flatteur du quotidien des Jeunes communistes, *Komsomolskaja Pravda*, paru à la fin du mois d'octobre. Sans apporter de révélations fracassantes - tous les faits cités dans l'article sont connus, en particulier le nombre des résidences de Castro, et l'existence de ses cinq enfants illégitimes - les auteurs cherchent visiblement à ternir l'image du dirigeant cubain, que son entourage continue de présenter comme un « incorruptible » et un « vrai » leader populaire, à la différence des chefs poli-

tiques balayés par la tourmente dans le monde socialiste. Alors que ses partisans estiment qu'on ne peut pas comparer Fidel Castro, qui a « fait » la révolution, avec Erich Honecker ou Ceausescu, qui ont « hérité » du pouvoir, les Soviétiques qui lui sont hostiles pensent que la comparaison est valable, au moins sur un point : sans l'aide de Moscou, Fidel Castro est aussi fragile que les deux autres.

Or, ajoutent-ils en substance, l'URSS n'a plus aucune raison d'entretenir une flambée aussi coûteuse, qui a eu, certes, son utilité à l'époque de la guerre froide,

mais ne se justifie plus aujourd'hui avec la détente. « Ce genre d'article, affirme un correspondant soviétique en poste à La Havane, s'inscrit dans le débat en cours à Moscou sur la poursuite ou la suppression de l'aide à Cuba. De plus en plus de gens chez nous, en particulier dans les milieux politiques, estiment que notre situation économique catastrophique est une raison suffisante pour supprimer les milliards de roubles de subvention à un allié qui se permet de critiquer nos choix de société. »

BERTRAND DE LA GRANGE  
Lire la suite page 5

## Une basilique pour huguenots

Le Corum, Opéra et palais des congrès au cœur de Montpellier, a été inauguré samedi 10 novembre

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Après quelques journées de rodage, le maire de Montpellier, M. Georges Frêche, a inauguré, samedi 10 novembre, la salle Berlioz, vouée tout à la fois aux congrès et à l'opéra. C'est, avec ses deux mille places, le point d'orgue du complexe du Corum, en plein cœur de la ville. Un projet monumental que le Corum dont le nom relève surtout du latin de publicité, mais dont l'ambition est dans le droit fil des grands travaux du président de la République, matinee de régionalisation.

Ce n'est évidemment pas un hasard si l'inauguration du Corum a coïncidé avec la sortie du livre de Georges Frêche *La France ligotée*. Mais ce n'en n'est pas non plus un

si aucun membre du gouvernement ni M. Lang, ni M. Bissini, ni M. Delebarre, n'a cru de son devoir de représenter M. Mitterrand pour donner à ce premier concert cette dimension nationale à laquelle s'intéresse tant le maire de Montpellier. Dommage. Si M. Frêche ne mérite peut-être plus la reconnaissance de ses alliés socialistes, le bâtiment, lui, la méritait, et les Montpelliérains aussi qui

doivent assurer l'essentiel de son coût, la bagatelle de 800 millions de francs (1). Au moins, le *Te Deum* de Berlioz, sa pompe et ses fureurs, le tout interprété par l'Orchestre de Radio-France, était au rendez-vous pour donner sa taille à l'événement et sa bande-son au film de l'architecture de Claude Vasconi.

FRÉDÉRIC EDELMANN  
Lire la suite page 15 - section B

## CHAMPS ÉCONOMIQUES

La contribution sociale généralisée

Une nouvelle conception de la solidarité

■ Les enjeux de la contribution sociale généralisée

■ L'intégration internationale

■ La chronique de Paul Fabra

pages 26 à 28 - section C

23, PLACE VENDÔME, PARIS 40.15.03.51

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 650 m; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 2,25 S; Belgique, 39 FB; Danemark, 2,25 S; Espagne, 175 PTA; Grèce, 70 P; Hongrie, 80 P; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 33 FF; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Suède, 375 F CFA; Suisse, 1,70 FR; USA (inter), 2,25 \$.

Golfe

## Mourir pour Petrofina

par Denis Langlois

« C'EST sûr, je l'ai entendu à la radio, les Américains attaquent à la fin de la semaine ! » Croquis à l'appui, les stratèges en chambre font leurs pronostics. Ce sera une guerre éclair de huit jours ou bien une guerre de tranchées de huit ans. Il y a toujours eu chez certains individus pervers une fascination pour les tueries, surtout lorsqu'elles se déroulent loin de chez eux. Ils se souviennent du bon vieux temps du service militaire, celui de l'Indo ou de l'Algérie et se préparent à planter des petits drapeaux sur le carte du Moyen-Orient.

La libération des otages français les a pris de court et même certains députés. Encore un coup de politiciens qui vont finir par nous le carotter, ce grand feu d'artifice ! Qu'on laisse la place aux militaires, ils ont toujours au commandement agir avec les bougnoules, les jeunes et autres mécréants !

Quelles sueurs froides en ouvrant leur journal ! Depuis quel temps, les sondages évoluent de façon inquiétante. Les va-t-en guerre ne sont plus majoritaires. Encore la faute de ces pacifistes qui manifestent, banderoles au vent, en criant « Non à la guerre ! » Paris, New-York, Tokyo, Stockholm, un complot international ! Voilà maintenant que les vétérans de la guerre du Vietnam défient dans leurs chaises roulantes. Pourquoi pas les anciens d'Algérie avec leurs

béquilles ? Où va-t-on si ceux qui ont fait la guerre se mettent à conseiller aux autres de ne pas la faire ? L'autre samedi, à Paris, on a même vu deux militaires en uniforme marcher à la tête du cortège. Ils se sont retrouvés au trou, bien fait pour eux. Mais la subversion rôde partout.

Les jeunes refusent de mourir pour Petrofina ou pour Dassault. Comme si, pour se battre, on avait besoin de savoir à quoi ça sert ! Les chefs, eux, le savent et cela suffit. Ils claquent des doigts et tout le monde se met en marche. « A Bagdad et silence dans les rangs ! »

Mais justement, le vrai problème, et il est de taille, c'est que les peuples au plus profond d'eux-mêmes ne veulent pas la guerre. Jusqu'ici, on a pas tenu compte de leur avis, on a même bâillonné leurs voix, mais peu à peu ils parviennent à se faire entendre.

## Une sagesse dictée par la peur

Incontestablement ils ne sont pas chauds pour le casse-pipes d'autant plus que, dans certaines régions, la mortée directe au paradis n'est même pas assurée.

Bref, les gens ont envie de vivre. C'est finalement l'excellente nouvelle chantonnée par les sondages. Même si leur existence n'est pas toujours passionnante, ils ont envie de la mener jusqu'au

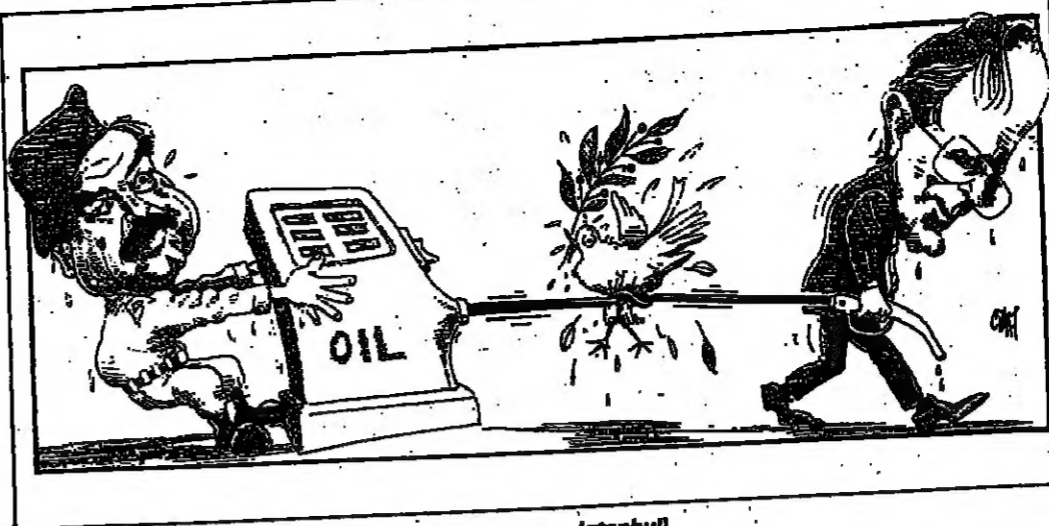
bout. Il faut dire qu'en général ils n'ont que celle-là et ils y tiennent. Même si par leur travail et leurs impôts, ils ont largement contribué à la construction de redoutables engins de mort qui, business oblige, se sont retrouvés entre les mains de l'adversaire, ils n'ont guère envie qu'on s'en serve. D'un seul coup, ils ont pris conscience que les morts ne se relèvent pas, comme à la télé, en essayant leur maquillage sanguinolent.

C'est sans doute la peur qui les incite à la sagesse. Mais ne faisons pas la fine bouche. Dans l'histoire du monde, la peur a si souvent mené à une fuite en avant, et donc à l'agression. Les entre-massacres de populations craquant de terreur mais poussées par des excités jalonnent nos livres d'histoire pour qui sait lire entre les lignes.

Cette fois-ci, n'en déplaise aux bellicistes, il n'y aura pas de morts au champ d'honneur, pas de médailles remises à titre posthume au son des clairons, pas de monuments aux morts inaugurés par des préfets encasqués.

Désolés, messieurs les pousse-au-crime, mais avec Prévert, nous répondons clairement et fermement : « Non, nous ne descendrons pas à la prochaine ! »

► Denis Langlois, avocat et écrivain, est signataire de l'appel des 75 contre la guerre dans le Golfe.



« Panorama » - Istanbul.

## Un entretien avec M. Edgar Morin

Suite de la première page

— S'agit-il d'une protestation d'ordre scolaire, ou d'une révolte sociale liée au délabrement de certains quartiers ?

Le mouvement de 1968 était parti des étudiants issus des classes moyennes mais a su entraîner ensuite dans son sillage toutes les catégories de jeunes ; aujourd'hui, l'épicentre s'est déplacé, et l'insécurité a jailli dans les lycées de banlieue peu après les émeutes de Vaucluse. Nous vivons le syndrome de l'échec total de l'urbanisme technocratique des années 60. Les jeunes des cités mettent en lumière cette carence épouvantable. Déjà, la contestation générale de tous les liens sociaux dans leurs quartiers par la création de bandes soudées par des liens communautaires très forts. Les lycées des banlieues subissent les maux des quartiers de banlieue. Ils n'ont pas créé un milieu autre, mais aujourd'hui la contestation a dépassé la banlieue et concerne la jeunesse, « maillon le plus faible » de la cohésion sociale, et, dans ce sens, notre société.

— Les revendications proposent-elles des réformes précises ?

— Les lycéens réclament la suppression des classes, la suppression des examens, la suppression des professeurs... Ils veulent former les professeurs, ne sont-elles que des prétextes ?

— Il est certain que des bâtiments sont vétustes, que des professeurs et des surveillants manquent. Mais ces vécus et ces carences sont devenues les symboles qui renvoient à des vécus et des carences profondes dans l'enseignement et, plus profondément, dans la société.

— Depuis 1968, on a cru régler la crise de l'enseignement par des réformes institutionnelles. Or nous avons affaire à un paradoxe typique, que Marx avait bien expliqué lorsqu'il se demandait : « Qui éduquera les éducateurs ? » Pour avoir un enseignement d'un type nouveau, il ne suffit pas de changer les institutions, il faut changer les esprits. Mais comment changer les esprits si on ne change pas les institutions ? Le paradoxe est insoluble.

— Les gouvernements ont échoué même à changer l'institution, et ils croient maintenant que les solutions sont quantitatives : plus de bacheliers, plus d'argent, plus de professeurs. Cette illusion quantitative est la cause de l'augmentation des crédits, mais je pense que la tragédie fondamentale de l'enseignement est ailleurs.

— Depuis l'école primaire jusqu'à l'université, toutes les structures de l'enseignement forment des esprits pour le ventiler dans des catégories et pour les empêcher de penser la complexité des problèmes. L'enfant est naturellement apte à saisir les liens entre les choses, et l'école lui apprend à disjoindre celles-ci. Il faudrait, dès les premières classes, enseigner à relier et non à séparer.

— De plus, les enseignants ont perdu leur mission culturelle du début du siècle, à transmettre les valeurs laïques. Aujourd'hui, avec la généralisation de l'alphabétisation et la concurrence des médias, ils se sentent vraiment frustrés et dans l'incapacité de renouveler le sens de la laïcité, c'est-à-dire la problématisation généralisée, la mise en question et le dialogue des idées.

— Quel lien faites-vous entre ce malaise très global du monde enseignant et les manifestations de lycéens ?

— Les élèves ressentent de façon diffuse l'absence de sens de ce qu'on leur enseigne. Ils ne considèrent le lycée que comme l'endroit par lequel il faut passer pour décrocher le bac, moyen d'une qualification et accès au gain-pain. On s'interroge souvent pour savoir s'il faut adapter l'enseignement à la société ou l'inverse. En posant le problème de façon aussi simplifiée, on finit par oublier que les deux sont nécessaires. L'enseignement n'aura un sens que s'il veut adapter des éléments de la

société à une continuité culturelle séculaire. Il n'est pas fait uniquement pour fournir, au jour le jour, des débouchés professionnels qui vont changer tous les cinq ans en fonction des techniques nouvelles. Mais tout cela n'est pas pensé : c'est écarté parce que la pensée politique est descendue au degré zéro. On se demande essentiellement comment calmer les grèves, comment faire voter le budget. On navigue à vue.

— Vous percevez une « perte de sens » de l'enseignement, un malaise global, alors que les lycéens revendiquent des conditions d'études décentes. Comment expliquez-vous leur incapacité à exprimer leurs véritables objectifs ?

— En 1968, des groupuscules ont offert à la jeunesse une révolte une idéologie qui leur apportait la promesse d'un salut et d'une société meilleure. Il n'en reste plus rien, avec l'écroulement du salut par la révolution.

— En 1986, étudiants et lycéens avaient regagné spontanément les idées de 1789, en protestant contre la sélection à l'entrée de l'université et donc pour l'égalité dans les études.

— Aujourd'hui, les lycéens ne peuvent formuler que des revendications-prétextes, le fond du problème restant indicible.

## « Enorme désenchantement »

— Pourtant, la société ne leur manifeste pas d'hostilité. Elle donne des consignes d'indépendance aux policiers, ouvre tous ses médias, le président de la République lui-même veut qu'on écoute mieux les jeunes...

— Justement, le paradoxe de ce mouvement est qu'il se heurte à un édreton. Les parents se souviennent de mai 68 et l'encouragent, les politiques, de droite comme de gauche, veulent ouvrir le dialogue. Mais cette attitude irrite les lycéens qui ont l'impression qu'on les considère comme des gamins à dorloter, alors qu'en fait, ce sont nos petits « imprécateurs ».

— Au fond, que veulent-ils ?

— Ils veulent exister, vivre autre chose, ne plus se laisser déborder par la machine scolaire. Mais ils ne savent pas comment l'exprimer parce qu'il n'y a plus sur le marché, d'idéologie capable de leur fournir des perspectives et un discours. Nous vivons tout cet énorme désenchantement, et dans cette phase historique où le progrès est en crise, où l'avenir radieux est mort, tout le monde vit le nez dans son assiette en pensant qu'il n'y a pas de futur. Les jeunes, si l'on décède, parlent de l'état de notre monde en 1990.

► Ils n'ont trouvé que les chaînes

branlantes et l'insécurité pour exprimer leur malaise. C'est même étonnant de se raccrocher à de telles histoires pour établir un dialogue conflictuel avec les autorités. Car s'ils ne parlaient ni des murs, ni de la sécurité, qui sont des problèmes réels, compréhensibles par tous, de quoi parleraient-ils ? C'est leur code pour parler d'une insécurité plus profonde, d'une absence de guides, d'un délabrement beaucoup plus général.

— En 1968, le code de la révolte était le jargon marxiste-léniniste. Maintenant, le code consiste à dire que les murs sont crados, les chaînes branlantes. C'est un langage vraiment symbolique d'un monde en ruine, de la vie dans les banlieues et dans ces lycées d'une tristesse infinie construits à toute vitesse. Mais qui exprime aussi le délabrement intérieur, moral du monde où ils vivent.

— Quelles valeurs, quels repères leur proposer ?

— Raymond Barre, parlant de la droite, a dit que, pour qu'il y ait une recomposition, il faut d'abord qu'il y ait eu décomposition. Je ne dirais pas la même chose de la gauche, mais je crois qu'il faut une décomposition de toutes les séries de croyances, de dogmes, d'idées préconçues pour qu'il y ait un nouveau commencement.

— Après l'effondrement des pays de l'Est, on a vu l'épanouissement de nos sociétés occidentales, en oubliant que nos carences sont profondes et que nous allons vers une impasse. Notre société est atteinte d'une maladie profonde qui n'est pas symétrique à celle des sociétés totalitaires, et sur laquelle on devrait se concentrer puisque l'obsession du danger totalitaire a disparu.

— Nous avions jusqu'à présent été détournés de nos carences et de nos problèmes de fond par ce qui se passait là-bas. Maintenant, nous pouvons peut-être nous attaquer aux maux intérieurs, et non plus à ceux du totalitarisme extérieur qui est mort. Il nous faut retrouver un futur, non plus un futur de la promesse, mais une continuité, un lien salutaire avec le passé qui ne soit pas celui des fondamentalistes. Personne ne dénie la formule et nous sommes au degré zéro. Il faut donc refaire, de régénération politique, comme l'avaient fait les penseurs socialistes au dix-neuvième siècle. L'actualité mouvement des lycéens doit nous rappeler cette nécessité. Il peut se dissoudre demain et on risque de l'oublier, alors que c'est un véritable signal d'alarme.

— Où va cette révolte ?

— Nous ne savons pas encore si le mouvement s'épuise vite ou si, au contraire, il s'amplifiera. Nous ne savons pas s'il jouera un rôle de déclencheur qui fera confluer les protestations les plus diverses, les plus archaïques et les plus nouvelles, et si tout cela fera sauter le gouvernement. Je crois qu'il faut attendre pour formuler un diagnostic « de second type ».

Propos recueillis par PHILIPPE BERNARD et HENRI TINOCQ

## LA GUERRE D'ALGÉRIE ET LES FRANÇAIS

Jean-Pierre Rioux



Pour que la guerre d'Algérie entre enfin dans l'histoire nationale, pour que le temps des colonies cesse d'être un tabou dans la France d'aujourd'hui, il faut essayer de comprendre ce qui s'est passé.

Le Monde

Arrivé au terme, on se dit qu'il n'est pas un thème important qui n'ait été traité, et avec un effort d'objectivité qu'il faut saluer. Qui, comme moi, a fait un journal du temps de la guerre d'Algérie, retrouve ici les choix auxquels on ne pouvait se dérober et les affrontements inévitables avec telle ou telle fraction de l'opinion ou des pouvoirs. Plus de trente ans après les débuts de la crise aiguë, il n'y a plus de tabous.

Pierre Doix, Le Quotidien de Paris

l'Histoire chez FAYARD

## COURRIER

## Retraites pénalisées

À-propos de votre article du 20 octobre intitulé « Retraites : la fin d'un tabou », je vous fais remarquer que, pour un couple de retraités ayant, au total, 10 000 francs de pension par mois (120 000 francs par an), le revenu imposable sera de 120 000 x 0,72 = 86 400 francs. A 0,40 %, la contribution restera modeste = 345,60 francs. A 1,1 % du revenu perçu, 120 000 x 1,1 % elle s'élèvera à 1 320 francs.

C'est-à-dire qu'elle sera quatre fois plus élevée !

Que tous les autres revenus soient mis à contribution à hauteur de 1,1 % soit, mais pour les pensions, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on a guère pris de précaution avec une catégorie sociale désarmée (mais qui pourrait bien se manifester lors des prochaines élections).

LUCIEN ROMÉAS Lyon

## Séculaire ou séculier

Dans le Monde du 18 octobre, M. Zechin écrit que « le premier ministre se fait le champion de l'Inde séculaire (laïque) ».

En anglais, *secular* signifie *not sacred or ecclesiastical*, mais en français, *séculaire* signifie « âgé d'un moins un siècle » et, par extension, « très ancien », ce qui n'a rien à voir avec la religion. Sans doute la plupart des lecteurs auront-ils rectifié d'eux-mêmes, mais je me permets de signaler qu'il existe en français un adjectif, « séculier », qui est, comme l'anglais *secular*, plus ou moins synonyme de laïque.

JEAN-JACQUES AFFHOLDER Toulouse

## A l'emplacement de Saint-Julien-le-Pauvre

Il semble étrange de lire que Grégoire de Tours fut hébergé à l'église Saint-Julien-le-Pauvre à Paris (le Monde du 21 octobre). La construction de cet édifice n'a été commencée qu'en 1170, alors que le célèbre historiographe des Francs est mort à la fin du sixième siècle. Il aurait fallu préciser que l'église actuelle fut construite à l'emplacement d'une ancienne chapelle, refuge de pèlerins, où, en effet, Grégoire de Tours fut accueilli. Cette chapelle fut détruite par les Normands.

RENÉE MONJARDET Paris

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1992-1995)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierrat  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremans, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

15/11/90

# LA CRISE DU GOLFE

La Grande-Bretagne pourrait envoyer de nouveaux renforts militaires dans le Golfe, a fait savoir dimanche 11 novembre le secrétaire britannique à la Défense, M. Tom King, qui doit se rendre cette semaine en Arabie saoudite. Il s'agit d'un véritable renfort de forces terrestres, a-t-il ajouté. La 7<sup>e</sup> Brigade blindée des «Rats du désert» britanniques prend déjà position dans le désert saoudien. Elle compte 9 500 hommes équipés de 132 chars et d'autres véhicules blindés.

D'autre part, un responsable militaire français en Arabie saoudite a annoncé dimanche que les avions français qui n'effectuent actuellement que des vols de reconnaissance et d'entraînement,

commenceront bientôt des «patrouilles de combat». Un protocole franco-saoudien, qui doit être signé dans les prochains jours, fixera les règles d'exécution de ces missions dont l'objectif sera la surveillance contre la pénétration éventuelle d'appareils irakiens dans l'espace aérien saoudien.

Interrogé par la chaîne privée ITV, sur des estimations d'après lesquelles un conflit armé pourrait faire jusqu'à 100 000 morts, le secrétaire britannique à la Défense a répondu : « Nous sommes déterminés à faire en sorte que le bilan des victimes ne soit absolument pas de cet ordre. » Il a

réaffirmé que, pour la Grande-Bretagne, l'Irak devait se retirer sans plus tarder du Koweït sous peine d'une opération armée certaine : « Nous ne bluffons pas », a-t-il dit en refusant toutefois d'avancer la moindre date. En cas d'attaque irakienne à l'arme chimique, Bagdad s'exposerait à des représailles extrêmement sévères, a-t-il ajouté.

La Grande-Bretagne juge souhaitable, pour préserver la cohésion de l'alliance, une nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant le recours à la force pour évacuer l'Irak du Koweït, a encore rappelé M. King. Il ne croit cependant pas que la force multinationale stationnée dans la

région serait handicapée par l'absence d'une telle résolution. Les gouvernements devraient alors prendre leurs propres décisions, a-t-il dit.

Les autorités britanniques ont d'autre part annoncé qu'elles avaient rejeté samedi une proposition irakienne d'échanger le Boeing de British Airways bloqué depuis le 2 août au Koweït contre des moteurs d'avions et des pièces détachées.

Deux hommes d'affaires irakiens qui tentaient de violer l'embargo en faisant parvenir des marchandises à l'Irak ont été expulsés de Grande-Bretagne et devraient avoir quitté le pays mardi matin.

## En réponse à la proposition marocaine

# M. Saddam Hussein pose de nombreuses conditions à la tenue d'un sommet arabe

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Bagdad n'a pas tardé à répondre à la proposition marocaine d'un sommet arabe et cette rapidité est peut-être le signe d'une attitude nouvelle de la part du président irakien, bien qu'apparemment sa position n'ait guère changé, surtout sur l'essentiel, l'éventualité d'une évacuation du

Koweït ayant encore été catégoriquement rejetée, voici quelques jours.

Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion du Conseil de commandement de la révolution, la plus haute instance politique en Irak, demande que des « consultations préalables sérieuses » puissent être entreprises entre toutes les parties concernées par la crise du Golfe et regrette que l'Irak n'ait pas été « consulté » avant l'annonce faite par le roi Hassan II.

Le président Saddam Hussein fait savoir qu'il entend avoir son mot à dire sur l'ordre du jour du sommet qui « ne devrait pas porter uniquement sur la crise actuelle mais aussi sur le problème palestinien, la libération des territoires arabes occupés et d'autres questions arabes ». C'est toujours l'affaire du « lien » que l'Irak veut imposer. Cependant, il n'est pas dit que l'hypothèse d'un retrait du Koweït est, a priori, considérée comme hors sujet par les Irakiens. Enfin, M. Saddam Hussein souligne que le choix du lieu de la réunion est problématique et que celle-ci ne doit pas se tenir « sous la menace des forces étrangères ». Le communiqué indique que l'Irak souhaite avoir quelques garanties pour que le sommet ne prépare pas le ter-

rain à une « agression américano-sioniste ».

La réponse n'est donc pour l'instant qu'un « oui mais ». La proposition du roi du Maroc n'est certainement pas une surprise complète pour le dirigeant irakien qui, depuis le premier jour de la crise du Golfe, n'a jamais totalement refusé le principe d'un sommet, le jugeant toutefois sans objet jusqu'à présent. Le roi Hussein de Jordanie et le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, n'ont cessé depuis près de trois mois de coordonner leurs efforts pour tenter de promouvoir une solution diplomatique « arabe » qui n'excluerait pas nécessairement le reste de la communauté internationale, c'est-à-dire l'ONU. M. Arafat, qui séjourne fréquemment à Bagdad, se trouvait encore la semaine dernière dans la capitale irakienne où il a rencontré le président Saddam Hussein en tête à tête mercredi.

On sait maintenant qu'au cours de l'entretien le chef de l'OLP a informé son interlocuteur d'un « plan » de règlement de la crise du Golfe et d'une initiative prochaine pour essayer de débloquer la situation. Le projet évoqué par le leader palestinien prévoit un retrait du Koweït mais assorti d'« arrangements » ter-

ritoriaux entre l'émirat et l'Irak. De source palestinienne on laisse entendre que le chef de l'Etat irakien aurait prêté une oreille attentive aux propos de M. Arafat, plus attentive que les fois précédentes.

C'est dans ces circonstances que le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, est arrivé à Bagdad dimanche. Une visite de marque, car elle est la première d'un membre du gouvernement de l'un des cinq Etats ayant un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

### La position de la Chine

M. Qian Qichen a eu dimanche deux longues entretiens avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, et il devait rencontrer M. Saddam Hussein lundi. Les Irakiens se félicitent vivement de cette visite qui, à leurs yeux, tend à montrer que leur isolement n'est pas aussi grand qu'on veut bien le dire. Mais M. Qian Qichen n'est pas pour autant à Bagdad afin de les rassurer.

Si à propos de la crise du Golfe la Chine a adopté une position en retrait par rapport à celle des autres membres du Conseil de sécurité,

manifestant encore plus de réserves que l'URSS, elle n'en a pas moins voté toutes les résolutions, y compris la 665, qui autorise implicitement le recours à la force pour faire respecter l'embargo contre l'Irak. Le gouvernement chinois est très réticent à l'égard d'un tel recours mais n'a pas tout à fait écarté une « option militaire » sous l'égide des Nations unies.

Le président Saddam Hussein est-il prêt à modifier un tant soit peu sa position de manière à déclencher un véritable processus diplomatique ayant quelque chance d'aboutir ? Le secret quasi absolu dont s'entoure le chef d'un régime aussi autoritaire empêche d'avoir directement la moindre indication officielle.

Mais les observateurs étrangers en poste à Bagdad ont noté qu'au cours du mois d'octobre et de ces derniers jours, une certaine évolution s'est produite. M. Saddam Hussein et la plupart des personnalités de son entourage tiennent des propos moins belliqueux. Plus d'appel à la guerre sainte comme en août et septembre. Le président lui-même a d'ailleurs parlé récemment de « solution pacifique ».

Si tous les soirs la télévision continue de diffuser les images du front, où des soldats crient inlassable-

ment qu'ils sont prêts à combattre l'ennemi et fustigent le président Bush et M<sup>rs</sup> Thatcher, les Irakiens à Bagdad paraissent beaucoup moins s'attendre à une « agression ». S'il y avait les queues pour les produits rationnés, il serait difficile de penser qu'une guerre menace d'éclater. Les militaires sont presque invisibles, de même que les mesures de défense passive.

De là à conclure que l'Irak est en train de s'installer dans une « logique de paix » plutôt que dans celle de la guerre, il y a un pas qu'il serait prématuré de franchir. Rien ne dit qu'en se rendant à un sommet arabe, s'il le fait, M. Saddam Hussein ne cherchera pas, par cet autre moyen, à gagner encore du temps. La seule chose à peu près sûre est qu'avant d'accepter à demi-mots la proposition du roi Hassan II, M. Saddam Hussein a dû se rendre compte qu'il ne pouvait plus se contenter de camper sur une position défensive et y a trois mois déjà. Il a dû comprendre que l'immobilisme le mettrait désormais en situation de faiblesse et qu'il lui fallait au moins donner l'impression de prendre une nouvelle initiative.

FRANCIS CORNU

### Hassan II : « une dernière chance »

Le roi Hassan II a appelé dimanche 11 novembre à la tenue d'un sommet arabe « exceptionnel » pour donner, a-t-il dit, une « nouvelle et dernière chance » à une « solution pacifique de la crise du Golfe » sur la base des décisions prises par la communauté internationale. « Il est impossible que l'Irak efface d'un trait de plume l'Etat koweïtien pour en faire une de ses provinces », comme il est « impossible que le peuple koweïtien perde du jour au lendemain son identité pour devenir (...) irakien », a déclaré le souverain marocain dans un discours radio-télévisé.

S'adressant aux chefs d'Etat arabes, le roi Hassan II a déclaré : « Réunissons-nous et voyons (...) quelles décisions nous pourrions prendre à partir des garanties internationales pour donner à chacun son dû et afin que le Koweït redevenne ce qu'il était et que l'Irak devienne membre satisfait et satisfaisant au sein de notre famille arabe et notre Oumma islamique. »

« Je vous invite avec insistance et du fond du cœur » à tenir cette réunion dans les meilleurs délais, a-t-il ajouté, en estimant que si la guerre devait éclater, « elle ne fera aucune distinction entre l'innocent et le coupable ». Le roi Hassan II a affirmé que si ses pairs arabes décidaient de se réunir au Maroc, ce pays serait prêt dans une semaine à les accueillir, mais que s'ils préféraient se réunir « ailleurs », il participerait personnellement à la conférence.

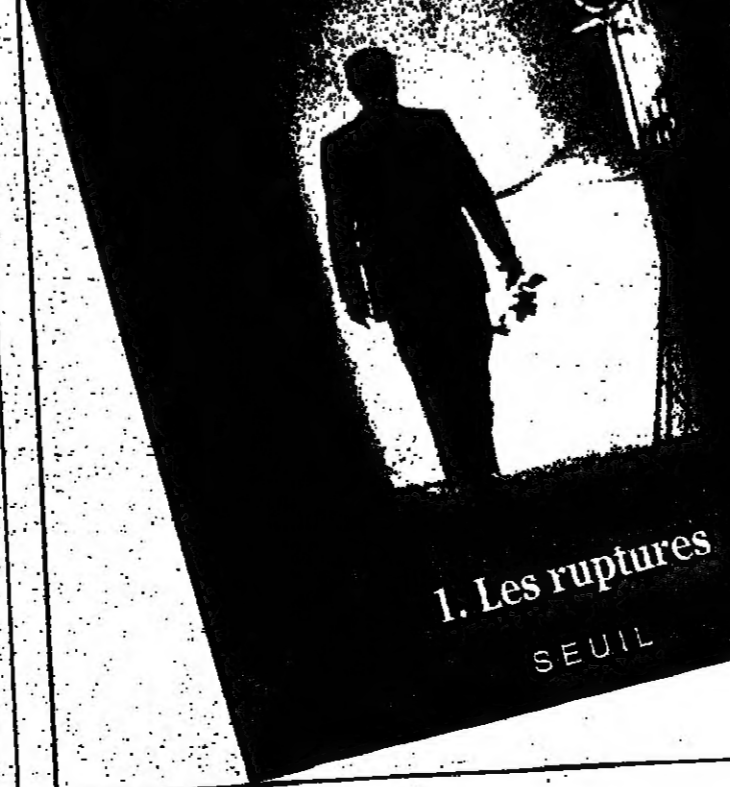
### La rencontre égypto-syro-saoudienne

A Bagdad, dans une interview diffusée dimanche par la chaîne de télévision britannique ITV, le président Saddam Hussein a renouvelé son appel à la tenue d'une conférence internationale sur la sécurité au Moyen-Orient. Il n'a cependant donné aucune indication sur son intention d'appliquer ou non les résolutions des Nations unies exigeant un retrait inconditionnel des troupes du Koweït. Il a affirmé que l'occupation du Koweït devait être considérée dans le cadre de la sécurité globale de la région. « Si toutes les parties concernées se souvenaient de ces faits et s'asseyaient autour d'une table, nous sommes certains qu'elles parviendraient à une solution sérieuse et en profondeur de toutes ces questions, la question palestinienne en tête. »

Au Caire, le ministre des affaires étrangères égyptien, M. Essam Abdel Meguid, de retour de Damas, où il a participé à la deuxième rencontre égypto-syro-saoudienne entre les ministres des affaires étrangères, a déclaré que les trois pays étaient en faveur d'une « solution de la crise du Golfe basée sur le retrait de l'Irak et le rétablissement de la légalité au Koweït, qui éviterait une guerre dévastatrice dans la région ». (AFP-Réuter-AP)

# LE LIVRE DE RÉFÉRENCE

Pierre Favier, Michel Martin-Roland  
**LA DÉCENNIE MITTERRAND**



Un ouvrage de référence, de nature à ravir les historiens. Un exposé clair, précis, pour tout dire irrefutable de ce morceau d'histoire de France.

Jean-Marie Colombani / Le Monde

Le premier ouvrage de référence sur la Présidence depuis 1981. Avec une impression sur les archives protégées. Les 588 pages de ce livre seront vite écorchées à force d'être consultées.

Christine Fauvet-Mycia / Libération

Voilà enfin la somme du « décennat » qui va faire date.

Christian Sauvage / Le Journal du Dimanche

Un ouvrage de référence sur dix ans passés à l'Elysée. Si le travail est sérieux et crédible, il n'est pas pour autant austère. Les anecdotes y ont leur place, souvent desopilantes.

Nicole Kern / Le Figaro

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman. Tome 1 : Les ruptures. 140 F. Tome 2 : Les réconciliations (à paraître)

Editions du Seuil

### Les effets de l'embargo

## Bagdad fait état de difficultés d'approvisionnement en céréales

L'Irak a fait officiellement état, dimanche 11 novembre, de difficultés d'approvisionnement du marché intérieur en céréales et annoncé des mesures pour lutter contre la « spéculation » sur ces denrées, trois mois après l'entrée en vigueur de l'embargo international à son encontre.

Selon l'agence irakienne INA, M. Saddam Hussein a présidé une réunion « consacrée aux problèmes économiques », qui a décidé d'augmenter le prix du riz — d'un montant non précisé —, de rendre obligatoire « la commercialisation de tous les produits céréaliers par les canaux de l'Etat » et de « renforcer les sanctions contre les spéculateurs ».

C'est la première fois que l'Irak, qui compte près de 18 millions d'habitants, fait ainsi état publiquement de « spéculations » sur les produits agricoles et de difficultés d'approvisionnement du marché. Le 3 septembre, Bagdad avait annoncé le rationnement de neuf produits de base : la farine, le riz, l'huile de cuisine, le thé, les féculents, le sucre, le lait pour nourrissons, le savon et la poudre de lessive. En outre, depuis la mi-octobre, quinze médicaments « vitaux » sont également rationnés.

Selon l'INA, les mesures annoncées dimanche ont été prises « en raison de la réticence de certains commerçants à vendre leurs céréales par l'intermédiaire de l'Etat, à approvisionner les citoyens en denrées de base et à améliorer le système de rationnement ». « La commercialisation de tous les produits céréaliers se fera exclusivement par les canaux de l'Etat, alors que seront renforcées les sanctions contre les spéculateurs et les agriculteurs récalcitrants », ajoute l'agence, sans autre précision sur la nature des « sanctions » envisagées.

L'Irak avait décidé, le 19 octobre, de rationner l'essence et l'huile pour moteur, mais cette mesure avait été annulée le 28 octobre par M. Saddam Hussein, qui avait alors démis de ses fonctions le ministre du pétrole, accusé d'avoir fait « une erreur de calcul ». — (AFP)

## LA CRISE DU GOLFE

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

## M. Dumas incite Bagdad à « prendre la situation très au sérieux »

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas a appelé dimanche 11 novembre les dirigeants irakiens à prendre « très au sérieux » la situation « qui se tend » dans la crise du Golfe et a souligné qu'il fallait « examiner » une résolution de l'ONU sur le recours à la force contre l'Irak.

« Chaque jour qui passe pendant lequel il ne se produit rien de vraiment sérieux du côté irakien aggrave la situation », a dit M. Dumas, qui était l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », en soulignant qu'il souhaitait « être entendu à Bagdad » et que « les dirigeants irakiens seraient bien de prendre cette situation très au sérieux ». M. Dumas a ajouté que « tous les signes qui viennent de l'Irak ne sont pas des gestes encourageants et qui vont dans le bon sens ». « C'est pour cela », a-t-il poursuivi, « que je dis que la situation se tend ».

## La « loyauté » de M. Cheysson

Le ministre a toutefois rappelé que Paris restait dans le « droit fil » des décisions de l'ONU, qui « prévoit une action défensive et coercitive » défensive pour protéger les Emirats et l'Arabie Saoudite, et coercitive « ce qui n'est pas forcément une action offensive » pour amener l'Irak à évacuer le Koweït. « La position de la France n'est pas, pour le moment, que tout est permis à partir des résolutions votées » par le Conseil de sécurité de l'ONU, a fait valoir M. Dumas.

M. Dumas a en même temps estimé qu'il convenait d'« examiner » une résolution de l'ONU sur le recours à la force contre l'Irak. « C'est une procédure qu'il faut envisager », a-t-il déclaré sans indiquer clairement si Paris voterait une telle résolution. Soulignant la nécessité de « maintenir et de renforcer » l'embargo des Nations unies contre l'Irak, M. Dumas a ajouté : « Nous avons encore un peu de temps devant nous. Il faut que ce temps soit mis à profit pour que la raison finisse par l'emporter. » Mais le ministre a souligné que si rien ne se produisait à l'expiration de ce délai, la communauté internationale ne « se croiserait pas les bras ». Interrogé sur l'attitude de Washington et l'éventualité d'une

La CEE étudie une démarche diplomatique en faveur des otages

Les ministres des affaires étrangères des Douze devaient discuter, lundi 12 novembre, d'une démarche auprès de certains pays arabes pour favoriser la libération des quelques milliers d'otages européens toujours détenus en Irak, au cours de la première rencontre ministérielle entre les Douze et les pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA : Algérie, Tunisie, Maroc, Libye, Mauritanie).

Parallèlement, le régime de M. Saddam Hussein continue à pratiquer le compte-gouttes dans son chantage aux otages. Il en a libéré une douzaine pendant le week-end, dont M. Léonard Cantone, d'origine italienne mais vivant en France depuis trente-quatre ans. (Le Monde daté 11-12 novembre). Douze ressortissants britanniques ont, quant à eux, fait le voyage de Bagdad - au grand dam des autorités de Londres - pour rendre visite à leurs proches toujours retenus en Irak.

Le défilé de personnalités occidentales auprès des dirigeants irakiens s'est poursuivi, avec la présence à Bagdad, pendant le week-end, de l'ancien premier ministre néo-zélandais David Lange ainsi que M. Ramsay Clark, ex-ambassadeur américain, qui en a profité pour critiquer la politique de son pays dans la crise du Golfe. Quant à l'ancien chancelier ouest-allemand, M. Willy Brandt, il n'a pas exclu d'effectuer un deuxième séjour à Bagdad après celui, la semaine dernière, qui lui avait permis d'obtenir la libération de plus de cent ressortissants étrangers. (AFP, Reuters)

## Prochaine conclusion d'un accord franco-saoudien sur les missions des Mirage

Selon le colonel Jean-Pierre Job, qui commande le détachement aérien français en Arabie saoudite et qui vient d'être promu général de brigade aérienne, un accord devrait prochainement être conclu avec l'Arabie saoudite sur les missions attribuées aux Mirage et aux Jaguar stationnés à Yatif depuis le début d'octobre. Cet accord fixera les règles d'exécution de leurs missions de combat et il prévoit, notamment, la présence d'un officier de liaison français auprès du commandement saoudien, pour vérifier en permanence la conformi-

mité des ordres donnés avec le protocole conclu.

Depuis leur arrivée en Arabie saoudite, les seize Mirage et les huit Jaguar français, accompagnés de deux avions C-135 de ravitaillement en vol, accomplissent à ce jour des missions qui sont limitées à l'entraînement et à la reconnaissance. Ils pourraient entreprendre, après la signature de l'accord, des patrouilles de combat, de trois à cinq heures, pour le contrôle d'une zone particulière de l'espace aérien saoudien.

## « La guerre n'est pas aujourd'hui un moyen adapté »

déclarent les évêques de France réunis en assemblée plénière à Lourdes

La conférence des évêques de France, réunie en assemblée plénière à Lourdes, a souligné, dimanche 11 novembre, dans un texte intitulé « Le prix de la paix », « la gravité de ce qui était en cause », à ses yeux, dans les conflits du Proche-Orient. Cette déclaration collective fait figure de mise au point après les interventions isolées, parfois contradictoires, de certains évêques, dont le cardinal Albert Decourtray et Mgr Jacques Gaillot.

## LOURDES

de notre envoyé spécial

« Le droit international est bafoué, souligne cette déclaration des évêques français, là où un pays tente d'en annexer un autre par la violence. Le respect du droit des gens est rompu, quand on se sert de personnes humaines comme enjeu de négociations politiques ou comme parade stratégique. Le droit fondamental à l'accès aux ressources de la création (...) est contredit, quand les sources d'énergie - en l'occurrence le pétrole - sont accaparées par quelques-uns au détriment du bien commun, régional ou international. D'une manière générale, l'accumulation des richesses naturelles entre les pays nantis les expose au jugement de Dieu et à la colère des pauvres aux imprévisibles conséquences. »

« On peut se féliciter, poursuit la déclaration, de ce que l'ONU, comme l'a toujours souhaité notre Eglise, paraisse aujourd'hui à même de jouer le rôle qui est le sien : appeler la communauté des peuples à s'engager efficacement pour trouver une solution à ce conflit. Mais le règlement de cette crise du Golfe doit ouvrir la voie à celui des autres conflits de la région. Nombreux dans le monde sont ceux qui attendent de voir le droit international s'appliquer à tous. »

« La paix et la justice marchent ensemble, conclut la déclaration

épiscopale. Elles ne peuvent procéder d'une attitude qui s'enferme dans une logique de guerre. Tout doit être mis en œuvre pour favoriser une logique de paix qui respecte les droits de tous les peuples concernés, en particulier ceux du Moyen-Orient. Etant donné l'enchaînement des risques qu'elle comporte, la guerre n'est pas aujourd'hui un moyen adapté pour obtenir justice de la violation des droits. C'est pourquoi, même en cas de légitime défense, on ne saurait y recourir qu'une fois épuisées toutes les possibilités d'un règlement pacifique. » Les évêques français ont aussi publié un texte concernant la situation au Liban : « (...) Le monde doit entendre les cris des victimes innocentes qui ont suivi l'installation du contrôle syrien sur une grande partie du territoire (...). Aujourd'hui, le Liban, divisé, est soumis à des pays étrangers. Sa voix officielle est-elle vraiment libre ?

« Nous voulons appeler tous les honnêtes gens à promouvoir le droit des Libanais à un Etat indépendant et démocratique. Malgré les apparences, nous voulons croire qu'il est possible aujourd'hui d'appliquer les résolutions de l'ONU et de voir les troupes étrangères quitter le Liban. »

J.-M. DY

« Visite au Liban du pasteur Stewart, président de la Fédération protestante de France. - Le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, se rendra au Liban, pour la première fois, du 15 au 21 novembre prochain. Le pasteur Stewart, dont le projet de voyage remonte à deux ans, rencontrera, lors de son séjour à Beyrouth, divers responsables religieux, musulmans et chrétiens. Il existe une petite communauté protestante à Beyrouth qui a réussi à maintenir des liens étroits avec l'ensemble des communautés religieuses de la ville. »

## "Le Golfe des turbulences..."

Mais qui était donc l'auteur de ce livre prémonitoire ?



3617 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

\*Tapez dans titre : Le Golfe des turbulences

## PROCHE-ORIENT

LIBAN : premier espoir d'une renaissance de l'Etat

## Les milices ont commencé à se retirer de Beyrouth

Après quinze ans de guerre, les milices libanaises ont commencé, samedi 10 et dimanche 11 novembre, à se retirer de Beyrouth, après que le gouvernement du président Elias Hraoui ait annoncé que le processus de réunification de la capitale et sa région qui a débuté le 10 novembre devrait être terminé avant le 9 décembre. La première milice à entreprendre l'évacuation de ses positions beyrouthines a été Amal (chrites), suivie des Forces libanaises (chrétiennes).

de notre correspondant

Dans la foulée de l'élimination du général Aoun, le 13 octobre, le gouvernement a décrété la création du Grand Beyrouth, territoire en quelque sorte expérimental où s'exercera l'autorité de l'Etat renaissant et de lui seul. A cette annonce précède l'influence de l'armée syrienne prédomine partout, même là où les soldats de Damas ne sont pas physiquement présents sur le terrain.

Le territoire du Grand Beyrouth englobe, du côté chrétien, Beyrouth-Est (ex-zone FL de M. Samir Geagea) et la majeure partie des deux Metn (ex-zone aouniste où se sont installés, après l'éviction du général Aoun, le PSNS - Parti socialiste national syrien - et les FL dissidents de M. Elie Hobeika, tous deux pro-syriens) et, du côté musulman, Beyrouth-Ouest, déjà exclusivement sous contrôle syrien, la banlieue sud où le Hezbollah et Amal étaient présents en même temps que les Syriens, ainsi que la région de Khaldé-Damour où le PSP de M. Joumblatt cohabitait avec l'armée syrienne.

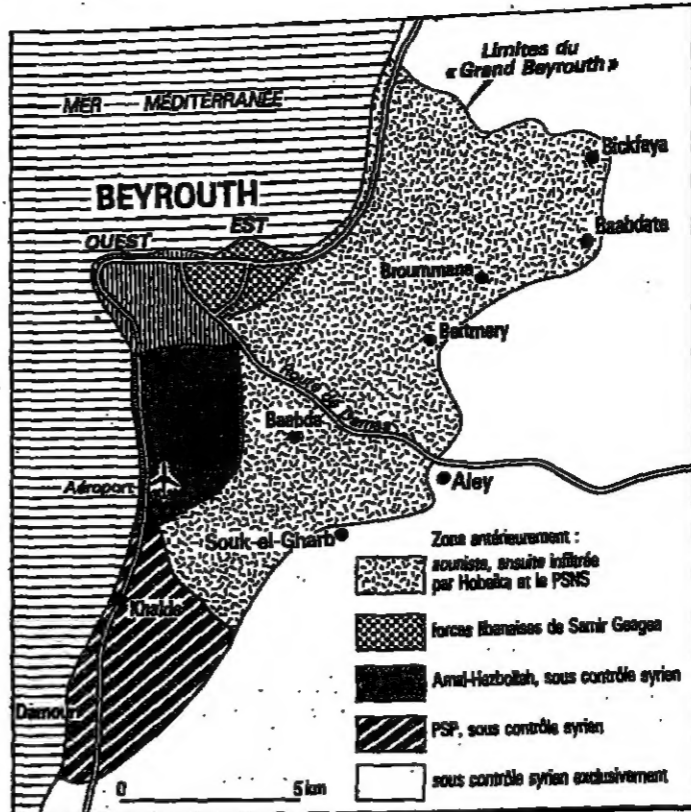
## Nombreux tiraillements

En tout, cela représente 500 à 600 kilomètres carrés : 5 % environ du Liban d'où sont censées disparaître toutes les armes sauf celles des forces libanaises - et, bien entendu, de l'armée syrienne. En plus, la route Beyrouth-Damas jusqu'au col du Bédar est englobée dans la notion de Grand Beyrouth, bien qu'elle n'en fasse partie que sur un tronçon, de même que tous les ports du littoral appelés à être restitués à l'Etat. Le port de Beyrouth, en particulier, devrait fonctionner à nouveau sous peu.

Les milices qui doivent en sortir pour permettre la constitution du Grand Beyrouth sont donc les FL (chrétiens), le Hezbollah et Amal (chrites), le PSP (druze) et, fraîchement débarqués, les hobeikistes (chrites) et le PSNS (musul). Du moins partent-elles en tant que milices, quitte à y poursuivre une activité politique.

Des tiraillements majeurs ont précédé la proclamation du Grand

« M. Dumas : le sort du général Aoun doit être réglé dans « des conditions convenables et honorables ». - M. Roland Dumas a déclaré, dimanche 11 novembre, que la France souhaitait et faisait tout pour que le sort du général Michel Aoun « soit réglé dans des conditions convenables et honorables ». « Je continue d'intervenir là où il faut pour que le sort du général Aoun soit réglé dans des conditions convenables et honorables, et dans le mot honorable il y a honneur », a expliqué le chef de la diplomatie au cours de l'émission « Le Grand Jury » RTL-Le Monde.



Beyrouth, les FL et le parti phalangiste se plaignent avec véhémence de l'infiltration des deux Metn, qui fut leur fief avant d'être celui du général Aoun, par leurs ennemis directs, hobeikistes et PSNS, alors que, précisément, les milices doivent en sortir. Ils ont commencé à obtenir gain de cause, l'armée ayant fait évacuer cinq de leurs permanences et promis d'en faire autant pour les autres ; et c'est sur cette base qu'ils ont confirmé leur accord à la création du Grand Beyrouth. Non sans avoir rétabli les ponts avec Damas où le chef du parti phalangiste, M. Saadé, s'est rendu à deux reprises. Plus important encore : des émissaires des FL ont rencontré dans la Bekaa le chef des renseignements syriens au Liban, le général Ghazi Kénaan.

L'armée libanaise, qui remplace les milices, est désormais forte de trente-cinq mille hommes. Les deux tiers devraient être déployés dans le seul Grand Beyrouth. La naissance de cette entité résulte d'une conjonction exceptionnellement favorable. L'armée est, pour la première fois depuis le début de la guerre, réunifiée ; la population est mûre pour accepter des soldats

musulmans en zone chrétienne et vice versa ; elle se réhabitue à la vie commune ; les milices sont toutes affaiblies par les luttes intestines au sein de chaque communauté, de sorte que personne - pas même les FL du côté chrétien, le Hezbollah du côté musulman, ni même les palestiniens - n'est en mesure de s'opposer à l'ordre syrien. La Syrie, enfin, en cherche plus le chaos mais l'apaisement et dispose d'un aval international qui ne fut jamais aussi net.

Cela étant, nombreux sont ceux qui se demandent si le Grand Beyrouth ne sera pas le « Petit Liban » du régime Hraoui, en d'autres termes si le processus de restauration de l'Etat et du pays - dit « de Taïf » - ne s'arrêtera pas à ce stade après la réconstitution du Parlement grâce à la cooptation de députés nommés par un gouvernement d'entente nationale. Le président Hraoui fait le pari contraire et - symbole de la renaissance de l'Etat - la construction d'un palais présidentiel a été décidée, sur le terrain de l'hippodrome, en plein Beyrouth, juste à l'ancienne frontière entre les deux secteurs de la ville.

LUCIEN GEORGE

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA EN UNIVERSITE USA  
En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus \$ 800 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages bilingues.  
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.  
French Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Nanterre, 47.22.84.94 ou 47.45.09.19

DE VILLETANEUSE  
CENTRE DE FORMATION CONTINUE - I.U.T. Villetaneuse

POUR SALARIÉS ET DEMANDEURS D'EMPLOI (niveau BAC et 3 ans d'expérience professionnelle au minimum)

Formation diplômante à temps complet.

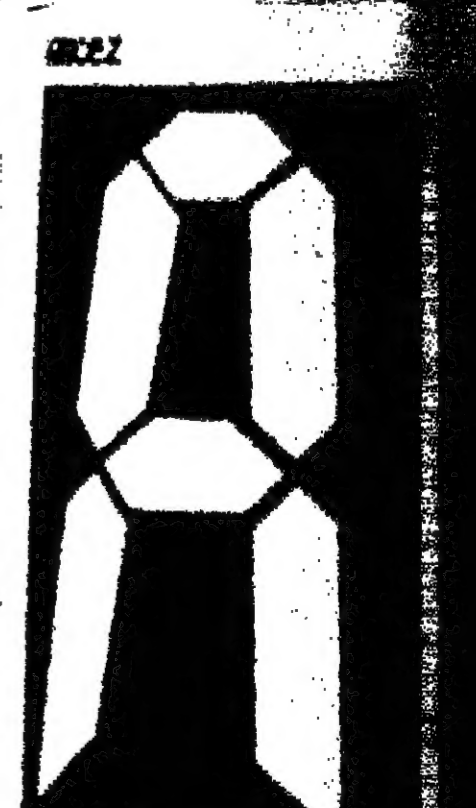
DUT G.E.A. Option Gestion  
Ressources Humaines (Personnel)

Début du stage : 7 janvier 1991

Inscription jusqu'au 7 décembre 1990

Renseignements :  
CENTRE DE FORMATION CONTINUE - I.U.T.  
avenue J.-B. Clément, 93430 VILLETANEUSE  
Tél. : 49-40-31-17 et 32-82. MINITEL 3615 IUTCOM.

Libane.  
ne répond



SOUSCRIVEZ  
DE CAPITAL D

28F.25

menace à se retirer de Beyrouth



## A la Havane, Moscou ne répond plus

Suite de la première page

De plus, les pressions exercées par Washington sur ses alliés pour lier les crédits en faveur de Moscou à la suppression de l'aide soviétique à La Havane ont probablement contribué à réduire encore le nombre des partisans de Cuba au sein de la classe politique soviétique.

Après la suspension, l'année dernière, par le gouvernement cubain, de la vente dans les kiosques de l'édition espagnole de l'hebdomadaire *Las Noticias de Moscú*, celui-ci a durci sa position à l'égard de La Havane, et le ton a nettement monté dans la presse soviétique, au point qu'elle est devenue une des principales sources d'information de Radio-Mari, la station anti-communiste du gouvernement des Etats-Unis, qui émet depuis Washington. Véritable affront pour La Havane, la station vient de nommer un correspondant à Moscou, après l'avoir fait tourner pendant un an dans toutes les capitales d'Europe de l'Est. Le brouillage en ondes moyennes était efficace, les Cubains écoutent beaucoup Radio-Mari sur ondes courtes, en attendant de voir TV-Mari qui, depuis son lancement en avril, est quasiment impossible à capter dans l'île.

### Contacts à Miami

Plusieurs journaux soviétiques demandent ouvertement la réduction, ou même la suppression, de l'aide en faveur de l'île caribéenne. D'autres n'hésitent plus à écrire que Fidel Castro a fait son temps et doit passer la main s'il ne veut pas finir comme ses collègues d'Europe de l'Est (la nouvelle

revue indépendante *Mégapolis Express* a publié récemment un article intitulé « L'automne du patriarcat »). Pis encore, la presse soviétique, et même quelques hauts fonctionnaires, ont commencé à s'intéresser aux Cubains exilés à Miami, que le régime de La Havane considère comme des traîtres.

Les premiers contacts sérieux entre Moscou et Miami ont eu lieu en mai dernier, sous le couvert d'un colloque universitaire organisé en Floride, auquel ont participé deux hauts fonctionnaires soviétiques, MM. Iouri Pavlov et Gueorgui Arbatov. Depuis, plusieurs représentants de la communauté cubaine en exil se sont rendus à Moscou afin de poursuivre le dialogue. Il ressort de ces conversations que les Soviétiques souhaitent une transition pacifique à Cuba, avec la collaboration des Etats-Unis, qui, selon ce scénario, pourraient lever l'embargo en vigueur depuis 1960, en échange de l'interdiction de l'aide soviétique, évaluée par Washington à 3 milliards de dollars par an (sous forme notamment de pétrole, de produits alimentaires et de transferts de technologies).

Officiellement, la position de Moscou à l'égard de La Havane n'a pas changé, comme l'a affirmé le chef d'état-major de l'armée soviétique, le général Mikhaïl Moïseïev, lors de son séjour à Cuba en octobre. Confirmant « l'indivisible amitié cubano-soviétique », ce dernier a insisté sur le « respect des engagements signés depuis la visite du président Gorbatchev en avril 1989 à La Havane » sur les plans économique, politique et militaire. Certains experts des relations soviéto-cubaines estiment que les déclarations du général révèlent des divergences entre l'armée et le Kremlin. L'armée souhaite

tenir une position plus ferme en faveur de l'allié cubain au moment où les livraisons soviétiques, sauf dans le secteur militaire, enregistrent d'importants retards, et sont de plus en plus incertaines pour l'an prochain, aucun contrat n'ayant été signé pour l'instant. On sait déjà qu'il manquera un peu plus de 2 millions de tonnes sur les 13,4 millions de tonnes de pétrole prévues pour cette année.

« Les événements en cours en Union soviétique ont entraîné une diminution de notre production pétrolière », souligne le conseiller économique de l'ambassade soviétique à La Havane, M. Boris Sokolov. La Tchecoslovaquie, la Hongrie et les autres pays d'Europe de l'Est se plaignent, eux aussi, de la réduction de nos livraisons.

Les Cubains, eux non plus, n'ont pas respecté leurs engagements. « Sur les 4,4 millions de tonnes de sucre qu'ils devaient nous livrer en 1990, affirme M. Sokolov, il manquera certainement 400 000 tonnes ». Déjà, l'an dernier, La Havane avait dû acheter sur le marché international environ un demi-million de tonnes de sucre pour respecter ses engagements à l'égard de Moscou. Opération coûteuse... pour l'URSS, selon un expert soviétique, qui reproche à son gouvernement d'avoir donné une garantie financière à la société française SUCDEN (Sucres et Dérivés) pour l'achat de ce sucre par Cuba. La Havane n'étant pas en mesure cette année de rembourser la SUCDEN, ni en sucre ni en dollars, c'est Moscou qui devra le faire.

Les diplomates soviétiques reconnaissent que la situation sera beaucoup plus « préoccupante » l'an prochain, mais ils disent avec insistance que cela ne signifie pas un changement de politique de leur gouvernement : « Désormais, disent-ils, la décision finale ne dépend plus du Kremlin, mais du Soviet suprême ». Cela ne rassurera sans doute pas les autorités cubaines, qui n'ont pas été trois ans au Parlement soviétique, et se méfient, à juste titre, de décisions issues de débats démocratiques. De plus, si de nouveaux accords sont signés, ils le seront pour un an, et non plus pour cinq ans. Enfin, et c'est le point le plus inquiétant

pour Cuba, tous les échanges se feront en monnaie convertible à partir du 1<sup>er</sup> janvier, y compris le paiement des salaires des experts soviétiques envoyés dans l'île (environ 9 000 Soviétiques, familles comprises, vivent à Cuba).

La dette à l'égard de Moscou s'élève à un peu plus de 15 milliards de roubles, selon des chiffres publiés dans la presse soviétique, soit 24 milliards de dollars au taux officiel. Le directeur de la Banque nationale cubaine, M. Daniel Legra, refuse de confirmer ce montant, en vertu d'un engagement de cette dette, qui doit commencer en 1993, ne se fera pas sur la base du taux officiel (1,50 dollar pour un rouble) mais sur une base qui reste à déterminer.

### Une rupture irréversible

Fidel Castro semble se faire à l'idée que la rupture est irréversible avec les anciens pays socialistes d'Europe de l'Est et qu'il ne faut plus compter sur les livraisons en provenance de cette région (15 % du commerce cubain). Il a déjà paré au plus pressé en achetant en devises fortes des ampoules au Japon, pour vendre ses produits pharmaceutiques) à la suite de la défaillance de la Pologne, qui était jusqu'ici l'unique fournisseur. Même chose avec les pneus importés de Tchecoslovaquie ou avec les pièces de rechange des autobus hongrois, montés à Cuba. De toute façon, dit le dirigeant cubain, ces véhicules sont de « véritables ruines ambulantes qui consomment plus de 50 litres aux 100 kilomètres ». Comme les tracteurs, qui seront en partie remplacés par des bœufs, les autobus seront délaissés peu à peu au profit des bicyclettes, qui, avant d'être fabriquées sur place, seront importées de Chine populaire, partenaire commercial de plus en plus sollicité par La Havane.

Quant aux relations avec l'URSS, qui représentent plus de 70 % du commerce cubain, c'est l'incertitude la plus totale. « Nous ne savons pas quelles vont être les

bases de notre commerce avec l'URSS l'an prochain », déplore Fidel Castro. Personne ne sait combien elle va nous payer pour notre sucre, ni combien nous allons payer ses produits, ni même quelle quantité de pétrole nous allons recevoir. » De plus, les énormes investissements soviétiques sont menacés, en particulier l'achèvement de la raffinerie de pétrole de Cienfuegos, et surtout les quatre réacteurs de la seule centrale nucléaire de l'île. « Nous avons investi le travail de plus de dix mille hommes dans cette centrale depuis plusieurs années, dit le dirigeant cubain, et son avenir est incertain. » Castro a également annoncé que la toute nouvelle usine de nickel « Che Guevara », construite avec une technologie soviétique, qui consomme cinq fois plus de pétrole que les usines du monde capitaliste, ne serait pas mise en marche pour l'instant.

Le président cubain a brossé un tableau extrêmement sombre de la situation, allant jusqu'à préciser que si le pays devait importer son pétrole au prix mondial, la totalité de ses exportations ne suffirait pas à couvrir la note. En fait, personne ne connaît la valeur réelle des échanges avec l'URSS, qui se font

essentiellement sous forme de troc : sucre, agrumes et nickel cubains, contre environ 700 produits soviétiques, en particulier la quasi-totalité du pétrole consommé dans l'île.

Mais il y a plus inquiétant encore pour le président cubain, qui a évoqué avec colère les pressions exercées par les Etats-Unis pour forcer l'URSS à « les aider à détruire la révolution cubaine ». « C'est une honte de voir à quels extrêmes en est arrivée l'impérialisme », a-t-il ajouté. Même s'il se dit convaincu que les dirigeants soviétiques ne se laisseront pas influencer par ces exigences, il a reconnu que « certains, en URSS, étaient enchantés par cette idée » et qu'ils l'avaient fait savoir à des « personnalités yankees ».

Malgré les précautions oratoires du *Lider maximo*, on sent les dirigeants cubains et la presse profondément préoccupés par les bouleversements en URSS. « La nouvelle liberté signifie aussi plus de liberté pour commettre des crimes », écrit l'hebdomadaire *Juventud Rebelde*, dans un article consacré à la montée de la violence en Europe de l'Est.

BERTRAND DE LA GRANGE

## DIPLOMATIE

... Le Monde • Mardi 13 novembre 1990 5

ADULTES - ETUDIANTS - JEUNES  
**ANGLAIS-ALLEMAND**  
UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR

Maîtrisez l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Choisissez un organisme reconnu par le British Council, OISE, professionnel de la formation linguistique, propose des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient tradition et innovation.

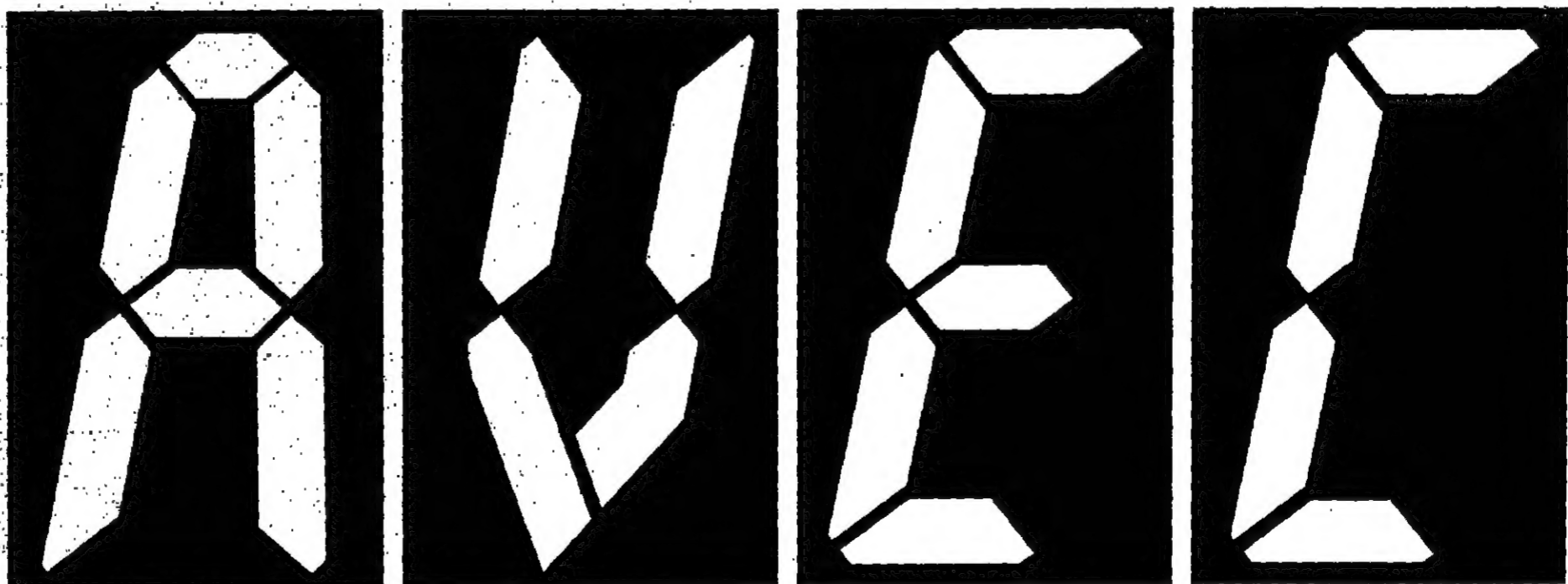
**O I S E**  
LANGUAGE TRAINING

BRISLEY LANE - OXFORD (ENGLAND) - TEL. (0865) 248 218. MEMBRE DE APELS-ELDOR  
21, RUE THEOPHRASTE-BERNAUDOT - 75016 PARIS - AGREEE PAR L'UNISEL  
TEL. (1) 45 33 13 02

**LA REFERENCE POUR L'EXCELLENCE EN LANGUES**

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### Avancez



## SOUSCRIVEZ A L'AUGMENTATION DE CAPITAL D'EUROTUNNEL

Souscription  
de 12 ans, au 3 d'août  
**28F,25**  
Taux

EUROTUNNEL procède à une augmentation de capital d'un montant de 5,6 milliards de Francs par l'émission d'unités (\*) nouvelles avec droit préférentiel de souscription, au prix de 28,25F par unité.

Si vous êtes actionnaire d'EUROTUNNEL, vous pouvez acquérir 3 unités nouvelles pour 5 unités anciennes.

Si vous n'êtes pas actionnaire, vous pouvez participer à cette émission, en vous portant acquéreur des droits de souscription à raison de 5 droits pour la souscription de 3 unités nouvelles.

Des réductions de 50% sur le tarif de la traversée en navette EUROTUNNEL seront offertes, dans certaines conditions, aux souscripteurs ou aux bénéficiaires de leur choix en fonction du nombre d'unités nouvelles souscrites.

Pour obtenir la Note d'Information ou son abrégé (Visa COB 90.460 du 02.11.1990, BALO du 05.11.1990), contactez votre banque, appelez le 47.74.57.71 ou tapez 3615 EUROTUNNEL.

Une unité est composée d'une action française et d'une action anglaise, jumelées et indissociables.



Traversez avec nous.

ETUDES EN UNIVERSITE

CENTRE DE FORMATION CONTINUE  
VILLEVALE

POUR SALAIRES DE MANOEUVRES D'ESP

niveau BAC et 3 ans

expérience professionnelle

ou équivalente

FORMATION SPÉCIALISÉE A TOUT NIVEAU

ETUDES A DISTANCE

FORMATION PROFESSIONNELLE

FORMATION CONTINUE

**MAROC :** après la visite de M. Dumas à Rabat

**La presse locale continue de condamner la « campagne de dénigrement des médias français »**

**JAPON : tout en s'engageant à respecter**

# L'empereur Akihito s'est soumis aux rites d'intronisation les plus traditionnels

mythologiques de la cérémonie, le gouvernement était parvenu, après une longue lutte avec la maison impériale, à faire adopter un rituel qui soit ex-

## Silence monastique

Le silence monastique, l'assistance rigoureuse muette, les visages impassibles et la seule solennité du rituel millénaire donnaient l'impression d'un culte. Seul le couronnement des corbeaux passant dans un ciel clair d'une belle journée minimes et poignait l'été dans la cour de gravier dans pause. Et dans le vent le vent le vent, les bannières de couleur et les vitres de part et d'autre. Entre les colonnes du Soleil et de la Lune naissent les tendrards de bambou rouge sur lequel étaient posés les deux idoles grammes, calligraphies de la main du premier ministre, signifiant « nulles fautes », souhaitant longévité et éternité : l'immortalité dans le vœu souverain.

Formant une double haie, soixante-quatorze gardes en costumes traditionnels semblaient figés au pied des bannières. Certains portaient des arcs et des sabres. A l'autre extrémité de la cour, face aux trônes, se trouvaient les deux mille cinq cents hôtes officiels, étrangers et japonais.

Quelques heures auparavant, l'empereur avait procédé à des rites de culte shintoïste (religion première du Japon) pour annoncer son avènement des ans antiques et, dans la déesse du Soleil, Amaterasu, dont est supposée issue la famille impériale. Tenant à la main la tablette du bois qui est aussi celle des officiants shintoïstes, il s'était rendu dans le sanctuaire (*Kashikodokoro*), situé dans l'enceinte du palais, qui abrite le miroir sacré. Toute la nuit, des oriflammes veillent sur ce trésor. Le miroir, censé être une manifestation de la déesse du Soleil (1), est, avec l'épée et les joyaux, l'un des trois trésors de la dynastie.

Deux de ces insignes, le Glaive et les Joyaux, furent également placés à côté du trône lors des rites séculiers bien qu'ils soient censés témoigner de l'origine divine de la dynastie. Afin d'atténuer les connotations

mythologiques de la cérémonie, le gouvernement était parvenu, de haute lutte avec la maison impériale, à ce que le miroir soit exclu, jugeant qu'il s'agit d'un objet de culte. On avait, en revanche, ajouté les deux symboles séculiers que sont les sceaux de la maison impériale et de l'État.

Ces concessions aux divinités ne seront pas suffisantes puisque, dans la nuit du 22 au 23 novembre, aura lieu l'ésotérique Grande fête des prémices (Daijosaï) au cours de laquelle l'empereur se censé offrir à la déesse du Soleil le premier riz de l'année.

## Une ville en état de siège

C'est dans une ville quasiment morte depuis la veille, inventée par un dispositif policier énorme, qu'est déroulé le défilé en voiture découverte, de l'empereur et l'impératrice dans les rues menant du palais à leur résidence (4 kilomètres). Une foule évaluée à cent vingt personnes brandissait de petits drapeaux japonais dans le reste de la ville. Dans la ville sur les 4 kilomètres. Dans les rues, une circulation de voitures policières, les piétons pratiquement arrêtés, les consignes automobiles des gares fermées, qu'on n'y dépose pas de bombes donnaient plutôt l'impression d'une ville en état de siège.

Ce déploiement de force, juge excessif par beaucoup de journaux, n'a pas empêché des incendies criminels dans plusieurs sanctuaires et des explosions, notamment dans le métro et des casernes de police, qui n'ont pas fait de victimes. Une douzaine de manifestations de protestation ont par ailleurs eu lieu hors de la capitale. Dimanche, la plus importante avait réuni près de cent mille personnes. Le Parti communiste avait refusé d'assister à l'immobilisation.

**PHILIPPE PONS**

(1) L'original du Miroir sacré se trouve au sanctuaire d'Ise. On n'en trouve de description nulle part. Il est, dit-on, enveloppé d'un étui de brocart d'où on ne le retire jamais et que l'on place dans un étui neuf quand le temps compromet la solidité du précédent.

## Qui s'occupe de Tokyo à Paris ?

Signe de l'importance accordée par Paris à ses relations avec le Japon, c'est M. Michel Rocard qui a représenté la France aux cérémonies d'inauguration de l'empereur Akihito lundi 13 novembre à Tokyo. Le premier ministre s'était déjà rendu à Tokyo en juillet. L'an dernier, le président Mitterrand avait assisté aux funérailles de Hirohito.

Cet intérêt pour la troisième puissance économique mondiale semble toutefois avoir de la peine à se concrétiser dans les faits. A commencer par le Qual d'Orsay lui-même. En effet, le poste d'unique rédacteur « Japon » à la direction d'Asie, pourvu par intermittence depuis trois ans, est vacant depuis le début de l'été.

Une seule personne pour le Japon, comme pour l'Australie, l'Indochine ou la Corée, contre cinq pour l'URSS, c'était déjà peu. Que ce poste reste depuis des mois sans titulaire est pour

Où tant que le Gaimusho, le ministère japonais des affaires étrangères, dispose d'une vingtaine de personnes pour la seule sous-direction chargée de la CEE moins la Grande-Bretagne. Dont plusieurs à plein temps sur la France et qui, bien souvent, parlent notre langue. n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les succès commerciaux du Japon en France dépassent ceux de la France au Japon...

**P. da B.**

# Les entretiens de Djakarta sur le Cambodge se sont soldés par un échec

**TOKYO**  
**Le envoyé spécial**

L'introïsmen de l'empereur Akihito est bien entendu l'occasion de nombreux regards diplomatiques. M. Michel Rocard pour sa part a rencontré dimanche 11 novembre le président brésilien M. Collor de Mello. Il sera reçu mardi par le premier ministre japonais M. Kaifu. Lundi la délégation française s'est notamment entretenue avec le premier ministre d'Indonésie M. P. Perez de Cuellar, puis avec le président indonésien M. Suharto. M. Edwige Aveline, ministre délégué aux Affaires étrangères, rencontrait M. Ali Alatas, chef de la diplomatie indonésienne.

Ces entretiens offraient d'autant plus d'intérêt qu'ils intervenaient un lendemain même de trois jours de discussions sur le Cambodge à Djakarta sous l'égide de la France et de l'Indonésie, coprésidentes de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge. En langage diplomatique le bilan est jugé « modeste », ce qui peut être interprété comme l'habillage d'un échec.

Dans la capitale indonésienne de Jakarta, ni le Vietnam, ni les factions cambodgiennes n'avaient été invitées,

représentants d'une douzaine de pays, dont les Cinq Grands, et l'ONU, ne se sont entendus que sur les grandes lignes d'un document qui reprend, en l'explicitant, le cadre de règlement publié par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies le 27 août. Les cinq autres, qui portent sur l'application pratique d'un accord, n'ont même pas, par exemple, été

## Phnom-Penh

[illegible]

Les Français souhaitent également pour leur part que les Vietnamiens soient entre-temps à la fois informés

et consultés. Cela fait donc beaucoup de conditions, d'autant qu'à Djakarta les Soviétiques, jusque-là très discrets, ont manifesté de l'humour et que le Laos ne faisant l'avocat du régime de Phnom-Penh et du Vietnam, a nié à l'ONU tout droit de participer à une administration intérimaire cambodgienne.

En bref le camp de Phnom-Penh semble avoir durci sa position. On comprend donc que la France et l'Indonésie indiquent clairement à M. Michel Rocard l'a rappelé à Suva qu'il ne faut pas aller à Suva sans savoir - qu'elles ne convoquent pas la Conférence de Paris que lors qu'elles seront sûres d'aboutir à un accord.

Seul signe encourageant pour l'instant : les Chinois ont fait savoir qu'ils ne s'opposeraient pas à ce qu'une vice-présidence du CNS soit confiée à M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, pour ce que le prince Sihanouk attendait toute façon fin novembre à Paris soit porté à la présidence du Conseil. Cet obstacle pourrait d'ailleurs être levé puisqu'une solution du genre, réclamée par Phnom-Penh, est acceptée par le prince Sihanouk. Seuls les Khmers rouges y semblent encore hostiles.

Les Indonésiens vont pouvoir très rapidement se faire une idée de ce que pensent Chinois et Vietnamiens

puisque le président Suharto se rend, après Tokyo, à Pékin puis à Hanôï. Mais comme les Indonésiens semblent un peu caler devant la difficulté d'aboutir, d'éventuels progrès vont dépendre avant tout d'efforts de la France pour ramener la négociation dans le droit chemin. Discuter - on l'a vu à Djakarta - en l'absence des parties cambodgiennes et du Vietnam ne mène nulle part. Les Français l'ont compris et tentent en ce sens compte.

JEAN-CLAUDE POMONTI

■ INDE : Deux pirates de l'air birmanes ont détourné un avion thaïlandais. - Les deux pirates de l'air birmanes qui ont détourné samedi 10 novembre un avion de la Thai Airways reliant Bangkok à Calcutta, sont parvenus à s'échapper de l'aéroport de Calcutta (Inde) où ils se sont rendus aux autorités, voulaient marquer leur hostilité au régime militaire en Birmanie. Les deux éclopés, âgés de 22 et 24 ans, ont défilé un Airbus A-300 en utilisant de fausses bombes radioactives. Ils ont libéré et recasés les 115 passagers et 219 passagers et l'équipage de l'appareil au bout de six heures, avant de se rendre à la police. - (AP.)

AFRIQUE-DU-SUD : couvre-feu dans deux cités noires. - Le couvre-feu a été décrété, dimanche 11 novembre, dans deux cités noires proches de Johannesburg qualifiées de "zones d'agitation" par le ministre de la loi et de l'ordre. Cette mesure a fait suite à la mort, samedi, de deux jeunes noirs à Atteridgeville, lors d'acrobies entre la police et des émeutiers. Sur cette, le vice-président Conga, national africain, M. Nkomo, a appelé, dimanche, tous les groupes noirs rivaux à "oublier le passé" et à se reconstruire. - (AFP).

■ **SÉNÉGAL** : afflux de réfugiés casamançais en Guinée-Bissau. — Plus de mille six cents Sénégalais, fuyant les affrontements entre indépendantistes casamançais et militaires sénégalais en Casamance (sud du Sénégal), se sont réfugiés en Guinée-Bissau, a annoncé, vendredi 9 novembre à Bissau, l'Armée-Croix-Rouge locale. Le Sénégal affirme récemment que les séparatistes casamançais étaient armés par la Mauritanie avec des armes irakiennes et qu'ils utilisaient comme base arrière. — (AFP)

\_\_\_\_\_

**NEUBAUER**  
**PEUGEOT**

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
7, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

\* Offre valable sur présentation de cette annonce

- Poste radio
- Toit ouvrant
- Alarme

**GRATUITS !**

CV<sup>o</sup>

10/11/90

## AFRIQUE

### La presse locale continue de condamner la « campagne d'assassinat des médias français »

La presse locale continue de condamner la « campagne d'assassinat des médias français »...  
La presse locale continue de condamner la « campagne d'assassinat des médias français »...  
La presse locale continue de condamner la « campagne d'assassinat des médias français »...

### Le Tchad dénonce la nouvelle « agression » menée par la « légion islamique libyenne »

Le Tchad dénonce la nouvelle « agression » menée par la « légion islamique libyenne »...  
Le Tchad dénonce la nouvelle « agression » menée par la « légion islamique libyenne »...  
Le Tchad dénonce la nouvelle « agression » menée par la « légion islamique libyenne »...



## L'avis de chacun nous intéresse.

Chez Du Pont de Nemours, la mise au point d'un nouveau produit pour la protection des plantes fait appel aux experts les plus universels, scientifiques, agriculteurs, agronomes, écologistes... sans compter les hérissons. L'opinion de chacun est indispensable. Il faut savoir répondre à toutes les exigences : efficacité, faible dose d'utilisation, absence de résidus, sélectivité, respect de l'environnement... Du Pont de Nemours a investi dans

un effort de recherche particulièrement novateur qui a déjà porté ses fruits.

Nos derniers herbicides sont moins nocifs que le sel marin et s'utilisent pourtant en quantités infinitésimales. Aucun résidu dans les cultures n'a pu être décelé malgré les analyses les plus sophistiquées. Ils prouvent ainsi qu'ils savent respecter la qualité de la chaîne alimentaire et de l'eau.

Notre hérisson en témoigne.

#### Du Pont et la vie...

Notre nouvel herbicide ALLIE® fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde.

Des investissements annuels de l'ordre de 7 milliards de francs et une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie permettent aux hommes de

Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information, contactez : Du Pont de Nemours (France) S.A. ; 137 rue de l'Université - 75334 Paris Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

\* Marque déposée de Du Pont de Nemours.

De meilleurs produits pour une vie meilleure.

**DU PONT**

# EUROPE

ITALIE : les suites de l'affaire « Gladio »

## Le président de la République, M. Cossiga, est prêt à donner « toute information opportune »

Mis en cause par le quotidien *La Repubblica* dans l'affaire « Gladio », le président de la République, M. Francesco Cossiga, a annoncé, dimanche soir 11 novembre, son intention de donner « toute information opportune » devant le comité pour les services secrets et la commission d'enquête sur le terrorisme, deux organismes parlementaires. M. Cossiga avait été cité comme témoin, la semaine dernière, par le juge vénitien M. Felice Casson, chargé de l'instruction du réseau clandestin des services secrets « Gladio ».

La République avait, dans son édition dominicale, vivement critiqué l'attitude de M. Cossiga, jugeant « son refus actuel d'alerter la justice difficile à comprendre », et renvoyant dos à dos « l'irréflexion d'un magistrat et l'arrogance du pouvoir ». D'autre part, un représentant français assistait bien à la dernière réunion de « Gladio » selon des « multiples responsables italiens » cités samedi 10 novembre, par l'agence Ansa, démentant

ainsi les déclarations de l'ancien responsable des services secrets français, M. Constantin Melnik. Ce dernier, qui fut responsable des services secrets français de 1959 à 1962, avait affirmé que le réseau armé clandestin mis en place en Europe pour lutter contre une éventuelle invasion soviétique avait été « probablement désactivé en France à la mort de Staline en 1953 » et de toute façon « n'existait plus à l'époque où le général de Gaulle était président de la République ».

### Interrogations en Belgique et aux Pays-Bas

Par ailleurs, le général-major Raymond Van Calster, chef du service de renseignement de l'armée belge, désigné par le ministre belge de la défense M. Guy Coëme, comme étant le président en exercice des réseaux clandestins de type « Gladio », a minimisé l'importance de ces réseaux. Dans une déclaration, il a toutefois admis

que durant la guerre froide certains pays avaient organisé un réseau d'échanges d'informations.

Aux Pays-Bas enfin, notre correspondant, Christian Chartier, nous signale que le ministre de la défense se refuse « à démentir ou à confirmer s'il est au courant de l'existence d'une telle organisation [Gladio] et s'il est concerné ». De son côté, la presse néerlandaise rappelle qu'en 1980 et 1983 deux importantes caches d'armes souter- raines avaient été découvertes dans des forêts du sud et de l'est du pays.

Un des deux ministres de la défense concernés avait précisé à l'époque qu'il s'agissait d'une « affaire relevant de l'OTAN », mais sans faire état de l'existence d'une cellule spécialisée. Actuellement, il n'y aurait plus aucun dépôt secret d'armes aux Pays-Bas, selon le ministre de la défense, qui n'accepte de s'entretenir de ce sujet qu'avec la commission parlementaire permanente des services secrets.

La visite du pape à Naples

## Entre misère, Mafia et splendeurs...

Le pape Jean-Paul II a entamé, vendredi 9 novembre, un voyage de cinq jours dans la région de Naples. La plus longue de ses soixante-six tournées pastorales en terre d'Italie, entièrement consacrée à la Campanie, à Naples, capitale du Mezzogiorno, du chômage et de la Camorra, la Mafia locale.

NAPLES

de notre envoyé spécial

« Moi, je voudrais bien qu'il reste ici, le pape ». S'il habitait le quartier, vous croyez pas que toute la police qui le protège nous protégerait nous aussi ? Samedi 10 novembre, sur le parcou- rous ensoleillé de Jean-Paul II dans l'immense ghetto-clapier de Scampia, sur les hauteurs de Naples. Massimo a onze ans, une mèche rebelle sur l'œil noir et un gros trou aux genoux de ses jeans. Son père, chômeur, fait des « petits boulots » pour les commerçants du quartier. Son grand frère ne fait rien, mais il a « une grosse béane japonaise ». La « mamme » de Massimo, une femme beaucoup d'autres Napolitains, a accouché sous la tente de l'HLM familiale son plus beau couvre-lit en dentelles. Vieille tradition locale ressuscitée pour faire honneur au pape, qui jetera peut-être un regard en passant. Alors, la mamme de Massimo se signera avec dévotion et pendant quelques jours, il y aura comme une inhabitude légèreté dans l'air vicié de Scampia, le Bronx du Vésuve.

A la fin du pèlerinage, mardi 12 novembre, près d'un million de personnes, un sixième de la population de cette province, auront pu apercevoir celui qu'en Argentine on appelle « le Maradona de la foi ». Pas de confusion sacrilège cependant. Même si le stade San Paolo n'était pas aussi plein samedi pour Jean-Paul II que lorsque « le gosse aux pieds d'or » a talé le ballon pour le « Napoli », même si les murs lépreux de la cité, ceux qui n'ont pas été rapolés pour le passage du Saint-Père, chantent encore les louanges du « roi Diego », Naples, le moment venu, a toujours su distinguer le profane du sacré.

D'ailleurs, ce n'est pas pour Diego Maradona mais bien pour Jean-Paul II que la Campanie a dépensé 40 millions de francs en quelques semaines pour se refaire une beauté. Certains journaux ont parlé de « l'ineffable de ces dépenses excessives et sans lendemain, quand la ville manque de tout, suffoque sous les gaz d'échappement et laisse ses plus beaux jardins publics à l'abandon, faute de crédits ». N'empêche, grâce à la visite papale, les grandes décharges d'ordures et d'immondices qui jouxtaient les HLM de Scampi ont miraculeusement disparu du paysage. Les ascenseurs des



bâtiments ne fonctionnent toujours pas, mais il devrait y avoir désormais un peu moins de rats dans les cages d'escalier...

### Chair à seringue pour la Camorra

Naples-misère, Naples-splendeur. Une vieille culture raffinée côtoie l'analphabétisme rampant et la violence quotidienne. Selon une statistique officielle, un quart des enfants napolitains abandonnent l'école avant la fin de la primaire. Chair à seringue pour la Camorra, vivier de « soldats » pour une myriade de petites organisations criminelles qui ne cessent d'année en année de gagner du terrain sur la légalité publique. On estime à trois cent cinquante mille le nombre de Napolitains qui vivent d'expédients : contrebande, trafics en tout genre, drogue comprise, ateliers occultes de contrefaçon, prostitution, loteries clandestines et autres industries criminelles. D'après le ministère de l'Intérieur, il y aurait une bonne centaine de clans « camorristes » en Campanie, avec environ six mille « soldats » salariés, dont un certain nombre de « baby-killers », des enfants de douze ans qui vous exécutent un homme pour le prix d'une trottinette.

Hécatombe officielle pour les six premiers mois de l'année : 237 assassinats (+ 15 % par rapport à 1989) et 571 rapines diverses (+ 18,5 %). La Mafia sicilienne est presque détruite... Jean-Paul II ne l'a pas rencontré, mais il en a parlé, il a souhaité tout voir, tout connaître, tout savoir d'une ville d'extrêmes où il s'était brièvement arrêté en 1979, et dans laquelle il avait promis de revenir. Il a rencontré ses « frères », les curés de paroisse, les évêques et le courageux cardinal Michele Giordano, l'archevêque de Naples qui ne manque jamais de dénoncer publiquement les fléaux dont souffrent sa cité.

Le pape s'est rendu à la prison de Poggioreale, l'une des plus vétustes et des plus surchargées d'Italie (2 200 détenus pour 1 000 places) où 60 % des prisonniers n'ont pas trente ans, où le tiers d'entre eux se droguent, et où le sida fait des ravages. Bref, s'il n'a pas tout vu, il a beaucoup découvert. Et puis, décision sans précédent au cours de ses missions pastorales en Italie, Jean-Paul II a convoqué, pendant le week-end, la totalité des élus et fonctionnaires responsables de la Campanie. Il a devant les trois mille deux cents personnes qui tiennent en partie le sort de Naples et de ses environs entre leurs mains, devant ces gens qui, pour beaucoup, pratiquent le clientélisme, le népotisme, et la corruption, le pape a parlé. Durement.

Il a incité les pouvoirs publics à « l'exercice correct et transparent » de leurs fonctions, « au service de la société civile ». Il a fait part de sa « grave préoccupation face aux attentats, à la sécurité des personnes et à la vie des communautés où, dans certaines zones, se sont enracinées et s'accroissent les organisations criminelles, comme la Camorra, qui trouve sur ces territoires des champs fertiles ». Il a dénoncé « la prévalence des particularismes et de l'illégalité diffuse qui mettent en crise les institutions ». Il a attiré l'attention sur « l'urgence d'un grand recouvrement de moralité personnelle et sociale » et, jugeant que les problèmes de la Campanie sont d'abord « d'ordre éthique » dans un pays, dans une région où rien ne peut être obtenu sans un « parrainage » politique, ce langage a certainement touché au but.

Quant à savoir si les mots peuvent faire des miracles, c'est une autre affaire... PATRICE CLAUDE

URSS

## M. Gorbatchev et M. Eltsine tentent à nouveau de s'entendre sur les réformes

Constatant une fois de plus que l'un ne peut rien sans l'autre, M. Mikhaïl Gorbatchev et M. Boris Eltsine ont entamé, dimanche 11 novembre, un second tour de négociations après l'échec tumultueux de leur premier accord passé en août autour du projet de réformes économiques radicales.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Le président de l'Union soviétique et le président de sa principale République, la Russie, se sont réunis pendant plus de deux heures en tête à tête, au Kremlin, avant de convoier leurs premiers ministres respectifs, M. Nikolai Ryjkov et M. Ivan Silaev, à discuter avec eux de « la préparation d'un nouveau traité d'Union, de la transition vers l'économie de marché et de problèmes d'actualité », selon un laconique communiqué de l'agence Tass.

Rien n'avait filtré lundi matin de ces entretiens, sinon qu'ils se sont tenus dans un esprit qualifié de « constructif » par l'agence non-officielle Interfax. Ce « sommet » du maître d'un appareil central paralysé et du seul dirigeant assez populaire pour empêcher des graves révoltes, en vue de la formation d'un gouvernement fédéral de « confiance nationale ».

M. Boris Eltsine vient de mettre fin à sa « convalescence » après un léger accident de voiture, il y a un mois et demi. Son apparition au côté de M. Gorbatchev pour le début du 7 novembre sur la place Rouge dans une manifestation officielle, si la question du pouvoir n'est pas résolue auparavant.

### La paralysie économique

En octobre, confronté à l'obstruction de ses ministres conduits par M. Ryjkov, M. Gorbatchev avait fini par ignorer l'accord passé avec son rival et par faire voter aux députés soviétiques non pas le plan radical prévu mais un programme délibérément vague, critiqué par les réformateurs, et qui, surtout, est voué à rester lettre morte - à la même enseigne que la plupart des décrets pris parallèlement par le chef du Kremlin pour le mettre en œuvre - si la question du pouvoir n'est pas résolue auparavant.

Ce pouvoir, actuellement en URSS, est double, triple, ou même quadruple, et est donc surplombé par M. Gorbatchev peut encore faire défilier ses soldats en Russie et dans quelques républiques.

se faire entendre du KGB, de la police et de ce qui lui reste du parti, il n'a plus pris sur la réalité économique quotidienne.

Un de ses décrets, par exemple, ordonnait en octobre des poursuites contre les dirigeants d'entreprises qui ne respectent pas les accords de livraison. Un mois plus tard, les livraisons annuées - et les cas semblables sont légion - que dix usines sont paralysées parce que les aciéries soviétiques n'ont pas pu recevoir d'une onzième ont été vendus à l'étranger contre devises. Des devises qui, dit-on, ont fortement tendance à rester à l'étranger, alors que des produits de consommation achetés grâce aux crédits occidentaux sont bloqués aux frontières par la paralysie croissante des transports.

Les divers parlements adoptent des textes contradictoires, alors que les exécutants obéissent selon leurs intérêts immédiats, le plus sûr étant encore de ne rien faire. Les présidents des soviets passés aux réformateurs se plaignent d'être lynchés sans face aux appareils centraux. Parmi eux, le maire de Moscou, M. Gavril Popov, a déjà ouvertement menacé de démissionner. A l'échelon supérieur, M. Eltsine, dont le gouvernement russe est tributaire de l'appareil central, notamment pour les finances, n'a pas menacé de partir mais s'est résolu à négocier.

### Le projet de traité d'Union

Interrompant une première fois sa convalescence, le 16 octobre dernier, pour prononcer un discours devant le Parlement de Russie, M. Eltsine avait exposé trois scénarios possibles : soit la confrontation avec le pouvoir central, ce qui suppose, a-t-il dit, que la Russie organise son propre système bancaire, son armée, son droit, son « difficile et coûteux » qu'il ne souhaite donc pas, même s'il a évité de le dire clairement, car il garde l'ambition de « proposer une solution pour toute l'Union soviétique ».

La seconde variante était que M. Gorbatchev accepte un gouvernement soviétique de coalition, et la troisième qu'il le refuse. Dans ce dernier cas, la situation continuerait alors inévitablement à se détériorer, et la Russie proposerait dans les six mois son propre programme de sauvetage aux autres républiques. Dans l'esprit de M. Eltsine, la Russie aura alors adopté une constitution dont le point central est l'élection du président au suffrage universel.

Quelle que soit l'issue des nouvelles discussions avec M. Gorbatchev, M. Eltsine compte donc être ainsi légitimé au printemps prochain, et cette perspective fragilise tout accord susceptible d'être passé, en attendant, avec un président soviétique élu par un congrès dont la composition est contestée.

Face à cela, M. Gorbatchev entend jouer deux cartes : il doit d'abord rendre public le 15 novem-

bre son projet de traité d'Union. Alors que les républiques baltes ont déjà annoncé qu'elles ne le signeraient pas et que d'autres se feront un point d'honneur de suivre leur exemple, il s'agit surtout pour lui de lancer le processus et de jouer des craintes des autres républiques de voir la Russie de M. Eltsine garder la prépondérance dans les arrangements futurs. Le projet prévoit des « statuts spéciaux » pour les républiques qui ne signeraient pas le traité ainsi que des négociations préalables pour celles qui veulent une indépendance totale. Coupé pour remplacer la Constitution soviétique, ce projet prévoit l'élection d'un parlement au prorata de la population de chaque république, et celle d'un président et d'un vice-président de l'Union au suffrage universel, à l'horizon 1992, date à laquelle des conseillers de M. Gorbatchev affirment sans sourcilier que les premiers succès des plans de réformes auront inversé la tendance qui place aujourd'hui M. Gorbatchev au plus bas de la cote de popularité.

En attendant, et c'est la deuxième carte du président soviétique, M. Gorbatchev veut créer un « comité économique inter-républicain » auprès du conseil de la fédération, un des deux organes consultatifs dont il s'est entouré. C'est là qu'existera une possibilité de compromis avec les républiques et avec M. Eltsine, qui demande la démission du gouvernement Ryjkov. Ce comité, chargé d'orienter la transition économique, et où chaque république aura intérêt à être représentée, est conçu comme l'embryon d'un nouveau pouvoir fédéral, qui rendrait caducs beaucoup de ministères dont les attributions passeraient peu à peu aux gouvernements républicains.

C'est à la fois un moyen de contourner M. Ryjkov et de faire participer les républiques dans un cadre qui se révélerait peu encourageant solennel au sein de l'Union, au moment où, comme la Russie ou les républiques baltes, elles s'apprêtent à adopter des constitutions d'Etats souverains.

SOPHIE SHIRAB

Le tirage de la place Rouge était un militant anticommuniste. L'homme qui a tiré deux coups de feu sur la place Rouge le 7 novembre est un ouvrier de Leningrad, Alexander Chumakov, connu pour avoir distribué des tracts anticommunistes pour le compte de l'Union démocratique, a affirmé samedi 10 novembre le quotidien *Sovetskaja Rossiya*. Selon la *Komsomolskaja Pravda*, il aurait dit au KGB qu'il avait l'intention d'assassiner quelqu'un. (UPI, AFP, Reuters)

### Indonésie, archipel de légende

Les Iles de la Sonde : 22 jours - à partir de 180 000 F

Sumatra, et l'architecture batak, Java, où le temple Borobudur, mondialement célèbre, tout comme à Solo le palais du Sultan, vivant au rythme des rites funéraires, et bien sûr Bali, le paradis légendaire.

Dans cette région du monde encore peu fréquentée, VOYAGEURS EN INDONÉSIE a conçu ce circuit de 22 jours à travers les îles indonésiennes, d'autres que vous découvrirez en demandant le prospectus VOYAGEURS EN INDONÉSIE, 30, rue Sainte-Anne, 75001 Paris (Tél. 42.60.63.31).

**VOYAGEURS EN INDONÉSIE**

Un seul pays, tous les voyages.

### VOYAGEURS EN CHINE

## Civilisation

La Chine impériale

Un seul pays, tous les voyages.

## EUROPE

Fin de la visite de M. Gorbatchev en Allemagne

### M. Helmut Kohl va se faire l'avocat d'une aide occidentale à l'URSS

La visite de M. Mikhail Gorbatchev en Allemagne s'est achevée, samedi 10 novembre, par une excursion dans le Palatinat, pays natal du chancelier Kohl. A l'occasion d'une visite de la cathédrale romane de Spire, devant laquelle se pressaient plusieurs milliers de personnes, M. Gorbatchev a pu constater que sa popularité restait très grande dans ce pays qui lui avait déjà fait fête en juin 1989.

BONN

de notre correspondant

« Nous voulons que votre politique de réforme soit couronnée de succès », a déclaré M. Helmut Kohl avant de prendre congé de son hôte. L'Allemagne continuera donc à aider économiquement l'Union soviétique mais, a précisé cette fois-ci le chancelier, « dans le cadre de ses possibilités ». M. Kohl tenait à faire savoir à ses interlocuteurs soviétiques que la cassette allemande n'était pas indispensable, et qu'il importait avant tout que l'URSS s'aide elle-même, en créant les conditions susceptibles d'attirer les investissements.

Bonn estime que son effort financier est largement supérieur à celui consenti par les autres pays occidentaux, et qu'il revient maintenant à ces derniers d'élever le niveau de leur aide car, a souligné le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, « c'est l'intérêt élémentaire de tous les Etats qui sont présents dans la stabilité intérieure de l'URSS ». Les dirigeants allemands vont donc se faire, dans les semaines à venir, les avocats les plus convaincus d'une aide économique accrue à l'Union soviétique de la perestroïka, lors de

la prochaine réunion de la CSCE à Paris, notamment.

L'engagement allemand en URSS se manifestera maintenant dans le domaine du conseil. Des experts de haut niveau devraient se rendre bientôt à Moscou pour l'assurer que les milliards de deutschemarks ne disparaissent pas dans la gabegie généralisée.

Au cours de sa visite dans le Palatinat, le président soviétique a pu faire connaissance, après M. François Mitterrand et M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, avec les spécialités gastronomiques de la région, en particulier cette fameuse panse de truie farcie sur laquelle les opinions sont pour le moins partagées. Le Palatinat a maintenant une semaine pour se préparer à une autre visite : celle du président George Bush, invité lui aussi à faire le pèlerinage sur les terres du chancelier Kohl, le 18 novembre. Jamais, dans une campagne électorale allemande, on n'aura vu autant de grands de ce monde se transformer de si bon gré en agents électoraux.

LUC ROSENZWEIG

Bedin offre ses réserves de vivres à l'URSS. — Profitant de la visite de M. Mikhail Gorbatchev en RFA, le maire social-démocrate de Berlin-Ouest, M. Walter Momper, a proposé de lui offrir les réserves de vivres accumulées après le blocus de 1948-1949 pour résister à un éventuel nouveau coup de force de l'Armée rouge. Moscou n'a pas caché son intérêt pour ces stocks d'une valeur globale de 1,6 milliard de deutschemarks (cinq milliards de francs), constitués au début des années 50, financés et régulièrement renouvelés par le gouvernement de Bonn. — (AFP)

### IRLANDE DU NORD

### L'IRA revendique le meurtre de deux policiers et de deux civils

Quatre hommes, dont deux policiers, ont été tués par balles samedi 10 novembre près de Lurgan, dans le sud de l'Ulster, au cours d'une attaque revendiquée quelques heures plus tard par l'IRA (Armée républicaine irlandaise).

Les quatre victimes, un inspecteur et un réserviste de la police d'Irlande du nord et deux civils qui, selon la police, n'avaient aucun lien avec les forces de sécurité, étaient parties ensemble à la chasse au canard sur les rives du Lough Neagh, un grand lac à l'ouest de Belfast. Leur corps ont été découverts dans l'après-midi à proximité du lac.

Selon un bilan de l'agence britannique Press Association, soixante-dix personnes ont été assassinées depuis le début de l'an-

née en Irlande du Nord. Samedi également, une bombe a explosé dans un autobus, à Belfast, sans faire de victimes. Un passager avait donné l'alerte alors que le véhicule circulait dans le centre de la ville. L'explosion a pratiquement détruit le véhicule évacué.

Par ailleurs, la police britannique a annoncé dimanche la saisie d'explosifs et d'armes ainsi que l'arrestation de plusieurs personnes, en vertu de la loi antiterroriste, lors de la perquisition de deux appartements à Kilburn, au nord de Londres. La police n'a pas voulu préciser le nombre de personnes arrêtées. Des sources proches des forces de sécurité ont fait valoir que l'opération était vraisemblablement liée à la lutte contre l'IRA. — (AFP, Reuters)

ESPAGNE : la fin du congrès du PSOE

### Les socialistes ont adopté le nouveau « Programme 2000 »

Rénovation mais sous étroite surveillance : ainsi pourrait-on synthétiser les conclusions du trente-deuxième congrès du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) qui s'est tenu du vendredi 9 au dimanche 11 novembre à Madrid et qui s'est terminé, comme prévu, par la réélection à l'unanimité de M. Felipe Gonzalez comme secrétaire général.

MADRID

de notre correspondant

Le congrès du PSOE avait été précédé d'un débat animé (le Monde daté 11-12 novembre) entre « rénovateurs » et partisans de la continuité. Les premiers, présents surtout au sein du gouvernement, affirmaient que le PSOE commençait à perdre du terrain parmi les secteurs les plus « modernes » de la société et devait donc accélérer sa « mue idéologique ». Les seconds, regroupés au sein de l'appareil du parti, considéraient au contraire qu'au vu de ses triomphes électoraux successifs, le PSOE suivait globalement la bonne direction et devait éviter tout coup de barre excessif.

Dans son discours d'ouverture, M. Gonzalez a apporté sa caution aux « rénovateurs ». Le premier ministre a invité ses troupes à éviter « l'erreur de croire que le succès se perpétue de lui-même si l'on ne renoue pas ses analyses ». « Le PSOE n'a pas découvert la pierre philosophale du triomphe », a-t-il ajouté, assurant que son parti devait aujourd'hui se garder de « mourir de ses succès ». Il a en outre souligné que le PSOE ne devait pas hésiter à proclamer que, son principal mérite, depuis son arrivée au gouvernement en 1982, avait été d'assurer pour la première fois à l'Espagne « une économie libre et compétitive ».

### La « maison commune » de la gauche

Restait, pour les ministres contestataires qui partageaient ces idées, à opérer une percée au niveau des organes du parti. Les négociations pour la rénovation de la direction collective du PSOE ont été au centre du débat. Les « critiques » demandaient son élargissement, la jugant trop monolithique et excessivement liée à l'appareil du parti. Sur ce point, ils n'ont obtenu que partiellement gain de cause. La direction collective du parti s'est élargie, mais aucun des ministres contestataires — malgré le « forcing » de certains d'entre eux — ne figure finalement en son sein.

Quelques « seconds couteaux », parmi les « rénovateurs », y font leur entrée, mais les partisans de la continuité restent largement majoritaires. La rénovation du parti, si

elle se produit, aura donc lieu sous le contrôle vigilant des gardiens du temple socialiste ! S'ils ont échoué au niveau des personnes, les partisans du changement n'en ont pas moins gagné du terrain sur le plan des idées. Le trente-deuxième congrès a adopté le « Programme 2000 », négocié depuis des mois au niveau des « bases », et qui prétend adapter le socialisme espagnol aux nouvelles réalités de la fin du siècle. Il s'agit notamment de l'ouvrir à certaines préoccupations auxquelles la gauche espagnole était jusqu'ici peu sensible, comme l'écologie ou le féminisme, et d'introduire définitivement l'économie de marché, fût-elle tempérée, comme référence idéologique du parti.

En outre, au vu des événements d'Europe de l'Est et de la « disparition des idéologies globalisantes », l'expression de M. Gonzalez — le PSOE se propose de devenir la nouvelle « maison commune » de la gauche espagnole. Une manière d'inviter les communistes et tous ceux qui se retrouvent aujourd'hui « sans parti ou sans modèle » à rejoindre ses rangs.

THIERRY MALINIAC

### EN BREF

GRANDE-BRETAGNE : tentative d'immolation par le feu. — Un jeune homme de vingt-neuf ans a tenté, dimanche 11 novembre, de s'immoler par le feu au moment de la minute de silence, près du cimetière de Whitehall à Londres, où se déroulait la traditionnelle cérémonie du souvenir en présence de la reine Elizabeth II. Il a été grièvement brûlé. — (AFP)

POLOGNE : M. Walesa en hausse dans les sondages. — A deux semaines de l'élection présidentielle, le 25 novembre, M. Lech Walesa mène une campagne de plus en plus offensive. Plusieurs sondages publiés en fin de semaine donnent quinze à vingt points d'avance au président de Solidarité sur son principal concurrent, le premier ministre Tadeusz Mazowiecki. — (UPI, Reuters, AFP)

Prague et Vienne accueilleront des institutions de la CSCE. — M. Roland Dumas a confirmé dimanche 11 novembre que Prague avait été choisie pour accueillir le secrétariat permanent de la CSCE et Vienne le centre de prévention des conflits. La création de ces deux institutions doit être annoncée lors du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui se tiendra à Paris du 19 au 21 novembre. — (AFP)

### LIVRES

**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-28-51-09

**La Compagnie d'Orient**  
présente

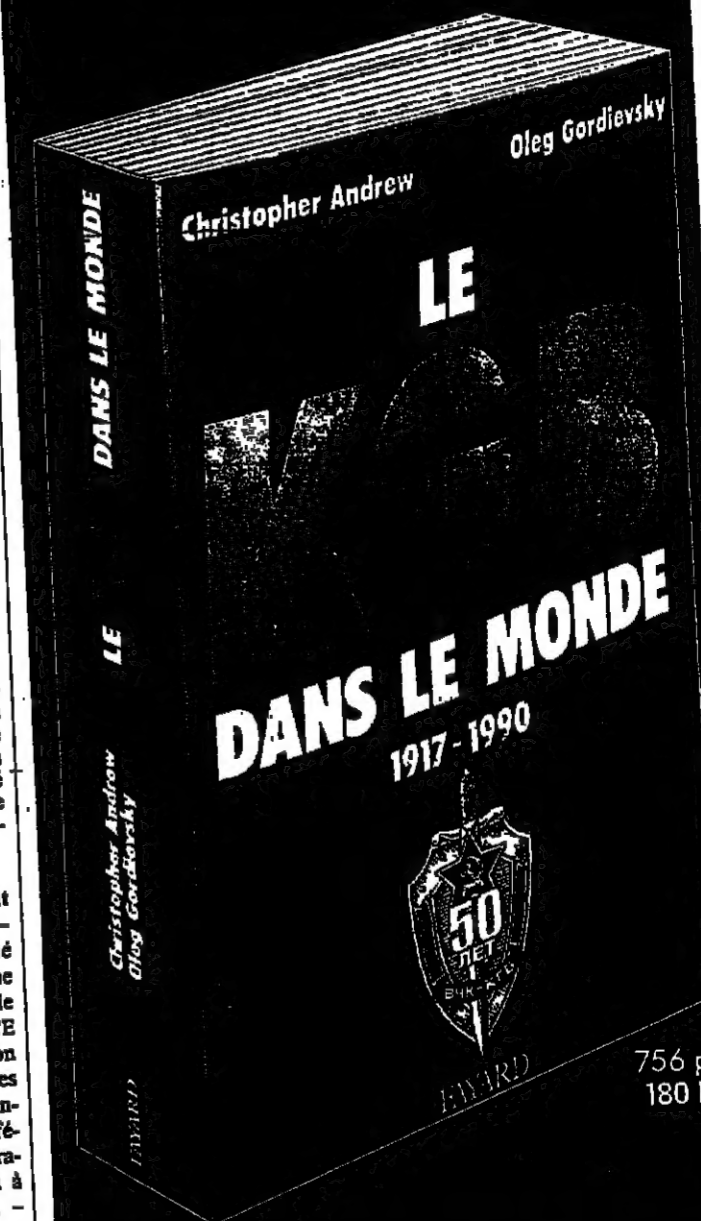
UNE DES PLUS BELLES  
COLLECTIONS D'EUROPE  
DE PIÈRES PRÉCIEUSES SCULPTÉES

**EXPOSITION  
EXCEPTIONNELLE  
CHINE  
JAPON**

PIÈRES DURES, JADES,  
CORAIL, TURQUOISE, MALACHITE,  
BRONZES, CLOISONNÉS  
PIÈRES UNIQUES  
EN CORAIL ET EN JADE

EXPERTISE GRATUITE SUR PLACE  
**DU 9 NOVEMBRE  
AU 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE**  
OUVERT TOUTS LES JOURS DE 10H À 20H  
BOUTIQUE DU PALAIS DES CONGRÈS  
NIVEAU 0 PORTE MAILLOT, PARIS 17<sup>e</sup>  
Tél. 45.68.21.31

# La confession magistrale d'un grand espion venu du froid



756 p.  
180 F

Une expérience unique,  
presque incroyable, qui  
autorise aujourd'hui  
le transfuge soviétique  
Oleg Gordievsky à se  
prononcer sur les plus  
grandes énigmes de  
l'espionnage moderne.

Pascal Krop, L'Événement du Jeudi

**FAYARD**

## Civilisation chinoise

La Chine impériale : 20 jours, 16 800 F

En suivant le Grand Canal, cette extraordinaire voie navigable de l'ère des Song, les Surau VII<sup>e</sup>, vous verrez s'égrener les prestigieuses capitales impériales et les fameux paysages « de montagnes et d'eaux sous le ciel ».

Vous pouvez aussi avec VOYAGEURS EN CHINE, suivre la Route des Soies, les traces des grands voyageurs du XVIII<sup>e</sup> siècle, parcourir les Trois royaumes ou visiter le Tibet. Demandez à VOYAGEURS EN CHINE, 14 rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tél. : 42 61 68 26. Le programme complet de ses circuits.

**VOYAGEURS  
EN CHINE**

Un seul pays,  
tous les voyages.

## POLITIQUE

L'opposition tente de minimiser ses nouvelles divergences

## MM. Pasqua et Chirac souhaitent que la convention de l'UPF se réunisse au plus tard en janvier

Le « forum » des élus d'opposition municipale, organisé samedi 10 novembre à l'hôtel de ville de Paris par le Mouvement national des élus locaux que préside Mme Alice Saunier-Seïté (UDF-PR), a été l'occasion pour MM. Jacques Chirac et Charles Pasqua d'exprimer le souhait que la convention nationale de l'Union pour la France, chargée de paraphraser la charte des « primaires » à la française, se réunisse au plus tard début janvier. De nombreux élus de l'UDF, dont MM. Gérard Longuet (PR) et François Bayrou (CDS), ont participé à cette journée.

L'opposition avait profité d'un colloque du Mouvement national des élus locaux (MNEEL), en mars dernier, pour présenter, unie, son projet de « primaires à la française ». Elle a récidivé samedi, en modifiant l'ordre du jour du « forum » prévu sur le projet Joxe de réforme de l'administration ter-

ritoriale, deux jours après l'échec des négociations, au bureau politique de l'UPF, sur l'organisation de ces primaires. MM. Jacques Chirac, Charles Pasqua, Gérard Longuet et François Bayrou, ont tenu à apparaître au coude à coude, à la tribune, pour rejouer la grande scène de l'union. Non sans succès.

M. Pasqua a décoché quelques flèches en direction de l'UDF. « Je ne considère pas comme anormal, ni comme déraisonnable, que chaque formation choisisse le système qui lui semble le plus efficace, a-t-il déclaré, mais il eût été plus logique que l'UDF nous fasse part plus tôt de son désaccord. L'ancien ministre voit dans le sondage, favorable à M. Chirac, publié par le *Nouvel Observateur*, un des motifs de la rétractation de l'UDF. « Comment peut-on se baser sur ce genre de réflexion ? s'est-il écrié. Le postulat de cette enquête est dépassé, aujourd'hui. Le système a été simplifié depuis. Il n'est plus question d'inscription sur des listes spéciales. Les citoyens qui souhaitent participer aux « primaires » n'auront

qu'à présenter leur carte d'électeur. De ce fait, le nombre des participants sera beaucoup plus important. »

## Contre le projet Joxe

Quant à l'hypothèse d'une vacance subite du pouvoir, le président du groupe RPR au Sénat a déclaré : « L'UDF estime que, en pareil cas, les délais d'organisation des élections seraient trop courts pour permettre à tous les candidats de mener campagne pour se faire connaître. Mais je ne vois pas en quoi cela gênerait M. Valéry Giscard d'Estaing que M. Chirac. » Pour M. Pasqua, « le temps presse ». « Nous attendons, a-t-il dit, les propositions de l'UDF. Je dis que la convention nationale qui doit ratifier la charte des « primaires » [et qui devait, initialement, se réunir le 14 novembre] devrait se tenir dans les premiers jours de janvier. »

M. Chirac a exprimé le même souhait, tout en restant fidèle à sa volonté de minimiser la

« brouille ». Il a préféré rappeler les progrès accomplis depuis plusieurs mois en faveur de l'union de l'opposition. « Nous sommes arrivés à la décision de présenter un seul candidat et nous sommes tous d'accord pour que sa légitimité soit populaire, a-t-il déclaré. Ce point acquis, désormais, nous ne devons pas confondre vitesse et précipitation », a-t-il ajouté. M. Bayrou a confirmé la position de l'UDF, selon laquelle, « en cas de vacance du pouvoir, les primaires ne pourront avoir lieu selon les règles prévues. »

Les dirigeants du RPR et de l'UDF sont partis ouvertement en guerre contre le projet de loi de M. Pierre Joxe sur l'administration territoriale, dont l'examen par l'Assemblée nationale est prévu pour le 27 novembre. La présentation par M. Xavier Dugoin, député (RPR) de l'Essonne, de plusieurs amendements visant à créer un statut de la minorité, ne doit pas laisser croire à un ralliement de l'opposition au projet de loi. « Nous voterons « contre », a affirmé M. Pasqua.

BÉATRICE JÉROME

## M. Giscard d'Estaing : « Si, dans l'intervalle... »

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé à M. Jacques Chirac une lettre, rendue publique dimanche 11 novembre, dans laquelle il lui confirme la position exprimée par l'UDF lors de la réunion du bureau politique de l'UPF le 8 novembre et se dit prêt à examiner « toute procédure démocratique » permettant de désigner un candidat commun de l'opposition en cas d'élection présidentielle anticipée.

Dans cette lettre, le président de l'UDF rappelle que sa formation souhaite « que l'opposition présente un candidat commun » à l'élection présidentielle de 1995, et il « donne son accord » au dispositif prévu pour désigner ce candidat : des « primaires » seront organisées pendant dix dimanches consécutifs dans les régions et devront être terminées au moins trois mois avant la date de l'élection présidentielle.

« Ainsi l'opposition est-elle assurée de présenter un candidat commun, que l'UDF s'engage à soutenir, lors de la prochaine élection présidentielle du printemps de 1995 », ajoute M. Giscard d'Estaing.

« Si, poursuit-il, dans l'intervalle, une situation exceptionnelle devait se produire — ce que l'UDF répugne à envisager pour des raisons évidentes — ce dispositif serait inapplicable en raison des délais très courts que la Constitution fixe, alors, pour procéder à l'élection présidentielle. L'ancien président de la République indique, en conclusion : « Dans un tel cas, l'UDF souhaiterait également que l'opposition présente un candidat commun. Elle serait prête à examiner toute procédure démocratique compatible avec les délais, ou toute forme de consultation permettant de le désigner. »



## M. Chirac : « légitimité populaire »

M. Jacques Chirac a adressé à M. Valéry Giscard d'Estaing, le 10 novembre, en réponse à sa lettre de la veille, une missive, rendue publique lundi 12 novembre, dans laquelle il lui propose la réunion, le même jour, d'un « groupe de travail désigné en commun et dirigé par MM. Juppé et Bayrou (...), afin de surmonter les dernières difficultés existantes » dans l'organisation des « primaires » et de « ne pas infliger une déception nouvelle aux Français qui nous font confiance ».

Le président du RPR écrit à celui de l'UDF : « Voici des mois que des discussions se poursuivent entre nous pour l'organisation de ces élections primaires, sur la base des propositions que j'ai énoncées, notamment, MM. Pasqua, Mestre et Longuet. Le document discuté depuis des semaines prévoit les modalités de ces élections, et ceci dans

toutes les hypothèses, comme le fait le texte même de la Constitution de la V<sup>e</sup> République. C'est pourquoi, afin que notre système d'élections primaires soit complet et solide, force nous est bien de les prévoir aussi. »

M. Chirac rappelle que « le RPR, quant à lui, accepte le document » discuté lors de la réunion du bureau politique de l'UPF, le 8 novembre, tandis que « l'UDF, pour sa part, ne souhaitait pas l'accepter, c'est à elle, ne semble-t-il, souligne le maire de Paris, qu'il appartient, désormais, de faire des propositions nouvelles. » « Nous serons tous prêts à les examiner, précise-t-il, dès lors que la procédure donnerait toute sa place à la consultation populaire, sans laquelle elle serait privée de légitimité. » Le RPR confirme, ainsi, son refus d'une formule confiant la décision finale à une structure désignée par les appareils des formations de l'opposition.

## M. Le Pen : la « fausse couche »

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a ironisé, dimanche 11 novembre à Paris, sur les dissensions entre MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac au sein de l'Union pour la France (UPF), en qualifiant l'échec d'un accord sur les « primaires » d'« IVGE ». A l'issue d'une réunion de deux jours du conseil national du parti d'extrême droite, M. Le Pen a affirmé que l'UPF est « un bébé mort-né ». « C'est un avortement, une fausse couche », a-t-il dit.

« Les papes l'ont présenté avec des titres ministres, et j'aurais mal du développement de cet enfant de vieux », a ajouté M. Le Pen. Il est maintenant entré en agonie, et, avec des médecins tels que M. Bayrou (délégué général de l'UPF) et M. Juppé (secrétaire général du RPR), il est mal parti. « L'UPF, c'était l'enfant de Rosemary's Baby (film de Polanski), il y avait des diaboliques là-dessous », a-t-il pour conclure, affirmant que MM. Pasqua, Chirac et Giscard d'Estaing n'étaient que des « primaires » et que si ce système assurait leur élection.

Le dirigeant d'extrême droite a indiqué que les membres du conseil national — membres du comité central, élus cantonaux, régionaux, nationaux, européens et secrétaires départementaux — avaient adopté une motion stipulant que, aux élections municipales, « quel que soit le candidat en face », le Front national « fera voter contre les maires qui ont interdit une salle à ses candidats ou ses membres ».

M. Briant (CNI) : l'UPF est dans le coma. — M. Yvon Briant, dans un entretien publié par le *Journal du dimanche* du 11 novembre, déplore « l'incapacité à s'entendre » des dirigeants de l'Union pour la France (UPF) et affirme que « l'UPF est dans le coma ». Le président du CNI, formation qui n'a pas été acceptée au sein de l'UPF, affirme que les dirigeants de l'opposition sont « diplomates de la politique, qui n'ont rien compris aux évolutions du pays ».

Les suites du conflit de Biarritz  
Les hostilités entre l'UPF et le RPR reprennent dans les Pyrénées-Atlantiques

PAU

de notre correspondant

L'Union pour la France (UPF) est en panne aussi dans les Pyrénées-Atlantiques, où la majorité départementale UDF-RPR subit le contrecoup du conflit ouvert le mois dernier au conseil municipal de Biarritz.

Le 6 novembre, dix-huit conseillers généraux RPR et apparentés se sont abstenus lors du vote sur le cadre budgétaire proposé par le président du conseil général, M. Henri Grenet (UDF-rad.), et son « ministre des finances », M. Didier Borotra (UDF-CDS). Parmi les abstentionnistes figuraient M. Jean Gougny, secrétaire départemental du RPR et premier vice-président du conseil général.

Ce geste était, manifestement, la réponse du RPR à ce qui s'était passé au conseil municipal de Biarritz le 26 octobre : la majorité municipale s'était brisée, et le maire, M. Bernard Marie (RPR), avait été mis en minorité. M. Didier Borotra et ses amis joignant leurs voix à celles de l'opposition (le Monde du 31 octobre).

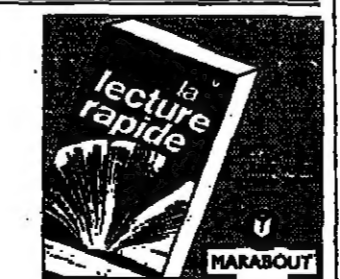
M. Didier Borotra a protesté contre l'« amalgame » pratiqué par les chiraquistes, alors que, à l'en croire, l'affaire de Biarritz est et doit rester « purement locale ». Responsable des finances du

département, M. Didier Borotra, frère jumeau de M. Frank Borotra, député (RPR) des Yvelines, est le président départemental de l'UDF.

Entré en conflit, à Biarritz, avec le maire et avec la fille de celui-ci, M<sup>lle</sup> Michèle Alliot-Marie, député, membre du secrétariat national du RPR, M. Didier Borotra était considéré par deux « barons » RPR du département, M. Michel Inchausti, député, et M. Franz Duboscq, sénateur, comme responsable de l'échec qu'ils avaient subi, il y a deux ans, dans leur tentative pour prendre la présidence du conseil général. Celle-ci était restée à M. Grenet, avec M. Gougny comme premier vice-président.

L'abstention du RPR, le 6 novembre, à l'initiative de M. Gougny, pourrait donc préparer une nouvelle offensive sur la présidence du conseil général. D'ici à la session budgétaire, en janvier, la majorité départementale aura peut-être le temps de recoller les morceaux, mais il reste des questions en suspens : quelles seront les conséquences de l'affaire de Biarritz sur la gestion du district Bayonne-Anglet-Biarritz, que préside M. Grenet, maire de Bayonne ? Et quelles seront-elles sur la région, où « la majorité n'a pas besoin de ça », pour reprendre l'expression d'un élu RPR ?

PHILIPPE TUGAS



## Faux-semblants

par Alain Rollat

C'est fut le week-end des faux-semblants. Jamais on n'avait vu, à la veille d'une manifestation redoutée, un ministre de l'Intérieur aussi prévenant que M. Pierre Joxe à l'égard des lycéens en colère. Non seulement M. Joxe, qui s'exprimait dimanche soir 11 novembre devant le Club de la presse d'Europe 1, a multiplié ses recommandations paternelles aux jeunes gens qui s'apprêtaient à défiler dans les rues de Paris, en leur conseillant de marcher au milieu de la chaussée, de se tenir à l'écart des « violents » et de « suivre les mots d'ordre », mais il leur a donné un encouragement politique en disant le plus grand bien de leur plate-forme commune de revendications. Pour un peu, on aurait l'impression que cette fronde collégienne était organisée par le Parti socialiste et qu'elle s'adressait à un autre gouvernement que celui de M. Michel Rocard...

Dans leurs malheurs, pourtant, les dirigeants socialistes ont de la chance. Le nouveau psychodrame qui oppose M. Valéry Giscard d'Estaing à M. Jacques Chirac remet l'opposition en position de faiblesse au moment même où elle pouvait enfin espérer profiter, au Parlement et dans l'opinion publique, de la conjonction de la contestation lycéenne et du « front du refus » qui unit le droit et les communistes contre le projet de contribution sociale généralisée. Ce sabotage est pain béni pour les conseillers du premier ministre qui vont s'employer, cette semaine, à convaincre le maximum de députés centristes et de non-inscrits de ne pas s'associer au vote de la motion de censure qui sera déposée au terme du débat de jeudi au Palais-Bourbon et qui, semblait, cette fois, à cause de l'attitude du PCF, menacer sérieusement l'existence du gouvernement de M. Rocard.

Les lettres échangées dimanche et lundi par M. Giscard d'Estaing et Chirac pour tenter de minimiser leur différend et rassurer leurs ouailles consternées procèdent d'un rituel trop connu pour chan-

ger quoi que ce soit à l'implacable constat de carence dressé par M. Raymond Barre (lire page 12). Un Raymond Barre tout heureux de trouver à l'occasion rêvée de faire réentendre sa différence, de se référer au général de Gaulle pour fustiger, une fois de plus, « le régime des partis », bref, de se replacer dans la course au pouvoir suprême.

## En panne d'idées

Mais cette chance durera-t-elle encore longtemps pour les socialistes ? Et eux-mêmes le croient-ils au moment où la multiplication des « affaires » leur ôte le label de moralité publique qui constituait leur ultime rempart ? Le nombre augmente de ceux qui, dans leurs rangs, n'hésitent plus à exprimer leurs doutes. Après avoir entendu M. François Mitterrand manifester sa compréhension pour le mal-vivre des jeunes des banlieues à propos des émeutes de Vaucluse-Velin, l'ancien porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, soulignait que « les mots ne suffisent plus », même quand « on parle juste », lorsqu'on exerce le pouvoir depuis une décennie.

Aujourd'hui, dans un livre acide, c'est le maire socialiste de Montpellier, M. Georges Frêche, député de l'Hérault, qui sort de ses gonds pour dire que son parti est « en panne d'idées », que son programme « est largement à réécrire », que sa doctrine « doit être revue » et que le mitterrandisme ne fait plus foi dès lors qu'il est devenu « une religion » pour certains (1).

La parole mitterrandienne a en effet perdu sa vertu d'exorcisme. La « nouvelle » manifestation lycéenne de lundi apporte elle-même une épreuve décapante à la sentence délivrée par M. Mitterrand à la veille de la précédente : « Une société qui n'écouterait pas sa jeunesse préparerait mal son avenir... » Retour à l'envoyer...

(1) *La France ligotée*, éditions Belfond.

La préparation du 27<sup>e</sup> congrès

## M. Lucien Sève déplore la « ruineuse étroitesse » de la direction du PCF

M. Lucien Sève, qui partage les orientations « refondatrices » de M. Charles Fiterman, écrit notamment, le samedi 10 novembre, à propos du prochain congrès du PCF, dans la tribune de discussion de l'« Humanité » : « Pourquoi cette hâte à cataloguer et rejeter des points de vue différents ? Quelles sont les racines de cette ruineuse étroitesse qui traite sans examen sérieux des camarades en adversaires et met ainsi en cause l'unité du parti, au nom de laquelle on les presse tous à coup de « travailler ensemble » ?

« Travailler ensemble suppose que nous commençons une réelle attention à ce que dit chacun (...) En son inspiration légitime, le centralisme démocratique demeure foncièrement valide. Mais durant des décennies il a été converti en son contraire : le centralisme autocratique stalinien. En avons-nous identifié tous les maux ? (...) S'agit-il de divergences ? Ce n'est pas le mot juste. Quand deux yeux divergent l'un regarde à droite et l'autre à gauche. Quant à moi, je ne regarde nulle part ailleurs que droit devant, vers une identité communiste ravivée, en prise sur ce nouveau temps. »

## Réplique à M. Briant

« Bien plutôt qu'en divergence, je me sens en discordance forte et générale, quant au niveau des questionnements et des notations qui conviennent. Le projet de résolution ne paraît donc moins à amender qu'à reconstruire (...) C'est un grand problème de direction. Je crois passionnément que les efforts de milliers de militants produiraient de tout autres effets dès lors qu'on aurait l'audace raisonnée de prendre les initiatives appropriées. Il n'est pas trop tard, si les communistes s'en convainquent, pour que le 27<sup>e</sup> congrès change de braquet. »

La veille, dans l'« Humanité », un mili-

tant de Montreuil, M. Daniel Tammini, responsable local d'un mouvement d'anciens résistants et déportés, répliquait, en épousant les orientations de la direction du parti, aux vives critiques récemment formulées, dans le même sens que MM. Sève et Fiterman, par le maire de la ville, M. Jean-Pierre Brard, député communiste de Seine-Saint-Denis.

Ce militant écrivait notamment : « Si des des accords existent, ils doivent s'exprimer. Mais la qualité, la richesse, l'efficacité du débat impliquent de faire preuve de rigueur et d'honnêteté intellectuelles. Or, cette contribution (celle de M. Brard) en est à mes yeux totalement dépourvue. »

Il dénonçait également « la violence du ton », le « recours à l'invective et aux attaques de personnes » pratiqués, selon lui, par le maire de Montreuil (M. Brard, dans une interview parue dans l'« Evénement » du jeudi, avait notamment affirmé qu'à la place de M. Georges Marchais il aurait, personnellement, « déjà pris du champ »). De son côté, M. Robert Montdargent, député du Val-d'Oise, maire d'Argenteuil, dont la contribution est publiée cette semaine par l'hebdomadaire *Révolution*, critique les analyses de la direction du parti en matière internationale. « L'examen de la situation internationale ne peut être fait selon des schémas anciens », déclare-t-il, en désapprouvant les positions du parti sur le Cambodge, la crise du Golfe, la Nicaragua.

M. Montdargent dénonce également le communisme commun du PCF et du PC roumain, qui, le 10 janvier 1987, se félicitaient « des rapports fraternels » entre les deux partis. Il réaffirme son soutien à la perestroïka qui permet, dit-il, de « donner de nouveau l'espoir d'un socialisme sans adjectifs, qui, par nature, par définition, est facteur de liberté et de prospérité ».

100150

Faux-semblants

# UN CADEAU ORIGINAL

LES PIÈCES DE COLLECTION  
DE LA  
MONNAIE DE PARIS



Charlemagne: première pièce française en Ecus.

Tour Eiffel: centenaire.

Charles de Gaulle: centenaire de sa naissance.

Véritables œuvres d'art, témoignages de l'Histoire, valeurs sûres, les pièces de collection en PLATINE, OR ou ARGENT, sont un **cadeau original et raffiné**. En avant première, les monnaies officielles des Jeux olympiques d'hiver de 1992, ou bien les pièces Charlemagne, Tour Eiffel, Charles de Gaulle... **le choix, l'excellence et la certitude de faire plaisir.**



Chaque pièce, authentifiée par deux poinçons: la corne d'abondance du Directeur de la Monnaie et le dauphin du Graveur général, est livrée sous capsule protectrice dans un bel écrin. Elle est accompagnée d'un certificat d'authenticité numéroté qui atteste son origine et son tirage strictement limité pour le monde entier.

**Points de Vente:**  
- Galerie de vente de la Monnaie de Paris, 2, rue Guénégaud, Paris 6<sup>e</sup> - Établissement Monétaire, voie Romaine, Pessac (Gironde) - Boutique « Les Pyramidions » sous la Pyramide du Grand Louvre - Distributeurs agréés.  
Les monnaies officielles olympiques sont aussi disponibles:  
- dans toutes les agences du Crédit Lyonnais - à la Poste, dans tous les bureaux - à la Trésorerie Générale, au chef-lieu de chaque département.  
**Vente par Correspondance:**  
Monnaie de Paris, 11 quai de Conti, 75270 Paris Cedex 06.  
**Renseignements:** minitel 36 14, code modepa.

Pour recevoir notre documentation, veuillez retourner ce coupon-réponse à LA MONNAIE DE PARIS 11, quai de Conti, 75270 Paris Cedex 06

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_





10/11/90

# SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

me tentent à nouveau  
r les réformes

La « marche nationale pour l'éducation », à Paris

## Le gouvernement cherche toujours à entamer un véritable dialogue

L'agitation qui secoue les lycées depuis la mi-octobre devait culminer, lundi 12 novembre, à Paris, avec la grande « marche nationale pour l'éducation », à laquelle se sont associés de nombreux syndicats d'enseignants. Le cortège devait s'offrir une belle traversée de Paris, de la Bastille au rond-point des Champs-Élysées, en passant par le pont d'Austerlitz, le boulevard du Montparnasse et le pont de l'Alma. Les représentants des deux coordinations devaient marcher en tête, sous une banderole commune. Le SNES (Syndicat national des enseignants du second degré), majoritaire dans les lycées, le SGEN-CFDT (Syndicat général de l'éducation nationale) ainsi que le SNL-FO (Syndicat national des lycées et collèges) avaient déposé des préavis de grève pour permettre à leurs adhérents de participer à la marche. Les parents d'élèves de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) devaient défiler, eux aussi, aux côtés de la FEN (Fédération de l'éducation nationale), et des étudiants de l'UNEF-ID avec lesquels ils ont signé un appel commun.

La manifestation devait se terminer par l'envoi de trois délégations recues par M. Laurent Fabius à l'Assemblée nationale et par M. Lionel Jospin à Matignon, où il assure l'interim du premier ministre actuel.

Comment gérer l'après 12 novembre ? Comment passer de la manifestation permanente à d'autres formes d'expression et de revendication ? Comment répondre aux appels répétés du ministre de l'éducation, comme des enseignants et des parents, en faveur d'un dialogue sérieux sur l'ensemble des problèmes du lycée ? Comment prouver aux lycéens que leurs demandes ont été entendues et s'appuyer sur ce sentiment de « victoire » pour éviter que, désespérant de la classe politique, ils ne redescendent sans cesse dans la rue ? Autant de questions qui se posent, dès aujourd'hui, aux lycéens comme au gouvernement.

Pour le gouvernement, doublement représenté par M. Jospin, ministre de l'éducation nationale et premier ministre par interim en l'absence de M. Rocard, les réponses sont relativement claires. Le gros de l'effort budgétaire a été fourni lors du débat du 5 novembre à l'Assemblée nationale, avec la création de 1 100 postes supplémentaires de personnels administratifs d'entretien et de surveillance annoncée par MM. Rocard et Jospin le 26 octobre. Si le gouvernement ne dispose plus guère de marge de manœuvre budgétaire, il peut, en revanche, accorder aux lycéens bon nombre de mesures, peu coûteuses financièrement mais fortement symboliques : reconnaissance ou renforcement du droit d'expression, de réunion, voire création d'organisations dans les lycées, ainsi qu'une vaste table ronde sur l'ensemble des revendications.

### La faiblesse des organisations politiques

Beaucoup plus complexes sera la situation du mouvement lycéen au lendemain de la manifestation nationale du 12 novembre. Car cette révolte a, généré un mouvement sans tête, sans leader, sans pilote. La difficulté des médias à

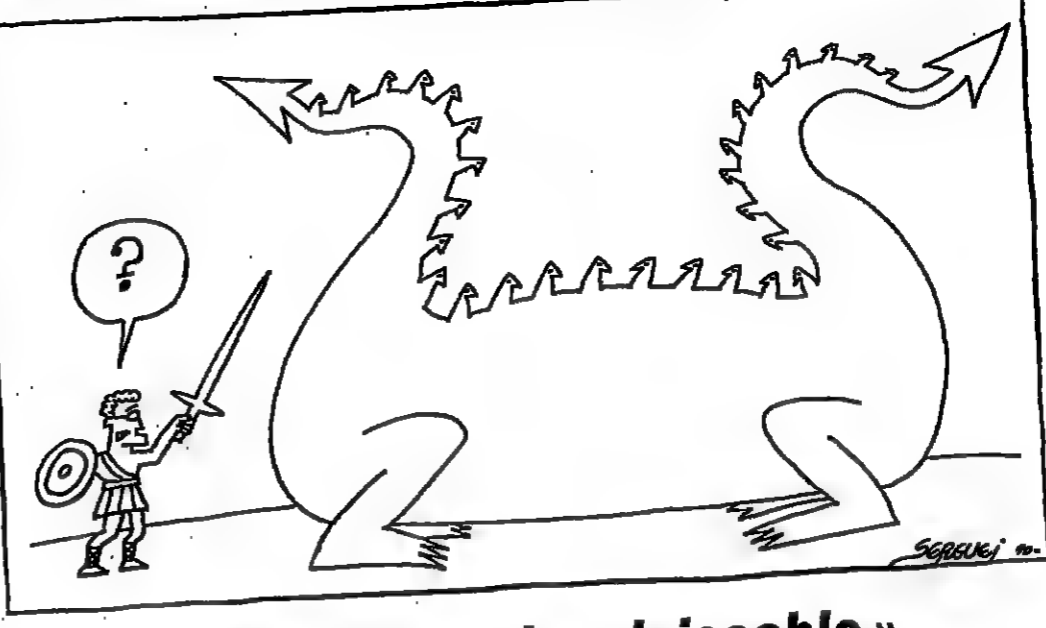
fabriquer le Cohn-Bendit ou l'Isabelle Thomas de l'automne 1990 est symptomatique. L'absence de revendication symbolique et mobilisatrice, derrière le malaise diffus d'une génération, la disparition des terreurs idéologiques fertiles des années 60 et 70 ont rendu malaisée l'émergence de figures de proue capables de donner une identité et des responsabilités à ce mouvement.

Plus encore, la faiblesse des organisations politiques qui tentent de le canaliser est patente. La division en deux coordinations rivales le démontre depuis quinze jours. Ni la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), proche de SOS-Racisme, ni la coordination animée notamment par les jeunes communistes trotskistes et socialistes du courant de M. Chevènement ne disposent d'une implantation suffisante pour prétendre représenter sérieusement un mouvement très spontané, décentralisé, et peu structuré. Les deux coordinations ont seulement réussi à se mettre d'accord sur la composition équilibrée (moitié-moitié) des trois délégations de vingt lycéens qu'elles devaient envoyer lundi après-midi à l'Élysée, à Matignon et à l'Assemblée nationale.

On a même assisté, samedi 10 novembre, dans un amphithéâtre du Panthéon (Paris-1) à une tentative de création d'un troisième pôle lycéen autour de quelques provinciaux déshabillés par les « récupérations » et de militants socialistes peu présents dans les deux autres coordinations. Si l'opération ne s'était terminée en eau de boudin, il ne fait pas de doute que les étudiants de la majorité de l'UNEF-ID qui s'efforçaient d'accompagner cette initiative auraient essayé d'en tirer bénéfice au moment de l'ouverture de discussions avec le gouvernement.

Plus que jamais, au lendemain du 12 novembre, la question se pose : négocier et discuter, sans doute, mais avec qui ?

GÉRARD COURTOIS



### Une révolte « insaisissable »

par Henri Tincq

Ses flots de lycéens descendant des trains et se ruant entre les trottoirs de Paris ont un air de déjà vu, et même plutôt cent fois qu'une, jamais manifestation de jeunes n'était, sans doute à tort, apparue si peu contestataire d'un ordre, d'une classe, d'un gouvernement, de la police. Comme en 1968, elle bénéficiait, jusqu'à ce jour, du même préjugé de sympathie de la part des adultes — professeurs, parents, élus, — des forces de l'ordre et des médias.

On en veut pour preuves les moyens de transport mis gratuitement à la disposition des jeunes par des élus, y compris de la majorité, pour venir défiler dans les rues de la capitale. Ou même ces consultations menées par les sages coordinations lycéennes auprès des grandes centrales expérimentées dans les opérations de maintien de l'ordre et auprès du puissant syndicat de police, la FASP. Celui-ci a même proposé son concours — accepté d'emblée — pour que les lycéens puissent manifester en paix. Les « anciens », qui, en 1968, criaient « CRS SS » doivent aujourd'hui se pincer...

Des classes de vingt-cinq élèves, des locaux et du matériel décentes, des programmes mieux adaptés, des droits reconnus à l'intérieur de l'établissement, une surveillance accrue, un encadrement renforcé, une pédagogie améliorée : la liste des doléances s'allonge de jour en jour depuis un mois. Mais plus le temps passe, plus on mesure combien ce mouvement sans précédent vise moins la contestation d'un système, qu'engendre pourtant frustrations,

déceptions, inégalités et insécurité, que l'amélioration de son rendement. C'est la même inquiétude pour l'avenir, plus vive encore à l'entrée dans la vie adulte, qui paralyse aujourd'hui les étudiants, sollicités pourtant par leurs cadets de faire grève et de venir aussi manifester.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes d'une situation qui, diamétralement opposée au départ à celle de 1968, où alors la jeunesse protestait contre un ordre, une classe, un gouvernement et sa police, n'en paraît pas moins aujourd'hui aussi « insaisissable » pour plectre l'expression du général de Gaulle lui-même au cours de ces fameuses journées de mai.

### Face au trou noir

Derrière les slogans avertis — murs crados, profs absents et classes surchargées, — de telles revendications en faveur de la démocratie à l'école et d'une productivité améliorée du système éducatif créent en effet une situation tout à fait inédite pour un pouvoir qui, sur un terrain aussi fluctuant et devant des inconnues aussi grandes, ne peut livrer ses armes classiques : ni l'avancée d'une proposition estimée décisive (comme l'annonce d'un renforcement des effectifs d'encadrement, ce qui a déjà été fait) ; ni le recul tactique (il n'y a pas de texte de loi à retirer). Une table ronde, oui, mais qu'y a-t-il à négocier ? Comment et avec qui, dans quels délais, déterminer les urgences et les priorités ?

Plus que d'une cassure entre une

génération de lycéens et une société d'adultes qu'ils ne rejettent pas et qu'ils au contraire, ils appellent à témoigner, voire au secours, la crise actuelle est révélatrice d'un trou noir, de cette impasse béante devant laquelle ils butent. Comment vont-ils s'intégrer ? Quelle place auront-ils demain dans la société ? Pourquoi continuer à travailler — dans de si mauvaises conditions — pour préparer un diplôme qui devra déboucher, au mieux, sur un métier dont, dans dix ans, ils devront changer ?

Les idéologies qui, pendant des années, avaient pu servir de repoussoirs ou d'utopies libératrices sont mortes ou égoïstes. La France a longtemps été le champ clos d'un affrontement entre des systèmes de valeurs et des projets, parfois importants de l'étranger. Mais l'abandon de ces systèmes et des rapports entre l'est et l'ouest du monde, entre le nord et le sud, laissent aujourd'hui face à elle-même et un peu désemparée. Seule à tenter de résoudre ses crises de société, à analyser ses lacunes et ses blocages.

Plus qu'avant, ceux-ci apparaissent au grand jour, et l'hyper-centralisation de son système de formation est sans doute l'une des premières causes d'atonie et de paralysie. Après les paysans, après les magistrats, après les lycéens, à qui le tour ? On n'est plus dans l'ère des contestations globales ou catégorielles. On entre dans celle des révoltes et des jacqueries ponctuelles, peut-être sans lendemain, mais qui mènent tout à bout, pourraient bien, pour le coup, rendre la situation explosive.

Arrivés dès l'aube à la gare de Lyon

### Les Toulonnais réclament « du concret »

Au saut du train, un mégaphone hurle déjà sur le quel. Les lycéens réclament la gare de Lyon assoupie : « Jospin, du café ! » Dès 5 h 57, le « Corail » venu de Marseille déverse un premier flot de manifestants babilants, les yeux boursoufflés, mais déjà tout excités à l'idée de prendre Paris d'assaut. La nuit a été blanche, et la manifestation « géante ».

Dans les wagons, on a joué à la belote sur fond de musique « rap » et de reggae, une « fête symp », mais assez fatigante. Certains, perchés sur les étagères à bagages, ont tenté un somme, mais hésitant à avouer qu'ils ont dormi. Les Marseillais ont payé 200 francs pour cette « montée » vers la capitale, la première pour certains, et déjà ils ne sont pas déçus du voyage.

L'obscurité humide de ce petit matin, le pavé luisant, ne les laissent pas hagards. Ils débloquent les mains dans les poches pour « revendiquer ce que tout le monde revendique, c'est-à-dire des classes de vingt-cinq, la rénovation des bâtiments, des extincteurs et des pions, bref, du pognon, du blé, de la thune ». Christie, seize ans, est venue parler de son « bahut », le lycée Thiers, où il faudrait, selon elle, quinze professeurs supplémentaires pour « en finir avec les classes à trente-neuf ».

6 h 14 : le train spécial, financé par le conseil général du Var et la ville de Toulon (le Monde daté 11-12 novembre), s'immobilise à son tour sous l'immense verrière sonore. Il sont huit cents (l'écriture mille puisque nous sommes méridionaux), représentant une dizaine de lycées, encadrés par une

soixantaine de membres du « service de sécurité » (on ne dit plus service d'ordre), reconnaissables à leur brassard blanc.

Dès le départ de Toulon, ils ont pu exercer leurs talents. Des lycéens qui ne portaient pas le tatouage indispensable pour monter dans le train ont tenté d'y pénétrer ; certains ont été refoulés. Chaque voyageur a dû se soumettre à plusieurs fouilles. Les couteaux, les bombes lacrymogènes et les cannettes de bière ont été confisqués. On a même trouvé, dit-on, quelques punchsticks et coups de poing américains sur des individus montés par les fenêtres du train à Marseille « pour y mettre le... Bronx ».

### « Fini le lycée-usine »

Les largesses des élus d'opposition ne les impressionnent pas : « On prend les sous partout où il y en a, commente Sylvain, élève au lycée Beauséjour de La Seyne-sur-Mer, le représentant de la coordination varoise. Mais si le conseil général a pu débiter si rapidement de l'argent pour notre voyage, il peut aussi le faire pour les lycées ». « Au fond, ça les arrange bien, ils préfèrent qu'on fasse le bordel à Paris plutôt qu'à Toulon », commente un « collègue » goguenard.

Personne n'a eu l'idée d'organiser une collecte pour assurer l'indépendance de la manifestation par chacun. L'essentiel est d'être là pour « dire à Jospin qu'il faut faire du concret, très vite, pour la jeunesse qui est l'avenir du pays », explique Cyril, élève de lycée professionnel, qui

en a « marre des platonds qui tombent et s'élèvent de « préparer l'avenir sur des machines vieillies de trente ans ».

« La manifestation sera un succès, si « Jospin s'engage à discuter sérieusement avec nos délégués pour nous associer à des décisions concrètes ». L'argent n'est pas un véritable obstacle puisqu'ils ont bien trouvé mille postes de surveillants après avoir dit que le budget était bouclé. De toute façon, « quand on dépense 1,5 milliard pour envoyer trois polites dans le Golfe, on peut s'occuper des jeunes » !

Les voilà place de la Bastille avant les premières heures du jour. Un représentant d'une coordination parisiennne les a accueillis, a donné les premières instructions au « service de sécurité » qui s'attend à « avoir du travail », mais prend les devants : « Si ça castagne, ça ne viendra pas de nous ». Les premières banderoles sont déployées devant l'Opéra-Bastille : « Maman coucou ! », revendique la première, tandis qu'une autre proclame : « On n'est pas des machines. Fini le lycée-usine ». Toute ressemblance avec les slogans des années de Mai 68 ne serait néanmoins que la conséquence du hasard. « Eux, ils lançaient des pavés contre le gouvernement ; nous, on veut mieux s'insérer ! »

En attendant le défilé, Toulonnais et Marseillais s'égaillent dans le Parc d'Exposition. « C'est par où le tour Eiffel ? », demandent-ils en remballant, provisoirement, le mégaphone.

PHILIPPE BERNARD

### Cinq mille policiers et gendarmes

Distinguer les « bons » lycéens des « casseurs » était le défi principal posé aux forces de l'ordre par la manifestation du 12 novembre. Aussi M. Pierre Joxe avait-il annoncé, dimanche 11 novembre sur Europe 1, que les forces de sécurité avaient reçu la consigne de « ne pas employer la force contre ceux qui manifestent sans violence ».

Aux jeunes manifestants, le ministre de l'intérieur avait conseillé de rester groupés sur la chaussée, non sur les trottoirs, et de s'écarter des tribulations des qu'ils se livreraient à la violence. La préfecture de police de Paris avait, pour sa part, mis en place un dispositif « anti-casseurs » qui devait permettre de constater tous les flagrants délits et de s'emparer de leurs auteurs », selon le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe. Près de cinq mille policiers et gendarmes mobiles devaient être déployés sur le parcours du défilé.

Quant au service d'ordre lycéen, il devait être renforcé par des parents d'élèves et des membres du service d'ordre de la CGT, qui avaient annoncé leur volonté d'« aider à la bonne tenue du défilé ». La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) avait, elle aussi, demandé à ses délégués syndicaux d'être présents aux côtés des manifestants.

MERCREDI

RICHARD BOHRINGER  
ISABELLE CROSSLAND  
MARIANNE BASLET

DAMES GALANTES

UN FILM DE JEAN CHARLES FACHELLA

## SOCIÉTÉ

## RELIGIONS

La fin de l'assemblée plénière de Lourdes

## Les évêques veulent redéfinir la place de l'Eglise dans la société

A Lourdes, où étaient réunis les évêques de France, du 6 au 12 novembre, les débats internes sur l'avenir de l'Eglise, sans propositions concrètes, ont éclipsé une réflexion de fond sur les questions de société. Plusieurs évêques souhaitent qu'une réforme profonde améliore le fonctionnement de leur institution pour lui permettre de réagir plus rapidement, mais avec discernement, aux sujets d'actualité (1).

## LOURDES

de notre envoyé spécial

Ils auront finalement raté le coche. Que ce soit en séance publique ou à huis clos, aucun évêque n'aura pu débattre, sur le fond, du mouvement des lycéens. Ce ne sera pourtant pas faute d'en avoir parlé... dans les couloirs. Ni faute d'être sensibilisés au problème. Ils le confessaient tous. Dans leur diocèse, ils ressentent le besoin « d'aller vers les jeunes » et regrettent le désintérêt progressif des enfants et des adolescents pour le religieux. Alors, comment comprendre qu'un sujet de société aussi brûlant n'engendre que ce mutisme de façade ?

« Des jeunes sont en mouvement », a constaté Mgr Orchamp, évêque d'Angers, et nous n'avons pas pu en parler. Les rapports Est-Ouest, le dialogue Nord-Sud se modifient profondément, et nous n'en avons pas plus discuté. » « Nous avons passé les trois quarts de notre temps à régler un problème de découpage administratif dont on ne sait s'il aboutira, a renchérit Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, évoquant le redécoupage des paroisses, et nous n'avons pas pu discuter de la société, du temps pour aborder les grands problèmes de société. »

L'Eglise, certes, ne veut pas laisser de place aux « petites phrases » (2). La prudence du nouveau président de la conférence des évêques, Mgr Duval, archevêque de Rouen, en fait foi. Est-ce à dire qu'elle souhaite écarter de ses réflexions les grands débats de société ? Ou, au contraire, prendre du recul, pour mieux analyser le monde dans lequel elle évolue ?

## Des structures pesantes

Certains évêques vivent de plus en plus mal la pesanteur des structures d'une assemblée « qui date d'hier ». Pendant les sept jours qui ont réuni les 119 membres de la conférence épiscopale, les interventions se sont succédées, statiques, sans qu'il y ait réellement débat. Aujourd'hui, des « rénovateurs » disent ne plus pouvoir supporter ce rituel immuable, où la spontanéité ne peut pointer que hors hiérarchie, de manière isolée. Pour eux, la parole de l'Eglise de France, unique, n'en finit pas de se prendre dans les fils d'une toile quasi-bureaucratique.

C'est la loi du « pas le temps, pas le moment », qui repousse au lendemain ce que les structures n'ont pas permis de faire aujourd'hui. Certains, comme Mgr Jean-Charles Thomas, évêque de Versailles, réclament, par exemple, que le tiers du temps de l'assemblée soit consacré, en début d'assemblée, aux questions d'actualité. Mais l'absence de propositions concrètes ne veut pas dire, il

(Publicité)

## GOLFE : Un cardinal pour la guerre ?

Alors que plusieurs évêques sont intervenus publiquement pour demander que soit privilégiée la recherche de la paix, une paix qui doit être à base de justice, le Président de la Conférence épiscopale déclare préférer la guerre au désordre.

Mais qu'est-ce donc que cette nouvelle valeur évangélique ?

De quel honneur s'agit-il ? Est-ce une mise au point ou une mise au pas ?

Des chrétiens disent leur stupeur et leur tristesse, dans

## Témoignage chrétien

Chaque semaine chez les marchands de journaux ou à TC, 49, bd Poissonnière, 75009 Paris. Tél. 42.46.37.50. Prix : 15 F.

s'en faut, que les dossiers « internes » abordés soient de faible importance.

Vingt-cinq ans après l'annonce des principes du concile Vatican II, les évêques de France étaient ainsi invités à pratiquer une relecture de leur conception du rôle et de la définition de l'Eglise. Si dans les années 70, l'accent avait été mis sur les priorités missionnaires et l'ouverture de l'Eglise au monde, la décennie 1980-1990 a été marquée en revanche par un besoin de retour à la « communion », à l'affirmation d'une identité chrétienne. Or, « entre le prosélytisme de la mission et le narcissisme de la communion, il reste aujourd'hui une troisième voie à définir », explique Mgr Jacques Dulac, archevêque de Rennes.

Dans un rapport substantiel, Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours, a défini les enjeux d'un tel débat en le recadrant historiquement. La période contemporaine, définie comme « post-moderne », est marquée par « une crise des idéologies, la réurgence du sujet, de l'individualisme et le désenchantement du monde, symbolisé par les préoccupations écologiques et la peur du nucléaire ». « La société moderne, poursuit-il, ayant fait la preuve de son impuissance à répondre aux appels profonds de la conscience humaine et à assurer les conditions d'un équilibre de vie, est désqualifiée pour proposer un modèle d'existence et pour dire les valeurs qui l'inspirent. »

## Examen de conscience

Dans le même temps, Mgr Honoré reconnaît qu'« il n'est plus possible de penser et d'agir comme si la référence à l'Eglise allait de soi ». Aussi, l'archevêque de Tours pose-t-il une question fondamentale : l'Eglise doit-elle continuer à faire route « avec le monde », comme l'avaient compris les fervents partisans de la « mission » ? Ou doit-elle se placer en rupture avec le monde et la référence à l'Eglise aller de soi ?

C'est donc un véritable examen de conscience qu'ont ouvert les évêques. Que peut dire l'Eglise aujourd'hui ? Ou doit-elle le dire ? Le dossier sur la restructuration des paroisses, essentiellement en monde rural, a clairement posé le problème de la « visibilité » de l'Eglise. Face à la désertification des campagnes, l'Eglise catholique cherche non seulement à reconstruire de nouvelles communautés, mais aussi à repenser « la dimension transcendante de toute vie sociale », comme le note Mgr Georges Gilson, évêque du Mans. Il y a là recherche d'une nouvelle visibilité « dans l'espace ».

En constatant, par ailleurs, l'érosion de la signification religieuse et la « banalisation » du dimanche, en tentant de définir des priorités pour « réorganiser » ce jour, les évêques ne recherchent pas moins à reconquérir une visibilité chrétienne « dans le temps ». Une telle réflexion consiste aussi à vouloir affirmer que l'homme doit « retrouver le sens des rythmes de la vie ». Et un certain sens des symboles : « Par le dimanche et la messe, explique Mgr Joseph Rostier, évêque de Poitiers, il ne s'agit absolument pas d'offrir aux consommateurs un nouveau produit. Le jour de la création n'est pas une récréation. C'est une re-création. »

Dans la pratique, semble-t-il, le fossé se creuse, entre l'expérience dynamique, « sur le terrain », des synodes diocésains et les hautes sphères de l'Assemblée plénière, jugées plutôt imprévisibles. Signe d'une « crise nouvelle », Mgr Duval, à peine nommé, conscient du flou artistique entourant les débats, a déclaré qu'il fallait désormais « définir concrètement des urgences et des priorités ». Parmi elles, cette question, qui lui tient à cœur : « Comment transmettre une parole d'Evangile qui soit de notre temps ? » Or, pour s'y tenir et gagner en crédibilité, la conférence des évêques de France ne pourra plus faire longtemps l'impasse sur les questions de société (3).

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Quatre postes du conseil permanent de l'épiscopat étaient à pourvoir : ont été élus Mgr François Saint-Macary, évêque de Nice, Mgr Louis-Marie Billé, évêque de Laval, Mgr Jean-Baptiste Béné, évêque de Reims, Mgr Roger Médrac, archevêque d'Albi, a été réélu.

(2) Dans communiqués, l'un sur le Liban, l'autre sur la crise du Golfe, ont été publiés par la conférence des évêques de France (lire nos informations page 4).

(3) A peine l'enthousiasme suscité par la cour d'appel d'Aix-en-Provence sur le thème de l'immigration, où Mgr Claude Frikart, évêque auxiliaire de Paris, a fermement condamné les expulsions de squatters et la spéculation foncière et immobilière dans la capitale.

## JUSTICE

L'affaire Richard Roman devant la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence

## Le poids du doute

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence doit se prononcer, mercredi 14 novembre, sur le sort de Richard Roman qui, après avoir été inculpé du meurtre, le 27 juillet 1988, de la petite Céline Jourdan, a bénéficié d'un non-lieu le 24 octobre. Quelle que soit la décision de la cour, toute cette affaire, depuis ses premières heures, a mis en lumière de nombreux dysfonctionnements de la justice.

## DIGNÉ

de notre envoyé spécial

Tout y est. Les aveux aux gendarmes, rétractés devant le juge ; les brassées de témoignages contradictoires, dont la fragilité saute aux yeux comme rarement dans une affaire criminelle ; les expertises qui ne prouvent rien, mais dont on teste impitoyablement le dossier ; enfin, une dérisoire zizanie entre magistrats, dans le cadre du minuscule tribunal de Digne, et dans un dossier qui a vu se succéder cinq juges d'instruction en deux ans : c'est peu dire que la justice, et plus particulièrement la procédure pénale, éternel objet de réformes éternellement avortées, n'apparaît pas un modèle d'efficacité dans l'affaire Céline Jourdan, aujourd'hui en passe de devenir l'affaire Richard Roman.

## Analyses imaginaires et aveux

A l'origine, pourtant, un crime épouvantable, mais un dossier simple. Le 27 juillet 1988, à La Motte-du-Caire, (Alpes-de-Haute-Provence), on retrouve, au bord d'un ruisseau, le cadavre d'une fillette de sept ans, violée et sodomisée. Son crâne a été défoncé à coups de pierre. Rapidement soupçonné, Didier Gentil, un jeune « marginal » de passage dans la région, avoue et met en cause son « logeur », Richard Roman, installé, lui, depuis quelques années dans une ruine des environs, où il pratique l'élevage des chèvres.

Après quelques heures, Roman avoue alors à son tour, et les deux hommes, au cours de leur garde à vue dans les locaux de la brigade de gendarmerie, livrent du crime des récits détaillés.

Didier Gentil maintient ses aveux devant le juge d'instruction. Richard Roman les rétracte et ne varie plus. Commence alors une instruction de plus de deux ans, sur fond de violente campagne d'opinion. Céline ayant été la première d'une série de plusieurs fillettes assassinées dans des conditions comparables, plusieurs proches de la famille prennent l'initiative d'une pétition en faveur du rétablissement de la peine de mort, qui rassemblera, dans tout le sud de la France, des milliers de signatures. L'une d'une tentative de reconstitution à La Motte-du-Caire, la foule tentera de faire un mauvais pas à l'avocat de Roman, M<sup>re</sup> Henri Leclerc, qui ne devra son salut qu'à la protection des gendarmes.

C'est que M<sup>re</sup> Leclerc, épaulé par un comité de soutien animé par Joël Roman, frère de l'inculpé et rédacteur en chef de la revue *Esprit*, a entrepris de démontrer l'innocence de Roman. Ses

aveux, explique-t-il, ont été extorqués par les gendarmes au moyen d'une intense « pression psychologique ».

Roman, au cours de sa garde à vue, aurait été laissé de longues heures sans boire ni manger. Ses rares moments de pause entre deux interrogatoires auraient été accaparés par des examens médicaux et psychiatriques. Des gendarmes auraient évoqué devant lui des « analyses » imaginaires, accablantes pour lui. Sans parler des menaces de mort : « On va faire une bavure, auraient plaisanté des gendarmes. On va le faire sortir, et on dira qu'il a voulu s'évader. »

« Si les analyses prouvent que c'est moi, alors c'est peut-être moi, mais je ne me souviens de rien », lance donc finalement Roman au procureur de la République Paul Weisbuch. C'est le premier pas. Et les aveux s'enchaînent sur les PV, de plus en plus précis à mesure que les heures s'écoulent.

Roman ne se contente pas d'avouer. Il fournit de nombreux détails, qui correspondent à la réalité des faits. Il explique ainsi qu'il a immergé dans le ruisseau le corps de la fillette : il est exact que le corps est humide, il explique qu'en tant que la rhabiller après le viol, il n'a pas retrouvé le slip de la petite victime : le sous-vêtement sera effectivement retrouvé à bonne distance du corps. Au cours de la reconstitution, effectuée, pendant la garde à vue, en présence du procureur Weisbuch, il aurait même expliqué, selon le procès-verbal, que la fillette n'a pas succombé à une tentative de strangulation, contrairement à ce que laisse penser une trace autour du cou, mais aux coups d'une lourde pierre : le rapport d'autopsie le confirmera ultérieurement.

Pour les défenseurs de Roman, et pour le juge d'instruction de Digne, Yves Bonnet qui a conclu au non-lieu, ces détails ont forcément été induits par les questions des enquêteurs. Ainsi, à deux reprises, on demande à Roman : « Où avez-vous fait des vêtements de l'enfant, et spécialement de la culotte ? » De ce « spécialement », assure M. Bonnet, Roman aurait pu déduire que le vêtement manquait, et donc conformer sa réponse aux attentes des gendarmes.

## Une habile rédaction

Eternel problème de la garde à vue, soulevé dans tant d'affaires criminelles ! Eternel problème de la fidélité des procès-verbaux de garde à vue, période au cours de laquelle, rappelés-le, les avocats ne sont pas admis à assister leurs clients. Et n'a-t-on pas souvent observé qu'une habile rédaction des réponses, ou la non-reproduction des questions des enquêteurs, peuvent, sur le papier, conférer un caractère catégorique et péremptoire à la plus hésitante des déclarations ?

Ainsi, que penser de cette transcription des tout premiers aveux de Richard Roman : « Lors que j'ai recherché Didier, j'ai la certitude de l'avoir rencontré mais je ne sais pas où. Il devait être accompagné d'une petite fille, et je voulais le rencontrer pour notre avenir professionnel. »

Ce qui est possible, c'est qu'avec Didier j'aie eu des relations sexuelles ce soir-là. Et j'ai aussi la certitude d'avoir été présent au moment du drame. »

Les expertises ne sont pas d'un plus grand secours. Si le prélèvement anal confirme que le sperme est bien celui de Gentil, alors que Gentil accusait Roman de la sodomisation, — le prélèvement vaginal est inexploitable. Là encore, peut donc subsister un terrible doute.

Un an après les faits, un juge d'instruction retrouve encore sur les vêtements de Roman un cheveu, identifiable avec une probabilité importante comme appartenant à la fillette. Mais le juge Bonnet n'a eu aucun mal à démontrer que ce cheveu a été retrouvé... sur un pull-over de Roman, qu'il n'était pas susceptible de porter en plein été. Sans parler des expertises de la terre prélevée à différents endroits, que les parties se renvoient à la figure, mais qui, elles non plus, ne concluent rien.

## Un emploi du temps incertain

L'enquête sur l'emploi du temps de Roman le soir du meurtre est-elle plus décisive ? Ce soir-là, Roman descend de sa ferme en voiture pour aller acheter des cigarettes, consomme une dizaine de minutes au café de la Poste — tenu par le père et la belle-mère de Céline — et repart chez lui. On sait par ailleurs que le crime est commis entre 20 h 47 et 21 h 30, en contravention du village. Où se trouve exactement Roman pendant ces trois quarts d'heure ?

En dépit de l'audition de quatorze personnes, les horaires du jeune homme sont impossibles à établir avec précision. Certains témoins l'ont vu arriver vers 20 h 30 : il a ainsi le temps de consommer, de payer puis d'aller participer au crime. D'autres parlent de 21 heures, ce qui l'innocente. Il est vrai qu'un consommateur du bar de la Poste, auquel M. Bonnet accorde visiblement un grand crédit, assure, lui, que la voiture de Roman n'a pas bougé de la place du village jusqu'à 21 h 30 : Roman est donc innocent. Mais pourquoi ce témoin-là serait-il plus fiable que les autres ?

En fait, c'est un autre élément qui, finalement, semble-t-il, emporte la conviction du juge : l'audition du maître-chien de la gendarmerie dont l'animal, le soir du crime, a suivi la piste de Céline de la place du village jusqu'au bord du ruisseau. L'homme est catégorique. « Si l'enfant était mort en voiture, pendant seulement dix mètres, jamais le chien n'aurait suivi sa trace. » Or la présence de Roman en voiture est pratiquement le seul point sur lequel Gentil, dont les souvenirs sont par ailleurs très flous, ne varie pas. Sans voiture, pas de Roman.

Mais ce soir-là, nuance pourtant M<sup>re</sup> Jean-Michel Pesenti, avocat de la famille Jourdan, le chien n'a-t-il pas tout simplement suivi Gentil, qui portait sur ses vêtements l'odeur de Céline ?

Le doute, on le voit, est partout. Et n'a pu qu'être renforcé par les conditions d'une instruction « frappée par la mouche tsé-tse » selon l'expression de

M<sup>re</sup> Pesenti. En deux ans, par le jeu des vacances, des mutations et des congés maladie, le dossier a changé de mains une dizaine de fois, passant entre les mains de cinq magistrats instructeurs successifs dont seul le dernier en date, M. Yves Bonnet, en charge de l'affaire depuis ce printemps, a bénéficié du temps nécessaire pour reprendre l'enquête à zéro, comme elle le méritait.

## Querelle de magistrats

Une enquête qui n'épargne même pas ses collègues. Dans son ordonnance de non-lieu, M. Bonnet, homme déjà mûr mais jeune magistrat — il est arrivé à la magistrature sur le tard, après un passage par le secteur hospitalier et l'administration fiscale — n'hésite pas à mettre en cause le comportement de M. Weisbuch pendant la garde à vue de Roman. Se fondant sur un film vidéo réalisé à cette occasion, le juge d'instruction assure, par exemple, que le procureur aurait lui-même désigné à Roman, la grosse pierre avec laquelle le jeune homme devait avouer avoir tué Céline.

Lui-même ancien juge d'instruction « de choc », qui a notamment son actif le démantèlement d'un important réseau de proxénétisme à Grenoble, M. Weisbuch dément évidemment un si grave manquement. Et n'hésite pas à insinuer que M. Bonnet lui vouerait une animosité personnelle, en raison d'une sombre histoire de poste budgétaire naguère disputée entre l'un et l'autre.

Même si l'on comprend bien que la nature de l'affaire et le contexte local contribuent à radicaliser les positions, la tendance de chacun à ne retenir de ce dossier que les aspects renforçant sa conviction, ne peut que troubler.

Campant sur la certitude de la culpabilité de Roman, M. Weisbuch et Pinelli, son successeur actuel au parquet de Digne, ont toujours éliminé d'un revers de main les éléments favorables à l'inculpé : ainsi de la mythomanie de Gentil, et de ses nombreuses variations sur le lieu de stationnement de la voiture pendant le viol, qui peuvent laisser penser qu'il a tout simplement « inventé » la présence du véhicule.

Inversement, convaincu de son innocence, M. Bonnet a délibérément refusé d'intégrer intelligemment, par exemple, l'enquête de personnalité sur Roman : elle révèle pourtant une troublante inclination, au moins verbale en l'état actuel des recherches, pour la pédophilie, dont certains avocats de la partie civile ne manqueraient sûrement pas de faire grand usage en cas de renvoi aux assises.

Autant d'écueils que la justice, dans cette affaire, s'est appliquée à elle-même et qui expliquent peut-être qu'aucun élément décisif ne soit encore venu accabler ou blanchir un garçon que l'enfant, à défaut de la vengeance des hommes, pour suivre toute sa vie, à Richard Roman, s'il est innocent, mais avant tout à la famille Jourdan, aujourd'hui encore brisée par le plus inassurables des chagrins, la justice ne doit-elle pas au moins un supplément d'enquête ?

DANIEL SCHNEIDERMAN

## SCIENCES

## Incident dans une centrale nucléaire bulgare

L'agence de presse bulgare BTA vient de confirmer qu'un incident s'était produit, le 30 octobre, dans un des réacteurs de la centrale nucléaire bulgare de Kozloduy, mais qu'il n'aurait donné lieu à aucun dégagement de radioactivité.

Cette information officielle surprend dans la mesure où les autorités bulgares n'ont guère l'habitude de parler de leurs centrales. Elles semblent y avoir été obligées après la parution dans la presse yougoslave d'articles alarmistes sur l'apparition de radioactivité à la frontière entre les deux pays.

Les Yougoslaves sont d'autant plus sensibles au fonctionnement de cette centrale d'origine soviétique que les autorités de sûreté soviétiques ont clairement fait savoir que ses réacteurs ne répondaient pas aux normes internationales en vigueur.

Le point sur la question devrait être fait prochainement par des experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne (Autriche), qui inspecteront au cours des prochains mois tous les réacteurs de ce type installés dans les pays de l'Est. — (AFP)

## MÉDECINE

ÉTATS-UNIS le coût économique de l'alcool et de la drogue s'élève à 144 milliards de dollars. — Selon une étude publiée par le ministère américain de la Santé, les coûts économiques directs et indirects de l'alcoolisme et de l'usage de la drogue ont été de 144 milliards de dollars en 1988, ce qui équivaut à près de la moitié des dépenses militaires annuelles des États-Unis. Cette étude prend en compte la baisse de productivité, l'absentéisme, les frais médicaux, les morts prématurées et les dépenses de justice découlant de l'abus d'alcool ou de l'usage de stupéfiants. Toutefois, le phénomène relativement récent du crack, cette drogue bon marché dérivée de la cocaïne, n'a pu être pris en compte et le chiffre proposé est considéré

comme une hypothèse basse par le ministère de la Santé. Le coût économique de l'alcoolisme a été évalué à 85,8 milliards et celui de la drogue à 58,3 milliards de dollars. L'étude porte également sur la maladie mentale, dont le coût économique annuel est estimé à 129,3 milliards de dollars. — (AFP)

Une triple greffe foie-pancréas-duodénum à Marseille. — Une triple greffe foie-pancréas-duodénum a été réalisée dans la nuit du jeudi au vendredi 9 novembre, à l'hôpital de la Conception, à Marseille. Cette greffe « en bloc », a été réalisée sur un patient de 51 ans par les professeurs René Briot et Patrice Le Treut selon la technique de Cluser, mise au point par le professeur Thomas Starzl, à Pittsburgh.

## Marché



## CULTURE

## THÉÂTRE

## Russie fantôme

On a vu « Le Cerceau » de Slavkine par Vassiliev, voici la pièce, en français par Claude Régy

C'est une grande maison de campagne, dans la région de Moscou. Pas loin d'une forêt, comme toutes les maisons de campagne russes. Elle est inhabitée, depuis bien longtemps. Tout est gris, ce gris argente du temps qui tombe. Il y a des hausses blanches sur les meubles anciens, mais cela ne prouve rien, les Russes ont la manie des hausses, ils les laissent sur les chaises, lorsqu'ils se posent dessus. L'abandon de la grande maison se voit surtout aux planches qui ont été clouées, dehors, sur les fenêtres, sur les portes.

Et voilà, des voix, des coups, un samedi matin : ils sont six, venus de Moscou en voiture, ils arrachent les planches, entrent dans la maison. Une grand-mère, Elisabeth Mikhalovna, qui vivait très loin, n'est plus, et son petit-fils, Petouchok, vient voir « sa » maison pour la première fois, avec des amis. Ils ont tous une quarantaine d'années, sauf Nadia, qui est plus jeune. — nous savons d'elle, sans plus, qu'elle est fiancée à un pilote d'hélicoptère. Il y a un garçon un peu secret, un peu brusque, Pacha, il avait fait des études d'histoire mais ce qu'il aime c'est la peinture, celle des autres. Il achète des tableaux. Pour vivre, il capitonne des portes dans les appartements neufs (autre coutume russe). Il y a Lars, Suédois, qui aime la Russie, et pour y vivre, il a épousé une Russe qui, elle, l'a épousé pour vivre en Suède.

Petouchok, le propriétaire, est ingénieur. Il a invité sa compagne de naguère, Valoucha, et un homme qui travaille avec lui, Vladimir Ivanovitch, ingénieur en chef. Il connaît tout le monde, mais eux ne se connaissent pas tous. Ils sont tous des solitaires, c'est la raison pour laquelle Petouchok les a réunis. Dans ces premiers échanges sincères et qui se veulent un peu gais, il apparaît que ces êtres seuls ont une chose à partager : une certaine qualité de souffrance.

Des pas très légers dans les escaliers de la vieille maison. Un homme très âgé, cheveux blancs, vêtements et air d'un autre temps. Il semble

## Le cœur et la conscience de mutants

Et très vite, s'élève l'émotion, le mystère. Pourquoi cette pièce, le Cerceau, est-elle jouée aujourd'hui dans le monde entier ? C'est que tous ces grands changements, en Union soviétique, nous les apprenons les uns après les autres, et les déceptions, les privations, les servitudes, les étouffements, l'angoisse, des Russes, nous en sommes informés, mais cette pièce de Victor Slavkine c'est beaucoup plus, elle nous fait toucher, entendre, intimement, tout de suite, le cœur et la conscience de ces mutants, et c'est tout un courant de choses très concrètes, le pain, les services, les chaussures, et de douleurs ou de rêves sans substance, et cette façon de sans cesse se débattre pour écarter ce qui enserrait comme si le cerveau et le cœur avaient eux-mêmes des bras, des poignets, qui font des efforts d'arrachement, et dans le même mouvement, parce que dans cette pièce rien n'est séparable, il y a la mémoire de ce vieil homme qui a vécu une autre enfance, un autre monde, et qui avait continué de se trouver là après Octobre.

Ceux d'avant, et ceux d'après. Ceux nés avant Octobre, ceux qui étaient encore des enfants au moment de Stalingrad. Victor Slavkine ne donne pas la parole aux autres, mais il y a des passages brefs, rappels de poètes, Alexandre Blok, Esenine, tout ce qui fut tenté, bâti, et l'une des choses les plus poignantes du Cerceau est justement cette absence, ce monde gigantesque et dur, cela fait penser à une immense iceberg fantôme de glace noire dans

la nuit noire, tous les parents sont là-bas, et qui aurait le cœur d'y redire ?

La ronde des souvenirs, des souffrances, des désirs, des oublis, se dissout dans le soir et dans un jeu léger, aérien, se lancent de petits cerceaux de bois que l'on rattrape sur des bâtons. Et Koka s'en va rejoindre sa petite-fille à Brian, et les six amis redonnent les planches sur les fenêtres avant de regagner Moscou : « Le soleil s'est couché, et le froid est

tombe tout d'un coup. Si c'est en l'autre monde... » Victor Slavkine est né en 1934. Après des études d'ingénieur des transports, il a été journaliste. A l'université, il avait fait du théâtre. En 1979, la *Fille adulte du jeune homme*, créée au théâtre Stanislavski, puis dans toute l'Union soviétique, le rend célèbre. Il donne, les années suivantes, des pièces en un acte dans les « théâtres studios », petits lieux de recherche dramatique qui se fondent du temps de Brejnev,

qui sont « parallèles » (officialisés aujourd'hui). Slavkine y avait fait jouer le *Tableau* en 1974. Puis, en 1985, c'est le *Cerceau* mis en scène par Anatoli Vassiliev.

La mise en scène de Claude Régy est vraiment la célébration pure, intense, du théâtre dans toute sa beauté, sa simplicité, que lui seul sait atteindre avec cette dimension. La traduction de Simone Sentez-Michel est parfaite, sensible, vivante. Les acteurs, Axel Bogousovsky (Petouchok), Hélène Alexandridis (Nadia),

Marc Bodnar (Vladimir), Mikolaj Klatt (Pacha), Jean-Quentin Chatelet (Lars), Yveline Aillard (Valoucha), Michaël Lonsdale (Koka) sont admirables. Décors de Daniel Jeannotte.

MICHEL COURNOT

► Au théâtre des Amandiers de Nanterre, du mardi au samedi à 20 heures. Dimanche à 18 h 30. Jusqu'au 16 décembre.

► Le Cerceau et le Tableau sont édités par Actes-Sud.

## CINÉMA

## L'Ange noir

Dans « To Sleep With Anger », Charles Burnett déchire tranquillement une famille black

Le film s'ouvre sur le rêve en blanc et fon d'un Noir endormi en plein soleil. Au réveil, ce père d'une famille unique mais troublée de la petite bourgeoisie de Los Angeles gît dans le cauchemar de la vie quotidienne : un cratère de la main de sa femme, le gémissement du voisin cause les oreilles avec sa trompette, le toit fuit et les fils (mariés) — l'un dévoué mais un peu trop différent, l'autre passionné mais amer — se disputent à qui ne réparera pas la fissure. Et surtout ce « toby » que le père a égaré, un grigri chargé d'écarter les mauvais esprits.

Arrive — précisément — Harry (Denny Glover), un ami perdu depuis trente ans, conteur par excellence mais aussi assassin, apportant avec lui le bagage rural des États du Sud : les superstitions, les manières serviles, les récris folkloriques. L'étranger, qui vient dîner puis qui s'installe. Rouvre les vieilles blessures et entreprend de dépecer les âmes.

Le rapprochement avec *Thérèse* est à la fois un cliché et une figure imposée. Mais, contrairement au film de Pasolini, celui de Charles Burnett, *To Sleep With Anger* — la *Rage au*

cœur — est une comédie, mêlant magie et miracle, légende biblique et conte folklorique, Sud profond et grand-vieilles, superstitions africaines et catholiques. Dualité qui se retrouve dans la manière dont les scènes sont aménagées : réalistes avec, toujours, une échappée vers l'imaginaire. « L'Ange noir » que je voulais déchirer, dit justement Charles Burnett, parle de rêves et de frustrations, de gens qui n'ont pas assumé leur héritage — ou en sont incapables. Je souhaitais que l'image raconte une histoire supplémentaire, en quelque sorte.

## Une jacinthe chèreuse

La *Rage au cœur* est réalisée avec une élégance décelée : pas un mouvement de caméra inutile, et l'objectif, centré sur les personnages — les acteurs sont tous exceptionnels — tient le plan aussi longtemps qu'il le mérite. C'est peut-être le premier film noir où le cinéaste n'éprouve pas le besoin d'expliquer la négativité à des Blancs. Le visage est subtil mais d'importance. Burnett témoigne d'une lucidité chèreuse à l'égard de per-

sonnages en proie au conflit culturel inhérent à la « communauté black », vocable qu'il déteste, revendiquant le droit à la diversité.

Il est lui-même né dans le Sud, à Vicksburg, Mississippi, mais il est encore enfant lorsque sa famille s'installe à Los Angeles. Sa mère rejette le Sud — elle n'y est jamais retournée. Sa grand-mère se a la nostalgie, et Burnett regrette la disparition de la tradition orale qui transmet les mythes d'une génération à l'autre : « Quand on est enfant, édifier, offrir sa perception du monde par les métaphores et les symboles est essentiel. » En fin d'adolescence, il renoue avec ses racines et, en 1960, entreprend des études d'écriture cinématographique au Los Angeles Community College puis s'inscrit à UCLA en 1967. Marié et père de famille, il collabore occasionnellement à la Public Radio (chaîne « culturelle ») qui, dit-il, « vous paie de manière à vous rendre totalement dépendant d'elle » ; c'est compliqué à expliquer, mais il devient pratiquement vos créanciers à vie.

Charles Burnett va donc de petit métier en petit métier. « L'enfant

réduit à rationner ses tickets d'autobus lorsque, en 1989, est arrivée la bourse de la Fondation McArthur. » Valable pour cinq ans, elle est réservée à ceux que la fondation reconnaît officiellement pour des « génies ».

« Le coup de téléphone a été une surprise totale. Mais ils ont confirmé par écrit — et avec un chèque. On se dit qu'ils s'aperçoivent de leur erreur et qu'il vaut mieux dépenser ce premier chèque, on se bégayonne après. J'ai pu régler mes dettes les plus criantes et même faire un premier versement pour nous acheter une maison. »

Il reste cependant calme devant son nouveau statut de « génie » (*Killer of Sheep* vient également d'être consacré « monument classé » par le Congrès américain) : « On a essayé de me faire même faire un film sur moi. Ça permet de refuser un job sans intérêt, mais ça n'aide pas à écrire. »

Burnett écrit aujourd'hui une biographie de Ray Charles que, dans la lignée de son film sur Chuck Berry, Taylor Hackford va sans doute réaliser.

HENRI BÉHAR

## DISQUES

## Haut les cordes

Gl Shahrin, violon et Gerhard Oppitz, piano (Œuvres de Saint-Saëns (première sonate), Franck (sonate), Ravel (Tzigane) 1 CD Deutsche Grammophon : 429 729-2

Yuri Bashmet, alto Mikhail Muntian, piano (Œuvres de Schubert (sonate et Arpeggione), Schumann (Marchenbilder), Bruch (Kol Nidrei), Enesco (Konzertstück) 1 CD RCA-BMG : RD60112

Solistes de Moscou, direction Yuri Bashmet (Œuvres de Tchaïkovski (Sérénade), et Grieg (Holberg suite, deux mélodies norvégienes) 1 CD RCA-BMG : RD60358.

Né en 1971 : dix-neuf ans. Et dix-sept ans seulement lorsqu'il conquiert la Salle Pleyel, l'Orchestre de Paris, et nous avec, dans un concerto de Mendelssohn magistral (le Monde du 28 octobre 1988). Sortant de la poigne de Dorothy Delay, Socrate l'élève des apprentis violonistes à la Juilliard School, Gl Shahrin, surdoué de souche et typiquement américain — père astrophysicien, mère généticienne — décroche cette année-là un contrat d'exclusivité avec Deutsche Grammophon, contrat qui vient de se matérialiser au plutôt, de se justifier, et au-delà, par un disque qu'il faut acheter.

Dorothy Delay fut le professeur de Perlman. La vieille dame dut penser que l'histoire se répétait lorsqu'on lui amena Shahrin, même si le premier lui était arrivé de Tel-Aviv alors que le second, quelque vingt ans après, débarquait de Jérusalem. Elle fit en tout cas, de ce dernier bébé, comme elle l'avait fait du premier, un bagueur aux nerfs d'acier (sur ce point, les violonistes de l'école américaine ressemblent beaucoup aux pianistes de l'école soviétique : indéchiffrables). La nature avait déjà fait le reste : oreille de lynx, droite de sculpteur, archet huilé, sonorité ample et sans acidité, charisme de jeune premier malgré un physique de buveur de Coca-Cola. Shahrin, donc, joue comme Kreisler, et ressemble à Gruniaux. Pourquoi pas ?

Pour la première sonate de Saint-Saëns (les gammes aëres du dernier mouvement !), dans la sonate de

Franck (un enregistrement de plus : mais il en fallait bien un, récent et excellent), dans *Tzigane* de Ravel (seigneurial), Shahrin s'est trouvé en Gerhard Oppitz un pianiste de sa classe, fort en queue et vivace. C'est pourtant le violon qui tient, tout au long de l'enregistrement, le devant de la scène. Violon inspiré, Violon du siècle, on le parle encore une fois, avec une chance de moins de se tromper.

De l'artiste soviétique Yuri Bashmet, on sait les inestimables qualités. On connaît sa maîtrise, son infatigabilité. Grâce à lui, on a cessé de se méfier de l'alto, de ses écarts de justesse, de ses tristesses d'instrument androgyne. Rien que le son de Bashmet vous donne le frisson ; et cet art d'ouvrir et de fermer l'émission, comme le fait une chanteuse sur un unisson, avec une liberté de grande diva, capable de faire tout et n'importe quoi de se voir.

Bashmet reste le plus grand altiste vivant à que l'on sait. Son récent avec le pianiste Mikhail Muntian, premier fruit de son contrat d'exclusivité avec RCA, ne le démentira pas. Mais Bashmet serait plus grand encore s'il accordait à son « accompagnement » (particulièrement médiocre, il est vrai, dans les *Marchenbilder* de Schumann, moi et effaçait le reste du temps) les privilèges dus à un fidèle second : figurant en photo sur la couverture du *livret* ; notice biographique à l'intérieur.

La pochette du CD que Bashmet vient d'enregistrer avec « ses » Solistes de Moscou, elle, scandalisera : gros plan de la star en costume de soirée ; pas un mot, comme à l'armée, sur le nombre, l'origine, l'identité des musiciens qui composent cette formation d'élite. Le choc, pour ce premier disque d'importation internationale, est une *Sérénade* de Tchaïkovski, de la Suite Holberg et deux mélodies norvégienes de Grieg, pousse cet orchestre à cordes stupéfiant d'homogénéité à de trop faciles numéros de cirque. Mais il n'y a à qu'une délicate option de marketing. Alors que l'omniprésence visuelle du « produit » Bashmet tourne — on croit que ce n'était plus l'époque — au culte de la personnalité.

A. R.

## Réappropriation

► Living Colour : Time's Up. Album, cassette, CD CBS.

Le premier disque du groupe de Vernon Reid fait produit par Mick Jagger. Cette fois-ci, Living Colour n'a pas eu besoin de partir pour grimper parmi les meilleures ventes aux États-Unis. Reid est un grand guitariste, c'est sur son jeu dangereux, qui frôle sans cesse la sorte de route, que repose le son du groupe. C'est aussi lui qui compose la plupart des titres. Car voilà le nouveau, Time's Up est un disque écrit. De la chanson-dire qui ouvre l'album par un manifeste au violon à Love Heels Is Ugly Head, une ballade qui retrouve très exactement l'esprit du blues, Reid donne l'impression de s'étonner lui-même. En complément de programme, *Undercover Of Darkness*, une composition du chanteur Corey Glover, redresse la barre du côté funky. Living Colour a décidé de rendre le rock à ses inventeurs, les Noirs américains. Time's Up, la preuve de leur titre de propriété, est incontestable.

T. S.

## Promenade de santé

► The Waterboys : Room To Roam. Album, cassette, CD Ensign/Chrysalis.

L'an passé, *Fisherman's Blues*, avait marqué la naissance d'un nouvel avatar des Waterboys. Après avoir beaucoup fait pour le rock romantique-héroïque, le groupe de Mike Scott se refaisait une virginité en réalisant un album tout à fait autre, et surtout très beau. Depuis, le violoniste Steve Wickham est parti et l'ambiance s'est fait plus cosmopolite. Fidèle à la promesse de son titre, *Room To Roam* (la place pour vagabonder) est une ballade, qui prend son temps, charmante, fantasme (un peu plus de rock, un soupçon de docteur) et finalement décevante. Avec les contraintes de l'instrumentation traditionnelle, ont disparu rigueur et intensité. Les chansons sont d'une banalité décevante de la part d'un compositeur aussi doué que Mike Scott. Reste le plaisir de jouer, un moment primésur que ni porte pas à conséquence.

T. S.

## AUJOURD'HUI, SI VOUS NE CONNAISSEZ PAS LES RÈGLES DE L'EMPLOI VOUS SEREZ VITE HORS JEU

Aujourd'hui, formations et secteurs d'activité sont en permanente évolution. De nouveaux métiers se créent, d'autres se transforment : les compétences s'affinent, les exigences deviennent multiples.

Dans ce contexte, l'avenir est à ceux qui analysent et anticipent les nouvelles données d'un jeu sans cesse plus complexe.

Le Monde Initiatives a été créé pour eux, cadres et étudiants.

Pour qu'ils trouvent informations et enquêtes sur les carrières, la formation professionnelle, les études et leurs débouchés. Pour qu'ils aient à leur disposition des offres d'emploi afin d'agir à bon escient, au bon moment.

Le Monde Initiatives - Campus-Emploi -, avec votre quotidien le Monde, sans supplément de prix.

Chaque mardi, (numéro daté mercredi).

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS • EMPLOI

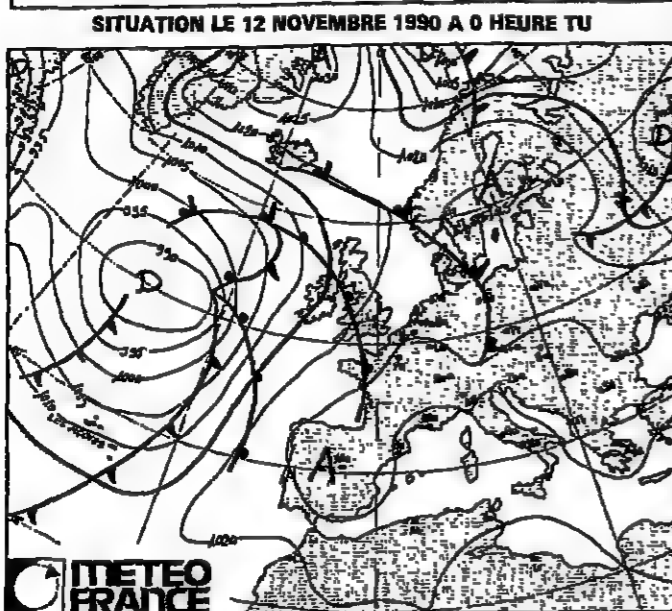
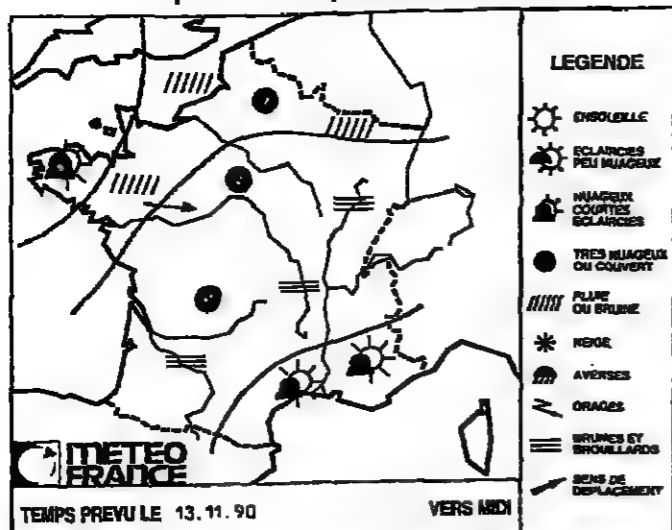
NOUVEAU SUPPLÉMENT CHAQUE MARDI (numéro daté mercredi)



## AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 13 novembre  
Temps couvert et pluvieux sur l'Ouest.



De mercredi à vendredi la situation évoluera peu, un vaste anticyclone se développant sur l'Europe. Ainsi les matinées seront grises et brumeuses mais des éclaircies apparaîtront l'après-midi.

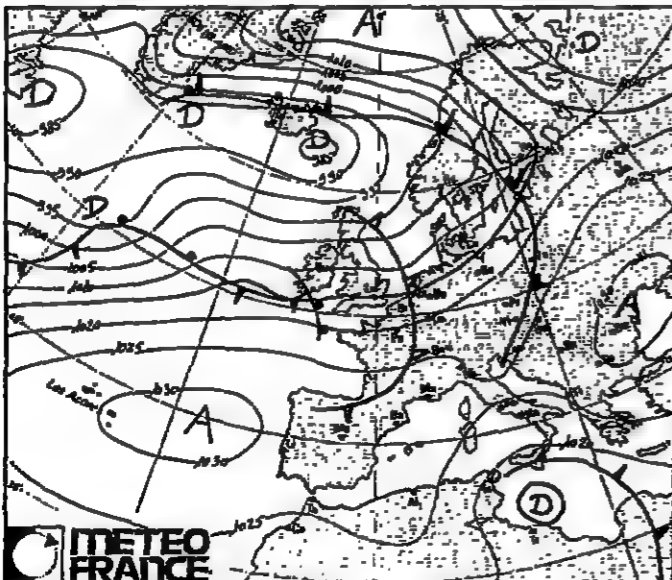
Mercredi 14 novembre : grisaille. La journée débutera sous un ciel gris. Les brumes seront fréquentes ainsi que les brouillards. Ceux-ci seront localement denses, en particulier dans le Nord-Est et vers le Lyonnais.

En cours de journée des éclaircies se développeront peu à peu. Mais elles resteront souvent timides et concerneront essentiellement les régions proches de la Méditerranée et l'ouest du pays. En Alsace, Franche-Comté, dans l'est Bourgogne et le Lyonnais, des nuages bas persisteront toute la journée, ne laissant aucune chance au soleil. Par contre, en montagne, le ciel sera dégagé.

Ailleurs elles atteindront 5 degrés à 8 degrés, 10 degrés, voire 12 degrés localement sur les côtes. Les températures maximales seront très tributaires des éclaircies. Sous les nuages persistants dans le Nord-Est et l'est elles ne dépasseront guère 8 degrés. Vers le Sud elles grimperont jusqu'à 16 degrés pour les endroits les plus ensoleillés, jusqu'à 14 degrés dans le Nord-Ouest.

Jeudi 15 et vendredi 16 novembre : soleil progressivement plus présent. En matinée ce sera toujours un temps gris et brumeux qui prédominera. Les brouillards seront encore denses dans le Nord-Est et le Lyonnais. Mais progressivement au cours de ces deux jours la dissipation interviendra plus rapidement et les éclaircies se feront de plus en plus larges. Toutes les régions verront des rayons de soleil, les plus chanceuses bénéficieront même d'un beau ciel bleu.

## PRÉVISIONS POUR LE 14 NOVEMBRE A 12 HEURES TU



## TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 12-11-90

11-11-1980 à 8 heures										TU à 12-11-1980 à 8 heures TU									
FRANCE					TOURS					LOS ANGELES									
MARCO	19	11	P	N	TOULOUSE	15	10	C	D	LOS ANGELES	31	14	N	B					
BARCELON	18	9	N	B	POUILLEY	31	24	D		LUXEMBOURG	17	7	B	D					
BORDEAUX	18	11	N	B	ALGER	21	12	C	B	NADIR	10	5	N	B					
BOURGES	14	12	P	P	AMSTERDAM	13	11	P	P	MARAKESH	29	12	B	P					
CAEN	13	11	P	P	ATLANTES	14	12	P	P	MEXICO	25	7	B	P					
CHERBOURG	13	11	P	P	ATHENS	14	22	C	D	MOSCOW	4	3	C	B					
CLEMONTE-FE	13	11	P	P	BANGKOK	29	22	N	B	PARIS	31	14	N	B					
DUN	13	11	P	P	BARCELONE	19	12	C	D	NAGHORI	15	4	B	N					
GRENOBLE-SH	11	8	C	B	BELGRADE	8	2	C	B	NEW-YORK	27	11	C	D					
GUYO	13	11	P	P	BERLIN	8	2	C	B	OSLO	15	4	B	N					
LYON	13	11	P	P	BRUXELLES	8	2	C	B	PALMA-DEMAJ	19	8	N	B					
LILLE	12	9	N	B	LE CAIRE	31	14	D	D	PEKIN	15	1	D	D					
LYONNES	12	9	N	B	COPENHAGUE	3	3	D	D	RIO-DE-JANEIRO	25	23	B	P					
MARSEILLE-MAR	11	7	P	P	DALAR	31	23	D	D	ROME	24	27	C	N					
NANCY	12	7	P	P	DIJON	11	7	P	P	SINGAPOUR	24	27	C	N					
NANTES	13	11	P	P	GENEVE	11	7	P	P	STOCKHOLM	22	12	C	N					
NICE	13	11	P	P	HONGKONG	21	14	D	D	SYDNEY	4	3	C	B					
PARIS-MONTS	13	11	P	P	STANBUL	14	7	D	D	TOKYO	26	19	P	P					
PAU	17	9	N	B	VARSOVIE	14	7	D	D	TUNIS	15	13	B	P					
PERPIGNAN	19	12	N	B	VENISE	10	6	D	D	VIENNE	5	5	C	B					
RENNES	14	7	D	D	VIENTIANE	13	10	P	P										
STRASBOURG	10	6	D	D															

A B C D N O P T  
averse brume ciel couvert neige nuageux orage pluie tempête neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 12 novembre

- TF 1**
- 20.35 Variétés : Stars 90. Emission présentée par Michel Drucker. Hommages à Thierry Le Luron, James Dean. Avec Greg LeMond, Dominique Dardé, Momo Benazzou, Nana Mouskouri...
- 22.30 Magazine : Perdu de vue.
- 23.35 Magazine : Va y avoir du sport.
- 0.35 Journal, Météo et Bourse.
- 0.55 TF1 nuit.
- A 2**
- 20.40 Variétés : Il était une fois. Emission présentée par Julien Lepers. Invité : Françoise Hardy.
- 22.10 Magazine : La santé d'abord. Présenté par Alain Jérôme.
- 23.10 Journal et Météo.
- 23.30 Feuilleton : Pavillons joints (4<sup>e</sup> épisode).
- FR 3**
- 20.40 Cinéma : M. Klein. ■■ Film français de Joseph Losey (1976).
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.05 Sport : Voile. La Route du rhum.
- 23.15 ► Magazine : Océaniques. Les arts d'Alain Jaubert.
- 0.55 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : L'été de guerre. ■ Film britannique d'Anthony Harvey (1978).

- 22.10 Flash d'informations.
- 22.15 Cinéma : Chine, ma douleur. ■■ Film français de Dai Sijie (1988).
- 23.40 Cinéma : Beetle Juice. ■■ Film américain de Tim Burton (1988) (v.o.).
- LA 5**
- 20.40 Téléfilm : La météorologie de l'opale. De Les Phillips.
- 22.20 Série : Jack Killan, l'homme au micro.
- 23.20 Magazine : Arrêt sur image.
- 0.00 Journal de minute.
- 0.10 La conquête du ciel (rediff.).
- M 6**
- 20.35 Cinéma : Raging bull. ■■ Film américain de Martin Scorsese (1980). Avec Robert De Niro, Joe Pesci, Cathy Moriarty.
- 22.45 Série : Brigade de nuit.
- 23.40 Magazine : Vénus. De Quentin Respail et Patrick Unjon.
- 0.10 Six minutes d'informations.
- 0.15 Magazine : Dazibao.
- 0.20 Magazine : Jazz 6.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 20.00 Documentaire : Paul Badura-Skoda. De Philippe Miquel.

- 20.59 Une minute pour une image.
- 21.00 Documentaire : Avec André Gide. De Marc Allégret.
- 22.30 Court métrage : La face perdue. D'Eric Barbier.
- 23.00 Portraits scientifiques (André Lohnerowicz).
- 23.45 Mosaïque mathématiques (Comment s'organiser ?).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 L'Histoire en direct. De Gaëlle et Jérôme Thiel.
- 21.30 Dramatique. Les amis des amis, d'après Henry James.
- 22.40 La radio dans les yeux.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Mare nostrum. 1. Athènes.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct de la Salle de concert de la Radio de Copenhague) : Symphonie n° 4 en la mineur op. 63, de Sibelius ; Concerto pour flûte et orchestre op. 119, de Nielsen ; Symphonie n° 5 en ut majeur op. 57, de Glass, par l'Orchestre symphonique de la Radio danoise, dir. Leif Segerstam ; sol : Paula Robison, flûte.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Renseignements sur Apollon. Symphonie fantastique op. 14, de Berlioz. A 0.10, La Fandine, opéra en trois actes, de Puccini.

## Mardi 13 novembre

- TF 1**
- 14.30 Série : Julien Fontanes, magistrat.
- 16.00 Série : Tribunal.
- 16.35 Théo à Saint-Cloud.
- 16.30 Club Dorothée.
- 17.35 Série : Starsky et Hutch.
- 18.30 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
- 19.20 Jeu : La roue de la fortune.
- 19.50 Diversissement : Pas folles, les bêtes !
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.35 Cinéma : Urgence. ■■ Film français de Gilles Bélier (1985). Avec Richard Berry, Bernard-Pierre Donnadieu, Fanny Basset.
- 22.25 Magazine : Ciel, mon mardi ! Invité : Richard Bohringer.
- 0.15 Journal, Météo et Bourse.
- 0.35 Série : Passions.
- A 2**
- 17.05 Magazine : Eve raconte. Marilyn Monroe (2<sup>e</sup> partie).
- 17.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 17.55 Magazine : Giga.
- Série : Larry et Baldi ; Reportages.
- 18.25 Magazine : Une fois par jour. Présenté par Claude Sérillon et Isabelle Giordano. Sillon d'humour : 90 secondes d'info ; Bande de jeunes ; Temps modernes ; 90 secondes d'info ; L'enquête de la semaine ; Les restaurateurs ; Les archives ; Fictions de rue ; Actualités du spectacle et de la création ; L'A.J.T. avec Marc Jolivet.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Les dossiers de l'écran : Norma Rae. ■■ Film américain de Martin Ritt (1979). Avec Sally Field, Beau Bridges, Ron Liebman.
- 22.50 Débat : Où en est le syndicalisme en France ? Animé par Gilbert Kaln. Avec Marc Blondel, secrétaire général de FO, Sylvia Selim-Thérèse, secrétaire générale de la Fédération des transports de la CGT, Pierre Eelsen, PDG d'Air Inter, Pierre Rosanvallon (la Question syndicale), Jean-Yves Coz, membre du comité de coordination des portuaires d'Alsace, Jean Kasper, secrétaire général de la CDT.
- 0.00 Journal et Météo.
- 0.20 Sans frontières. Jazz à Antibes : Spécial Blood Sweat and Tears, par Jean-Christophe Averty.
- FR 3**
- 15.05 Feuilleton : Jean-Roch Coignet (5<sup>e</sup> épisode).
- 16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
- 17.30 Allô Bibiz.
- 18.15 Magazine : C'est pas juste.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
- 20.10 Jeux : La classe.
- 20.35 INC.
- 20.40 ► Téléfilm : Alcyon. De Fabrice Carneuvre, avec François Miquel, Rita Jouhès. Un valet d'honneur et un adolescent. Journal et Météo.
- 22.35 Sport : Voile. La Route du rhum. Télévision régionale.
- 23.30 Traverses. Une certaine idée de la France (rediff.).
- 0.25 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Cinéma : Chine, ma douleur. ■■ Film français de Dai Sijie (1988). Avec Guo Liang Yi, Tieu Quan Nghieu, Chi-Vy Sam.
- 14.55 Magazine : Un ciel sur elles. Présenté par Silvy Deschamps.
- 16.00 Les derniers monstres. ■ Film italien de Dino Risì (1982). Avec Laura Antonelli, Johnny Dorelli, Margaret Lee.

- 17.30 Documentaire : Les allumés... Le jardin de la décharge, de Paul Kozłowski et Pauline Mercury.
- 18.00 Sharkey et Georges : The Dick Tracy show. En clair jusqu'à 20.30.
- 18.30 Dessins animés : Ca cartoon. Présenté par Philippe Dana.
- 18.50 Top 50.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Glides et Antoine de Caunes.
- 20.30 Cinéma : L'orchestre rouge. ■■ Film franco-italien de Jacques Rouffio (1989). Avec Claude Brasseur, Daniel Dilibrychski, Dominique Laborier.
- 22.30 Flash d'informations.
- 22.40 Cinéma : Blue Jean cop. ■■ Film américain de James Glickenhaus (1987). Avec Richard Brooks, Peter Weller, Antonio Fargas (v.o.).
- LA 5**
- 18.30 Dessins animés.
- 18.00 Sport : Tennis. Masters 1990, en direct de Francfort.
- 19.00 Journal Images.
- 19.10 Sport : Tennis (suite).
- 19.45 Journal.
- 20.30 Ordes d'histoires.
- 20.40 Cinéma : Bête mais discipliné. ■■ Film français de Claude Zidi (1979). Avec Jacques Villeret, Kévin Dumort, Michel Aumont.
- 22.30 Magazine : Gool.
- 23.30 Sport : Tennis. Résumé des Masters 1990.
- 0.00 Journal de minute.
- M 6**
- 18.45 Série : Les têtes brûlées.
- 17.35 Variétés : Tungstane. Emission présentée par Fatine.
- 18.00 Jeu : Zygomusic.
- 18.25 Animé par Laurent Pédigulbaum.
- 18.35 Série : Campus show.
- 19.00 Série : Magnum.
- 19.50 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Téléfilm : Marie et sa bande. D'Edi L. et avec Sam Zampogna, Gwyneth Walsh. Une gamine se fait passer pour un garçon... Téléfilm : Messages de l'au-delà. De Jack Bender, avec Kathleen Butler, Michael Gendron. Un jeu dangereux.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Magazine : Dazibao.
- 0.10 Magazine : Ciné 6.
- 0.25 Musique : Boulevard rock and hard.

- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 18.25 Cours d'Italien (8).
- 18.50 Documentaire : Marianna Rombola, une femme et la Mafia. D'Irene Richard.
- 18.45 Documentaire : Qui êtes-vous ? Ne bougez plus ! De Guillermo Torres.
- 18.55 Téléfilm : Trois amours (3<sup>e</sup> partie).
- 18.30 Magazine : Dymamo.
- 19.00 Musiques de l'Afrique noire (Musique du Mali).
- 20.00 Documentaire : Hôtel particulier. De Thierry Michel et Fabienne Renard.
- 20.59 Une minute pour une image.
- 21.00 Magazine : Mégamix.
- 22.00 Magazine : Dymamo.
- 22.30 Téléfilm : Trois amours (deuxième partie). De Lars Moln.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Archipel médiéval. L'édition de saint.
- 21.30 Vies à crédit. Le surréalisme des paroliers (rediff.).
- 22.40 Les nuits magnétiques. Un Nagra devant Marseille.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Mare nostrum. 2. Istanbul.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concerts de jazz (donné le 14 août à Marseille) : Secret love, de Fain ; Cool walk, de Peterson ; Someone to watch over me, de Gershwin ; The gentle waltz, de Peterson ; Ration blues, de Jackson ; Nighttime, de Peterson ; Seven come eleven, de Goodman ; Who can I turn to, de Brice ; Sweet Georgia Brown, de Finkard, par Oscar Peterson, piano, Herb Ellis, guitare, Ray Brown, contrebasse, Jeff Hamilton, batterie. (Donné le 23 juillet 1981, à Juan-les-Pins) : Falling in love with love, de Rodgers ; Cool walk, Who can I turn to, Love ballade, de Peterson ; You look good to me, de Wells ; Soft winds, de Goodman ; Old folk, de Foster ; Blues étude, de Peterson ; Meek the knife, de Wells, par Oscar Peterson, piano, Dave Young, contrebasse, Martin Drew, batterie.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Mex Deutsch, histoire de ma vie ; Pékin par François Picard ; Claude Prey : le cœur révélateur.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER

« ZAPPING »

Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNECK COLEMAN et la collaboration de « Le Monde ».

## Audience TV du 11 novembre 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	56,4	24,0	11,0	9,9	2,7	7,0	1,7
19 h 45	61,8	25,0	20,3	6,7	4,3	3,7	1,8
20 h 16	73,9	26,7	21,4	9,2	3,9	5,7	6,9
20 h 55	73,7	35,2	19,5	5,4	2,4	6,9	4,8
22 h 08	66,6	30,2	19,1	4,1	1,6	6,9	4,3
22 h 44	32,5	13,8	5,0	4,4	2,3	5,1	3,0



## SPORTS

VOILE : la Route du rhum

## Le défi de Florence Arthaud aux coureurs d'océans

Passée en tête des navigateurs solitaires de la Route du rhum après trois jours de course, mercredi 7 novembre, Florence Arthaud (Pierre-1) précédait encore, dimanche 11, Philippe Pouppou (Fulcrum) de 40 milles et le Canadien Mike Birch (Fulcrum) de 64 milles. Après avoir subi plusieurs dépressions qui ont provoqué sept abandons et des escales aux Açores, les concurrents de tête vont devoir négocier au mieux les calmes de l'anticyclone avant de toucher les vents alizés qui devraient les pousser jusqu'à Pointe-à-Pitre en fin de semaine.

« Ça leur en bouche un coin. Ça montre que, même lorsqu'on est une gonze, tout est possible. » Relayée par Saint-Lys radio, la voix de Florence Arthaud, qui navigait en tête de la Route du rhum à proximité des Açores, masquait mal une certaine jubilation.

Depuis douze ans qu'elle a choisi de partager la vie des coureurs d'océans, la « petite fiancée de l'Atlantique » ne s'est pas fait de ses amis. Sa réussite depuis sa traversée record de l'Atlantique en solitaire (le Monde du 4 août) a réveillé les jalousies d'un milieu qui l'acceptait mieux tant qu'elle

ne se mêlait pas aux meilleurs en course.

Dans le but de minimiser son record, certains ont fait valoir qu'elle disposait du plus gros budget actuel de la course open (quelque 12 millions de francs pour la construction de Pierre-1 et le programme de courses) et qu'elle susciterait moins l'intérêt des médias si elle n'était pas une femme.

Après un accident de voiture accompagné d'une suspension de permis, lors d'une soirée un peu arrosée pour fêter le record d'août, suivi du port d'une minerve pour soigner une hernie discale aux vertèbres cervicales, certains avaient émis des doutes sur sa volonté réelle de poursuivre la Route du rhum, une fois passées les retombées médiatiques du départ.

## Privilegier la grand-voile

Agacée par toutes ces polémiques, Florence Arthaud a préféré attendre d'être en mer pour apporter une réponse à ses détracteurs. Faisant preuve de sagesse et d'une grande intelligence de course, c'est elle qui a su négocier au mieux, avec son « routeur » marseillais Louis Bodin, le passage des dépressions qui ont entrainé, dès la première semaine, l'abandon de sept des trente et un concurrents et l'escale de huit autres aux Açores pour réparer des avaries.

Avec Pierre-1, Florence Arthaud disposait au départ de

l'un des trois trimarans d'une nouvelle génération (le Monde date 4-5 novembre) construits spécialement pour la Route du rhum. Pour concevoir ce bateau de grand large, les deux jeunes architectes parisiens Marc Van Peteghem et Vincent Lauriot-Prevost (l'âge respectivement de trente-trois et trente-quatre ans) se sont inspirés d'une de leurs précédentes réalisations, le trimaran de Formule 40 Biscuit Cantre, qui a permis à Jean Le Cam de remporter, ces trois dernières années, le titre mondial de cette spécialité de vitesse disputée sur des parcours côtiers.

Comme pour toutes les récentes réalisations des deux architectes, le plan de voilure de Pierre-1 privilégie la grand-voile (155 m²), pectivement de trente-trois et trente-quatre ans) se sont inspirés d'une de leurs précédentes réalisations, le trimaran de Formule 40 Biscuit Cantre, qui a permis à Jean Le Cam de remporter, ces trois dernières années, le titre mondial de cette spécialité de vitesse disputée sur des parcours côtiers.

Mais le plus remarquable est l'extrême raideur de la coque centrale en sandwich carbone Airx. « C'est comme pour les suspensions de voitures, explique les architectes. Plus le bateau est raide et moins on perd d'énergie dans la déformation. Mais c'est un peu inconfortable pour le skipper qui rebondit parfois sur son siège et ressent dans son dos ces mouvements violents. »

Si la plate-forme (coque centrale, flotteurs et bras de liaison) de Pierre-1 est strictement identique à celle de RMO de Laurent Bourgois, quatrième malgré une fissure à la base de son puit de dérive qui alimente une voie d'eau depuis la première nuit de course, les deux navigateurs solitaires ont étroitement collaboré avec les architectes pour personnaliser les plans de pont et les gréements.

« Leur façon de naviguer est très différente, explique Marc Van Peteghem et Vincent Lauriot-Prevost. Florence recherche la sécurité, avec des alarmes partout, et la simplification des manœuvres qu'elle peut effectuer depuis son cockpit. Laurent veut le faire effectuer ses manœuvres sur le pont. Son principal souci est le gain de poids pour obtenir le meilleur rapport poids-puissance possible. Ainsi, avec l'eau et la nourriture embarquées, RMO devait peser quelque 3,5 tonnes au départ et Pierre-1, 6,2 tonnes. »

## Négocier l'anticyclone des Açores

Ces options expliquent la confiance manifestée par Florence Arthaud au départ, malgré la minerve qui lui maintenait le cou. « C'est peut-être un signe du destin, dit-elle. Je me suis davantage préparé psychologiquement à l'épreuve que si je n'avais pas eu ce petit

problème. Je crois que la Route du rhum ne se gagnera pas à la force des poignets, mais par l'intelligence. Je vais être obligée de naviguer plus intelligemment qu'à l'habitude. »

De fait, la navigatrice a su trouver le bon rythme pour négocier en tête et sans trop de dégâts (triquette déchirée) les dépressions de la première semaine de course qui ont déjà provoqué sept abandons et huit escales aux Açores (notre encadré).

Florence Arthaud, qui était, dimanche 11 novembre, à mi-chemin entre Saint-Malo et Pointe-à-Pitre, sait pourtant qu'elle est loin d'avoir couru gagnée avec la présence dans son sillage de Mike Birch, vainqueur de la première Route du rhum en 1978, et de Philippe Pouppou, qui a gagné la dernière en 1986.

Le Canadien, qui a choisi une route très au sud, espère être le premier à bénéficier des alizés. Le Bigoudin est resté plus proche de l'orthodromie (chemin le plus court entre deux points du globe terrestre).

L'anticyclone des Açores que les trois concurrents de tête vont devoir négocier dans les prochaines heures pourrait jouer les arbitres avant de livrer les grands trimarans aux alizés.

GÉRARD ALBOUY

## FOOTBALL : violences entre supporters

## Les incidents se multiplient sur les stades européens

De nombreux incidents entre supporters de football ont éclaté dans divers pays d'Europe, samedi 10 et dimanche 11 novembre.

En Angleterre, samedi après-midi, de violentes bagarres ont opposé près de quatre mille supporters de Millwall et de West-Ham, deux clubs rivaux de la banlieue-est de Londres. Une dizaine de personnes ont été blessées. La police a procédé à treize arrestations, un supporter de l'équipe de Lucerne a été blessé par balles par un restaurateur à la suite de bagarres entre les partisans de Lucerne et ceux du FC Zurich.

Le même jour, en Allemagne orientale (ex-RDA), des incidents, affrontements avec les forces de l'ordre, scènes de pillage, ont été signalés à Rostock et Magdebourg, une semaine après la mort d'un jeune berlinois tué par la police à Leipzig. Enfin en Italie, dimanche après-midi, des bagarres ont éclaté à Bari lors du match contre Naples et à Florence à l'occasion de la venue de Gênes.

## Les résultats

## AUTOMOBILISME

**Rallye des Cévennes**  
La pèze Bruno Saby (Lancia) a remporté, dimanche 11 novembre à Montpellier, le 33<sup>e</sup> rallye des Cévennes, devenant François Chetriot (BMW-M3) de deux minutes. Cette épreuve a été marquée par deux décès mortels. Samedi 10 novembre, le Persien Patrick Béard, copiste de la Ford Sierra Cosworth conduite par Bruno Saby, a trouvé la mort après que leur voiture eut fait une chute de plus de 15 mètres dans un ravin. Quelques heures plus tard, les deux occupants d'une voiture d'assistance, Serge Bonnier et Roland Tallent, ont été victimes d'une sortie de route qui leur a coûté la vie.

## FOOTBALL

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (sauf les journées)

\* Metz 1, Auxerre 1-0  
\* Nantes et Montpellier 1-1  
\* Toulon 1, Bordeaux 1-0  
\* Toulouse 1, Paris SG 2-1  
\* Cannes et Brest 0-0  
\* Monaco 1, Sochaux 1-0  
\* Saint-Etienne 1, Nancy 4-1  
\* Caen 1, Lyon 1-0  
\* Lille et Nice 0-0  
\* Marseille 1, Rennes 4-1

Classé 1<sup>er</sup> : Marseille, 24 pts ; 2. Auxerre, 23 ; 3. Monaco, 21 ; 4. Metz, 18 ; 5. Brest, 17 ; 6. Nantes, 17 ; 7. Lille, 16 ; 8. Montpellier, Bordeaux, Paris SG, Toulon, Toulouse et Lyon, 15 ; 9. Saint-Etienne, 14 ; 10. Caen et Nancy, 13 ; 11. Sochaux, 12 ; 12. Nice et Rennes, 11.

Deuxième division

GROUPE A

\* Nîmes et Istres 1-1  
\* Mulhouse 1, Amiens 1-0

\* Dunkerque et Strasbourg 0-0  
\* Guingamp et Valenciennes 0-0  
\* Bastia et Arles 2-2  
\* Epinal 1, Metz 3-1  
\* Chaumont 1, Angers 2-1  
\* Dijon et Ajaccio 1-1  
\* Rodez 1, Lorient-Cusqueux 2-1

Classé 1<sup>er</sup> : Brest et Istres, 22 pts ; 2. Nîmes et Valenciennes, 20 ; 3. Amiens, 18.

GROUPE B

\* Saint-Quentin et Beauvais 0-0  
\* Orléans 1, Red Star 2-1  
\* Laval et Nîmes 1-1  
\* Guingamp 1, Angers 3-1  
\* Tours et Saint-Etienne 0-0  
\* Le Mans 1, Sochaux 1-1  
\* Rouen 1, La Rochelle-sur-Yon 1-1  
\* Créteil et Lens 2-2  
\* La Havre 1, Reims 2-0

Classé 1<sup>er</sup> : La Havre, 23 pts ; 2. Angers, 20 ; 3. Red Star et Guingamp, 19 ; 4. Beauvais, 18.

PATINAGE ARTISTIQUE

Trophée Laïque

La jeune patineuse française Surya Bonaly et l'Américain Christopher Bowman ont remporté les épreuves individuelles du quatrième Trophée Laïque, samedi 10 novembre au Palais omnisports de Paris-Bercy. La jeune fille, qui aura dix-sept ans au mois de décembre, a renouvelé son succès patin de l'an passé en réussissant six triples sauts. Seul regret pour l'espoir du patinage français, elle a chuté sur un quadruple saut.

TENNIS

Tournoi de Wembley

Le Suisse Jakob Hlasek a battu, dimanche 11 novembre, l'Américain Michael Chang (7-6, 7-4, 6-3), lors de la finale du tournoi de Wembley.

RUGBY : l'équipe de France à nouveau battue par la Nouvelle-Zélande (12-30)

## Jacques Fouroux cherche à évincer Albert Ferrasse

L'équipe de France de rugby s'est une nouvelle fois inclinée face aux All Blacks néo-zélandais (12-30), samedi 10 novembre, au Parc des Princes. Une semaine après sa défaite (3-24) lors du premier test match (le Monde du 6 novembre), le XV de France s'est tout de même montré plus entreprenant qu'à Nantes. En vain. En fait, son avenir se joue davantage en coulisse où Jacques Fouroux semble vouloir succéder au plus vite à Albert Ferrasse à la tête de la fédération.

Cette fois au moins, ils les ont regardés droit dans les yeux. Sur la pelouse du Parc des Princes, quand les All Blacks ont entamé leur traditionnelle « haka », cette danse du scalp à la mode maorie se confondait avec de leurs apparitions, les joueurs français se sont alignés devant eux, au centre du terrain. Quinze bleus face à quinze noirs. Cinq barbares et regards vides d'un côté. Silence et mâchoires serrées de l'autre. Une manière de promettre que cette rencontre, sans être forcément un modèle du point de vue technique, serait au moins une affaire d'hommes, ce qui constitue le minimum vital pour un match de rugby.

Une semaine plus tôt, à Nantes, lors du premier match entre les deux équipes (3-24), les Français avaient laissé leurs adversaires se livrer à ce même rituel, déjà commis en terrain conquis. Ils étaient restés à distance, comme par peur de faiblesse. A Paris ce changement d'attitude se confirme en cours de partie. Le XV de France, qui avait été profondément remanié, ne refusa pas de jouer et opposa même aux champions du monde une valeureuse résistance. Mieux, il fit preuve d'un état d'esprit qui dépassa des applaudissements en fin de rencontre, lorsque deux pénalités à portée de Didier Camberabero furent jouées à la main.

## La pire des indulgences

Cette indéniable bonne volonté et un arbitrage parfois injuste ont valu aux Français l'indulgence du public. Le Parc des Princes s'est à l'arbitre australien M. Sandy McNeill, oubliant presque que son équipe venait une fois de plus d'être corrigée (12-30) pour la onzième fois en quinze rencontres. L'heure serait-elle si grave pour le rugby français qu'il se satisfait désormais d'une défaite honorable et de plaques en émail ? Les spectateurs auraient-ils oublié qu'au-delà d'une grande messe du « centre-décan », le rugby est aussi un jeu d'adresse et de mouvement, une affaire d'intelligence et de talent ?

Cette surprenante indulgence est sans doute pire qu'une salve de tomates et de buées. En économisant ainsi les sifflets qu'il distribuait pourtant sans compter l'an dernier lors des matches contre l'Angleterre (défaite de la France 3-26) ou l'Irlande (victoire peu convaincante 31-12), le public a prouvé qu'il avait compris l'essentiel, à savoir que ce XV de France n'était définitivement plus ce qu'il avait été. Rien ne servait donc d'humilier davantage encore une formation qui, au moins dans l'immédiat, ne saurait être plus brillante.

En agissant ainsi, le public a également montré qu'il ne voulait pas se tromper de cible. Les véritables responsables de la débâcle ne se trouvaient pas sur le terrain, samedi après-midi, pas plus qu'ils n'étaient sur la pelouse nantaise une semaine plus tôt. Ils paraissent dans les tribunes, vêtus de pardessus ou de costumes marins, un coq doré à la boutonnière ou sur la cravate.

Les derniers vrais artistes du rugby français, adeptes du cablage débordement et du jeu en mouvement, œuvrent en fait en coulisse. Ils sont dirigeants et convoitent le capricieux ballon du pouvoir : Albert Ferrasse, tout-puissant président de la fédération (FFR) depuis 1968, et Jacques Fouroux, l'ancien entraîneur de l'équipe de France qui a démissionné le 8 septembre dernier (le Monde du 11 septembre) après en guerre. Entre eux se joue l'avenir du rugby français. Leur match conditionne tout les autres, à commencer par ceux du XV de France.

Tous deux sont largement responsables de la faillite actuelle. Jacques Fouroux pour avoir persévéré dans des choix tactiques douteux et pour ne pas avoir eu le courage de préparer l'avenir pendant

qu'il en était encore temps. Albert Ferrasse pour avoir cautionné cette politique et embourbé son sport dans des structures dépassées (championnat à quatre-vingts clubs...).

## Le dauphin a viré casseque

Le conflit qui les oppose aujourd'hui a de quoi surprendre. Albert Ferrasse n'a-t-il pas toujours présenté l'imprévisible Fouroux comme son successeur ? Le temps du sépotisme est pourtant révolu. Le dauphin a viré casseque. Il n'est plus le « fils spirituel » d'un patriarche Ferrasse qui se rapproche de quelques vieux amis, ennemis déclarés du président.

En comparaison de la mêlée qui met aux prises les deux camps, les regroupements provoqués par les anciens All Blacks tentent de chasser de la place de Ferrasse. Et il pourrait tenter de l'obtenir avant les prochaines élections, prévues en 1992.

L'affaire est longtemps restée souterraine. « Chambreries », disait Albert Ferrasse. En Ovale, les polémiques se plaquent à voix basse, dans les couloirs de la fédération ou au cours de parties de cartes, à Agen, la ville du président et de ses amis les plus fidèles. Jacques Fouroux, le bien compris, lui qui a su compter ses alliés et attendre son heure.

Vendredi 9 novembre, ce « petit caporal » qui a quitté le XV de France au bon moment (avant la confirmation d'un déclin dont les premiers signes remontent à 1987), bardé de multiples décorations (cinq tournois des Cinq nations et une finale de Coupe du monde), s'est présenté au comité directeur de la fédération nanti d'une « charte du rugby » rédigée avec l'aide du publicitaire Jacques Séguéla.

Au-delà de quelques principes de base sans grande originalité et qui auraient dû servir de cadre aux décisions (1. Priorité au sport. 2. Confort des joueurs. 3. Priorité à la sécurité. 4. L'enthousiasme, à la jeunesse...), ce document vaut surtout par les signatures qui l'accompagnaient. Sous les yeux d'un Albert Ferrasse qui ne s'attendait pas à pareil débordement, Jacques Fouroux a fait état d'une liste de vingt et un signataires sur les trente-cinq membres du comité directeur. Autrement dit, il a fait savoir à son ancien protecteur que les pro-Fouroux étaient plus nombreux que les pro-Ferrasse.

Le « Tonton » du rugby français a depuis de ne pas contre-attaquer aussitôt. En surface, tout semble calme. Sans doute étouffé-il son plan de riposte. La nouvelle étape de cette guerre de succession portera en fait sur la composition du bureau fédéral de la FFR - la « cellule pensante » du rugby national, - qui devrait être connue dans une quinzaine de jours. Actuellement, les pro-Ferrasse y sont majoritaires mais les vingt et un signataires, par leur offensive commune, obligent le président à proposer une nouvelle donne pour ce bureau. Il devra donc composer avec l'adversaire et sacrifier certains alliés, en priorité les ennemis de Fouroux.

## Les « zozos brailleurs »

Peut-être perdra-t-il alors la majorité et, dans un deuxième temps, sa place de président. En effet, si, dans les deux ans à venir, la situation devenait ingérable pour lui, des sections antipolitiques pourraient être organisées. A moins qu'il opte pour une sorte de « paix des braves » et qu'il accepte de gouverner avec ses adversaires.

L'an dernier encore, au soir d'une victoire contre l'Irlande, il qualifiait de « zozos brailleurs » quelques techniciens de renom, Robert Paparemborde, Pierre Villereux, Daniel Herrero... qui osaient remettre en cause sa politique. Aujourd'hui, les zozos - ceux-là ou d'autres - sont majoritaires.

Certes, depuis l'annonce de la « conjonction », il répète : « Je veux être toujours là ». Mais les coups qui lui sont actuellement portés sont d'une rare violence. En 1966, il avait pris le pouvoir sur un putsch. Il pourrait le perdre de la même manière. Aurait-il déjà capitulé ? Dans son billet publié dans le Journal du Dimanche au lendemain du match, Daniel Herrero, le « zozo » entraîneur de Toulon, écrivait : « usé par tant de conflits, Albert Ferrasse semble avoir déposé les armes et fait le dos rond ».

PHILIPPE BROUSSARD.

1001.50

Jacques Fouroux cherche à  
Albert Ferrasse

BILLET

L'Europe de la pénurie

On se souvient de la recette du sandwich polonais : un ticket de pain. La blague n'a plus cours en Pologne, où les mesures de libéralisation économique ont enfin permis d'approvisionner les étalages, mais elle a été traduite en roumain, en bulgare, en albanais et dans tous les idiomes de l'URSS.

Les peuples de toute cette partie de l'Europe abordent l'hiver avec la peur au ventre. La peur, oubliée par l'écrasante majorité des Occidentaux, d'avoir faim et d'avoir froid. Tous les produits de première nécessité manquent. Les adultes en bonne santé sont épuisés par la quête de denrées comestibles, qui occupent l'essentiel de leur énergie. Les malades, les enfants et les vieillards sont menacés de véritables carences, notamment en protéines et en calcium. Tout cela en Europe, en 1990, en temps de paix.

Le socialisme scientifique a démontré par l'absurde sa capacité à triompher de la nature : des pays qui ont fait son siège en grande partie sur l'un des sols les plus fertiles d'Europe, le tchernozyom. Autre leçon, politique celle-ci : la pénurie ne frappe que les pays encore dirigés par des communistes, plus ou moins déguisés, de l'Albanie, au bord de l'état d'urgence et qui doit importer massivement des produits alimentaires, à l'URSS qui en fait le ravitaillement de ses vieux stocks alimentaires de Berlin.

Cela signifie deux choses. D'abord que les premiers changements introduits dans le système de planification centralisée ont paralysé (notamment en donnant l'autonomie aux paysans sans libérer les prix : travaillant à perte, ils ne récoltent plus). Ensuite que les pouvoirs néo-communistes ne parviennent pas à mettre en œuvre les seules mesures efficaces pour rétablir l'approvisionnement et la production : casser les monopoles d'État, libérer les prix, privatiser le commerce. Tout l'appareil dont ils sont l'émulsion refuse le changement, puisqu'il prospère dans la rareté et le marché noir.

M. Mikhaïl Gorbatchev et ses émules ont voulu prouver qu'ils pouvaient réparer eux-mêmes les dégâts commis. La réalité leur apporte le plus humiliant démenti.

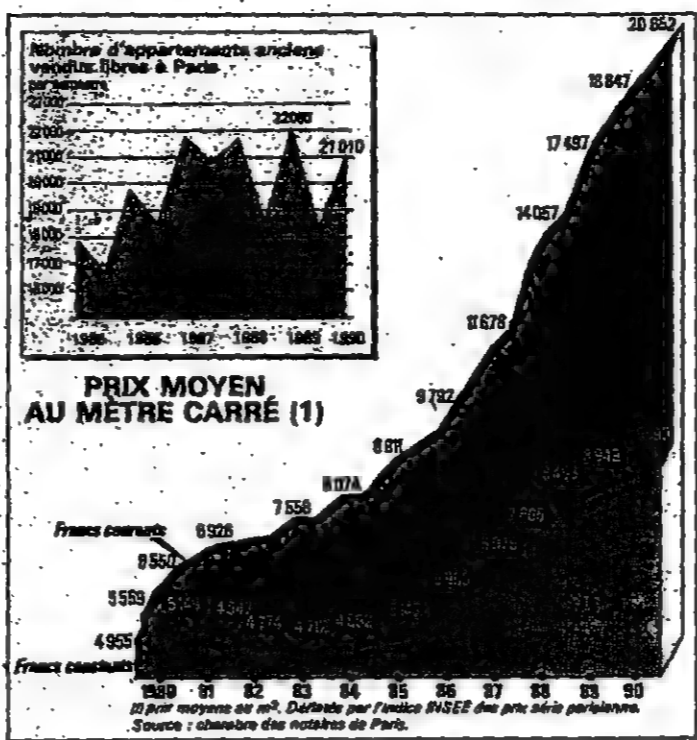
INSOLITE

L'Asie premier consommateur mondial de cognac

L'Extrême-Orient est devenu, lors de la campagne 1989-1990, le client numéro un du cognac dans le monde, devant l'Europe, avec 36 % des ventes totales. La Communauté européenne, a annoncé le Bureau national interprofessionnel du cognac. Dominé par le Japon, deuxième pays importateur de cognac, le marché asiatique a progressé l'an dernier de 14,7 % en volume et de 29,4 % en valeur, les Japonais montrant un engagement particulier pour les qualités supérieures.

Selon la chambre des notaires de Paris

La hausse du prix des logements devrait se ralentir à la fin de l'année



Une telle opération de plus en plus difficile pour les classes moyennes, peu à peu chassées de la capitale.

Une affaire de patrimoine

La moins bonne tenue de l'économie en général, la hausse de la balance courante de moitié, du fait du renchérissement des importations de brut - limitées toutefois par une réduction des volumes consommés, et par une moindre croissance des exportations, liée au ralentissement de l'économie américaine. Mais le gouvernement garde bon espoir de contenir l'inflation, bête noire des dirigeants thaïlandais, dans des limites raisonnables (à 6,9 % au lieu de 6 % prévus), le seul de 7 % l'an ne pouvant, selon M. Adjazian, être dépassé, sous peine de problèmes sociaux et politiques. La croissance des investissements con-

cernés, c'est aussi largement parce que en France la pierre n'est pas devenue un produit financier, mais demeure une affaire de patrimoine. Quand on achète un logement, c'est pour se loger (70 %) ou pour louer un proche, souvent un enfant (20 %).

Au demeurant, au cours du premier semestre de cette année, le prix moyen du mètre carré a pris 9,5 % par rapport au second semestre de 1989, dépassant le seuil fatidique des 20 000 F. Rappelons que le seuil des 10 000 F avait été franchi au premier semestre de 1986, il y a quatre ans. Par rapport au semestre précédent, la hausse avait été de 13,3 % en juin 1988, de 10,8 % en décembre de 1987, de 12,3 % en juin 1989 et de 7,5 % en décembre dernier. Sur douze mois, la hausse en juin dernier atteignait 18,1 %, contre 24,5 % en juin 1989, et 20,1 % en juin 1988. La décélération est faible, mais présente.

Bien sûr, cette moyenne, comme toujours, cache des disparités profondes d'un arrondissement à l'autre, et au sein d'un même arrondissement, d'un quartier à l'autre, d'une rue à l'autre, d'un immeuble à l'autre, selon le confort de l'immeuble, son environnement, la proximité des commerces et des transports en commun, son état général, etc. Si le prix moyen du mètre carré s'établit à 37 187 F dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, à 34 134 F dans le 16<sup>e</sup> et à 33 022 F dans le 8<sup>e</sup>, il n'est que de 14 722 F dans le 18<sup>e</sup>, de 13 303 F dans le 20<sup>e</sup>, et de 15 364 F dans le 10<sup>e</sup>. Les appartements de sept pièces dépassent maintenant en moyenne 8 millions de francs, les trois pièces, 1 300 000 F, mais les deux pièces s'échangent à 726 000 F et les studios à 449 000 F. Les appartements de plus de 4 millions de francs ne représentent que 3,6 % du nombre des transactions, tandis que ceux qui n'atteignent pas 1 million de francs en regroupent 70 %.

La pause - même relative, même limitée - est-elle vraiment pour demain ? Tout le laisse penser, mais il faudra beaucoup de temps pour que s'installe à Paris cette d'été un rêve inaccessible.

JOSÉE DOVÈRE

Pour 453 millions de dollars

TWA propose de racheter Pan Am

La compagnie américaine Trans World Airlines (TWA), qui préside M. Carl C. Icahn, a proposé, dimanche 11 novembre, de racheter la société Pan Am, en difficulté financière depuis plusieurs années, pour un montant de 453 millions de dollars (près de 2,3 milliards de francs).

Cette proposition, valable jusqu'au 16 novembre, a pour corollaire l'annulation par Pan Am de son accord de principe avec United Airlines portant sur la vente des droits de trafic entre Londres et les États-Unis, pour 400 millions de dollars (le Monde du 26 octobre). Cet accord devait se concrétiser le 14 novembre. TWA demande également que les routes des deux compagnies qui font double emploi soient vendues au moment du rachat.

Un comptant et en actions

TWA offre de payer chacune des 151 millions d'actions à raison de 1 dollar comptant et de 2 dollars en actions. L'action Pan Am a clôturé, vendredi 9 novembre, à 1,625 dollar à Wall Street.

Compagnie en perte de vitesse depuis une bonne décennie, Pan Am est depuis longtemps à la recherche d'un partenaire et fait périodiquement l'objet de projets de reprise ou de fusion : au fil du temps, M. Jimmy Goldsmith, puis British Airways, se sont intéressés à la compagnie américaine.

Pan Am avait ensuite envisagé une fusion avec la texane Braniff puis le rachat de Northwest, sans qu'aucun de ces projets n'aboutisse. Pan Am, qui a annoncé en septembre dernier la suppression de 2 500 emplois (5,6 % des effectifs) et qui ne cesse de vendre des actifs, a enregistré au dernier trimestre 336,6 millions de dollars de pertes, contre 72,7 millions en 1988.

La situation ne s'est pas vraiment améliorée cette année : les pertes sur les neuf premiers mois ont atteint 268,8 millions de dollars. - (AFP, Reuters)

Les conséquences de la crise du Golfe

Le gouvernement thaïlandais veut freiner la consommation intérieure

La crise du Golfe, en renchérissant les prix du pétrole, va-t-elle casser la croissance frénétique dans laquelle est engagée la Thaïlande depuis quatre ans ? Ce nouveau petit « dragon » qui accumule les records en matière de PNB (+ 10,9 % en moyenne depuis 1986), d'exportation (+ 26 %), de recettes touristiques (+ 29,8 %) et d'investissements étrangers, etc., n'a en effet qu'un talon d'Achille : sa dépendance énergétique. Le gouvernement a préparé des mesures pour ralentir la progression de la consommation intérieure.

Important 58 % de sa consommation d'énergie et la quasi-totalité de son pétrole, la Thaïlande a déjà dû, depuis le début du mois d'août, revoir largement ses sources d'approvisionnement jusque là concentrées pour les deux tiers dans le Golfe, et pour près d'un cinquième en Irak et au Koweït. La crise, estiment les responsables thaïlandais, devrait pourtant être aisément supportée, moyennant un ralentissement prononcé de la consommation intérieure, afin de limiter l'inflation et de maintenir le rythme d'investissement très élevé connu dans les années précédentes.

Le gouvernement a clairement choisi l'austérité. Le ministre des finances a entériné la mise au point d'un ensemble de mesures d'ordre fiscal et monétaire destinées à modérer les effets de la crise. En l'absence d'une telle cure, la répercussion de la hausse des coûts du brut risque en effet d'être sévère pour une économie déjà en bord de la surchauffe et qui, du fait des importations de matières premières et de biens d'équipement, connaît déjà depuis plusieurs années un déficit commercial croissant.

Selon les calculs officiels, révélés vendredi 9 novembre à Paris par

M. Juanjui Adjazian, conseiller du premier ministre, qui était invité par le Centre français du commerce extérieur, un baril à 30 dollars réduirait la croissance en 1991 de 2 points par rapport aux prévisions antérieures : de 9,3 % à 7,4 %. Parallèlement, le déficit de la balance commerciale se creuserait d'un quart et celui de la balance courante de moitié, du fait du renchérissement des importations de brut - limitées toutefois par une réduction des volumes consommés, et par une moindre croissance des exportations, liée au ralentissement de l'économie américaine.

Mais le gouvernement garde bon espoir de contenir l'inflation, bête noire des dirigeants thaïlandais, dans des limites raisonnables (à 6,9 % au lieu de 6 % prévus), le seul de 7 % l'an ne pouvant, selon M. Adjazian, être dépassé, sous peine de problèmes sociaux et politiques. La croissance des investissements con-

stant, selon ces prévisions, de dépasser 10 % l'an, ce serait la consommation intérieure qui supporterait tout le poids de l'adaptation. La hausse de la consommation tomberait des 7 % prévus à moins de 3,5 % et le revenu par tête serait inférieur de 6 % aux prévisions.

Grâce à ce plan d'adaptation, la Thaïlande espère passer l'épreuve sans casser le développement du pays, fondé sur une croissance accélérée de l'agriculture, de l'industrie légère et du tourisme, des activités tournées vers l'extérieur et financées en quasi totalité par l'afflux des investissements étrangers, notamment japonais. A condition bien entendu que les prix du brut ne dépassent pas les 30 dollars prévus, et qu'une guerre dans le Golfe ne provoque pas de pénurie de pétrole, la Thaïlande n'ayant que quarante-cinq jours de stocks de réserve.

V. M.

Pas d'impôts nouveaux en perspective

Le projet de budget de la RFA pour 1991 prévoit d'importantes réductions des dépenses

Les impôts ne seront pas augmentés en 1991 pour financer la réunification a déclaré M. Theo Waigel, le ministre allemand des finances, dans une interview à Bild Zeitung. M. Waigel précise que des impôts supplémentaires ne seront pas nécessaires parce le projet de budget de l'an prochain, dont les grandes lignes seront examinées mercredi 14 novembre par le gouvernement, prévoit des économies de dépenses d'un montant de 30 milliards de DM soit l'équivalent de 100 milliards de francs.

Le ministre des finances cite les dépenses militaires et les aides publiques. Les subventions à Berlin et aux anciennes régions fronta-

lières jouxtant l'ex-RDA ne seront pas supprimées dans l'immédiat mais réduites selon un calendrier plus bref que les sept ans d'abord envisagés.

La priorité du gouvernement est le développement des petites et moyennes entreprises, souligne M. Waigel ainsi que la mise en place d'un secteur de services efficace. Tout en reconnaissant que le déficit public allait s'accroître, M. Waigel affirme ne pas savoir dans quelles proportions et ne confirme pas le chiffre de 5 % du PNB avancé la semaine dernière par M. Helmut Schlesinger, vice-président de la Bundesbank.

Un colloque organisé par le CJDES et « le Monde »

L'économie sociale s'interroge sur son éthique

Près de 300 personnalités ont assisté, jeudi 8 novembre, à la Maison de la chimie à Paris, à un colloque organisé par le CJDES (Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale) et le Monde sur « l'exigence éthique » dans l'économie sociale.

Contrairement aux débats qui ont lieu dans d'autres secteurs économiques, la préoccupation est double pour les acteurs de l'économie sociale. Porteurs d'une certaine éthique, ils voient apparaître aujourd'hui comme une concurrence de la part d'un monde dont ils n'attendaient pas une telle attitude. Décalés par définition par rapport aux strictes obligations capitalistes, les entreprises de l'économie sociale ne sont-elles pas en train d'être dépossédées de thèmes qui leur appartiennent en propre et qui font leur différence ? Soumis comme les autres à l'obligation de résultat, n'ont-elles pas progressivement accepté que l'utopie d'origine se transforme en dogmes, en références sentimentales qui n'auraient plus de réalité pour les dirigeants, les salariés, et les adhérents ou sociétaires, devenus simples clients ?

Ces risques existent, synonymes de perte d'identité ou de fossilisation des concepts fondateurs. M. Alain Girard, président du CJDES, les évoqua d'entrée de jeu. Les exemples de renoncement ne manquent pas. Mais ils peuvent aussi être largement dépassés, ainsi que devait le souligner M. Patrick Vivier, responsable de l'Observatoire de la décision publique, à l'issue des débats.

Si l'économie sociale se détache d'une « logique de survie » ou de compensation pour se tourner vers « une logique d'anticipation », elle peut parfaitement correspondre aux besoins modernes d'une « entreprise citoyenne », démocratique et soucieuse de l'être humain, rendue nécessaire par la révolution de l'intelligence post-industrielle. Mieux, opposée aux principes du libéralisme, elle peut rétablir sur le marché la fonction d'échange que le capita-

lisme, selon Fernand Braudel, a réduit à sa volonté de puissance.

Emprunt d'une démarche humaniste, le milieu de l'économie sociale est sans aucun doute particulier. Les divers intervenants, des dirigeants d'entreprises aux responsables institutionnels l'ont souligné. Qu'ils se nomment M. Jacques Vandier, président des assurances MACIF, M. Etienne Pflimlin, président de la Confédération nationale du crédit mutuel, M. Yvon Legendre, secrétaire général adjoint de la Confédération générale des SCOP (coopératives ouvrières de production) ou M. Daniel Houri, directeur général du Crédit social fonctionnaires, tous étaient à l'aise avec ces termes et les objectifs qu'ils supposent.

L'écartèlement schizophrène

Avec des nuances, chacun admettait pour lui-même cette recherche de la différence et assumait les contradictions, l'écartèlement, « schizophrène » entre leurs convictions et les obligations, plus pragmatiques, dues à l'exercice de leurs responsabilités. « Il faut rester sur une ligne de crête » expliqua M. Edmond Maire, président de Villages-vacances-familles (VVF), nouveau venu dans ce monde. La recherche éthique du bonheur, selon lui, revient à chercher « en permanence un équilibre instable, empreint d'ambiguïté, lié aux exigences économiques et aux nécessités du développement ».

Les uns et les autres appréciaient que le ton ait été donné par un sociologue, M. Vincent de Gauljeac, très critique à l'égard de « l'éthique managériale », tant appréciée par les entreprises dites modernes. Ils étaient encore plus satisfaits par les propos d'introduction de M. André Comte-Sponville, philosophe, consacrés à la distinction entre la morale et l'éthique.

ALAIN LEBAUDE

## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Le développement économique outre-mer

## Les organisations syndicales de la Réunion peu satisfaites des orientations de M. Le Pensec

Poursuivant l'examen du projet de budget pour 1991, l'Assemblée nationale devait débattre, lundi 12 novembre, du budget des DOM-TOM, défendu par M. Louis Le Pensec.

Celui-ci revient d'une visite à la Réunion où ses positions sur les suites à donner au rapport Ripert relatif à l'égalité sociale et au développement économique dans les DOM n'ont pas convaincu les organisations syndicales des secteurs public et privé qui se situent désormais dans une logique de confrontation.

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION  
de notre correspondant

Sans doute est-ce un effet de la chaleur ambiante (l'été austral commence tout juste à la Réunion) : le ministre des DOM-TOM a dû s'y prendre à deux fois pour « affiner » son propos sur un thème où il était particulièrement attendu, l'alignement du SMIC local sur le SMIC métropolitain. Au cours d'une allocution prononcée jeudi 8 novembre devant les deux assemblées (conseil général et conseil régional), le ministre des DOM-TOM avait lié l'alignement des deux SMIC aux discussions entre les partenaires sociaux sur les plus bas salaires. Même si le rattrapage du SMIC départemental n'est

pas achevé en 1995, dans la quasi-totalité des branches et des entreprises les salaires minima effectifs devront avoir atteint ou dépassé ce niveau. « Sinon, ce sera l'échec de la méthode employée », précisait M. Le Pensec aux élus réunionnais.

La petite phrase souleva une tempête. Le Parti communiste réunionnais paria même de « rupture du contrat » que le président de la République avait passé avec les Réunionnais, avant les élections de 1988, sur la réalisation de l'égalité sociale au plus tard en 1995. M. Le Pensec, recevant vendredi les partenaires sociaux, tente de désamorcer le mécontentement. « L'objectif est bien d'aligner le SMIC au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Dans ce cadre, le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, le SMIC de la Réunion connaît un rattrapage », a-t-il indiqué à l'intersyndicale.

## Une grande réserve

Le ministre a également précisé les grandes lignes d'action du gouvernement pour l'outre-mer : alignement au 1<sup>er</sup> janvier 1993 des prestations familiales sur celles de la métropole ; maintien des avantages acquis (index de correction et prime de vie chère qui majore les salaires de base métropolitains de 33 % à la Réunion) pour les fonctionnaires en poste, mais modification de ce système pour les nouveaux venus ; réduction également de l'abattement de 30 % de l'impôt

sur les revenus dont bénéficient les contribuables « dominiens » et réinjection des recettes réalisées dans l'économie sous forme d'aides au développement et à l'emploi.

Sur l'ensemble de ces points, le ministre a rencontré la plus grande réserve, que ce soit dans le monde syndical ou politique, les socialistes mis à part. Pour les représentants de l'intersyndicale, « le petit pas accompli par le ministre est nettement insuffisant ; il est évident que si les choses restent en l'état, les deux mois qui viennent connaîtront une intense activité syndicale ».

Avant de s'envoler pour Paris, M. Le Pensec a souligné « les propositions définies par le gouvernement me semblent conformes aux intérêts de ce département ». En fait, le ministre des DOM-TOM est surtout venu précher la modération — voire la rigueur — budgétaire à un département où l'on a tendance à attendre toujours plus du gouvernement. Le ratio entre les sommes consacrées à l'île au cours de ces trente dernières années et les résultats obtenus (amélioration des conditions de vie et du niveau de vie de la population, mais une situation sociale et économique difficile avec quatre-vingt mille chômeurs, quarante-cinq mille Rmistes et une balance commerciale déficitaire de 9 milliards) semble inquiéter de plus en plus Paris.

ALIX OLIVIER

Réclamant une réforme de leurs statuts

## Des milliers de pompiers ont manifesté dans plusieurs villes de France

Plusieurs milliers de sapeurs-pompiers, bénévoles et professionnels, ont manifesté, samedi 10 novembre, dans différentes villes de France, pour demander une meilleure organisation de la sécurité civile, une protection sociale accrue et une réforme de leur statut. A l'appel de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers et des syndicats CFDT, CFSC, FO, CGC et autonomes, ils étaient quatre mille à Rennes, trois mille à Lille, deux mille à Marseille, un millier à Lyon et à Bordeaux, et deux mille cinq cents à Châlons-sur-Marne où les manifestants ont distribué des cartes postales avec leurs revendications, en invitant le public à les envoyer au président de la République.

Ils réclament, notamment, une réelle prise en compte des services de cette branche devraient, parallèlement, s'ouvrir le 30 novembre.

Manifestations d'éleveurs. Deux mille éleveurs du centre de la France ont manifesté lundi 12 novembre de 2 heures à 6 heures du matin sur plusieurs axes routiers des régions Limousin, Poitou-Charentes et Auvergne, où la circulation a été totalement paralysée par la mise en place de barrages. Cette manifestation, destinée, selon ses organisateurs, à protester contre les décisions gouvernementales et la suppression de certaines aides agricoles décidées à Bruxelles, s'est déroulée dans le calme.

de santé qu'ils rendent là où l'organisation hospitalière est insuffisante, et la création d'une structure nationale de commandement. Ils souhaitent également que soit déterminé un quota pour les appels du contingent qui accompagnent les 200 000 pompiers volontaires et les 20 000 professionnels.

Vendredi 9 novembre, M. Philippe Marchand, ministre délégué chargé des collectivités territoriales et de la sécurité civile, avait annoncé qu'un projet de loi pour renforcer la protection sociale des pompiers volontaires était en préparation. Pour l'intersyndicale, les premiers éléments de ce projet constituent « un grand pas en arrière ». Elle a annoncé l'organisation d'une manifestation nationale, le 1<sup>er</sup> décembre, à Paris.

de cette branche devraient, parallèlement, s'ouvrir le 30 novembre.

Manifestations d'éleveurs. Deux mille éleveurs du centre de la France ont manifesté lundi 12 novembre de 2 heures à 6 heures du matin sur plusieurs axes routiers des régions Limousin, Poitou-Charentes et Auvergne, où la circulation a été totalement paralysée par la mise en place de barrages. Cette manifestation, destinée, selon ses organisateurs, à protester contre les décisions gouvernementales et la suppression de certaines aides agricoles décidées à Bruxelles, s'est déroulée dans le calme.

## CONJONCTURE

La loi de finances rectificative au conseil des ministres

Le déficit budgétaire pour 1990 sera maintenu à 90 milliards de francs

Malgré le ralentissement des recettes fiscales et le gonflement des dépenses publiques, le déficit du budget de l'Etat pour 1990 sera maintenu à 90 milliards de francs comme le prévoit la loi de finances votée à la fin de l'année dernière par le Parlement.

Ce résultat inscrit dans le « collectif » de fin d'année qui sera soumis mercredi 14 novembre au gouvernement par MM. Bérégovoy et Chirac s'explique par une douzaine de milliards de francs de recettes supplémentaires (par rapport aux chiffres inscrits dans la loi de finances initiale de 1990) gagnant une douzaine de milliards de francs de charges nouvelles : dette publique pour environ 5 milliards de francs, défense pour un peu moins de 1 milliard, revenu minimum d'insertion (1 milliard), agriculture (1 milliard) dont la moitié pour la sécheresse, éducation, assurance-exportation et enfin prêts du Trésor notamment aux pays dits de la ligne de front.

GRANDE-BRETAGNE : une récession prolongée peut être évitée, selon la Barclays Bank. — Si les taux d'intérêt sont réduits et si le gouvernement défend la parité de la livre au sein du SME, la Grande-Bretagne peut éviter une récession profonde et prolongée, estime la Barclays Bank dans son dernier bulletin trimestriel de conjoncture. Si ces deux conditions sont remplies, la récession sera courte et la croissance économique reprendra dès le milieu de l'année prochaine. La Barclays Bank estime que l'inflation en Grande-Bretagne pourrait revenir à moins de 5 % à la fin de 1991.

## ÉNERGIE

EDF négocie la construction de deux centrales nucléaires en Hongrie. — La négociation entamée par EDF en Hongrie (le Monde du 3 novembre) concerne la construction de deux tranches nucléaires de 900 mégawatts, a indiqué samedi 10 novembre M. Pierre Delaporte, le président d'EDF, lors de l'émission « Questions orales » sur Radio-Classique. « C'est une opération qui va loin sur le plan géopolitique », a-t-il expliqué. La Hongrie a une position géographique centrale, elle pourrait acheter à tout le monde et vendre à tout le monde, comme la Suisse. Or ce pays est en bout d'arbre puisqu'il n'y a pas d'interconnexion entre l'Ouest et l'Est et il est dépendant pour un tiers de son électricité, importée d'URSS.

## SERVICES

L'ouverture des magasins le dimanche

Virgin Megastore condamné par le tribunal de Bordeaux

BORDEAUX

de notre correspondant

Assigné en référé à Bordeaux par la CFDT, la CGT et Force Ouvrière pour non respect du repos dominical, le magasin Virgin Megastore a été condamné le 7 novembre à 30 000 francs d'amende par jour d'infraction (six pour l'instant). La société a ouvert à Bordeaux le 25 septembre dernier une surface commerciale de deux mille huit cent trente-cinq mètres carrés consacrés au livre et au disque, avec une politique systématique d'ouverture dominicale, comme à Marseille. Et l'intention de la continuer malgré les poursuites dont elle est l'objet.

Virgin Megastore met en avant la spécificité culturelle de ses activités, reconnue selon son avocat M. Favreau, par le traité de Rome et la Cour européenne de justice. La société fait également remarquer que son magasin a créé deux cent quatre-vingts emplois, que tous les salariés sont « volontaires pour travailler le dimanche sans que cela ait été une condition obligatoire à l'embauche » et que « le personnel dominical bénéficie de deux jours consécutifs de repos en semaine ».

La société a reçu l'appui du maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, à l'occasion d'un procès-verbal de la mairie de Bordeaux. M. Doublin, sans résultat pour l'instant. En revanche, la direction départementale du travail de la Gironde fait systématiquement constater chaque dimanche l'infraction au code du travail. Elle a saisi le parquet de Bordeaux d'une demande de poursuites pénales. La procédure n'est cependant pas encore ouverte. « Nous voulons auparavant déterminer qui est pénalement responsable. Une enquête a été demandée au procureur de Paris afin d'obtenir les noms des dirigeants à l'origine de cette politique d'ouverture dominicale », indique le parquet bordelais.

GINETTE DE MATHA

## INDUSTRIE

Premier groupe pharmaceutique indépendant français

Les Laboratoires Servier renforcent leurs moyens de recherche

Le groupe pharmaceutique Servier a posé jeudi 8 novembre la dernière pierre constitutive de son institut de recherche, premier centre privé français par sa dimension, en inaugurant officiellement à Suresnes (Hauts-de-Seine) le nouveau bâtiment prévu pour venir compléter l'ensemble.

D'un coût de 60 millions de francs, cette dernière construction accroît de plus de 25 % la surface des laboratoires de cet institut déjà réparti entre Boileb (Seine-Maritime) et Orléans (Loiret). Elle abritera quatre divisions de recherche axées sur la diabétologie, la pneumologie, la rhumatologie et le cancer.

Père des Laboratoires Servier nés d'une minuscule PME pharmaceutique rachetée au début des années 50, le docteur Jacques Servier a fait de cette société un groupe qui connaît depuis plusieurs années un taux de croissance annuel élevé (15 %) et qui se situe au quatrième rang dans la pharmacie en France derrière Rhône-Poulenc, la Sanofi et Roussel-Uclaf.

Selon la revue britannique spécialisée, la SCRP, en 1988, Servier (un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs) aurait occupé la première place au classement mondial de l'innovation avec quatre nouvelles molécules mises sur le marché sur un total de 53.

Dassault Electronique et IBM créent une société commune. — Dassault Electronique et IBM-France ont annoncé, lundi 12 novembre, la création d'une société commune, spécialisée dans l'intégration de systèmes informatiques, baptisée DESI-Informatique (pour « Dassault Electronique IBM Intégration et Ingénierie Informatique »). Dassault Electronique détient 55 % et IBM-France 45 % des 6 millions de francs du capital de la nouvelle société, qui emploiera une cinquantaine de personnes en 1991. Dassault entend ainsi valoriser une partie de ses activités militaires, désormais moins rentables, vers des applications civiles à forte croissance.

## Le Monde

Mercredi 5 décembre 1990

3<sup>e</sup> SÉMINAIRE SCIENCES PO - LE MONDE

## EUROPE : la traversée des turbulences

Face aux bouleversements à l'Est et au Sud, dans un contexte international de crise la Communauté Européenne peut-elle à la fois renforcer sa cohésion et s'ouvrir à l'extérieur ?

## MATIN

9 h Ouverture du séminaire : Alain LANCELOT

9 h 15 LES HÉRITAGES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Séance présidée par René REMOND  
• Le mouvement européen peut-il être limité à l'Ouest ?  
Jean FRANÇOIS-PONCET  
• Le communisme peut-il être effacé à l'Est ?  
Antoine LIEHM

## 10 h 30 L'AVENIR POLITIQUE

Séance présidée par Daniel VERNET  
• Les trinités soviétiques  
Jacques AMALRIC  
• Le passage des pays de l'Est à la démocratie peut-il s'effectuer sans effets pervers ?  
Jacques RUPNIK  
• Quelles conséquences pour l'Europe de l'Ouest ?  
Pierre HASSNER

## 12 h 45 Déjeuner

Ce séminaire est organisé avec la participation de :  
Jacques AMALRIC, Rédacteur en chef au journal Le Monde  
Jacques ATTALI, Président désigné de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement  
Jean-Paul FITOUSSI, Président de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques  
André FONTAINE, Directeur du journal Le Monde  
Jean FRANÇOIS-PONCET, Président de la Commission des Affaires Économiques et du Plan du Sénat, Président du Mouvement Européen, Ancien Ministre des Affaires Étrangères  
Pierre HASSNER, Directeur de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques  
François HEISBOURG, Directeur de l'Institut International des Études Stratégiques de Londres

## APRÈS-MIDI

14 h 15 AU-DELÀ DE 1992 ?

L'ESPACE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
Séance présidée par Jean-Paul FITOUSSI  
• L'Europe peut-elle être une puissance internationale ?  
François HEISBOURG

• La « décongelation » politique à l'Est ouvre-t-elle de nouveaux champs de développement ?  
Jacques ATTALI, Manfred LARSTEIN

• Comment surmonter les disparités — démographiques, économiques, sociales — du continent européen ?  
Georges TAPINOS

• La réalisation de l'Acte Unique recrée-t-elle un objectif pertinent ? Quels types de rapports la CEE doit-elle établir avec les pays de l'Est, de l'ASLE, et du Tiers Monde ?  
Pascal LAMY

## 18 h 00 CONCLUSION DU SÉMINAIRE

André FONTAINE

Manfred LARSTEIN, Membre du Bureau Exécutif de Bertelsmann S.A., Président de Bertelsmann Akademie  
Pascal LAMY, Directeur de Cabinet du Président de la Commission des Communautés Européennes  
Alain LANCELOT, Directeur de l'Institut d'Études Politiques de Paris, Professeur des Universités  
Antoine LIEHM, Rédacteur en chef de la Revue « Lettres Internationales », Président de la Fondation Nationale des Sciences Politiques  
Jacques RUPNIK, Chargé de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Professeur des Universités à l'ELP, Chef du département de démographie économique à l'INED  
Georges TAPINOS, Professeur des Universités à l'ELP, Chef du département de démographie économique à l'INED  
Daniel VERNET, Directeur de la Rédaction, journal Le Monde

Ce séminaire s'adresse aux membres des Directions Générales des Entreprises, Administrations et Collectivités locales. Il se déroulera à l'Hôtel NIKKO, 75015 PARIS. Montant : 2 100 F par participant (documentation et déjeuner inclus). Les inscriptions seront enregistrées dans l'ordre d'arrivée des bulletins et dans la limite des places disponibles.  
Pour tous renseignements : Institut d'Études Politiques de Paris, Service Formation Continue, 215, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS  
Tél. : 45.49.11.76 - 45.49.51.94 - Fax : 42.22.60.79

SCPE 1990

## COMMUNICATION

Pour lutter contre les enregistrements « pirates »

### Editeurs de disques et interprètes souhaitent une réglementation européenne

Poursuivant le dialogue entamé à Rome (le Monde du 9 octobre), représentants de la Commission européenne et professionnels de l'audiovisuel viennent de se retrouver à Aix-en-Provence. Artistes-interprètes et producteurs de phonogrammes y ont adopté en fin de semaine une « déclaration » commune sur les droits « voisins » des droits d'auteur.

AIX-EN-PROVENCE

Si les droits d'auteur, dans l'Europe des Douze, diffèrent selon les pays, les droits « voisins » — ceux des artistes-interprètes et des producteurs — sont franchement disparates. La Belgique, la Grèce et les Pays-Bas n'accordent aucune protection spécifique. Le Luxembourg protège les artistes et les producteurs pendant vingt ans après l'enregistrement ou la publication de l'œuvre; l'Espagne pendant quarante ans; le Danemark, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, pendant cinquante ans. La durée de protection diffère pour les artistes et les producteurs : cinquante et vingt-cinq ans en Allemagne, vingt et trente ans en Italie, quarante et vingt-cinq ans au Portugal. En Irlande, enfin, les producteurs sont protégés pendant cinquante ans, mais rien n'est prévu pour les artistes.

Ces disparités, l'explosion des techniques d'enregistrement — du magnétophone traditionnel au magnétophone numérique, le fameux DAT — et la perspective du grand marché intérieur de 1993, rendent inacceptables. « Que se passe-t-il », s'interroge ainsi M. Patrice Fichtel, vice-président de la Fédération internationale de l'industrie phonographique (IFPI), « si une production est encore protégée dans certains États, mais est déjà tombée dans le domaine public dans d'autres ? N'y a-t-il pas distorsion des conditions de concurrence ? N'est-ce pas un obstacle à la libre circulation des biens et des services ? » C'est, en tout cas, la porte ouverte aux enregistrements pirates, véritable honte de tous les professionnels.

Aussi, passant outre leurs intérêts divergents, artistes-interprètes et producteurs ont négocié depuis l'été une « déclaration » commune aux deux professions, motion discutée et

adoptée par toutes les délégations réunies dans l'ancienne manufacture d'allumettes Méjanes à Aix-en-Provence. Le texte invite ainsi la Commission de Bruxelles et les États-membres à adopter une durée de protection de leurs droits au moins égale à cinquante ans. Cette protection, ajoute la déclaration, « doit permettre d'assurer une juste rémunération aux artistes-interprètes leur vie durant et de dégager les moyens d'investissement pour de nouvelles créations ».

Une déclaration commune

Le texte réclame aussi le respect du « droit moral » de l'artiste — le respect de son nom, de sa qualité et de son interprétation — et rappelle l'attachement de tous les professionnels à la libre gestion de leurs droits. Il demande la généralisation dans tous les pays de la Communauté de la taxe pour la copie privée ainsi que « l'insertion obligatoire dans tous les appareils d'enregistrement numérique d'un système limitant le nombre des copies réalisables ». A la demande des artistes, le document

exige une protection sociale pour les interprètes et répond aux vœux des éditeurs de disques en souhaitant un renforcement de la lutte contre la piraterie.

Face à Bruxelles, artistes-interprètes et producteurs ont donc réaffirmé leur unité comme les auteurs l'avaient fait à Rome un mois plus tôt. Un message entendu par le représentant de la Commission, M. Jean-François Verstraete qui a annoncé l'intention de la CEE de proposer dans les mois qui viennent, un projet de directive prévoyant dans tous les États-membres une durée de protection des droits voisins d'au moins cinquante ans. Un second texte devrait également donner aux artistes et aux producteurs le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la location commerciale de leurs œuvres. Enfin, la Commission souhaite que tous les États-membres adhèrent à la Convention de Rome de 1961 qui, la première, a reconnu les droits voisins. De bonnes intentions, favorablement accueillies, mais qui doivent encore entrer dans les faits.

PIERRE-ANGEL GAY

Lancement de Canal Jimmy et d'un double programme de cinéma

### Câble : plus d'argent moins de chaînes

Canal Jimmy pour les branchés-noctambules et deux canaux de cinéma payants seront proposés en janvier 1991 aux abonnés des réseaux câblés de la Générale des eaux et de la Caisse des dépôts. Ces chaînes témoignent du rapprochement de ces deux sociétés avec Canal Plus (le Monde du 21 mars).

Nouvelle chaîne thématique, Canal Jimmy (en hommage à James Dean) sera diffusée le soir, après Canal 7, et jusqu'à une heure avancée du matin s'efforcera de combler l'appétit d'images des jeunes et des noctambules, en jouant sur la mythologie des « sixties ». Se voulant la « chaîne vivante » du câble, Canal Jimmy est présidée par Pierre Lescaur, le directeur général de Canal Plus.

Ciné-Cinéma suivra les traces de la chaîne du même nom, qu'exploitait jusqu'alors la Générale d'images (filiale de la Générale des eaux). Mais Ciné-Cinéma nouvelle manière inaugurerait un nouveau concept de chaîne en deux volets, réservé dans l'immédiat

aux réseaux dont la technique rend possible un contrôle d'accès individuel. Pour un seul abonnement optionnel (de 70 à 80 francs mensuels), Ciné-Cinéma offrira deux programmes continus, l'un de cinéma récent, l'autre plus orienté vers les classiques. Ce deuxième canal intégrera aussi des actualités d'époque, prenant ainsi en partie la succession de C'était hier, chaîne de la Générale d'images qui disparaît.

Car, en même temps que naissent ces nouveaux produits, d'autres s'effacent : C'était hier, Humour, Bravo, toutes chaînes lancées par les opérateurs (le Monde des 8 novembre et 7 décembre 1989) pour attirer de nouveaux abonnés, mais que leurs faibles moyens handicapaient, sont sacrifiées sur l'autel du front commun Canal Plus-Générale-Caisse.

Cette alliance — dont la Lyonnaise des eaux, troisième opérateur français, reste pour l'instant résolument à l'écart — va investir plus qu'auparavant dans les programmes. Avec le renforcement de la chaîne Planète consacrée au documentaire, et ultérieurement

des décrochages dédiés aux sports français sur TV Sport, ce sont en tout environ 200 millions de francs annuels qui seront affectés aux programmes thématiques par la trilogie.

Plus d'argent, moins de chaînes : ce mouvement vers des programmes moins dispersés mais plus « musclés » est celui que préconisait le patron de Canal Plus, M. André Rousselet, depuis des mois. Canal Plus n'aura pas seulement son mot à dire sur la stratégie. Dans la pratique, les équipes des nouvelles chaînes sont regroupées dans un même immeuble, et les hommes de Canal Plus ou de sa filiale Ellipse y joueront un rôle-clé. La répartition du capital des différentes chaînes (Générale d'images détenant plus que Canal Plus, et Communication Développement, filiale de la Caisse des dépôts, étant un peu en retrait), est sans doute appelée à évoluer. Mais le mouvement de rationalisation de l'offre de programmes sur le câble s'engage ainsi clairement sous la houlette de Canal Plus.

M. COLONNA D'ISTRIA

L'OPA de M. Parretti aux États-Unis

### United Communication a racheté les droits francophones de la MGM

Le voile se lève peu à peu sur les accords qui ont permis à M. Giancarlo Parretti de réussir son OPA sur la Metro-Goldwyn-Mayer. Ainsi, c'est la société française United Communication qui a acheté les droits de distribution dans les pays francophones (Canada excepté) du catalogue du célèbre studio américain. United Communication détiendrait ainsi pour dix ans un fabuleux catalogue de plus de mille films et plusieurs milliers d'heures de télévision, qui ne comprend pas toutefois les célèbres James Bond, ni les productions en cours.

Cette importante transaction, dont le montant n'a pas été révélé, a été financée par la Banque Bruxelles Lambert et l'allemand United Communication, fondée par MM. Dominique Biele et Anthony Stevens, qui en détiennent 52 % du capital, distribue déjà en France un certain nombre de films de Columbia Tri Star et travaille sur le marché de la télévision comme ensemble d'émissions à partir de

séries américaines (le Monde des 23-24 juillet 1989).

D'autre part, M. Parretti a vendu l'un de ses principaux actifs, la société espagnole Renta Immobiliare, pour plus de 1,7 milliard de francs. Selon la direction de Renta, l'entreprise serait reprise par un groupe d'investisseurs mené par M. Jean-René Bickart. L'opération, qui aurait été scellée par une promesse de vente en avril dernier, semble assez confuse. M. Bickart est en effet un homme d'affaires suisse, actionnaire et administrateur de SASEA, la holding genevoise de M. Florio Fiorini. Or M. Fiorini est associé avec M. Parretti dans l'OPA sur la MGM et la SASEA détient 42 % de Mélià, société hollandaise de M. Parretti qui contrôle 52 % de Renta. Est-on en présence d'un de ces montages acrobatiques par lesquels MM. Parretti et Fiorini transfèrent sans cesse des actifs entre leurs groupes ?

Toujours est-il que M. Parretti, lié en cela par la promesse de

vente, ne peut céder Renta qu'après avoir lancé une OPA de plus de 500 millions de francs sur les actions de la société espagnole encore dispersées sur le marché. L'opération qui permettrait d'enlever Renta de la Bourse de Madrid, doit encore être approuvée par les autorités boursières espagnoles. Cette dernière OPA est financée par la Banque de Santander, la Caja Postal et le Crédit lyonnais, grand partenaire financier de M. Parretti.

J.-F. L.

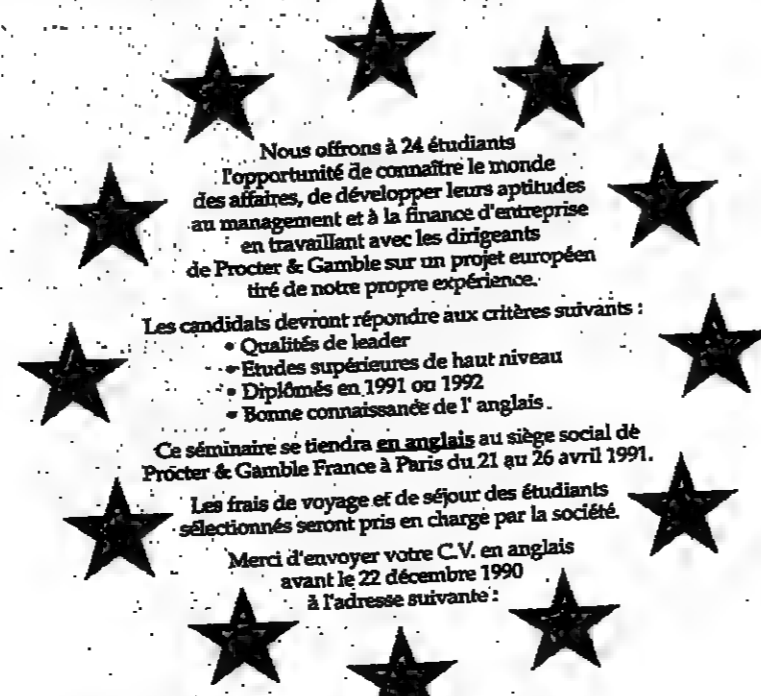
### Le nouveau mensuel féminin

#### « Contemporaine » sera lancé en mars

Un nouveau mensuel féminin baptisé *Contemporaine* sera lancé en mars 1991 par le groupe Oris Communication de M. Bruno Rohmer, ancien directeur général du groupe Express, et par Agnès Agnès Communication, qui regroupe les activités de M. Elisabeth et M. Alain Lefebvre et de M. Christian Blachas (Communication *Che News*, *l'Événementiel*, *Cosmétique News*, *Maisons côté sud*, *Show Room*, etc.). Destiné aux 700 000 femmes d'affaires, cadres supérieures et professions libérales disposant d'importants revenus et rési-

dant dans des grandes villes, ce mensuel haut de gamme sera tiré à 100 000 exemplaires; vendu 30 francs, il vise une diffusion de 50 000. Ouvert à l'économie, aux problèmes de société, à la mode, beauté, etc., ce « magazine pointu réservé aux femmes à pouvoir d'achat élevé, qui lisent des news magazines et des livres plutôt que les actuels journaux féminins, compte créer de nouvelles lectures et devenir leur mensuel de référence » selon les termes de sa directrice, M. Lefebvre, qui a déjà lancé *Jacinto*, *Enfants* magazine et *Siba*.

## 1991 EURO FINANCIAL SEMINAR PROCTER & GAMBLE INVITE LES MEILLEURS ETUDIANTS D'EUROPE A SON SEMINAIRE FINANCIER EUROPEEN



Nous offrons à 24 étudiants l'opportunité de connaître le monde des affaires, de développer leurs aptitudes au management et à la finance d'entreprise en travaillant avec les dirigeants de Procter & Gamble sur un projet européen tiré de notre propre expérience.

Les candidats devront répondre aux critères suivants :

- Qualités de leader
- Etudes supérieures de haut niveau
- Diplômés en 1991 ou 1992
- Bonne connaissance de l'anglais.

Ce séminaire se tiendra en anglais au siège social de Procter & Gamble France à Paris du 21 au 26 avril 1991.

Les frais de voyage et de séjour des étudiants sélectionnés seront pris en charge par la société.

Merci d'envoyer votre C.V. en anglais avant le 22 décembre 1990 à l'adresse suivante :

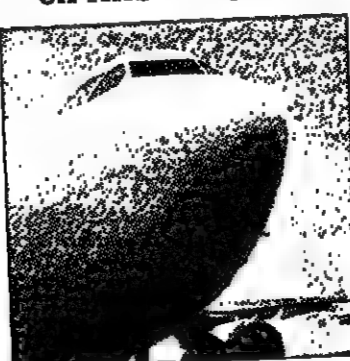
EURO FINANCIAL SEMINAR  
PROCTER & GAMBLE FRANCE  
Melle Danielle Houdard  
96, AV. CHARLES DE GAULLE - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE



PARIS-BORDEAUX.

# 930 km/h.

Vitesse de croisière en Airbus A300.



Paris-Bordeaux. Jusqu'à 13 vols par jour.

**AIR INTER**

**ACCOR**ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE  
RESTAURATION ET DE SERVICES**EXERCICE DES BONS DE SOUSCRIPTION 1987 :**  
dernier délai le 30 novembre 1990Il est rappelé aux actionnaires que le délai d'exercice  
des bons de souscription émis en juin 1987  
expire le 30 novembre 1990.Les bons donnent le droit de souscrire à des actions ACCOR,  
à raison d'une action pour 10 bons détenus,  
moyennant un versement de F 700 par action.A titre indicatif, le 5 novembre 1990, l'action cotait F 745  
et le bon de souscription F 4,50.A compter du 1<sup>er</sup> décembre 1990, les bons ne pourront plus  
être exercés et perdront toute valeur.Les actionnaires peuvent exercer leurs bons de souscription  
en s'adressant à l'intermédiaire financier  
gestionnaire de leurs titres.**SOCIÉTÉ CENTRALE D'INVESTISSEMENTS**

29, rue de Monceau, 75008 PARIS

Lors des récents changements intervenus dans l'actionnariat familial du  
groupe FAUGERE & JUTHEAU, M<sup>me</sup> Robert HUSSON a pris le contrôle de  
la holding familiale OMNIPAR, laquelle a porté sa participation majoritaire  
dans FAUGERE & JUTHEAU SA à un peu plus de 61 %.A cette occasion, la SCI (Société Centrale d'Investissements) est entrée à  
hauteur d'environ 5 % dans le capital de ladite holding, au conseil de laquelle  
elle est représentée par son président, M. Jean-Marie VERNES, la RCM  
(Banque Industrielle et Commerciale du Marais) étant intervenue comme ban-  
quier pour l'ensemble de ces opérations de restructuration.La totalité des intérêts familiaux est maintenant regroupée au sein de la  
branche familiale JUTHEAU-HUSSON qui détient désormais non seulement  
95 % d'OMNIPAR, mais aussi un reliquat de participations directes, suscep-  
tible d'être cédée à des membres du personnel du groupe, dont une fraction est  
détentrice d'un capital de FAUGERE & JUTHEAU SA par le biais de la  
société F & J PLACEMENT.Rappelons que le groupe FAUGERE & JUTHEAU, présidé par M. Robert  
HUSSON, est, depuis de nombreuses années, le numéro 1 du cotage d'assu-  
rances et de réassurances en FRANCE, en Europe continentale et en Afrique  
financière, et qu'il est associé depuis 1973 à MARSH & MELLENNAN  
COMPANIES, numéro 1 mondial de la profession, dont la participation, à  
hauteur d'un tiers dans FAUGERE & JUTHEAU SA, n'a pas changé à l'oc-  
casion des modifications intervenues dans la structure du capital du groupe.**assurances**Société Centrale des  
Assurances Générales de France  
87, rue de Richelieu - 75002 Paris Cedex 02  
Société Anonyme créée par la loi du 04 Janvier 1973  
Capital Social : 407 millions de Francs RCS Paris B 303 265 126Chiffre d'affaires des Sociétés  
AGF VIE et AGF IART  
du 1<sup>er</sup> janvier 1990  
au 30 septembre 1990  
(en millions de Francs)

	1989	1990	variation en %
AGF VIE	10115	11552	+ 14,2
AGF IART	10215	10858	+ 6,3
Total au 30 Septembre	20330	22410	+ 10,2

PARTENAIRE  
ASSUREUR OFFICIEL  
DES JOUEURS OLYMPIQUES D'HIVER

PREMIER REASSUREUR FRANÇAIS

L'estimation des primes brutes émises en réassurance pour le pre-  
mier semestre de l'année 1990 s'élève à 5.250 millions de francs  
contre 4.486 millions de francs pour la même période de 1989 (1).Cette progression est essentiellement due à l'intégration de la  
DEUTSCHE KONTINENTALE RUCK dans le périmètre de  
consolidation du groupe SCOR S.A.

(1) 50% des primes brutes émises dans l'exercice 89.

**Le Monde**

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

**cde COMPTOIR  
DES ENTREPRENEURS**

Paris, le 12 novembre 1990

Madame, Monsieur, cher actionnaire,  
Au lendemain de ma nomination par le Ministre des Finances aux fonctions de Président de votre  
société, je vous ai fait part, à l'Assemblée Générale du 2 mai 1990, des orientations nouvelles que je  
vous propose de concrétiser aujourd'hui.Nous devons rechercher des marchés nouveaux, nous renforcer et faire face ainsi aux mutations  
que l'économie nous impose.Depuis 1848, ce n'est pas la première fois que le Comptoir des Entrepreneurs, dans sa longue  
histoire, est confronté à ce type d'évolution. Il a su remporter tous les combats qu'il a menés. Je le  
constate avec confiance.Tous ensemble, il nous faut encore reprendre notre ouvrage en plaçant les intérêts supérieurs de  
notre Comptoir des Entrepreneurs au-dessus de toute autre préoccupation.Dans cet esprit, le Conseil d'Administration a décidé, le 24 octobre dernier, de convoquer le  
3 décembre prochain une Assemblée Générale afin qu'elle autorise à procéder à une augmentation de  
capital réservée à cinq nouveaux actionnaires.Cette opération portera sur 841 384 titres qui seront souscrits au prix de 290 F, soit au total  
244 millions de francs.J'ai souhaité apporter à vous toutes et tous qui détenez des actions les informations communiquées  
seulement aux grands actionnaires, alors que depuis si longtemps beaucoup d'entre vous nous font  
confiance.**Qui seront les nouveaux actionnaires du Comptoir des Entrepreneurs ?**Il s'agit tout d'abord de la Depfa Bank. Cette banque est la troisième banque hypothécaire alle-  
mande. Elle est spécialisée dans les crédits aux collectivités locales et les crédits hypothécaires classi-  
ques. Elle s'implante actuellement en Allemagne de l'Est.

Elle détient, à l'issue de cette opération, 10 % du capital de votre société.

Il s'agit ensuite de trois des plus grandes entreprises du secteur du BTP : la SAE, la SCE et  
Bouygues. Elles sont suffisamment connues pour qu'il ne soit pas nécessaire de les présenter. Elles  
détient respectivement 4,5 %, 3 % et 1,5 % du capital.

Il s'agit, enfin, de la CPR (Caisse Parisienne de Réassurance) qui détient 1,5 % du capital.

Au total, ces actionnaires détient, au terme de l'opération, 20,5 % du nouveau capital du  
Comptoir des Entrepreneurs.**Pourquoi cette opération ? Quel est son intérêt ?**

Cette opération traduit notre stratégie de diversification qui repose sur trois piliers :

- L'Europe, parce qu'elle nous ouvre de nouveaux marchés ; c'est dans cette perspective que  
s'inscrit la prise de participation de la Depfa Bank.- Le renforcement des liens avec les professionnels de l'immobilier, du bâtiment et des travaux  
publics ; il s'agit en effet d'une tradition de votre société, mais aussi d'une condition de notre dévelop-  
pement respectif tant en France qu'à l'étranger. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les prises  
de participation de la SAE, de la SCE et de Bouygues.- Le développement de nos capacités en matière d'ingénierie financière et de produits financiers ;  
c'est dans cette perspective que s'inscrit la prise de participation de la CPR mais aussi celle de la Depfa  
Bank.Notre objectif est clair. Il ne s'agit pas seulement pour le Comptoir des Entrepreneurs de faire  
entrer de nouveaux actionnaires à son capital. Il s'agit surtout de nouer avec eux des relations commer-  
ciales étroites et concrètes.C'est ainsi que les accords passés ou en voie de l'être avec ces différents actionnaires devraient d'ici  
à la fin de 1991 apporter environ 1,5 milliard d'encours supplémentaires au Comptoir des Entrepre-  
neurs et lui permettre ainsi d'assurer le développement de son activité en France, en Europe et plus  
particulièrement, dans un premier temps, en RFA/RDA.Loin de se faire au détriment des actionnaires actuels, cette augmentation de capital réservée constitue  
donc à mes yeux l'un des moyens d'assurer, dans un contexte de plus en plus concurrentiel, le dévelop-  
pement de l'activité du Comptoir des Entrepreneurs et donc sa capacité distributive.**Quelles sont les conditions faites aux nouveaux actionnaires ?**Le prix de souscription du titre CDE a été fixé à 290 F. Il a été déterminé par référence à la  
moyenne des cours de Bourse constatée d'octobre 1989 à octobre 1990 (296 F).Ce prix est supérieur de 16,6 % aux vingt derniers cours qui sont la référence habituelle, de 25 % au  
cours moyen de 1989 et de 34,9 % au cours moyen de 1988.Il fait apparaître une décote de 29,7 % par rapport à l'actif net comptable par action, mais  
correspond à une capitalisation de près de 16 fois le résultat de 1989, ce qui est très élevé par rapport  
aux établissements comparables soit par leur statut, soit par leur activité.

Les actions nouvelles ne bénéficieront pas du dividende versé au titre de l'exercice 1990.

Il faut améliorer nos performances, pérenniser notre entreprise et accentuer, dès que possible, notre  
politique de distribution en matière de dividende. Après avoir écouté tous nos administrateurs et nos  
censeurs, j'ai constaté qu'en dehors du statu quo qui risque d'être douloureux une seule politique est  
possible.C'est cette politique que je vous demande de soutenir en votant le plus nombreux possible à  
l'Assemblée Générale Extraordinaire à laquelle je vous demande de participer ou de vous faire repré-  
senter, vous rappelant qu'un quorum spécifique est nécessaire.Je vous remercie à l'avance de l'appui que vous nous apporterez une fois encore et vous prie de  
croire, au-delà d'une simple formule de politesse, à toute ma considération.

Jean-Jacques Piette

845 000  
LECTEURS CADRES.  
Le Monde est  
le premier titre  
d'information  
des cadres  
(IPSOS 90)**FAIT FACE AVEC DÉTERMINATION A LA MOROSITÉ  
DE L'ÉCONOMIE US ET A LA BAISSE DU DOLLAR**Après la forte progression des ventes des six premiers mois (+ 16,9 %), celle-ci  
se réduit à 5,8 % à fin septembre.  
La régression des ventes aux USA, où Majorité réalise près de 20 % de son  
chiffre d'affaires, s'est amplifiée avec les tensions au Moyen-Orient, amenant la  
société à revoir ses objectifs. Les ventes pourraient ne pas dépasser 540 millions de  
francs, contre 583 millions de francs en 1989.Résultat  
Le résultat net des six premiers mois de Majorité SA (15,5 millions de francs)  
progressé de 10,4 %. Mais le ralentissement actuel de l'activité et l'évolution du  
franc par rapport au dollar vont freiner les exportations et pénaliser les résultats.  
Ainsi le bénéfice, au niveau du groupe, tout en restant enviable, sera inférieur à  
celui de 1989 du fait de l'environnement économique mondial.Une mention particulière pour Solidis, filiale spécialisée dans les voitures  
miniatures de prestige, qui enregistre au 30 septembre 1990 une progression de  
23 % de ses ventes par rapport aux chiffres de 1989 sur la même période.

En millions de francs	Au 30-6-90		Au 30-6-89	
	Chiffre d'affaires	Résultat net	Chiffre d'affaires	Résultat net
Majorité SA	280 018	15 572	239 432	14 108
Groupe Majorité (consolidé)	328 721	15 659 (21 798)	302 893	22 851

\* NB : A fin juin 1990, le champ des impôts différés concernant les filiales  
s'étend désormais à la société mère. Sans cette extension, déjà appliquée fin 1989,  
le résultat du groupe aurait été alors de 21 798 KF au lieu de 15 659 KF.

NOVEMBRE 1990

**LA CAISSE AUTONOME  
DE REFINANCEMENT  
LANCE DEUX EMPRUNTS OBLIGATAIRES  
A TAUX FIXE**A l'issue de l'assimilation de ces deux emprunts à l'émission lancée en octobre,  
le volume en circulation de l'emprunt CAR 10,70 % mars 1999 atteindra 1,8 milliard de francs.■ La Caisse Autonome  
de Refinancement, filiale  
à 100 % de la Caisse des  
dépôts et consignations,  
est spécialisée dans la  
mobilisation de créances  
à moyen et long terme.■ La CAR gère, au  
31 octobre 1990, un en-  
cours de créances de plus  
de 30 milliards de francs  
dont 86 % garantis par  
l'Etat français.■ La CAR s'est vu accor-  
der pour ses émissions an-  
térieures la note Aaa par  
Moody's Investors Service  
et AAA par Standard  
& Poor's.**800.000.000 F**  
CAR 10,70 % mars 1999Durée : 8 ans et 99 jours  
Amortissement normal : au pair en totalité le 5 mars 1999  
Taux nominal : 10,70 %  
Taux actuariel brut : 10,52 %  
Nominal : 5 000 F**Avec au choix du souscripteur**

- Prix de souscription : 5 094 F  
dont prix d'émission : 5 052,95 F  
Prémium : 41,05 F
- Premier coupon : 186,15 F
- Assimilation : le 26 novembre  
1990 à l'emprunt CAR 10,70 %  
mars 1999
- Jouissance : 29 octobre 1990
- Prix de souscription : 5 000 F
- Premier coupon : 89,50 F
- Assimilation : le 5 mars 1991  
à l'emprunt CAR 10,70 %  
mars 1999
- Jouissance : 26 novembre 1990

Réglement : 26 novembre 1990

Lieux de souscription :

Banques, Caisse d'épargne, Bureaux de Poste et Trésor Public.

Une fiche d'information VISA COB n° 90-462 du 05.11.1990  
peut être obtenue sans frais sur demande - BAUD 12.11.1990**CAR**

Caisse autonome de refinancement

LA QUALITÉ D'UNE GRANDE SIGNATURE

GROUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**L'intégration**de transition  
économique



## CHAMPS ECONOMIQUES

Les enjeux du commerce mondial

## Services compris ou non

La CEE reproche aux Etats-Unis de préférer des arrangements bilatéraux à un accord global

Après l'examen du contenu agricole (« Champs économiques » du 30 octobre) et des règles du GATT (6 novembre), le dossier sur la libéralisation des échanges internationaux se poursuit avec l'étude des services (transports, tourisme, banques et assurances...).

DEPUIS l'été, la négociation sur l'inclusion des services dans les règles du GATT (l'Organisation mondiale du commerce internationale), et par là même sur la libéralisation de leurs échanges, est grippée. Aux yeux des Européens comme des Américains, ce volet devrait pourtant constituer un des points forts de l'Uruguay round.

Surprise ! Ce coup d'arrêt n'est pas imputable à l'obstruction de pays en voie de développement (PVD), tels l'Inde ou le Brésil, réticents depuis la conférence de lancement du cycle en 1986 à Punta del Este, à l'extension des disciplines du GATT aux « nouveaux sujets » (les services et la défense de la propriété intellectuelle) : ils voyaient là une manœuvre supplémentaire de leur économie, en leur interdisant, au nom du libre échange, un développement protégé, mais autonome. Ce schéma d'une opposition Nord-Sud ne correspond plus à la réalité, car le conflit aujourd'hui est principalement transatlantique.

« Les Etats-Unis bloquent », proclame-t-on haut et fort du côté de la Communauté, pas mécontent de trouver une diversion à la querelle agricole, laquelle, explique-t-on, obscurcit le ciel genevois d'une manière telle qu'elle en devient suspecte. Carla Hills, la représentante américaine pour les négociations commerciales qui affectionne volontiers un style d'avocat de combat lorsqu'elle s'adresse aux Européens ou aux Japonais, filerait doux lorsqu'elle est confrontée à ses lobbies...

En matière de services, comme d'agriculture, l'administration américaine n'aurait pas les moyens de ses ambitions et serait incapable de souscrire à un accord de portée générale. Elle préférerait dans ces conditions orienter la négociation vers quelques arrangements de portée limitée, gardant ainsi la faculté de traiter le plus souvent les questions que soulèvent les échanges de services par le biais d'accords bilatéraux. Le statu quo plutôt que l'innovation.

L'accusation est grave, car si elle est conforme à la vérité, elle est une orientation tout à fait contraire à celle affichée par Washington voici cinq ans. En 1984 et 1985, alors que la crise écono-

que suscitée par le second choc pétrolier continuait à sévir, la Communauté n'éprouvait aucun enthousiasme à l'idée agitée par les Etats-Unis de s'engager dans un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NMC).

Les Européens y voyaient le souci de Washington de remettre en question la trêve agricole que les Etats-Unis avaient conclue avec la CEE, comme par inadvertance, quelques années plus tôt, lors du Tokyo round. En 1985, lors du sommet des sept principaux pays industrialisés à Bonn, ils ne cédaient, devant l'insistance de

libérale, applaudissent, et c'est ainsi que les « parties contractantes », plus ou moins convaincues de l'opportunité de l'exercice, s'embarquent, à l'automne 1986, pour Punta-del-Este.

La France n'a pas oublié cet engagement d'un cycle « global », c'est-à-dire conçu de façon suffisamment universelle pour permettre des résultats équilibrés où chacun des pays ou groupes de pays trouve un avantage. Les Français, comme leurs partenaires de la CEE, hésitent d'autant plus à prendre des risques sur le volet agricole qu'ils constatent et déplorent l'immobilisme des Etats-Unis lors-

groupes, peut paraître efficace. Ainsi en fut-il de ce projet majeur, dont l'objet est d'étendre progressivement aux services les règles de l'accord général. Américains et Européens travaillant la main dans la main s'employaient à rassurer Latino-Américains et Asiatiques, et dans un brouhaha supposé constructif laissent peu l'occasion aux contestataires d'exprimer leur inquiétude.

Au sein de la CEE, les Français, les Anglais, les Danois et les Néerlandais, fiers des performances de leurs entreprises, se montraient les plus motivés. En France, en 1989, les échanges de services ont rap-

l'environnement, sans parler des transports, des banques, du tourisme, des assurances.

Il y a moins d'un an, l'ambiance à Genève comme à Bruxelles était donc à l'optimisme. Comme le sous-titrait la Communauté, et comme les Américains à l'époque, moyennant certes des nuances non négligeables, semblaient prêts à l'accepter, on visait alors la conclusion d'un accord-cadre de portée générale, supposé couvrir l'ensemble des services. Cet accord aurait inclus une clause de *stand-still* — autrement dit de *statu quo*, chacun s'engageant à ne pas créer chez lui, à compter de sa signature, de nouvelles entraves au commerce — et énuméré un certain nombre de principes de base que chacun aurait promis de respecter : clause de la nation la plus favorisée, application automatique du « traitement national » aux entreprises étrangères, garantie d'accès effectif au marché.

## La recherche d'un accord-cadre

L'accord aurait été complété par des « annotations sectorielles », autrement dit par des règlements d'application rédigés secteur par secteur, et prévoyant, pour les cas les plus sensibles, la possibilité d'exceptions, d'ouvertures différées du marché. L'idée était d'assurer ainsi une libéralisation progressive des échanges de services, de définir avant la fin de l'Uruguay round une base de départ substantielle pour une organisation multilatérale de ces échanges avec la perspective de négocier plus tard, seconde phase du processus, des accords sectoriels plus ambitieux.

Les Etats-Unis manifestaient quelque angoisse à l'idée d'un accord assurant une couverture aussi universelle. Leur principale préoccupation semblait concerner les banques et les services financiers, leur réglementation nationale avec ses cloisonnements n'étant pas forcément la plus propice à l'ouverture à la concurrence. Mais ils ne semblaient pas pour autant se dérober, leurs négociateurs expliquant volontiers qu'une telle percée du GATT permettrait d'ouvrir le marché japonais et de clarifier la situation dans ces nouveaux pays industrialisés d'Amérique latine et d'Asie, où Européens comme Nord-Américains rêvent de pouvoir s'établir et commercer.

Cependant, au fur et à mesure que se rapprochaient les échéances, les négociateurs de la CEE ont vu se crispier leurs interlocuteurs américains. Le virage amorcé lors de la réunion en juillet du comité des négociations commerciales, la principale instance de l'Uruguay round, est total depuis le 15 octobre. Ce qu'ils proposent maintenant revient à complètement changer la nature de la négociation telle

qu'elle a été conduite depuis quatre ans.

« Ils n'envisagent plus de signer un accord-cadre que de porter très limitée. Ils refusent désormais de revenir à l'application générale de la clause de la nation la plus favorisée (pour la base du GATT). En fait, ils voudraient pouvoir continuer à privilégier la conclusion d'arrangements bilatéraux », dénonce un des principaux négociateurs de la Commission européenne.

Ce recul américain se vérifie sur plusieurs des points centraux du débat :

« La clause de *stand-still*. Les Américains n'en veulent pas, expliquant qu'ayant une réglementation plus libérale que la plupart de leurs partenaires commerciaux, ils feraient les frais d'un tel engagement de *statu quo*. Ils soulignent que, pour manœuvrer, marchander, faire pression, il leur faut avoir la possibilité au cours des années à venir, d'ajuster leur protection. La Communauté, sans nier que le raisonnement, sur le plan technique, puisse se défendre, estime cependant que pour démanteler une entreprise aussi ambitieuse, l'engagement de *statu quo* constitue un minimum.

« La couverture de l'accord. Ils échangent de plus en plus, ne se contentant pas, comme par exemple, les Européens pour l'audiovisuel, de demander des dérogations partielles provisoires, mais réclament l'exclusion complète de secteurs essentiels comme les transports maritimes, (où l'on de libérer, ils sont en train au contraire de multiplier les arrangements de partage du marché), le transport aérien, les télécommunications de base. La Communauté rejette cette idée d'appliquer « à la carte » la clause de la nation la plus favorisée.

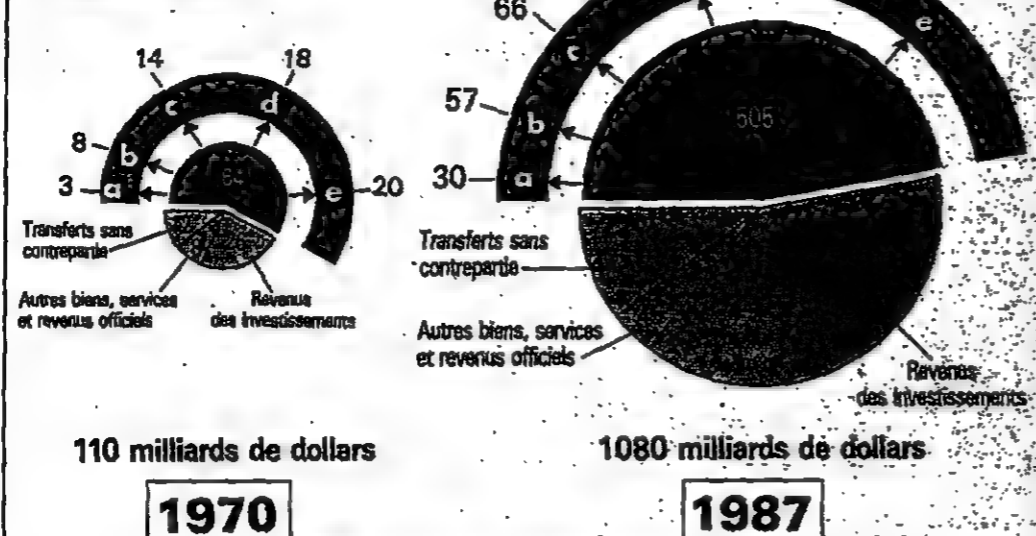
« En pratique, cela signifierait que chacun sera libre de l'accorder lorsque cela sera conforme à ses intérêts et de l'appliquer dans les autres cas. C'est là une recette pour l'anarchie, et certainement pas pour promouvoir une libéralisation multilatérale des échanges », a récemment déclaré, lors d'une séance de négociations à Genève, Tran Van Thinh, l'ambassadeur de la Commission auprès du GATT.

Les pays du tiers-monde qui pourtant pour la plupart d'entre eux ne manifestent plus de blocage psychologique à l'égard d'une extension des règles du GATT aux échanges de services, en ont réduit à compter les points. Cette situation d'attentisme qui est malaisée. La Communauté, quant à elle, constate qu'en raison de ce blocage le caractère global de la négociation, condition posée par les Douze au lancement de l'Uruguay round, n'est plus respecté.

de Bruxelles,  
PHILIPPE LEMAITRE

## Explosion des « exportations » invisibles

En milliards de dollars



## SERVICES COMMERCIAUX

- a. Services rendus aux passagers
- b. Services postaux
- c. Expéditions
- d. Voyages
- e. Autres services et revenus privés

Les exportations « invisibles » (transports, tourisme, banques et assurances, communications, publicité...) sans doute fortement sous-estimées, ont en 1987 représenté 1 100 milliards de dollars, soit 40 % des ventes de marchandises (2 500 milliards). Les seules exportations de services commerciaux (500 milliards) correspondent alors au total des ventes de l'industrie automobile et électronique. En 1987, les Etats-Unis étaient le principal exportateur de ces services (58 milliards de dollars), devant la France (53 milliards), le Royaume-Uni (43 milliards), l'Allemagne (41 milliards) et l'Italie (33 milliards).

Ronald Reagan, qu'à la condition que la nouvelle négociation soit « globale » et s'empie en particulier à explorer ces terres vierges du commerce international que sont les échanges de services, la lutte contre la contrefaçon, la libéralisation des investissements. Les Américains, en pleine phase d'euphorie

qu'on aborde les autres chapitres de la négociation.

Un immobilisme qui est récent. En effet, les pourparlers sur les services avaient commencé en fanfare. La machinerie du GATT, lorsqu'il s'agit de monter des dossiers, d'évaluer les intérêts en présence, de créer groupes et sous-

porté 52 milliards de francs, autant que l'agro-alimentaire, et la perspective du marché unique, à en voir le rythme des acquisitions hors les frontières, semble donner des ailes aux sociétés de services informatiques, aux entreprises d'ingénierie, de travaux publics, aux nouveaux gestionnaires de

dans une situation où chômage keynésien et chômage classique, aux causes si contrastées, coexistent et où le décloisonnement fait perdre aux mesures effectives leur espérance d'efficacité ?

Les attentes légitimes du côté de la politique économique revêtent moins, en général, d'innovations majeures que d'une attitude plus ferme à l'égard de défis posés depuis longtemps.

Pour soulager un peu la politique monétaire, il faudrait obtenir de la flexibilité dans le domaine budgétaire. Ici, flexibilité ne veut pas dire laxisme, mais capacité d'adaptation à des circonstances nouvelles. Il s'agit là d'un véritable serpent de mer, abordé avec un succès mitigé dès la fin des années 60.

En définitive, il apparaît plus aisé d'accroître la flexibilité du marché du travail que celle de la politique budgétaire. Et ceci tient moins à la mise en place de stratégies budgétaires à moyen terme, souvent défectueuses (voir aux Etats-Unis le fiasco de la loi Gramm-Rudman), qu'au poids des engagements passés, des procédures de décision et des groupes d'intérêt. Même incertain, le combat pour une flexibilité budgétaire accrue ne doit pas être abandonné.

Le thème de la flexibilité ne doit pas masquer l'importance d'une certaine stabilité des initiatives publiques. Crédibilité, réputation, cohérence dans le temps, voilà les maîtres mots de l'analyse moderne de la politique économique, même si les thèmes existent depuis longtemps.

De la prétention au réglage fin des années 60 à la nécessité de

messages crédibles et au jeu subtil des effets d'annonce, l'exigence de la désinflation est passée par là, et avec elle la nécessité de peser sur les anticipations d'inflation et de les stabiliser par des signaux clairs et des performances indiscutables.

Au-delà des mots, une réalité exigeante. Car, si les opérateurs de marché ont souvent un horizon court, ils ont aussi la mémoire longue. Combien de temps aura-t-il fallu à la France pour se faire pardonner sa relance de 1981-1982 et l'instabilité de la frontière entre secteur public et secteur privé ?

Plus que jamais, l'Etat se doit d'améliorer le fonctionnement du marché. Une exigence multidimensionnelle, débouchant sur le renouveau de l'idée d'économie sociale de marché. Idée qui conserve l'essentiel de son contenu original (respect de la concurrence, recours aux incitations, repli mais surtout plus grande efficacité du secteur public...) mais qui trouve aussi d'autres dimensions avec la recherche de la compétitivité externe des entreprises et le souci de la stabilité financière.

L'objectif n'a pas changé depuis quelques années : aider les agents nationaux à affronter la concurrence internationale. Les moyens, eux, ont évolué avec la volonté de renouveler les politiques de l'offre et les systèmes d'incitation, en particulier celles visant l'épargne et l'investissement.

Une vaste échelle, la tentation de la dévaluation compétitive a cédé la place à celle de la délégitimation compétitive, avec son cortège d'ajustements fiscaux, réglementaires, etc., sur le moins-disant. Avec en toile de fond de redouta-

bles interrogations sur l'équité fiscale et sociale, mais aussi la nécessité de maintenir des exigences suffisantes en matière de contrôle prudentiel.

La politique économique doit fixer les grandes options liées aux processus de transition. Une transition qui concerne aujourd'hui presque tous les pays (ceux de l'Est, ceux de la CEE en quête de l'UEM, les PVD...). même si les points de départ et d'arrivée sont différents, et qui implique des choix collectifs relatifs au rythme (gradualisme ou thérapie de choc ?), à la séquence des changements et à la combinaison coûts-avantages de la transition.

## L'allongement de l'horizon

Dans un monde où la myopie des agents est un bon indicateur de la fragilité ambiante, les pouvoirs publics doivent favoriser l'allongement de l'horizon des décisions. Face aux défaillances de la prévision, que reste-t-il de l'idée de planification indicative, sinon ce souci de tempérer le risque d'un raccourcissement de l'horizon par la prospective et l'affinement de scénarios ? Or l'on retrouve aussi l'intérêt d'engagements crédibles à moyen terme — version profondément remaniée de la « politique contractuelle » — et le problème de l'équilibre entre les points fixes fournis par les politiques économiques et leur capacité d'adaptation à des chocs, transitoires ou permanents.

La coordination internationale des politiques est la réponse apportée à l'interdépendance accrue des

économies et à la globalisation des marchés. Les tracas boursiers de 1987 et 1989 ont confirmé la prépondérance des marchés de capitaux à réaliser brutalement ce que les politiques ne peuvent ou ne savent entreprendre. La coordination est sans doute la manière de garantir un peu de cohérence entre les politiques nationales et d'intégrer certaines externalités. Malgré les efforts du G7 ou de la CEE, l'essentiel reste à faire.

Le pilotage d'un monde plus symétrique (car tripolaire) et intégré est en principe plus délicat que celui d'un monde asymétrique et fragmenté. Cela n'excuse pas le piètre bilan de la coordination en matière de taux d'intérêt, domaine où pourtant une solution coopérative serait fort appréciable.

Le vieux débat, plein d'arrière-pensées, entre les règles et les décisions discrétionnaires resurgit à chaque instant. Dernière application, et de taille, dans le contexte européen : quel doit être le degré de coordination des politiques budgétaires dans un espace financièrement intégré, et quelle place donner à des règles strictes relatives aux déficits publics et à leur mode de financement ?

Il n'y a guère de substitut véritable aux progrès de la coordination. Mais, si l'écart entre les appels parfois incantatoires en sa faveur et une réalité souvent beaucoup moins coopérative ne sont pas rapidement comblés, la crédibilité de l'exercice mené depuis 1985 risque d'être remise en cause, et l'instabilité potentielle liée aux déséquilibres internationaux n'aura plus guère de butoir.

CHRISTIAN DE BOISSIEU

## L'intégration internationale

Suite de la page 25

Un paradoxe à relativiser, car, en fait, pratiquement tous les secteurs de la politique économique sont aujourd'hui exposés aux effets de l'intégration. Même les politiques structurelles, qui, comme la politique des revenus ou l'intervention sur le marché du travail, semblaient, il n'y a pas si longtemps, « abritées » et, de ce fait, révélatrices du « génie » de chaque pays, sont aujourd'hui homogénéisées par l'exigence de compétitivité externe et par le point d'ancrage nominal des taux de change, du moins dans le SME.

On peut d'ailleurs parler d'un retour de certaines de ces politiques structurelles. La politique des revenus n'a jamais été aussi efficace que depuis qu'elle s'appelle « désindexation des salaires » et « gestion du partage de la valeur ajoutée », et qu'elle joue de la force de rappel de la contrainte de change. Même l'Allemagne réintégré ne va-t-elle pas compter sur la légitime contrainte dans le SME pour faire face, à court terme, à des négociations salariales délicates ? Alors que la politique industrielle reste ambiguë dans sa définition même et sujette aux engagements et aux reniements d'une mode très cyclique, l'aménagement du terri-

toire revient en force avec le souci de l'environnement.

Que les innovations de système (industrielles, financières...) soient souvent en avance par rapport aux innovations de politique, dans cette course qui alimente pour une part la dynamique économique, cela est somme toute logique. L'étonnement naît lorsque l'écart dépasse un certain seuil et que le sentiment de panne du côté des innovations de la politique économique domine.

## Un déficit d'innovations

Au moment même où aux conflits traditionnels d'objectifs s'en ajoutent d'autres, les banques centrales, gardiennes de la stabilité monétaire, ne doivent-elles pas, surtout depuis 1987, veiller aussi à contenir l'instabilité financière, au risque d'injecter des liquidités dans leur rôle de « prêteurs en dernier ressort » et de nourrir dans certains cas les pressions inflationnistes ?

Le déficit d'innovations de politique est spécialement ressenti à propos du chômage. Mais la politique économique ne peut pas prétendre se substituer aux microdécisions ni affronter la complexité sans outils adaptés. Que faire ainsi

Arabie saoudite

privé

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

## CHAMPS ECONOMIQUES

La crise du Golfe

# Arabie saoudite : retour à l'« Etat rentier »

Les investisseurs privés risquent d'attendre longtemps avant de reprendre confiance

par Mohamed Alsaqqaf

**D**EPUIS les années 70, avec le boom financier provenant des revenus pétroliers, l'Arabie saoudite assumait le rôle d'« Etat rentier ». Créateur d'infrastructures, il était responsable de la mise en place des conditions nécessaires au fonctionnement efficace d'un système productif. Agent redistributeur direct de revenus, il était aussi entrepreneur et possédait la majorité des grandes unités de production.

Le rôle du secteur privé se limitait à profiter largement des branches économiques nées de la redistribution de la rente plutôt que d'avoir le souci de produire efficacement. Ainsi, comme le souligne le 5<sup>e</sup> plan quinquennal (1990-1995) « le secteur gouvernemental a absorbé durant les quatre précédents plans de 55 à 75 % du total des fonds investis dans l'économie nationale. Le reste des investissements fournis par le secteur privé a, en réalité, été financé par les institutions publiques de crédit. Peu des actifs accumulés durant le boom financier appartenaient au secteur privé ont été investis localement ».

Cependant, sous la contrainte de la baisse des revenus pétroliers, tombés de 100 milliards de dollars en 1981 à une moyenne d'environ 20 milliards par an de 1985 à 1989, l'Arabie saoudite a amorcé une nouvelle politique tendant à diminuer son rôle d'« Etat providence ». Ainsi les subventions largement accordées aux différents secteurs économiques, notamment agricoles, ont été sensiblement réduites et divers tarifs de services publics (électricité, eau, téléphone, etc.) ont été augmentés. Soucieux d'accroître la rentabilité des entreprises publiques et de rendre leur gestion plus efficiente, l'Etat a notamment réorganisé Pétromine, deuxième société pétrolière après l'Aramco.

Le secteur privé a, pour sa part, été appelé à jouer un rôle plus actif dans l'économie de production. Conformément aux objectifs du 5<sup>e</sup> plan, l'Etat devait concéder au secteur privé une large partie de ses activités traditionnelles, notamment par la privatisation totale ou partielle du capital, et la gestion de certaines de ses entreprises publiques. Le secteur privé aurait également la possibilité de « concurrencer » l'Etat dans les prestations de certains de ses services publics.

Enfin, aux termes du 5<sup>e</sup> plan, le secteur privé est invité à promouvoir des projets industriels et de services dans les différents secteurs de production. Il lui est aussi demandé de participer au financement des projets de développement par l'achat de bons du Trésor. Le montant global des investissements prévus par le plan se monte à 386 milliards de riyals (1 riyal = 1,4 franc) dont 144 milliards devaient être assumés par le secteur privé, exclusion faite de l'achat des bons du Trésor.

Des retraits importants

Dans quelle mesure l'invasion du Koweït, le 2 août dernier, pourrait-elle mettre en échec le rôle attribué par l'Etat au secteur privé? Avant la crise du Golfe, le secteur privé était, semble-t-il, devenu plus expérimenté et plus disposé à investir dans la production que par le passé. La fin de la longue guerre irako-iranienne, le début d'une amélioration économique à partir de 1989 et les pertes non négligeables subies lors des deux crises financières internationales d'octobre 1987 et 1989, incitaient le secteur privé à investir localement.

Ainsi, quatre sociétés industrielles ont été fondées en 1989 avec des capitaux totalisant 900 millions de riyals répartis dans différentes régions de l'Arabie. Plusieurs autres projets industriels liés aux contrats d'armement signés avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont pu être réalisés en 1989. Les prêts bancaires au secteur privé ont augmenté de 26,4 % en 1989, témoignant de cette reprise de confiance du milieu des affaires.

Cependant, au cours des premières semaines qui ont suivi l'invasion du Koweït, des Saoudiens se sont rués vers les guichets des banques pour effectuer d'importants retraits en devises étrangères et de substantiels transferts de fonds à l'étranger. On estime dans les milieux bancaires internationaux que la fuite des capitaux à l'étranger se situait entre 10 et 15 % du total des dépôts des clients des banques saoudiennes.

En comparant les bilans des banques, entre fin juin et fin septembre 1990, une réduction des dépôts d'environ 14 milliards de riyals représentait une baisse de 10,8 % (de 133 à 119 milliards de riyals) apparaît. Cela expliquerait peut-être la baisse en septembre de 3 148 millions de dollars (ou exclu) des réserves de l'Arabie saoudite auprès du Fonds monétaire international afin de soutenir les banques nationales face à la crise.

De même, les marchés des actions des sociétés saoudiennes ont enregistré une baisse de 40,7 % du nombre des titres échangés par rapport à la semaine précédente la crise. De plus, le retour dans leur pays de plus de trois cent mille émigrés yéménites - dont le nombre dépasserait prochainement au moins le demi-million - pourrait poser des problèmes de manque d'une main-d'œuvre importante et bon marché aux différents secteurs économiques, notamment à la construction et au commerce de détail.

La crise pourrait affecter les investissements prévus par l'Etat pour les grands projets pétrochimiques. Dans un entretien accordé le 22 août au journal libanais *Al Hayat*, le prince Abdallah Bin Fayçal Bin Turki, secrétaire général de la commission royale de Jubail et Yambou (deux importantes zones de l'industrie pétrochimique saoudienne), a déclaré que le gouvernement pourrait reporter d'un an des projets d'investissement de l'ordre de 10 milliards de dollars.

Par rapport à la guerre irako-iranienne, où l'Arabie n'était menacée qu'indirectement, le pays a senti cette fois, à tort ou à raison, qu'il était menacé dans son intégrité territoriale et dans la stabilité de son régime politique. Si la pré-

sence des forces multinationales dans la région peut assurer la sécurité territoriale, les conséquences économiques de la crise seront plus profondes. La hausse des prix du pétrole va, certes, augmenter sensiblement les revenus de l'Etat. Mais ceux-ci seront probablement absorbés par le budget de la défense, le coût de la présence militaire étrangère dans la région et l'aide aux pays affectés par la crise.

Après la guerre irako-iranienne, les Saoudiens ont attendu plusieurs années avant de réinvestir dans leur pays. Il est à craindre, avec cette nouvelle crise, qu'ils attendent longtemps encore avant de reprendre confiance dans la stabilité de la région.

Ainsi est-il probable que pendant un certain temps le pouvoir continuera, comme dans le passé, à assurer son rôle d'« Etat rentier », pourvu que les cours du pétrole l'aident à financer ses ambitieux projets de développement économique. La crise du Golfe aurait donc ce cas reporté à une date ultérieure l'alternance économique entre l'Etat et le secteur privé qui semblait s'amorcer avant l'invasion du Koweït.

► Banquier.

### INTERNATIONAL CASH FLOW ACCOUNTING CONFERENCE

Nice, 13-14 décembre 1990

Pour la première fois en France, praticiens et chercheurs font le point des nouvelles conceptions du diagnostic financier.

Parmi les nations représentées : Australie, Canada, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Japon, U.S.A.

Au programme : conférences, présentation de logiciels, soirée de gala au Sporting de Monaco.

Pour toute inscription et réservation hôtelière, contacter Christian GUYON : FAX N 93 44 83 60.

NOMBRE DE PLACES LIMITE

### L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66  
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris

Les événements locaux sont souvent de taille à faire bouger le monde



Le Monde  
HEURES LOCALES

Premier rendez-vous samedi 17 novembre.  
(numéro daté dimanche 18-jour 19)

# Nous avons choisi de réussir.

ABILE • ACS • ACROPA • AEROSPATIALE NANTES ET ST NAZAIRE • AGENA CUEST • AIA • AIR LIQUIDE • ALQUE • ALPHACONS • AMEREAU • ANNE MARY • ARIVE DE L'OUEST • ARLUX • ARMOR • ARMON CULLAGE • ARMOSTNAZARE • ARONISOR • ARANQUET • AUDAN • AUTOMATISME • ELECTROTE MARQUET • AVATUB • AXELLES • BANQUE DE FRANCE • BATIGNOLLES • SAY • BELIN • SA • BERAUD ET ASSOCIES • BERTON DEMANGE • BISCUTS • SAINT MICHEL • CRELLER • BN • BNP • BORDAN • BOUTER • BSA • BRIET • BROCHON DE TP • BUC FRUIT • BRISSONNEAU ET LOTZ MARINE • BROUNAS • BUL • BUREAU YVES • BUTON ATLANTIQUE BISCUTS • CABINET DE FRANCE • CABINET JACQUES THERIAULT • CADINIS DISTRIBUTION • CALBERSON • CAMON SA • LA CANA • CEGLEC • CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE • CENTRE LECIER • CERA • INGENIERIE • CERP ROUEN • CERE ARIVE DE L'OUEST • CETELER • CHAGNAS ET ASSOCIES • CHARLOUX • CHANTELE • CHANTIER BALDET • CHANTIER DE L'ATLANTIQUE • CHANTIER NAVA • CROISCAIS • CHANTIER NAVA DE LA PRESOULE • CHANTIER • CHAMBOURCY • CHARRIER • CHEMINEES PHILIPP • CHUPIN • CMC • CLAIRETTE • CLARKE • CLINIQUE SOURDILLE • CLINIQUE VALD • CMB ALIMENTAIRE BMA • COMPAGNE CHARLES LE BORGNE • COUPCHOUX • C.PLO • CROISSANCE STRATEGIE • DELAROUX • DEVIN LEHARCHAND • DIM SA • DODIN CUEST • DONATIER BAHIAUD • DREAN CONSTRUCTIONS • DUARS • EATON • ECCO CONSULTANTS REGION OUEST • ECCO IT • EGIP • EISYS • ETRO • ETS GENDRE • ETS MARILLAUD ET COMPAGNE • ETS PAUL DAVID • EURIAL • EUROPE • EXPORT MANAGEMENT • EUROPEENNE GLACES SURGEEES • SEGES • FRIGERIE • FAMA • FIDUCIAIRE PAYS DE LOIRE • FRAUCH • FIMCC • FMO • FGA GROUPE CALAN • FRAQUINO • FOCAST METAHE • FOCHEIRE BOUTIER • FROCOFRANCE • GEORGET • GIFFARD MANUTENTION • GILBERT MAINGUY • GIRAUD ET EMBALLAGES • GLACISOL • GOJOT • GOUBAULT • GRAPHIS • LA GRIFFE MARINE • GURICQUARD EXPORT • GUYOMARCH • HAVAS ATLANTIQUE PUBLICITE • HUARD • BM • ISI • ISOL BRETAGNE ANJOU • IWC • IMPRIMERIE ARMORICAINE • INTERNATIONAL WESTMINSTER BANK • JEAN RICHU CONTENEURS • JOSEPH PARIS • JOUAN • JULIEN ET REDON • JURI FSC • JUSSAUME ETJOURNEAU • KING FIDUCIAIRE DE FRANCE • LA FONTAINE • LACOR • LACTEL • LAITERIE DU VAL D'ANCIENS • LAITERIE SAINT PERE • LANG SA • LARASON FRERES • 2 L L MASNE • LOC ENERGIE • LEMERLE FRERES • LEROUX ET LOTZ • TRAVEL INTERNATIONAL • LIS LOVERANCE • LU • MAC • MANAGEMENT MAURY LA TECHNIQUE • MSH TECHNOLOGIES • MC FRANCE • AUTOMOBILES • MSH BERYLO FRANCE • MSH HYDRO AZOTE • NOUVELLE • PELSTOCK (SEMI) • PILOTE SA • POLYONE • POLYCOULE • FULMAN BEAUBIE • PVO ROUAGE • QUINCALLERIE NANTAISE • QUO VADS • REGENS • RENAUD SA • REMEX • RIBAC GENDRON JOSSE • RINEAU FRERES • ROCHAS BONNET • ROCKWELL • ROLLY DEFONDAINE • ROYAL MER BRETAGNE • SAJ LEBUC • S.C.A. • ENBALLAGE FRANCE • SAGEC BLAIN ET ASSOCIES • SAMA • SAUNIER DUNAL • SAUROUET • SAUTEJEAU • SCAC • SECURITAS • SEDAP • SERCEL • SEVA • ELECTRONIQUE • SEMEN TP • SEWES SA • SEVIT PELSTOCK • SERBAT • SEMI • SERNAM • SERVA • SIDES • SEMCO • SIGMA • SIC • SLAM • SOAF • SOCIETE DE BOURSES DE PORTZAMPAIC • SOCIETE GENERALE • SOCOTIN • SODERO • SODICUR • SOGEEA ATLANTIQUE • SOGON • SORDA • SPICA PETROLIES DE L'ATLANTIQUE • SPST OUEST CENTRE • SPIE TRINDEL • STRAMATEL • SUPERVAL • SYNERGA • SYNERGE • SYSTEME U • TPAK • TOYS • TRANSCAP • TRANSPORTS GRANDQUAN • TRANSPORTS GRAVELEAU • TRANSPORTS JOYAU • TRANSPORTS POLLONO • TRANSPORTS WILLIAMSON • VELAN RATAU • VEZIN ET COMPAGNIE • VIDEO 44 • VINET GILES • VISHAY GEKA • WATERMAN • WILLIAMSON ELECTRONIQUE • WIRQUIN PLASTIQUES • X VOILES • YORK • YOUNG ET BURCAM OUEST • ZIRCOTUBE • ADEL • BOURSE DE NANTES ATLANTIQUE • CAQ PARTENAIRES • CHAMBRE DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER FNAIM • CHAMBRE SYNDICALE DE LA CHIMIE • CHAMBRE SYNDICALE PROFESSIONNELLE DE LA NOUVEAUTE ET DES EXPORTATEURS NANTES ATLANTIQUE • COMITE LOCAL DES COMMERÇANTS • FEDERATION REGIONALE DES TRAVAUX PUBLICS DES PAYS DE LA LOIRE • GROUPEMENT DES ENTREPRISES MACHECOULAISES • GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL DE LA MEDECINE DU TRAVAIL • GROUPEMENT PROFESSIONNEL DES LOUEURS DE VEHICULES INDUSTRIELS • KIWANS INTERNATIONAL (CLUB NANTES JULES VERNE) • LION'S CLUB DE NANTES OCEAN • LION'S CLUB DE NANTES SUD • ROTARY CLUB NANTES ATLANTIQUE • ROTARY CLUB NANTES JULES VERNE • SIMERCLA • SYNDICAT DES CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE NANTES • SYNDICAT DES NEGOCIANTS EN MATERIAUX DE CONSTRUCTION • TP 44 • UBADEC • UNION DES JEUNES CONSEILS JURIDIQUES

## NANTES ATLANTIQUE

UNE MÉTROPOLÉ EUROPÉENNE POUR L'OUEST

A l'initiative des Chambres de Commerce et d'Industrie de Nantes et de Saint Nazaire, et de l'Union Paroissiale de Loire Atlantique, toutes ces entreprises et organisations professionnelles s'engagent à participer concrètement au développement de la compétitivité économique et à la promotion de NANTES ATLANTIQUE.

CONTACT : NANTES ATLANTIQUE, UNE MÉTROPOLÉ EUROPÉENNE POUR L'OUEST- BP 718 - 44027 NANTES CEDEX 04 - TEL. (16) 40 44 60 03.

## CHAMPS ECONOMIQUES

## CHRONIQUE

PAUL FABRA

**L**a présentation que donne le gouvernement de la future contribution sociale généralisée est quelque peu teintée d'idéologie. O comble d'ironie, cette idéologie, qui sous-tend maints discours officiels, apparaît à la réflexion comme contraire à l'esprit du projet. C'est que, pour mieux acclimater la réforme, on feint de lui faire suivre les sentiers battus.

D'un côté, le gouvernement ne cache pas — ou ne cache plus — que c'est bien d'un nouvel impôt dont il s'agit, et d'un impôt payé par presque tout le monde : tout titulaire de revenus, quels qu'en soient le montant et la nature, devra l'acquiescer. Les seules exceptions concerneront les retraités non imposables à l'impôt sur le revenu (IRPP) et les chômeurs recevant une indemnité inférieure au SMIC. Mieux encore : cette taxe quasi universelle sur le revenu — si contraire à la tradition française (qui n'a cessé de restreindre le nombre des assujettis à l'impôt classique sur le revenu) — sera établie au premier franc, c'est-à-dire sans abattement. Devant ces perspectives, le comité des sages nommé en 1987 par le gouvernement Chirac avait reculé. Il s'était prononcé pour une assiette non homogène, exemptant les plus « dévotées ». De ses travaux, Edouard Balladur s'est inspiré pour créer le prélèvement de 0,4 % qui va être supprimé et qui n'a touché que les contribuables à l'IRPP.

D'un autre côté, le gouvernement assure que le prélèvement total demeurera le même et annonce les mesures compensatoires prises à cet effet. La nouvelle contribution aura pour contrepartie une remise forfaitaire mensuelle de 42 francs sur cotisation et une diminution de 1,1 % (même taux que pour la CSG) de la cotisation vieillesse. En deçà d'un certain seuil de salaire brut, estimé à environ 15 000 francs, le bénéfice de ces 42 francs restera entre les mains de l'assuré ; au-delà, celui-ci subira une légère diminution de son pouvoir d'achat.

Sur ce premier effet (très modeste) de répartition, le chef du gouvernement et ses services insistent beaucoup. Par un autre biais, celui de la progressivité, qui viendrait porter un début de correction au caractère dégressif du système actuel, ils essaient de mettre en lumière l'aspect redistributif du projet, en précisant aussitôt que la redistribution en question est très modérée. L'objectif est, dans un climat politique difficile, à la fois de convaincre les députés

## Une réforme courageuse mal présentée

socialistes qu'on leur demande de voter un texte « de gauche » et les cadres, qui sont déjà très taxés, qu'ils n'ont rien à en craindre. L'exercice n'est évidemment pas très facile. Mais, surtout, il est largement hors du sujet. Michel Rocard, sans la courageuse détermination duquel l'idée d'une contribution généralisée, dont on verra le parti qu'on pourra en tirer, aurait été une fois de plus enterrée, risque ainsi de donner de son initiative une image amoindrie.

« Ce qui crée la justice, c'est la non-déductibilité (de la CSG) », a déclaré récemment Michel Rocard. Comment doit-on entendre ce jugement ? Du fait que les cotisations de la Sécurité sociale sont déductibles (l'impôt sur le revenu frappe le salaire net, une fois déduites les cotisations), certains théoriciens ont soutenu que le système avait un caractère fortement dégressif, avantageant les revenus du milieu et du haut de l'échelle par rapport à ceux du bas. Remarquons que d'une façon générale, les intéressés, qui ne sont pas spontanément l'existence de cette dernière. Chaque salarié passible de l'IRPP aura tendance à se borner de constater, premièrement, que sont retenues à la source sur son salaire brut diverses cotisations proportionnelles à ce salaire (par exemple, le taux est de 5,9 % pour la cotisation maladie) ; deuxièmement, que son salaire net (salaire brut moins cotisations) est assujéti à l'impôt progressif sur le revenu (le taux s'élevant, par tranches successives, de 5 % à 58,8 %).

La notion de dégressivité, associée à la déductibilité des cotisations de la « sécu », dérive d'un raisonnement. Tout se passe, dit-on, comme si le contribuable bénéficiait d'une réduction d'impôt égale à la contribution supplémentaire qu'il paierait si le montant des cotisations faisait partie intégrante du revenu imposable. Or, plus on s'élève dans la hiérarchie des salaires, plus le taux marginal (celui qui frappe la tranche supérieure du revenu) est lui-même élevé, et plus, par conséquent, la « réduction d'impôt » ainsi calculée est forte. Le raisonnement n'est évidemment pas faux, mais il

met seulement en évidence un rapport parmi d'autres. Il représente un point de vue qui en cache d'autres. Par construction, la dégressivité, supposée jouer au détriment des bas salaires et en faveur des gros, est à son maximum quand les bas salaires sont exonérés d'impôt et les hauts salaires frappés à un taux confiscatoire. Dans cette hypothèse, les bas salaires n'ont plus droit à aucune réduction d'impôt puisqu'ils ne paient pas... d'impôt, et les hauts salaires profitent de la réduction maximale sur les cotisations exonérées, puisque le salaire net est frappé très durement.

Du fait que la déductibilité sera supprimée pour la CSG, l'inconvénient théorique de la « dégressivité » disparaît. Mais tous ceux qui doivent payer l'impôt sur le revenu pourront se plaindre d'être taxés sur une portion de revenu (égale, il est vrai, à seulement 1,1 % du total) qu'ils n'ont pas touchée. Conclusion : il est possible qu'un certain nombre de députés doctrinaires éprouvent une satisfaction intellectuelle à constater que la CSG non déductible a pour conséquence indirecte que, par rapport au revenu disponible (après paiement des cotisations, de la CSG et des impôts directs), le prélèvement modique opéré par la CSG représentera un pourcentage d'un quart plus élevé pour le titulaire d'un revenu de 40 000 francs que pour un smicard. Devant ces calculs subtils, l'opinion publique aura du mal à comprendre de quoi il s'agit, et encore plus de mal à comprendre en quoi c'est important. En cela, elle aura raison. La CSG, si le gouvernement obtient gain de cause, sera un impôt proportionnel. On ne peut la faire sortir de la progressivité, sauf par rapprochement plus ou moins artificiel avec un autre impôt.

En réalité, le gouvernement aurait tout intérêt à terme à faire ressortir ce caractère proportionnel. D'abord, d'un point de vue pédagogique. Comme le rappelle un expert proche du Parti socialiste, la finalité d'un système de financement de la protection sociale n'est pas la redistribution des revenus ; la redistribution des revenus à travers les prestations entre bien-

portants et malades, entre actifs et inactifs. Ensuite, pour éviter des dérives qui conduiraient vite la réforme à l'échec et à sa réputation par l'opinion. Déjà tel ou tel député propose plusieurs taux pour la CSG — 1,1 % et 1,4 %, par exemple — afin de rendre le nouvel impôt progressif non seulement (et de façon très limitée) par ses conséquences indirectes, mais directement. Comment imaginer que la France puisse s'accommoder de deux impôts sur le revenu progressifs et cumulés ? Même la Suède s'est toujours refusée à un tel système.

L'esprit de la réforme impliquerait qu'on s'en tienne à une stricte proportionnalité. L'intention du gouvernement vise à porter un premier remède à une grave lacune du contrôle démocratique. Le budget de la Sécurité sociale (1 200 milliards) est du même ordre de grandeur que celui de l'Etat, mais s'il revient normalement au Parlement d'approuver les impôts, les cotisations de la « sécu » peuvent être relevées par simple décret, dans la quinzaine des cabinets ministériels. Désormais, les représentants élus de la nation seront appelés à voter chaque année le nouvel impôt appelé CSG, à l'instar de tous les autres.

On dira que la recette attendue — quelque 35 milliards — est marginale. Marginalité, elle est destinée à le rester, mais cette ressource marginale devrait répondre de l'équilibre de l'ensemble. Telle est, actuellement, répétons-le, l'intention exprimée. Si telle ou telle catégorie de revenus n'était pas taxée au même taux, ou si la taxation devenait progressive, tous les contribuables n'auraient pas le même intérêt à voter chaque année le nouvel impôt appelé CSG, à l'instar de tous les autres.

Philippe Séguin voulait très opportunément effectuer en totalité le produit de la contribution qu'il envisageait au financement des allocations familiales, afin de réduire à due concurrence la cotisation des entreprises. Contre toute logique, ce sont ces dernières qui financent, dans le sys-

tème français, cette dépense qui relève typiquement de la solidarité. La cotisation versée par les entreprises au titre de la famille a été à juste titre décrite comme une taxe sur l'emploi. Que penser d'une réforme qui la laisserait subsister sans modification ?

Dans le dispositif proposé par le gouvernement actuel, l'affectation est mixte : les trois quarts pour la famille (CNAF), un quart pour le régime général de la vieillesse. Mais, en réalité, il n'y aura aucun allègement pour les entreprises. Celles-ci verront bien diminuer la cotisation famille à leur charge, mais simultanément et à égalité la charge représentée par la cotisation vieillesse (déplacée pour l'occasion) sera augmentée. L'objectif est ainsi de stabiliser à leur niveau actuel la part de financement revenant aux entreprises. S'il faut augmenter les recettes, c'est au Parlement qu'on les demandera par le biais d'un relèvement du taux (actuellement 1,1 %) de la CSG.

Pour Pierre Bérégovoy, la question principale qui se pose est de savoir si la réforme ne va pas engendrer, de par la nature de son contenu, des revendications dont l'effet sera de réduire à peu de chose les bonnes intentions exprimées au sujet du contrôle de la dépense. On aura beau faire valoir aux retraités qu'il est légitime de les assujettir à la CSG au nom du principe qu'à revenu égal doit correspondre une contribution égale, ils essaieront d'obtenir une compensation. Certains députés socialistes font déjà pression pour obtenir en leur faveur une réduction des pensions plus forte que prévu. Les fonctionnaires, dont les pensions sont calculées hors primes (en moyenne, la prime représente 16 % de leurs revenus perçus), verront le taux de la CSG s'appliquer sur la totalité de leurs rémunérations, primes comprises par conséquent. N'en tireront-ils pas argument pour obtenir, eux aussi, une compensation ? Les analyses du Quai de Bercy, venant d'un ministre qui a été révoqué le gardien la plus cohérent du franc que la France ait eue depuis la création de la V<sup>e</sup> République, pèseront d'un grand poids dans le débat. Est-il sûr, vu la modicité des sommes mises en jeu par la CSG à ses débuts, que la réforme justifie entièrement les alarmes exprimées ?

**LA BOURSE**  
**LE 1**  
**AUX STAGES**  
**ETUDIANTS\***  
**GAGNEZ**  
**DES STAGES**  
**A VOCATION INTERNATIONALE**  
Participez à la Bourse aux stages dans *Le Monde*  
du 13 au 20 novembre 1990 (datés du 14 au 21-11-1990)

**Le Monde**  
**INITIATIVES**  
**CAMPUS**

AVEC  
**EUROPE 1**

BAC + 3 minimum  
obtenu courant 1991

AVEC LA PARTICIPATION DE  
**ESCP**  
ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS

## HUMEUR

## L'écologisme, stade ultime du capitalisme

par Bernard Maris

**D**ÉSARROI de la victoire ! On n'aime pas le capitalisme fraîchement victorieux car il manque soudain d'ennemis. Les riches béantes de l'Est sont là, bientôt colonisées. Mais que rogner désormais ? L'Albanie ? Cuba ? Bien maigre...

A tout prendre, mieux vaut les conserver comme objets exotiques. Les Arabes, peut-être, adversaires plus sérieux ? Des pauvres, des Jacques. Les Jacques n'ont jamais rien renversé.

Non. L'avenir est à l'ennemi intérieur. A l'écologie. Quand on n'a plus rien à haïr, rien de tel que de se retourner contre soi. Se ronger, voilà de quoi finir en gémissement l'Histoire. Mourir à petit feu, non pas sauvagement, comme la forêt provençale. Le capitalisme n'est plus sauvage.

Les ouvriers le savent : au nom des nécessités de la productivité et de la guerre économique, guerre où des entreprises franco-allemandes combattent des firmes germano-françaises, ils ont dépassé le stade de l'exploitation par celui de l'auto-exploitation. On leur demandait de marcher, ils courent.

Le cercle de qualité, le JAT (« juste-à-temps ») à la japonaise. Fini la contradiction travail-capital ! Fini la bonne épaisse plus-value absolue ou relative, « extorquée » comme disait grand-père. C'est eux qui offrent. Ford se frotte les yeux. Taylor laisse choir son chronomètre.

D'ailleurs il n'y a plus d'ouvriers. La grande découverte du Prix Nobel Maurice Allais, qui vient d'un temps où « classe » et « inégalité » avaient un sens, c'est la formidable explosion de la classe moyenne. La hiérarchie, l'ascension sociale, la circulation des élites, ne signifient plus rien.

Fini les entrecuils hégéliens, d'une classe à l'autre, nobles, paysans, bourgeois, prolétaires. On a enfin trouvé le synthèse, et l'homme nouveau, conformément à la prophétie, est un petit consommateur socialiste : il boit à Moscou ce qui se fait à New-York. Le socialisme du Coca-Cola vaut tous les autres.

Et puis, dans ce monde pacifié — sauf quelques remue-ménage en banlieue, du côté du Golfe — apparaît soudain, dans la beauté de son

silence, comme navire avarié sortant de la brume, la nature. Comme l'avait-on oubliée, dans le fracas de la compétition ? On la protégera.

Mais comme on ne connaît que l'efficacité, c'est-à-dire la raison servante de l'économie, la protection sera efficace. On va gérer la nature. Les économistes connaissent la question sur le bout des doigts. Ils calculent le taux de prédation optimal des prédateurs, le taux qui ne rance pas en cassant le stock, le capital. Élémentaire. Tous les écologistes le calculent. C'est ça l'écologisme.

Rien d'étonnant, dès lors, qu'après avoir détruit la nature la chimie la protège. La chimie, sa pire ennemie, est consacrée — auto-consacrée — à quelque peu — sainte patronne protectrice des petits poissons. Certes, elle ne sait trop s'il faut phosphater ou déphosphater les eaux, mais dans les deux cas on devine sa bonne volonté. De toute façon elle pollue et dépollue, de sorte qu'elle peut calculer le taux de pollution qui lui permet de maximiser les bénéfices de sa dépollution.

## Le dernier festin

Protectrice de la nature, la chimie sera à jamais la manifestation satanique de l'écologisme, sauf si un jour la Mafia mène une campagne contre la drogue. De même que les Brésiliens n'ont pas intérêt à liquider l'Amazonie d'un coup pour — défense de rigoler — replanter des eucalyptus, de même la Mafia n'a pas intérêt à saturer trop vite sa jeunesse consummatrice de crack.

La chimie se blanchit au nom de celle qu'elle présente — les romans fourmillent de femmes torturées et muettes, dont les tortionnaires disent : « Tout va bien, je m'en occupe. » Toujours l'écologisme. Et tous les hommes politiques se mettent à l'écologisme, c'est-à-dire à la gestion optimale des quatre (gardon cinq) plantigrades qui traînent du côté de Tarbes, et des quelques arpents de la forêt d'Alsace, où d'ailleurs s'installe la chimie, pour défendre le coin évidemment.

Au grand banquet de la nature, l'homme n'est pas toujours son couvert, mais le voici, faraud, qui l'in-

vite au dernier festin qu'elle lui donne. Hélas, il se heurte cette fois à un mur terrible. Le silence. Mère silence.

Contrairement à ce que dit bucoliquement le Président qui renomme l'écologisme après le capitalisme, ce ne sont pas les arbres qui gémissent quand on les coupe, mais les hommes. La nature est désespérément silencieuse. Rien de plus naturel que la nature. Latériser une forêt, c'est encore la nature.

Quoi de plus naturel que le désert qui a remplacé les arbres ? La chimie le sait, elle y envoie ses cadres en séminaire. Rien de plus naturel et inerte qu'un cimetière de voitures. Rien de plus mortel aussi.

Détruisant inlassablement la nature, l'homme lutte contre sa mère qui le relève. Mais que vaut-il mieux ? La roche blanche découverte par les Phéniciens ou le fatras qui domine les eaux mortes de Mar-seille ? Du point de vue de la nature, c'est pareil. C'est pourquoi la phrase de ce maire des Pyrénées qui déclarait ne pas plus regretter les ours que les diptères est abjecte et stupide : il haït infiniment ce qui l'étouffe à jamais de son indifférence infinie.

Pourquoi cette haine ? Cette impérieuse nécessité d'occuper le terrain ? Cette volonté d'ubiquité ? Cette rage de liquider tout ce qui bouge, qui conduira un jour à protéger les rats et les cafards ? Peut-être l'homme n'exécute-t-il que lui-même ? En tout cas il se fait mal. Mais il ne peut s'empêcher de calculer et de vendre sa douleur, la sienne, et celle de sa mère. C'est encore ça l'écologisme : vendre sa propre mère.

Il est né de la lésion maligne du capitalisme et en est l'ultime manifestation. Ce trou d'ozone, il ronge notre estomac. On l'alimente avec délice. On soigne la plaie avec l'acide citrique produit dans la forêt d'Alsace offerte par une maîtresse qui, avec son patron politique, redoute — défense de pleurer — « le totalitarisme écologique ». Au fond elle a raison : la nature est totale.

Radio

1er ré

23

10.000

France  
Radio Bleu

سكرايون 100

**SONDAGE RADIO \***

# Radio France

**1<sup>er</sup> réseau de France  
23% d'audience  
10.000.000 d'auditeurs  
chaque jour**



**Radio France**

**France Inter - France Info  
France Culture - France Musique  
Radio Bleue - Fip et 47 radios locales**

\* MÉDIAMÉTRIE ENQUÊTE - 75000 RADIO ( SEPTEMBRE - OCTOBRE 1990 )

sentée

P

isme, stade ultime  
capitalisme

# Le Monde *des* Dirigeants

**JMAC**
**JMA EUROPE S.A.**
**JAPAN MANAGEMENT CONSULTING**

JMA Europe, filiale du groupe JMA, premier consultant et premier formateur au Japon, conseille et assiste les industriels français et européens dans la définition et la conduite du développement des organisations et l'amélioration de la productivité. Ses consultants répondent aux problèmes posés par ses clients, en s'appuyant sur des concepts et des techniques d'organisation et de management dont l'efficacité est largement démontrée, de la planification à l'obtention des résultats. Dans le cadre de son développement, JMA Europe recrute des :

## Consultants confirmés en Management Industriel

De formation ingénieur, et possédant une réelle expérience en entreprise ou en société de conseil, les candidats auront piloté ou participé activement à des projets majeurs dans les domaines de :

• Développement produits process • Logistique et gestion de production • Méthodes et maintenance • Qualité produit service.

Formation assurée en France et au Japon. La pratique de l'anglais et/ou d'une autre langue européenne est appréciée.

Merci d'envoyer votre candidature et CV à : JMA Europe 171 Avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY / SEINE.

## DIRECTEUR GENERAL

(réf. R01)

Véritable patron de l'entreprise, vous avez la responsabilité de l'animation de l'ensemble du personnel (45), le développement commercial et la réalisation des objectifs. Agé d'environ 35 à 40 ans, vous avez fait une grande Ecole Commerciale ou Scientifique et avez prouvé vos compétences de manager d'une société industrielle. Nous vous offrons une large autonomie d'actions et des moyens pour réussir.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions à :  
ERI S.A. - Immeuble le Cadre - Avenue des Andes  
2.A. de Courtabouff - 91952 LES ULIS Cedex.

**ERI SA**

Notre groupe est le N°1 mondial dans sa spécialité : la conception, la fabrication et la vente de composants techniques pour l'industrie.

Notre filiale française, implantée en région parisienne, est dotée de moyens d'études, de production et de commercialisation et emploie environ 600 personnes.

Son président recherche pour le seconder dans la gestion de l'entreprise son futur

## DIRECTEUR GENERAL

De formation supérieure technique et/ou commerciale, âgé de 35 à 40 ans, il doit avoir déjà assuré la Direction d'une division dans une entreprise importante ou la Direction Générale d'une société industrielle de taille moyenne.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Veuillez adresser votre candidature à notre agence de publicité "Parcours" 2, rue du Bouloi - 75001 Paris, sous la réf. 110/M. Elle vous assure la plus grande discrétion. Votre lettre placée sous pli "confidentiel et personnel" sera ouverte et traitée exclusivement par le Président et son assistante.

## Directeur Marketing

Vous serez responsable de la stratégie marketing impliquant :

### UNE REFLEXION

- sur les produits existants et à développer, l'analyse du marché, les tests.

### UNE MISE EN ŒUVRE

- sur les modes de COMMUNICATION et la PUBLICITE, des actions commerciales qui en découlent (choix et lancement des nouveaux produits).

### LA GESTION

d'un budget publicitaire promotionnel.

A 35 ans environ, de formation type Grande Ecole de Commerce, votre expérience commerciale et marketing acquise au sein d'une société reconnue pour sa performance dans l'univers des PCC, tant en GMS que dans les circuits spécialisés ; votre sensibilité à la MODB et à ses évolutions, vos qualités relationnelles de manager vous permettant d'animer une jeune équipe de chefs de produits, et de convaincre les Directions Commerciale et Industrielle.

Merci d'adresser lettre manuscrite CV, salaire actuel et photo sous référence 3210/M, CURRICULUM à passage Lathuille 75018 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

**C I C H**
**COMPAGNIE INTERNATIONALE DU CHAUFFAGE**

Avec plus de 2 milliards de CA, nous sommes l'un des leaders européens de l'équipement de chauffage. Nous poursuivons notre croissance par acquisition d'autres sociétés en Europe. Pour notre Fonderie d'Autun, nous recherchons le futur

## DIRECTEUR D'USINE

Rattaché au Directeur Industriel du Groupe, il dirige une unité de 300 personnes qui fabrique les radiateurs en fonte du groupe. Sa responsabilité industrielle s'étend aux autres aspects du produit, en liaison avec le Marketing.

Les équipements sont modernes et performants (automatismes, robots ...) ; d'autres investissements sont prévus.

Au minimum 40 ans, vous avez une formation d'ingénieur généraliste ou à dominante électromécanique et une expérience de la production (si possible en milieu automatisé et en grandes séries), complétée par la responsabilité d'un site industriel.

Dans un groupe industriel dynamique, vous trouverez une réelle opportunité de mettre en valeur vos qualités de gestionnaire et votre capacité à innover.

La maîtrise d'une langue étrangère est très souhaitable (anglais ou allemand).

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en indiquant la référence 1924 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris

**Artiman**

## SECRETAIRE GENERAL

Fédération professionnelle

±500 KF

Organisme national regroupant plus de 350 000 entreprises du commerce et de l'artisanat situées dans les 22 régions économiques et DOM/TOM, sa mission principale est d'apporter des services aux entreprises adhérentes. Ce rôle s'accompagne de nombreuses missions de représentation auprès des instances publiques et économiques. Le poste est à pourvoir en raison du prochain départ en retraite du titulaire. Très proche du Président il est une force de propositions et d'initiatives pour alimenter les délibérations du Conseil d'Administration et un élément moteur pour assurer la mise en œuvre avec une équipe très qualifiée sur laquelle il a autorité. Pour tenir cette fonction avec succès il faut être une personne de communication et de consensus, dotée de sens politique et de qualités de réalisateur, ouverte aux idées nouvelles et efficace tout en acceptant la position qu'il convient vis-à-vis des organes de décision. Diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat retenu aura acquis une réelle expérience, d'une durée significative, à un poste de haute responsabilité en entreprise ou dans un organisme habilité à traiter des questions d'intérêt général. Le profil personnel étant décisif, la rémunération (de l'ordre de 500 000 F) sera fonction de l'apport qu'une telle personnalité pourra faire à l'organisme. Poste basé à Paris.

Pour en savoir plus sur cette opportunité, merci d'adresser votre candidature sous référence B 101095 à notre Conseil, Daniel LANDEAU, qui vous garantira une totale confidentialité.

**HUMANOR**

 Département Conseil en Recrutement  
58, avenue Guyonnet  
59700 MARCQ-EN-BAROEUL

## Villeroy & Boch

La volonté de devenir le 1<sup>er</sup> assembleur de la salle de bains en EUROPE

Groupe : 12.000 personnes - CA 5 milliards • En France : 2300 personnes - CA 1 milliard.

32 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une expérience commerciale confirmée et avez animé une équipe avec des résultats significatifs. Vous avez des bases d'allemand. Devenez à la Ferté-Gaucher (15 km de Coulommiers, 80 km de Paris)

## DIRECTEUR MARKETING ET VENTES FRANCE

Relevant du Directeur Général Marketing et Ventes du Groupe (basé en Allemagne), vous aurez pour mission de commercialiser en France tous nos produits sanitaires et ensembles de salles de bains dans les meilleures conditions de rentabilité (CA actuel 400 millions).

Vous élaborerez la stratégie commerciale France dans le cadre des orientations du Groupe, proposerez les moyens appropriés et bénéficierez d'une LARGE AUTONOMIE pour les mettre en œuvre.

Vous animerez, coordonnerez et contrôlerez une équipe d'environ 50 personnes - dont 4 Chefs de Ventes Régionaux - chargés notamment du marketing, des ventes et de la prescription.

POSSIBILITES D'EVOLUTION AU SEIN DE CE GROUPE EUROPEEN.

Merci d'écrire, sous référence VB/DRLMKV/61 M, en indiquant votre salaire actuel, à : Richard Bénatouil GROUPE BBC Conseil - 1 bis, place de Valois 75001 Paris. Discrétion absolue et réponse assurée.

**OMYA**

OMYA, leader sur son créneau, recherche son futur

## Responsable de la Direction Logistique

Avant de prendre la responsabilité globale d'un service de 4 personnes, vous assisterez l'actuel directeur pour assurer la gestion du dispositif de distribution et superviser les achats de produits chimiques.

Vous aurez une responsabilité directe dans la négociation avec les transporteurs. Pour intégrer notre équipe vous avez 30-35 ans, une formation supérieure, vous parlez l'Anglais et peut-être aussi l'Allemand.

Disposant d'une expérience significative de la fonction transport, la qualité du service est pour vous fondamentale. Le poste est situé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 9009/62 à notre Conseil Ghislaine CAIRE.

**LTM**

Tous les métiers du transport

 L.T.M. Ressources Humaines  
28 rue Bergère 75009 PARIS.

Directeur administratif et

SE CONTENTER

BA

DIRECTEUR GENERAL

DIRECTEUR GENERAL

160150

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde *des* Dirigeants

... Le Monde • Mardi 13 novembre 1990 31

### Directeur administratif et financier

Paris

450 K<sup>F</sup> +

Une prestigieuse société de production audiovisuelle recherche celui qui saura gérer et contrôler ce qui est déjà un groupe.

Gestionnaire, organisateur, opérationnel, il dirigera un petit service performant : comptabilité, administration ; suivra les contrats (assurances, fournisseurs...). Contrôleur, il développera le reporting interne et celui des filiales. Plus généralement, il optimisera la trésorerie, la fiscalité et participera aux opérations de haut de bilan (audits, ...).

Agé de 35 ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, il aura une expérience significative de direction financière dans un groupe international du même secteur. Généraliste, il maîtrisera l'ensemble des aspects opérationnels d'une direction financière.

Anglais et autre langue européenne de façon courante et professionnelle.

Contacter Thomas Le CARPENTIER au 49.24.90.00 ou envoyer un dossier de candidature sous référence TLC 9306 LM à l'adresse suivante :

**Kamphuis Morgaut**  
FINANCE

34, rue Pasquier - 75008 PARIS  
Téléphone : 49.24.90.00 - Fax : 47.42.99.79

X, PONTS, HEC...

### DIRECTEUR DE SOCIÉTÉS

800.000 F

Nous sommes un groupe privé français de tout premier plan. Nous développons et gérons des activités de prestations de services avec pour partenaires les collectivités locales et régionales. De multiples filiales constituent notre implantation sur l'ensemble du territoire.

Pour être le Directeur Général d'un ensemble de filiales (3 à 4000 personnes) et pour faire partie du Comité de Direction du Groupe, nous recherchons un Responsable de haut niveau ayant fait ses preuves comme Chef d'Entreprise.

Sens marqué des contacts, capacité à manager des équipes de Directeurs d'un bon niveau, aptitudes pour innover et développer, souci de la performance économique, sont les atouts qui favoriseront votre réussite dans ce poste.

Poste basé à PARIS.

Ecrire sous réf. 46 A 2011-OM  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris

**etap**

## Le Monde *des* Juristes

### JURISTE CONTENTIEUX CONFIRME

Banque

Paris - Une banque d'affaires française de premier plan, filiale d'un très important groupe financier recherche pour son service juridique et contentieux un juriste contentieux confirmé. Ce collaborateur se verra confier une double mission : il devra, d'une part, assurer la gestion de dossiers difficiles dans leurs phases pré-contentieuses et contentieuses. Il aura, d'autre part, un rôle de conseil juridique auprès du réseau. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum possédant une formation juridi-

que de type maîtrise, DEA, DESS, DJCE et justifiant d'une expérience similaire de 5 années minimum acquise au sein d'une banque ou d'un établissement financier. Très autonome, il devra allier rigueur et pragmatisme dans ses approches. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/F9786M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70. (PA Minitel 36.15 code PA)

**PA Consulting**  
Group

*Creating Business Advantage*

Pour le département des Affaires Juridiques et Fiscales de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Au sein d'une équipe de 8 personnes, vous gèrerez un ensemble de dossiers contentieux (en dehors du recouvrement) touchant les aspects bancaires et juridiques les plus diversifiés. Après analyse et synthèse des données en litige, vous devrez rechercher et préconiser la solution la plus adaptée aux intérêts du groupe. A cette fin, vous entretiendrez des contacts avec les agents, les différentes directions, les conseils de la banque et les autres établissements bancaires.

De formation supérieure type Maîtrise en Droit Privé minimum, vous justifierez d'une expérience d'environ 3 ans des procédures judiciaires, y compris internationales, acquise dans un cabinet d'avocat, de syndic ou dans le service contentieux d'une grande entreprise.

La maîtrise de la langue anglaise constituera un atout.

Merci d'envoyer CV et prétentions sous réf. JB à Anne MONFORT  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Cannaria - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Banque Privée Paris  
recherche pour service contentieux

### REDACTEUR CONFIRMÉ

H/F STATUT CADRE

- La personne recherchée doit être capable de traiter de façon autonome les dossiers qui lui sont confiés, sous tous leurs aspects.
- Il est demandé une expérience similaire significative (minimum 5 ans) acquise en banque...
- Une formation juridique de base (licence ou maîtrise) est nécessaire.
- La classification et la rémunération seront fixées en fonction du profil du candidat retenu. (Réf. C1)

### REDACTEUR "JUNIOR"

H/F

- Dans le cadre d'un C.D.D. d'une durée initiale de 6 mois, il (elle) participera, sous l'autorité du Responsable du Service, aux différents travaux concernant les dossiers à traiter.
- Il est demandé une bonne formation juridique (maîtrise droit privé) et/ou une première expérience dans le domaine du contentieux bancaire. (Réf. C2)

Merci d'envoyer C.V. et prétentions en rappelant la référence du poste (C1 ou C2) à IJA Antenne Saint Lazare, 4, rue du Fg Poissonnière 75010 Paris qui transmettra.

ODA  
APPELEZ VOTRE REUSSITE PAR SON NOM.

Filiale d'HAVAS et de COGECOM, l'ODA est la régie publicitaire des annuaires de FRANCE TELECOM. 3,5 milliards de CA et 1 million d'annonces réalisées, 2 500 collaborateurs, 450 000 clients sont des illustrations concrètes de la performance ODA.

Notre Direction Juridique, composée actuellement d'une équipe de 3 personnes, doit accompagner les évolutions de l'entreprise, notamment sur le plan de la diversification et des activités à caractère international.

Pour intégrer la structure existante, nous recherchons

### JURISTE CONFIRMÉ H/F

De formation juridique, niveau 3ème cycle, droit des affaires, droit des sociétés et droit international, vous prendrez en charge des missions variées.

A ce titre, vous êtes un généraliste expérimenté capable d'intervenir, de proposer et de mettre en œuvre des solutions dans des domaines tels que le suivi des sociétés, le montage d'accord avec les partenaires nationaux ou étrangers, les dossiers sociaux ainsi que les divers contentieux tant à caractère commercial que concurrentiel.

Bien sûr vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser  
lettre, CV, photo et  
prétentions sous  
réf. DAJ/11 à



ODA  
Evelyn MALACH  
7 av. de la Cristallerie  
92310 SEVRES

LE PREMIER MOYEN DE SE FAIRE UN NOM

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE  
*de nos libertés*

LA COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE  
ET DES LIBERTÉS  
RECRUTE SUR ÉPREUVES

### QUATRE AGENTS CONTRACTUELS

Ces agents traiteront des problèmes juridiques d'application de la loi du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ou seront affectés à des tâches de gestion.

Les candidats doivent être titulaires d'une maîtrise de droit ou d'un diplôme d'Institut d'Études Politiques.

Les épreuves comporteront :

- 1<sup>re</sup> Une épreuve d'admissibilité consistant dans la rédaction d'une note de synthèse à partir d'un dossier portant sur l'informatique et les libertés ; cette épreuve aura lieu à Paris le samedi 15 décembre 1990 ;
- 2<sup>de</sup> Pour les candidats déclarés admissibles à l'issue de l'épreuve écrite, deux épreuves orales d'admission :
  - un exposé-discussion sur un sujet de culture générale ;
  - un entretien avec les membres du jury.

Les candidatures doivent être adressées avant le 5 décembre 1990 au président de la commission, 21, rue Saint-Guillaume, 75007 PARIS, accompagnées d'une photo, d'un curriculum vitae et d'une justification de diplôme.

Les candidats reçus percevront une rémunération mensuelle nette d'environ 9 500 F.

Une liste complémentaire de candidats sera établie pour pourvoir d'éventuelles vacances de postes.

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS  
21, RUE SAINT-GUILLEME, 75007 PARIS. TEL. : (1) 45-44-40-65.

Prestigieux cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux recherche un

## Juriste d'Affaires

de très haut niveau

Paris

Au sein d'un grand cabinet réputé, le candidat interviendra sur des dossiers juridiques de haut niveau en matière d'acquisitions, restructurations, transmissions de groupes, opérations financières...

Ce poste de premier plan s'adresse à un excellent juriste à fort potentiel justifiant d'une expérience d'au moins cinq ans acquise exclusivement en cabinet en matière de droit des sociétés et parlant évidemment anglais.

Rémunération très attractive

Un développement de carrière comportant l'encadrement d'une équipe et une association peut être envisagé rapidement pour un candidat de grande valeur.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. AG6247MO.

**Michael Page Tax & Legal**  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

L'un des tout premiers groupes français d'assurance en Europe (42 milliards de F de CA), recherche un

## Juriste confirmé

en droit des affaires et principalement en droit des sociétés (DEA, DESS, DJCE). Une formation complémentaire en gestion (IAE, ISA, ISG) serait un atout.

Une pratique juridique d'au moins 3 ans, de préférence en Cabinet, est indispensable. Dynamisme, ambition, autonomie et disponibilité sont les qualités requises.

Veillez adresser votre candidature sous la référence LM 90 1005 en toute confidentialité, à Intuitu Personae, Conseil en Ressources Humaines Juridiques, 19 avenue de Messine, 75008 Paris.

**IP**  
**INTUITU PERSONAE**  
GROUPE INTERNATIONAL BUSINESS LAYERS

## Juriste expérimenté

Afin d'instruire et de gérer les dossiers contentieux de Particuliers et d'Entreprises, la Direction des Affaires Juridiques de la Banque recherche un JURISTE EXPERIMENTE.

Voire formation, maîtrise de droit privé, votre expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire ainsi que de bonnes connaissances du droit bancaire, des voies d'exécution et des procédures collectives vous permettront rapidement de prendre en charge la responsabilité de dossiers.

Rigueur, analyse mais aussi des qualités relationnelles sont indispensables pour mener à bien les différentes missions qui vous seront confiées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + prétentions) à Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division Recrutement, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf. M47JE.

**BANQUE HERVET**

## Juriste International

H/F



Négocier, rédiger et suivre nos contrats de vente, de distribution et d'implantation à l'étranger. Participer à nos projets de coopération industrielle, assurer le suivi des contentieux internationaux. Enfin, jouer un rôle de Conseil auprès de nos différentes Directions.

Une évolution intéressante avec un groupe industriel implanté dans 75 pays, réalisant un CA de 34 milliards et un effectif de 32 500 personnes.

Cette évolution conviendrait à un candidat bilingue anglais ou espagnol, diplômé d'études supérieures avec une première expérience de 3 ans minimum acquise au sein de la Direction Juridique Internationale d'un grand groupe ou un cabinet d'Avocats Internationaux.

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. 1006



CURSUS CONSEIL

Claude JACQUEMAIN  
21 Rue Vivienne - 75002 PARIS

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN

recherche :

## UN JURISTE D'AFFAIRES (H. ou F.)

Vous avez un DESS Droit des affaires (le DJCE serait un atout supplémentaire), une expérience de généraliste de 2 à 3 ans dans un service juridique d'entreprise et vous maîtrisez l'anglais.

Nous vous offrons la possibilité d'intégrer notre Groupe.

Principaux domaines d'action : droit des Sociétés, contrats internationaux, propriété industrielle.

Qualités demandées : esprit de synthèse, sens pratique, bonne communication et autonomie.

Le poste basé à LEVALLOIS (région parisienne) est à pourvoir rapidement.

Nous vous prions de transmettre votre dossier (lettre, C.V., photo et prétentions) sous référence 39809 à porter sur l'enveloppe à la PUBLICITE FRANÇAISE, 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS JURIDIQUES ET NOUS RECHERCHONS UN

## JURISTE

POUR NOTRE DICTIONNAIRE PERMANENT SOCIAL RURAL

DESS de Droit Social ou équivalent, formation complémentaire en droit social rural agricole exigée.

Aptitude rédactionnelle confirmée, première expérience réussie dans un service juridique, un cabinet conseil ou dans un organisme administratif ou professionnel.

Le salaire, les avantages sociaux, la structure légère et volontaire du service sauront vous convaincre de nous rejoindre.

Poste basé à MONTROUGE (métro Châtillon-Montrouge).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions aux EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES - Direction du Personnel - 80, avenue de la Marne - 92120 MONTROUGE.

SAE, N°1 du Bâtiment en France, 26000 personnes, 26 milliards de CA, nous recherchons un

## Juriste

Vous êtes titulaire d'une maîtrise en droit privé, d'un DESS de droit des affaires. Spécialiste du droit des sociétés, vous gerez les dossiers de nos filiales.

Vous possédez une expérience de trois ans minimum de la fonction, en cabinet ou en entreprise.

Si vous êtes intéressé par ce poste basé à notre siège, Paris 16<sup>e</sup>, merci d'adresser votre candidature avec prétentions sous réf. J/061 à

Isabelle EMIN - Recrutement SAE  
Tour Mirabeau - 39/43, quai André  
Citroën - 75739 PARIS cedex 15.

**SAE**  
En confiance

**lexa**

## collaborateur conseil juridique

Vous avez une formation DESS ou DJCE, 4 à 5 ans d'expérience minimum, de préférence en cabinet. Vous maîtrisez bien une langue étrangère. Votre mission sera le suivi juridique des sociétés, la négociation, la rédaction de contrats et les opérations de transmission et de restructuration d'entreprises. Au sein d'une équipe motivée, votre autonomie vous permettra de mettre en valeur votre sens des responsabilités. Merci d'adresser votre candidature sous réf. CCJ, à notre Conseil Patrick Durieux, 15 rue de la Jardinière, 69450 St-Cyr-au-Mont-d'Or.

Nous sommes une Société de conseil aux entreprises.

Nous recherchons pour notre DEPARTEMENT FISCAL

## CONSULTANTS EN DROIT FISCAL

Vous êtes titulaire d'un DESS et vous possédez une expérience pratique de quelques années dans ce domaine (Fiscalité d'entreprise, conseils, Administration des Impôts, etc...)

Vous avez, soit une expérience en comptabilité, soit en droit notarial.

Nous vous offrons de participer à notre développement.

Adressez votre C.V. détaillé à M. Marc SOUBAIGNE  
Directeur des Relations Humaines  
Société SVP  
54, rue de Monceau  
75384 PARIS CEDEX 08



Consultant  
Ressources Humaines  
Juridiques

**IP**  
**INTUITU PERSONAE**

Jeudi 10.11.90

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde *des* Juristes

... Le Monde • Mardi 13 novembre 1990 33

Juriste confirmé

# JURISTES

BAC  
+ 5

CONFIRMES ET DEBUTANTS

## VENEZ SCULPTER NOTRE NOUVEAU STATUT

Il est des changements rares qui méritent qu'on se passionne pour eux.

En 1991, FRANCE TELECOM, première entreprise française de services (100 milliards de C.A., 155000 personnes) prend un nouveau statut, celui d'Entreprise Publique, et étend ses activités dans les secteurs concurrentiels et à l'international. Pour réussir ce changement, nous développons la fonction juridique et recrutons des juristes de haut niveau de formation.

9 d'entre vous seront rattachés à la **DIRECTION GÉNÉRALE** et exerceront une expertise pour le Groupe FRANCE TELECOM dans des domaines tels que la **propriété intellectuelle**, la **concurrence**, le **social**.

Vous serez notamment chargés d'élaborer la doctrine juridique, de conseiller les services extérieurs et filiales à l'occasion de leurs opérations (contrats, prises de participation...) et de former des juristes.

10 juristes seront rattachés au Directeur Régional à **PARIS - LILLE - NANCY - LYON - MARSEILLE - BORDEAUX - NANTES**, et auront à créer un pôle juridique à vocation générale. Vous serez chargés en particulier du conseil auprès des services opérationnels, de l'information juridique et vous représenterez FRANCE TELECOM devant les juridictions.

L'importance et l'intérêt de ces missions au sein d'un grand groupe nous conduisent à vous demander de réelles qualités de rigueur, méthode et analyse, des capacités d'initiative et d'autonomie, le sens du service et le goût des contacts.

La maîtrise de l'anglais est souhaitée, une deuxième langue sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions) à nos consultants Laurence KOPANSKI et Véronique VERNIS : CITCOM 12 bis rue des Pavillons 92804 PUTEAUX cedex 1 - Vous pouvez également les contacter au 49.00.89.53.

FRANCE  
TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

CONFESSE

Nous sommes une organisation professionnelle de l'habitat social. Nous recherchons pour renforcer notre service juridique plusieurs

Deux fonctions principales vous seront confiées :

- **CONSEIL-INFORMATION**  
Prise en charge des demandes d'informations, de conseils, et d'études des organismes adhérents.
- **RÉFLEXION-PROPOSITION**  
Réalisation d'études, de synthèses juridiques sur les différents domaines.

Vous devez être titulaire d'un D.E.A. de Droit privé et si possible du diplôme de l'ICJ. Une expérience de 4 à 5 ans au sein d'un cabinet juridique, dans le domaine immobilier, est indispensable. Pour nous, votre capacité de travailler dans une équipe et le goût du service de qualité seront déterminants.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite) sous référence A/11/03, en mentionnant le domaine d'intervention choisi, à notre Conseil, Madame Claude Favereau  
**FAVEREAU CONSULTANTS**,  
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Les domaines d'intervention sont les suivants :

- **GESTION PATRIMONIALE ET LOCATIVE**  
Contrats de location, baux d'habitation, baux commerciaux, contrats particuliers, copropriété.
- **ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ**  
Promotion immobilière et contrats de construction, fiscalité.
- **URBANISME ET AMÉNAGEMENT**

Le Monde *de la* Gestion

Notre BANQUE  
LUXEMBOURGEOISE,  
filiale d'un groupe  
bancaire français  
recherche plusieurs  
cadres, à potentiel  
élevé et fortement  
motivés par une  
expérience  
internationale.

**OPÉRATEUR  
FINANCIER -  
TRÉSORIER**

De formation supérieure, type  
Ecole Supérieure de Commerce  
et maîtrisant l'anglais notamment,  
vous avez au moins 4 années  
d'expérience. Vous souhaitez mettre à profit vos compétences,  
vos qualités relationnelles avec la clientèle et votre dynamisme  
au service d'une banque internationale en plein  
développement. Vous avez le goût de la créativité financière.

Vous serez chargé :  
- d'imaginer et rechercher des arbitrages,  
- de réaliser le montage d'opérations financières pour le  
compte d'entreprises françaises et européennes,  
- superviser les placements de trésorerie en RFF et devises  
de la banque et de la clientèle.  
Le lieu de travail est situé à Luxembourg.  
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV,  
photo et prétentions) sous réf. LM 7007 à  
**MEDIA PA** 50/54, rue de Sily  
92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

Notre cabinet, spécialisé dans le conseil en gestion des  
Ressources Humaines juridiques auprès des entreprises  
et des cabinets juridiques, recherche un

**Consultant  
en Ressources Humaines  
Juridiques (H/F)**

Nous souhaitons rencontrer un diplômé en droit  
connaissant l'entreprise ou le cabinet de recrutement,  
attiré par une fonction exigeante, autonome et  
passionnante.

Qualités de contact, sens commercial et  
dynamisme sont indispensables.

Veuillez adresser votre candidature  
sous référence LM901101 en toute  
confidentialité, à Intuitu Personae,  
Conseil en Ressources Humaines  
juridiques, 19 av de Messine,  
75008 Paris.

**IP  
INTUITU  
PERSONAE**  
GRUPPO INTERNAZIONALE RIFORME LAVORO

L'Institut National de l'Audiovisuel  
recherche pour  
sa Direction du Personnel et des Relations Humaines

**UN JURISTE  
EN DROIT SOCIAL (h. ou f.)**

Débutant ou 2 ans d'expérience.  
Libéré des obligations militaires.

Appelé(e) à suivre l'évolution législative, réglementaire  
et conventionnelle du droit social afin d'en préparer  
l'application au sein de l'entreprise. Il participera à  
l'élaboration des dossiers de négociation dans l'entreprise et  
sera chargé d'études juridiques. Le candidat devra avoir  
envie d'évoluer dans la fonction personnel et posséder une  
rigueur, une aisance rédactionnelle et des facilités  
relationnelles.

Diplôme demandé : maîtrise, DESS, DEA.  
Lieu de travail : BRY-SUR-MARNE (94).

Les candidatures, accompagnées d'une copie du diplôme,  
sont à faire parvenir à la Direction du personnel,  
4, avenue de l'Europe, 94360 Bry-sur-Marne.

Ses clients  
prennent l'initiative

**"RAPIDOCOLOR"**  
LA REPRODUCTION RAPIDE EN COULEUR

Rapidocolor France S.A., Société Holding (capital 10 973 000 F), leader sur son marché,  
implantée en Europe et aux USA, recherche dans le cadre de son expansion un

**Responsable financier**

En étroite relation avec la Direction générale, il aura un rôle de conseil et assurera la gestion  
financière des filiales (trésorerie du groupe, bilans, reporting...) et les relations avec les  
banques. A 30 minimum, de formation ESC ou équivalent + DESS, il démontre d'une solide  
expérience dans un environnement commercial dynamique. Ce poste évoluera à l'adresse d'un  
candidat autonome, disponible pour des déplacements à l'étranger, maîtrisant parfaitement  
l'anglais. Expérience de la consolidation et langage allemands seront des atouts.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. RFF1182 à notre Conseil.

Les candidats doivent être :  
- Français ou résidents en France  
- 35 ans maximum  
- 37000 Toulon  
- Tél. : 01 50 01 02 - 01 50 12 54. Fax : 01 50 14 67  
Confidentialité assurée.

**arc**

CONFESSE

## Devenir Auditeur Opérationnel

Après votre formation (Bac + 5, Grande Ecole ou Université) qui a surtout développé votre capacité d'analyse et de réflexion, vous avez gardé votre bon sens et les pieds sur terre.

Votre expérience professionnelle (3 à 5 ans) vous a permis de comprendre les principaux rouages de l'entreprise, d'observer en action des méthodes ou instruments, de comparer différents types d'organisation.

Vous conduirez l'étude approfondie et objective des opérations, des modes de fonctionnement, et vous serez capable de veiller à la bonne application des procédures et façons de faire préalablement définies.

Votre esprit critique et positif vous permettra de recommander les modifications possibles, en vue d'un résultat accessible.

Plus que juge ou censeur, vous serez avant tout un pédagogue qui vise à faire progresser la fiabilité et la qualité de notre fonctionnement.

Sous l'autorité directe de notre directeur financier, à Paris, vous interviendrez dans toute notre entreprise, à forte dominante marketing-ventes. (Réf. JAO)

PHILIP MORRIS FRANCE

Vous bénéficierez des moyens et opportunités de l'un des tout premiers Groupes américains. Vous avez nécessairement une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (CV, lettre manuscrite de motivation et rémunération actuelle) en précisant la référence du poste à notre conseil ALTHEA, 48 rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris, qui vous garantira une totale confidentialité et une réponse rapide.

## Secondier notre "Controller"


Après une grande école de gestion et un DECS, vous venez de passer 2 à 3 ans au sein d'une direction financière ou bien dans un cabinet d'audit international. Désormais, avec de bonnes bases de généraliste, vous souhaitez progresser, en entreprise, dans une direction comptable et financière.

Nous vous proposons un vrai challenge : diriger notre service comptable au moment où va être construit le système de traitement des informations comptables et, en même temps, orienter les choix de développement afin que ce système soit adapté aux besoins de gestion des cinq années à venir.

Pour réussir, vous devrez :

- maîtriser la technique de la comptabilité générale et de la fiscalité afférente;
- savoir "aller loin dans les détails" et garder une vue synthétique et une perception claire des enjeux;
- coopérer étroitement au sein de l'équipe responsable du développement du système de traitement des informations;
- animer votre équipe de sept comptables et faciliter efficacement l'adaptation de chacun à l'évolution de son métier.

Notre "Controller" est impatient de vous voir maîtriser cette mission pour vous confier aussi d'autres de ses responsabilités (Réf. SNC).



**CIGIE**

**PARIS**

**REMUNERATION  
MOTIVANTE**

## AUDITEURS CONFIRMES

La holding de la CIGIE, groupe industriel international en forte expansion (environ 150 milliards de Frs de CA) a développé une équipe d'audit et d'évaluation performante.

Les auditeurs interviennent dans 3 domaines principaux :

- 1 - Audit financier (missions en France et à l'étranger)
- 2 - Travaux d'évaluation financière à l'occasion d'opérations structurelles (fusions, acquisitions, cessions, absorptions...)
- 3 - Harmonisation et coordination des principes et méthodes comptables du groupe dans le cadre d'une internationalisation croissante.


Dans ce contexte, nous recherchons des auditeurs confirmés (diplômés d'une grande école de commerce, HEC, ESSEC, ESCP...) à 2 niveaux possibles :

- 1 - Après 4/5 ans d'expérience en cabinet d'audit anglo-saxon, sur des missions principalement industrielles, il prendra la responsabilité d'équipes d'interventions.
- 2 - Après plus de 2 ans d'audit externe, il renforcera ces équipes.

Autonome et diplomate, vous apporterez votre imagination au service d'un groupe pouvant vous offrir de larges perspectives d'évolution.

Contactez Antoine MORGAUT au 49.24.90.00 ou envoyez votre dossier de candidature sous référence : AM 9325 UM.

34 rue Pasquier - 75008 PARIS  
Tél : 49.24.90.00  
Fax : 47.42.99.79



**CNASEA**

**IMPORTANT ETABLISSEMENT  
PUBLIC FINANCIER**

recrute un

## CADRE DE GESTION

Au sein de la division chargée des relations avec la Communauté Européenne, il sera chargé des dossiers de remboursement des prêts bonifiés accordés aux agriculteurs par les banques agréées.

De formation BAC + 5, avec une première expérience qui lui aura permis de connaître le milieu bancaire, et l'informatique de Gestion.

Poste basé à Issy les Moulineaux.

Merci d'envoyer CV, photo et lettre de motivation sous référence GES-DJ au : CNASEA - Division du Personnel et des Relations Sociales - 7, rue Ernest Renan 92130 ISSY-LES MOULINEAUX.

## Responsable Administration Commerciale



**Labinol**

Avec ses 2 300 personnes, la DIVISION SYSTEMES AERONAUTIQUES conçoit et fabrique des équipements électriques et électromécaniques pour les industries de l'aéronautique, l'espace, et l'armement. Nous vous proposons de rejoindre sa filiale SOFRANCE spécialisée dans l'étude et la fabrication des filtres et systèmes de filtration haute technologie.

Rattaché au Directeur Commercial, vous piloterez la gestion des flux de produits et le traitement des informations entre les différents services de l'entreprise (production, logistique, livraisons, commercial, informatique, comptabilité et finances). Vous participerez à l'élaboration et au suivi des plans et budgets et vous contrôlerez les dépenses de fonctionnement de la Direction Commerciale.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous justifiez d'une première expérience de l'administration commerciale. Une bonne pratique de la gestion informatisée et de l'anglais est indispensable. Vos qualités de rigueur et d'initiative associées à votre sens de la communication et du concret sont primordiales pour réussir dans cette fonction.

Ce poste est basé dans la région de Limoges.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à Labinol, Christian Lefrançois, Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales, BP 218, 78051 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

17 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

LA BANQUE : UN MÉTIER QUE VOUS AVEZ CHOISI

LE COMMERCE INTERNATIONAL : UNE SPÉCIALISATION QUE VOUS POSSEDEZ OU QUE VOUS VISEZ

STRASBOURG. L'un des premiers groupes bancaires français poursuit le développement de son secteur d'activités "Commerce International" et recrute un

## CHARGÉ DE MISSION COMMERCE INTERNATIONAL

Vous avez entre 27 et 35 ans. De formation type Ecole Supérieure de Commerce - Maîtrise Gestion-Finances, vous maîtrisez une ou plusieurs langues étrangères.

Votre mission comportera : la gestion d'un portefeuille d'entreprises • le soutien logistique au réseau • l'étude, la réalisation et le suivi de dossiers financiers internationaux importants (analyse des risques, engagements, opérations financières, etc.).

Veuillez adresser votre candidature : courte lettre manuscrite, CV, photo, indication de la rémunération actuelle s/réf. CMB/KM et en toute confidentialité à

**PRISME** 6, quai Finkbein 67000 STRASBOURG

## RESPONSABLE DES COMPTABILITES

Groupe de 35 sociétés coté en bourse, dans les secteurs financier, immobilier, hôtellerie, loisirs, en fort développement.

Titulaire du DECS ou DESCF, vous disposez de 5 ans d'expérience au sein d'un cabinet d'expertise comptable ou d'un holding gérant des sociétés de toutes formes juridiques et variées dans leurs activités.

Une expérience de consolidation de comptes serait un plus.

Désireux de vous investir dans un groupe en pleine évolution, vous prendrez en charge l'ensemble de la gestion opérationnelle, animer une équipe de 6 personnes, et rendre compte au Directeur Comptable du Groupe.

Adresser votre CV + lettre + photo sous réf. 44.4 à Sources - 108 rue Saint Honoré - 75001 Paris qui transmettra.

**AUJOURD'HUI, SI VOUS NE CONNAISSEZ PAS LES RÈGLES DE L'EMPLOI VOUS SEREZ VITE HORS JEU**

**Le Monde INITIATIVES**

CAMPUS • BUREAU

**CHAQUE MARDI**  
numéro  
date mercredi

## Responsable du back office

entreprise nationale recrutée du back office. Au sein du Département des opérations réalisées sur les comptes bancaires, vous serez chargé de la gestion des dossiers et de votre capacité relationnelle professionnelle.

Grande responsabilité financière. Vous serez chargé de la gestion des dossiers et de votre capacité relationnelle professionnelle.

« contrôle de leur réalisation, à transmission des pièces justificatives au service comptable, à reporting. »

Votre culture économique ou financière, comptable ou juridique, votre rigueur dans la gestion des dossiers et votre capacité relationnelle professionnelle, sont des atouts. Vous possédez une première expérience professionnelle.

Ce poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature + CV sous référence 9002 à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75049 Paris Cedex 17, qui transmettra.

## Controleurs de Gestion

Responsable du Contrôle de Gestion

## FINANCIAL MANAGER

## CREDIT-MAN

Jeunes diplômés ou 1ère expérience

BOSSARD Carrières

Importante société industrielle (CA : 1100 MF) filiale commune de deux leaders mondiaux du domaine de l'électronique et des communications recherche deux

## Contrôleurs de Gestion (h/f)

Paris (banlieue sud)

Tous deux seront rattachés au directeur financier de la société et prendront la responsabilité :

- 1er poste : du contrôle de gestion du département Recherche et Développement (20 % du CA) (réf. 6270MO).

- 2ème poste : du contrôle de gestion de la direction commerciale et de la direction industrielle (réf. 6271MO).

Ils contribueront au développement de nos outils de gestion, dans une optique de mesure et d'analyse des résultats de chaque entité. Ces deux postes impliquent de solides qualités de communication en français et en anglais, ainsi que des aptitudes au management.

Rémunération attractive

Diplômés d'une ESC, d'une maîtrise de gestion, ou titulaires d'une double formation (diplôme d'ingénieur + formation à la gestion), les candidats seront âgés de 25/28 ans et posséderont une première expérience de la fonction ou de l'audit en cabinet anglo-saxon de 2 à 4 ans.

La réussite à ces postes offrira de réelles possibilités d'évolution au sein de groupes internationaux.

Contactez Paul Merlier au (1) 45.53.26.26 ou envoyez CV + photo + n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris, sous référence du poste choisi.

**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier

CAP GEMINI SOGETI

## Adjoint Direction Financière

Sous l'autorité du Directeur de la Comptabilité, vous participez à l'élaboration de la consolidation de l'ensemble des sociétés figurant dans le périmètre du groupe. A cet effet, vous réalisez la mise aux normes des filiales et notamment des acquisitions récentes. Chef comptable de la holding (500 MF de CA), vous supervisez les opérations courantes et développez un outil de contrôle budgétaire.

Agé de 28/32 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce, titulaire du DESCF. Vous avez une expérience réussie de 3 à 5 ans en cabinet d'audit et/ou à un poste équivalent au sein d'une

Avec 9 Mds de Francs de CA, nous sommes le premier groupe Européen de services et de conseil en informatique. Au sein de la holding, nous cherchons notre

entreprise internationale. Vous justifiez d'une expérience en consolidation et pratiquez un anglais courant. Professionnel(le) d'envergure, vous bénéficiez d'une rémunération motivante ainsi que des perspectives les plus larges au sein du groupe. Basé dans un premier temps à Lyon, vous accepterez un déménagement à Paris.

Contactez Hervé Barkatz au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de tél. + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf. HB475MO.

**Michael Page Rhône-Alpes**  
"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

Leader mondial de la diffusion des émissions TV-FM par voie hertzienne, THOMSON LGE, avec un effectif de 600 personnes, réalise un CA de 600 millions de Francs dont 75 % à l'exportation dans 120 pays.

La DIRECTION FINANCIERE recherche son

## RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION USINE

Rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion, vous animez une équipe de deux personnes. Garant de la fiabilité des chiffres, vous établissez les rapports mensuels sur les coûts de production, pour lesquels vous serez l'interlocuteur des opérationnels. Le développement du suivi des études techniques est également de votre ressort.

Agé d'environ 28 ans, de formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une première expérience de 3 ans en audit ou contrôle de gestion. De plus, vous maîtrisez l'outil informatique et possédez de bonnes notions d'anglais.

Poste basé à Comblanchien Ste Honorine.

Merci de contacter Ralph Crockett au 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + N° de téléphone + rémunération actuelle à Michael Page Finance - 30 bis, rue Spontini - 75116 PARIS. Sous réf. RC 6308 MO.

**THOMSON**

Filiale française (CA : 500 MF) d'un important groupe international informatique recherche son

## Accounting Manager

Paris

230 KF +

Rattaché au Finance Manager, vous êtes responsable d'une équipe de 7 personnes en charge de la comptabilité.

Vous établissez l'ensemble des déclarations, assurez la production des états mensuels et suivez la trésorerie. La fiabilisation des informations sera de votre ressort ainsi que l'élaboration de procédures et l'amélioration des méthodes. Dans un environnement à forte autonomie le développement de bonnes relations avec l'ensemble

des services est primordial.

Agé de 27/30 ans, de formation DESCF ou équivalent, vous avez une expérience d'au moins trois ans en cabinet et/ou en entreprise. Vous maîtrisez l'outil informatique et l'anglais.

Contactez Ralph Crockett, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. RC6042MO.

**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier

## FINANCIAL MANAGER HF



Filiale de distribution du premier fabricant mondial de compresseurs frigorifiques, cette société connaît une forte croissance dans un environnement international.

En relation directe avec la Direction Générale, il prend en charge l'ensemble des fonctions administratives, juridiques et financières et assure le reporting auprès de COPELAND Europe dont le Siège est à Berlin. Il a la responsabilité de l'informatique, de l'Administration des Ventes, et de la Gestion du personnel.

A 35 ans environ, de formation commerciale supérieure (DECS, ESC option Finance ou équivalent), il justifie d'une expérience similaire d'au moins cinq ans au sein d'une entreprise industrielle de culture anglo-saxonne.

Homme de méthode et de rigueur, il maîtrise l'anglais, a une bonne pratique de l'outil informatique et connaît les règles de reporting dans un contexte international.

Les conditions offertes et l'évolution programmée au sein d'une Direction jeune et motivée sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 813926 A à :

**EGOR RHONE-ALPES**  
Tour du Crédit Lyonnais  
123, rue Sarville - 69431 LYON CEDEX 03

**EGOR**

PARIS ALGER BORDEAUX BRUXELLES LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SVERIGEN UNITED KINGDOM

## Lease Plan LI

La filiale française du leader européen de la Gestion de Parcs Automobiles, (130 personnes - croissance continue de 30 % par an - CA. 1989 : 325 MF) offre une réelle opportunité de carrière à un

## DIRECTEUR FINANCIER

Membre du Comité de Direction, vous participerez aux choix stratégiques de l'entreprise. Assisté par une équipe performante en Contrôle de Gestion, Comptabilité et Informatique, vous coordonnerez l'ensemble des activités liées à la fonction : Contrôle Budgétaire, établissement du Bilan, Reporting, Comptabilité et Trésorerie.

Agé de 35/40 ans, de formation Financière Supérieure, vous apporterez votre expérience réussie de la Gestion Economique d'une Entreprise et de l'Encadrement. Votre connaissance de la langue anglaise vous permet d'assurer l'interface avec la Maison Mère hollandaise (Reporting anglo-saxon).

Rémunération motivante (fixe ou professionnalisme du Candidat) et voiture de fonction. Lieu de travail : GARCHES (92380).

Si vous êtes intéressé par ce Poste, merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite + photo à Guy AMIRA, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

**SC PRING**  
CONSEIL

14, rue de la Source  
75016 PARIS

## CREDIT-MAN CREDIT-MANAGER

Jeunes diplômés ou 1ère expérience

Nous sommes un important groupe privé à forte notoriété. Notre croissance nous amène à développer nos différentes équipes de spécialistes.

Intégrez l'une d'elles après une formation à nos méthodes.

-Credit-Man : vous êtes en contact permanent avec les milieux d'affaires locaux. Après une collecte d'informations financières, vous évaluez et analysez les risques commerciaux.

-Credit-Manager : vous synthétisez les informations économiques d'un secteur d'activité spécifique. Après une analyse approfondie des dossiers, vous prenez et assumez des décisions de crédit.

Soit, vous avez valorisé un diplôme d'école de commerce ou un DESS banque et finance, par une première expérience de 2 à 4 ans en milieu financier.

Soit, jeunes diplômés, vous êtes attirés par les matières financières.

Voici l'opportunité de développer votre personnalité d'homme d'analyse, de dialogue et de décision.

**BOSSARD**  
Carrières

Dominique CLEVENOT vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3702A/LM  
BOSSARD CARRIERES  
4, rue Quémén Bastard  
75008 PARIS

## contrôleur de gestion

DANS UN CONTEXTE IMMOBILIER ET INTERNATIONAL

Notre groupe de sociétés offre aux investisseurs une gamme étendue de services dans le domaine de l'immobilier d'entreprise. Avec l'appui de notre actionnaire bancaire, nous intensifions notre développement et nous créons, à Paris, le poste de contrôleur de gestion. Rattaché au président, vous élaborerez et mettez en place les procédures et les tableaux de bord, assurez le montage et le suivi des budgets des différentes sociétés, veillez à l'harmonisation des systèmes comptables et analysez les écarts. Etudes financières et missions d'audit font aussi partie de vos activités. Vous exercez celles-ci en relation avec nos dirigeants, actionnaires et principaux clients français et étrangers, ce qui nécessite quelques courts déplacements en province et à Londres.

Vous êtes âgé de 28 ans minimum et, de préférence, titulaire d'un diplôme d'une grande école de commerce ou du DECS (DECF). Vous bénéficiez aussi d'au moins trois ans d'expérience du contrôle de gestion ou, éventuellement, de l'audit acquis, si possible, dans le milieu de l'immobilier ou de l'ingénierie. Vous parlez l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence, M4300, à notre conseil,

Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION  
66, rue de Pondieu - 75008 PARIS

**SERTI**  
SELECTION

**GEC ALSTHOM**

DIVISION TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE  
- C.A. 7 milliards -

LYON

## AUDIT INTERNE

MISSIONS INTERNATIONALES

Nous recherchons pour ce poste un jeune Audit de formation Ecole Supérieure de Commerce ayant obligatoirement une première expérience soit en Cabinet soit en Entreprise (industrielle de préférence).  
Il parle Anglais, l'Allemand est souhaité.

Auprès du Directeur du Contrôle de Gestion de la Division (C.A. 7 milliards) il analyse les procédures et les comptes de départements ou filiales tant à l'Etranger qu'en France. De très intéressantes possibilités d'évolution sont ouvertes dans la Division ainsi que dans le Groupe.

Merci d'adresser C.V. détaillé sous référence 5960-M  
à Mamrèges, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

## Côte d'Ivoire : Responsable administratif et financier

Abidjan

Cette importante société (900 personnes) est spécialisée dans la conduite de projets industriels en maintenance et travaux neufs, principalement dans les domaines de la métallurgie, chaudronnerie, tuyauterie, mécanique. Elle recherche pour une de ses filiales implantées en Afrique, un cadre à fort potentiel capable de prendre en charge l'ensemble des fonctions : administrative, financière, fiscale et juridique. Il sera plus particulièrement responsable du contrôle de gestion, de la bonne tenue du reporting à la maison-mère et du suivi des prix de revient. Ce poste évolue s'adressant à un candidat possédant une expérience similaire de la fonction, de préférence en expatriation. La connaissance du secteur d'activité sera appréciée. Au salaire de base France viendront s'ajouter des indemnités et des conditions d'expatriation intéressantes. Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) sous réf. FR04, à Françoise Meyer - 25, rue Falque - 13006 Marseille - Tél. : 91.37.77.77

Meyer &amp; partenaires

## ETABLISSEMENT FINANCIER DE 1<sup>er</sup> PLAN POUR SON DEPARTEMENT PRIMAIRE ACTIONS.

Pour faire face au développement de notre activité, vous rejoignez notre équipe jeune et performante, en charge des émissions en actions (tant sur les marchés domestiques qu'à l'étranger).

### Ingenieur financier junior

- Vous participez aux études techniques des produits émis, à l'analyse du risque de garantie.
  - A la conception et au montage de nouveaux produits à développer (dérivés...).
  - A la présentation aux émetteurs des diverses solutions proposées.
- Vous avez une formation scientifique (BAC + 5) et une première expérience de l'ingénierie ou trading sur produits dérivés.

### Chargé d'affaires

- En toute autonomie, vous mettez en place la fonction suivi commercial afin de développer notre volant d'affaires auprès d'un portefeuille d'émetteurs à "dynamiser".
  - Vous prospectez, étudiez les besoins en fonds propres et préconisez des solutions de qualité avec l'appui de l'équipe ingénierie.
- Vous êtes relationnel avant tout. Votre formation de gestion (BAC + 5) et votre expérience commerciale ou financière vous permettront d'entretenir des contacts de haut niveau.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous réf 7010 en précisant le poste choisi à  
MEDIA PA - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex qui transmettra.

## DIRECTEUR D'AGENCE

Banque

**Auvergne** - Associée à un grand groupe français, cette banque de dépôts régionale bénéficie d'une forte notoriété sur le Puy-de-Dôme. En constants progrès, grâce notamment à la souplesse de ses structures et à la qualité de ses prestations, elle recherche un cadre bancaire confirmé dont la fonction sera d'animer une équipe de 10 collaborateurs, dont 2 cadres, et de dynamiser le développement commercial de l'agence auprès d'entreprises et de particuliers. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, si possible de formation

supérieure (droit, gestion, ESC) disposant d'une expérience acquise au sein d'une banque ou dans un organisme financier. La préférence sera donnée à un candidat à fort potentiel commercial. Le poste est situé dans une agréable ville universitaire. Motivation pour un candidat de valeur, la rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à Laurent PY en précisant la référence A/3252M - PA Consulting Group - 78, bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Leader européen de l'aménagement des espaces de bureaux  
6600 salariés ; 3,5 milliards F.F. de chiffre d'affaires, les valeurs qui nous rassemblent sont la recherche de l'excellence, la volonté de leadership, le culte du client, l'internationalisation et la reconnaissance du caractère central du fait humain ;

Steelcase Strafor recherche son

## Responsable reporting

Au sein d'une équipe chargée des systèmes d'informations financières, le candidat est responsable de l'élaboration des tableaux de bord mensuels, à partir des informations communiquées par les diverses divisions ou filiales françaises ou étrangères. Il assure la consolidation mensuelle des données comptables et réalise les analyses financières destinées aux opérationnels et à la direction du groupe.

De nationalité européenne, âgé d'au moins 25 ans, diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce + DECS (ou équivalent), vous possédez une première expérience de la consolidation d'informations financières et avez déjà si possible animé une équipe, en cabinet d'audit ou en entreprise ; vous maîtrisez impérativement la pratique de l'anglais et si possible celle d'une seconde langue européenne.

Basé à Strasbourg, au sein d'une fonction très internationale, vous bénéficierez des méthodes et de l'ambiance d'un groupe en forte expansion qui saura vous ménager d'intéressantes perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M30/1329 AH à :

EGOR REGION EST, 18 rue Auguste Lamey, 67082 Strasbourg Cedex.

Steelcase Strafor

MIEUX QU'UN PARTENAIRE

## METHODES ET PROCEDURES GROUPE

Responsable du Département, vous aurez pour mission principale de développer et d'harmoniser les méthodes et procédures comptables du Groupe. Ceci implique des travaux d'analyse, de conception, de mise en œuvre et d'organisation, ainsi que des relations étroites avec les services comptables et financiers du siège et des filiales.

Ecole Supérieure de Commerce + Expertise Comptable, votre professionnalisme repose, si possible, sur une double expérience acquise en cabinet et en entreprise. Une bonne connaissance des principes comptables anglo-saxons et des techniques de consolidation vous permettra de vous imposer dans cette fonction.

Pour nous accompagner dans notre développement, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 274 à C.K. 23bis, rue Pierre Guérin - 75016 PARIS.

Chantal Kenyon

LE GROUPE FRANÇAIS

L'INSTINCT DU FUTUR

## L'Audit Interne dans ce qu'il a de plus opérationnel...

SOLVAY, groupe chimique d'implantation mondiale (CA 42 milliards, 45 000 personnes) connaît sur l'ensemble de ses marchés une expansion régulière. La fonction qui vous est proposée se distingue d'abord par sa mobilité, exigeant de régulières interventions dans nos usines et filiales. Implicitement, elle devient riche par les problèmes à traiter, ne se limitant bien sûr pas à son aspect comptable.

Pour y être rapidement opérationnel, il faudrait 2/4 ans d'expérience de l'audit en entreprise et/ou cabinet, précédée d'une formation d'excellent niveau (Grande Ecole de Commerce ou de Gestion). Côté personnalité, on apprécie votre esprit de synthèse, votre diplomatie, votre disponibilité. Le poste, évolutif, est à pourvoir au sein de la Direction Financière à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. A1M à la

SOLVAY

Direction du Personnel SOLVAY12 cours Albert 1er 75008 PARIS

EDITION  
DIRECTEUR  
ADMINISTRATIF

Secrétaire  
Général

Raymond Poulain

## DIRECTEUR FINANCIER

En DAF très opérationnel

S

S

S

Sirca

Handwritten note: *Handwritten text in a box, possibly a signature or date.*

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

Gestion

... La Monde • Mardi 13 novembre 1990 37

Côte d'Ivoire : Responsabilités administratives et financières



## EDITION DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Etre au carrefour de toutes les responsabilités dans un groupe d'édition dynamique (120 MF, 50 salariés), c'est une opportunité qui ne se refuse pas.

Directement rattaché à la direction générale, vous assurez la direction financière, la direction juridique et fiscale, la direction du personnel ainsi que la direction des services généraux. Vous comprenez mieux pourquoi vous avez besoin d'un solide bagage de généraliste acquis si possible dans le monde de l'édition.

A 30 ans environ, vous êtes diplômé d'une grande école de gestion complétée par un 3<sup>e</sup> cycle (Insead...) et vous maîtrisez la gestion financière aussi bien que le management et le droit social.

Solide et loyal, vous savez faire preuve de fermeté et d'autorité comme de diplomatie. Organisé et rigoureux, vous saurez être un interlocuteur de poids au sein de notre groupe. Poste évolutif dans un groupe en forte croissance externe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous la référence LM/DAF à notre Conseil CENAS, Jacqueline de CLOMADEUC, Tour Neptune - Cedex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1.

Pour une carrière en entreprise

## Audit... aujourd'hui Manager... demain

Un puissant groupe alimentaire, produits mondialement connus, poursuivant son développement tant sur le plan international qu'en France, recherche un jeune Cadre Financier HEC, ESSEC, ESCP... MBA

Le poste proposé au sein du holding permet:

- de valoriser une première expérience d'audit de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notoriété;
- de participer aux études financières du groupe dont celles concernant les nouvelles acquisitions;
- d'accéder rapidement à de réelles responsabilités opérationnelles au sein du holding ou d'une de ses filiales.

Bonne maîtrise de l'anglais.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 46 B 2000 - OM  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## VOTRE EXPERIENCE DE L'ENTREPRISE... VOS QUALITES DE CONSEIL... AU SERVICE DE NOS ADHERENTS

Notre Association regroupe près de 200 entreprises de l'Est de la France. Elle a pour vocation de conseiller, d'assister les adhérents dans les différents problèmes qu'ils rencontrent (Politique sociale, Conseils en Gestion, Production, etc...).

Animateur d'une équipe de 8 personnes dont 7 cadres, vous serez le garant du meilleur service rendu par notre Association, serez très impliqué dans la vie économique et sociale de notre région et pourrez être mandaté auprès des différentes instances publiques régionales.

Agé d'au moins 35 ans, vous avez une expérience opérationnelle de l'entreprise. Vous êtes à la fois un bon gestionnaire et un animateur. Ouvert, curieux, toujours positif, vous aimez communiquer et convaincre. Vous avez aussi un grand sens de l'analyse, aimez approfondir vos dossiers. Toutes ces qualités vous permettront d'être rapidement reconnu par votre équipe et l'ensemble de nos adhérents.

Pour ce poste basé à Belfort, Christiane CHARBONNÉ, notre conseil, attend votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf. HSCB : R.P.C. 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Secrétaire  
Général



Raymond Poulain Consultants

RELIER LES CONTINENTS  
ET LES HOMMES

## CONTROLE DE GESTION

Responsable du contrôle de gestion, rattaché au contrôleur de gestion d'un important département de notre société, vous aurez la responsabilité de l'animation d'une équipe de deux personnes (comptabilité clients et service statistiques). Vous prendrez directement en charge également la gestion des risques-clients et participerez à l'élaboration des tableaux de bord (mensuels et annuels).

Diplômé d'une école supérieure de commerce, débutant ou 1ère expérience, vous avez de bonnes connaissances en comptabilité et en anglais.

A terme, des possibilités d'évolution sont envisageables au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. DG/8 à Mlle GALS, Direction des Relations Sociales, CABLES DE LYON, 30 rue de Chassas, 92111 CLICHY Cedex.

## DIRECTEUR FINANCIER

Filiale Groupe International en forte expansion, l'excellence de nos résultats financiers traduit notre rigueur de gestion et le pérennité de notre positionnement marketing. Avec un CA de 100 M.F., 2 sites (Paris et Angoulême) et de solides perspectives de développement, nous avons décidé de renforcer nos structures de gestion. Auprès du DG, vous prendrez en charge tous les aspects de la fonction administrative, financière et de gestion : comptabilité française et anglo-saxonne, budgets, reporting(s), tableaux de bord, finances, fiscalité et informatique. Diplômé d'études supérieures en comptabilité, finances, gestion, vous exercez des responsabilités opérationnelles dans ce domaine depuis 5 à 15 ans. Vous pratiquez aisément l'outil informatique (mini/micro) et parlez couramment anglais. Poste basé à Paris (ou à Angoulême). Possibilités d'évolution dans le groupe.

Merci d'écrire avec CV détaillé, photo et sal. actuel s/réf. 880/M à notre Conseil PELISSIER, GULLON & ASSOCIES, 93 rue Jauréguiberry, 75017 PARIS.

PELISSIER, GULLON  
& ASSOCIES



Ensemble, exceller dans  
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE

CONFIRME

SA DYNAMIQUE

DE SUCCES :

PREMIERE BANQUE

EUROPEENNE.

5700 GUICHETS.

73000 SALAIRES.



## LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE RECHERCHE POUR SA DIRECTION DE LA COMPTABILITE ET DE LA CONSOLIDATION A SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES : UN CADRE COMPTABLE A FORT POTENTIEL H OU F

Diplômé d'études supérieures Bac + 4 et DECF ou équivalent, vous possédez des qualités relationnelles de rigueur et de synthèse.

- Au sein d'une petite équipe, vous serez chargé d'établir les principes et les procédures comptables pour l'ensemble du Crédit Agricole.
- Vous participerez, après une période de formation à nos métiers, à la mise en œuvre de la réforme de la comptabilité bancaire.

Vous assurerez les relations avec la commission bancaire et les autres organismes de crédit.

Vous aurez également à organiser et animer des groupes de travail et des stages de formation.

## DEUX CADRES COMPTABLES DE HAUT NIVEAU

- Vous êtes titulaires du DECF.
- Vous serez chargés de participer, d'une part à l'élaboration des bilans et des comptes de résultats, en centralisant et en contrôlant les comptabilités auxiliaires et celles des succursales à l'étranger, et d'autre part de préparer des données de consolidation des comptes du groupe.

Pour ces 3 postes, vous devrez justifier d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum.

La connaissance de la réglementation bancaire serait un atout supplémentaire.

Adressez lettre de candidature CV, photo, prétentions, sous réf. LAM/50 10 en précisant le poste choisi à la CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE - Direction des Ressources Humaines - BP 48 - 78280 GUYANCOURT.

## Un DAF très opérationnel.

Société de courtage immobilier, basée à Lyon, nous commercialisons diverses formes de multipropriété, notamment au Portugal. Notre rattachement à un puissant réseau international nous permet les échanges les plus souples en matière de vacances dans le monde entier.

Responsable financier et informatique, vous aurez une vision très dynamique de l'administratif. En appui logistique de la force de vente, vous préparerez les contrats et les déclarations publicitaires. Dans une société encore jeune et en plein développement, vous mettrez en place un contrôle budgétaire et suivrez les problèmes juridiques et légaux de l'activité et de la gestion du personnel.

Aux compétences techniques nécessaires pour un tel poste, vous saurez ajouter vos qualités d'adaptation et de souplesse dans un rôle très opérationnel qui vous positionnera d'entrée comme le n° 2 de notre PME très ambitieuse. Vite un CV sous référence 162 710 LM à Claude des Reis, associé de Sirca, 140, boulevard Haussmann 75008 PARIS.

Sirca

Paris-Lyon-Marseille-Lisbonne

Membre de Syntec

36 15  
I M

Le service télématique  
expert de l'emploi des cadres

IMPORTANTE SOCIETE DU SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS  
recrute pour son centre de Production Région OUEST un

## Contrôleur de gestion adjoint

Agé de 30 ans environ, vous possédez une formation supérieure en gestion (DESS, IAE, ESC...). Une première expérience industrielle en production de grande série serait appréciée.

Vous maîtrisez en outre l'outil informatique et l'anglais. Ce poste très évolutif devrait permettre à un collaborateur de qualité d'atteindre rapidement des responsabilités opérationnelles et d'encadrement.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à notre Conseil :

GÉRARD LE BAIL, sous réf. 392



SICO RECRUTEMENT

22, rue de la Châtaignière  
33000 RENNES



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 12 NOVEMBRE

Réglement mensuel											
Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3795	CALSON	3620	3620	3620	0	200	Raymond Kaché	200	200	200	0
380	CAO	540	540	540	0	59	Schober	59	59	59	0
384	Calypso T.P.	570	570	570	0	137	Electron	137	137	137	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1402	Canard T.P.	1240	1240	1240	0	119	Electron	119	119	119	0
1403	Canard T.P.	1240	1240	1240							

**COMPTANT** (sélection)

**(sélection)**

**9/11**

VALEURS	% du nom.	% du cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emisison	Franchise	Rachet net	VALEURS	Emisison	Franchise	Rachet net	VALEURS	Emisison	Franchise	Rachet net
<b>Obligations</b>																							
Emp. Etat 1987/7	120	4 77	Cpt Lyon Allevard	365	401	Alto Ind. St. Marc	860	840	A.A.A.	848	828	83	30 97	30 97	Placement	571	571	571	571	571	571	571	571
Emp. Etat 1987/8	98 46	3 30	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/9	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/10	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/11	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/12	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/13	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/14	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/15	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/16	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/17	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/18	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/19	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/20	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/21	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/22	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/23	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	571	571	
Emp. Etat 1987/24	100	2 04	Concorde	730	710	Alto Ind. St. Marc	860	840	Actif	132	127	157	35 46	35 46	Placement	571	571	571	571	571	57		

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - M : marché continu

## Mort du poète grec Yannis Ritsos

Les espoirs, les luttes et les joies d'un peuple

Le poète et romancier grec Yannis Ritsos est mort lundi 12 novembre à Athènes, à la suite d'une crise cardiaque. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

Il est difficile pour un Grec d'appréhender la mort de Yannis Ritsos sans s'émouvoir. Sa disparition suscitait certainement des articles et des commentaires dans le monde entier. Il est probablement l'un des poètes vivants les plus traduits. La France a publié une bonne trentaine de ses recueils et de ses pièces de théâtre, qui s'inspirent souvent des tragiques grecs.

On peut noter qu'il était particulièrement attaché à la France, qu'il voyait d'abord comme le pays de la Révolution (« Tu as lancé - écrit-il - 1789, hirondelle dans les fils télégraphiques du ciel, pour annoncer le Tout Premier Printemps »).

Mais, pour les Grecs, Ritsos était plus et autre chose qu'un grand poète, peut-être le plus grand de sa génération, qui compte pourtant

deux prix Nobel (George Seferis, mort en 1971, et Odysseas Elytis). Car il n'y a pas un Grec, aussi humble soit-il, qui ne connaisse par cœur certains poèmes de Ritsos, qui ne les ait chantés un soir, au temps de la dictature des colonels, dans une taverne.

Mikis Theodorakis et les autres compositeurs qui ont mis en musique sa poésie ont largement contribué à sa popularité. Mais ce que Ritsos doit à ces compositeurs, ils le lui doivent aussi. L'œuvre de Theodorakis serait singulièrement appauvrie sans les poèmes d'Elytis, une des toutes premières œuvres de Ritsos, et de Grétsis.

## Des mots simples et des phrases lapidaires

Ritsos, qui a subi bien des ennemis au cours de sa vie, les uns dus à une santé fragile, les autres à son engagement politique à gauche, a également connu le rare bonheur d'être aimé par tout un peuple dont il a profondément partagé les espoirs, les luttes, la détresse, mais aussi les joies et les plaisirs.

Ses mots sont simples, ses phrases lapidaires : « Ils arrivent, en longue file dans la nuit, ceux qu'on a tués. » Il évoque les événements douloureux d'une plume pudique. Ainsi le poème qui débute par l'annonce de l'exécution de quarante partisans se termine par ces vers : « C'est pourquoi, le soir, les vieillards sont assis à leur porte comme d'antiques icônes. C'est pourquoi les yeux de nos enfants se sont agrandis si vite. Et que nos chiens font semblant de regarder ailleurs quand passent les gendarmes. »

Ritsos a surtout créé une foule d'images, quelquefois teintées de surréalisme (il imagine des portes flottant sur la mer : « Tout à coup les pêcheurs entendent frapper à ces portes-là et s'éveillent »), puisées dans la vie ordinaire, les gestes quotidiens... « Derrière des choses simples, je me cache, pour que vous me trouviez ; si vous ne me trouvez pas, vous trouverez les choses. » La mer est omniprésente dans sa poésie, notamment dans l'une de ses toutes dernières œuvres traduites en français, la *Fenêtre* : « Les poissons, appressés par l'eau, remontent à la surface... personne ne résiste indéfiniment sous cette masse d'eau, dans cette limpidité asphyxiant. »

C'est dire que le mot « grécité » porte désormais sa marque.

VASSILI ALEXAKIS

[Né le 1<sup>er</sup> mai 1909 dans le Péloponnèse, auteur d'une œuvre considérable (plus de cent livres, traduits dans une dizaine de langues), Yannis Ritsos était l'une des grandes voix de la gauche grecque. Communiste convaincu, salué par Aragon en 1947]

comme « l'un des plus grands et des plus singuliers poètes d'aujourd'hui », jouissant d'une reconnaissance internationale sanctionnée par de nombreuses distinctions (dont le prix Léonie en 1977), son nom fut plusieurs fois évoqué pour le prix Nobel.

De santé fragile - tuberculose, il fut hospitalisé dans un sanatorium de 1928 à 1931. - Yannis Ritsos fit colider son engagement révolutionnaire et l'exercice de la poésie. Son premier recueil, *Tractatus*, date de 1931. En 1936, il publie *Epitaphes*, suite de poèmes que la musique de Mikis Theodorakis popularisera.

La poésie de Ritsos, comme son théâtre et ses romans, mais un lyrisme personnel et les grands thèmes de la misère, de l'exil et de la mort. L'expérience de la prison, après la guerre d'abord puis à l'époque des colonels rendra ce lyrisme plus âpre : « Ce pays est aussi dur que le silence. / Il serre contre son sein ses dalles effrayées, / Il serre dans la lumière ses vignes et ses olives orphelines. / Il n'a pas d'âme. Seulement de la lumière. / Météorite se sole dans la lumière. / Météorite est l'ombre de l'enfer. »

Parmi les nombreux recueils de Ritsos traduits en français, citons : *Quatrième Dimension* (Seferis, 1958) ; *Témoignages* (idem, 1960) ; *La nuit est à l'homme* (EFR, 1967) ; *Grécité* (Fata Morgana, 1968 et 1974) ; *Le Mer dans le miroir* suivi d'*Immense* (Gallimard, 1973).

P. K. J.

□ Jean-Marie Villégier nommé à la tête du Théâtre national de Strasbourg. - Jack Lang, ministre de la culture, devait annoncer officiellement, lundi 12 novembre, la nomination de Jean-Marie Villégier, metteur en scène spécialisé dans le théâtre baroque, à la tête du Théâtre national de Strasbourg, en remplacement de Jacques Lassalle, administrateur général de la Comédie-Française. Dans les centres dramatiques nationaux, Brigitte Jacques (metteur en scène du *Parage de midi* actuellement à l'Atelier) s'installe à Aubervilliers, en remplacement d'Alfred Arias qui n'a pas renouvelé son contrat, tout comme Gilles Bourdet à Lille où lui succède Daniel Meggich. Christian Schiaretti est nommé à Reims, René Luyon à Besançon. Au centre dramatique régional d'Angers, Patrick Pelloquet remplace Jean Guichard. Rappelons enfin que Alain Milanti a pris la direction de la maison de la culture du Havre, et Emmanuel de Vercourt celle de Rennes.

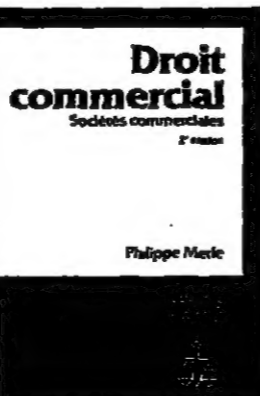
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
SCIENCES  
Le Monde et MÉDECINE



Devinez pourquoi

on les appelle

les précis



Synthétiser chaque thème de façon exhaustive, voilà la compétence que Dalloz vous apporte. Avec son nouveau format, la nouvelle édition des Précis possède plus que jamais la qualité qu'on est en droit d'attendre d'elle. Comme son nom l'indique.

Dalloz-Les indispensables

## GUATEMALA : le premier tour de l'élection présidentielle. Le candidat évangéliste serait en tête

GUATEMALA

de notre correspondant d'Amérique centrale

Déjouant tous les pronostics, le candidat du Mouvement d'action solidaire (MAS), M. Jorge Serrano, aurait obtenu le meilleur score au premier tour de l'élection présidentielle organisée dimanche 11 novembre au Guatemala. Avec 36 % des voix, selon les résultats préliminaires portant sur 40 % des suffrages exprimés dans la capitale, M. Serrano devance largement M. Jorge Carpio (16 %) que tous les sondages donnaient favori. Celui-ci n'arriverait qu'en troisième position derrière le candidat du Parti pour l'avancement national, M. Alvaro Arzu (32 %). Tous les trois représentent des partis de droite, la gauche n'ayant recueilli qu'un peu plus de 2 %. Le deuxième tour aura lieu le 6 janvier.

Aucun des neuf autres candidats ne réussit à dépasser la barre des 10 %. Comme prévu, la démocratie chrétienne arrivée au pouvoir en 1986 après seize ans de dictature militaire essuie un revers important. L'augmentation du taux d'abstention par rapport au scrutin de 1986 (environ 40 % contre 25 %) serait surtout due au fait que le vote n'est plus obligatoire.

Une victoire de M. Serrano serait indirectement celle du général Efraín Ríos Montt qui n'avait pas obtenu l'autorisation de se présenter aux élections pour avoir participé au coup d'État militaire de 1982 (le *Monde* du 10 novembre). Il semble finalement que les évangélistes, aient décidé de reporter massivement leurs voix en faveur de M. Serrano qui, comme le général Ríos Montt, appartient à une organisation protestante. « Dieu nous a donné un grand coup de main », s'est écrié le candidat à la vice-présidence du MAS, l'homme d'affaires Gustavo Espina. La campagne du MAS aurait été généreusement financée par les églises protestantes des États-Unis, ce qui préoccupe au plus haut point la hiérarchie catholique incapable de freiner le mouvement de conversion en cours depuis plusieurs années.

M. Serrano a évité au cours de la campagne électorale d'être trop directement associé au général avec lequel il est cependant apparu dans un de ses messages télévisés. Les deux hommes ont été étroitement associés en 1982-1983 alors que le général Ríos Montt était président de la République. Celui-ci avait désigné M. Serrano à la tête du Conseil d'État, organisme créé pour préparer la transition démocratique. Cette nomination, avait-il raconté à l'époque, lui avait été inspirée par une « vision » que deux hommes de son groupe religieux, l'Eglise du verbe, lui avaient communiquée.

B. DE LA G.

□ COLOMBIE : une quarantaine de morts au cours de combats entre l'armée et la guérilla. - Plusieurs villages du nord-est du pays ont été attaqués, le 10 novembre, par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, communistes) et l'Armée de libération nationale (ELN, catholique). Ces affrontements ont fait une quarantaine de morts, dont dix militaires de l'armée régulière et six guérilleros. En réaction, le gouvernement colombien a affirmé dimanche qu'il n'entendait pas de dialogue de paix direct avec la guérilla. - (AFP)

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## CMG

UNE première, cette année - c'est jamais que la dixième depuis 1988, - cette grande manifestation lycéenne en colère. A la différence des précédentes, elle est entièrement prise en charge par l'adversaire. Vous voulez quoi ? Du fric et des filles ? En voilà, en voilà. L'administration, les conseils régionaux, les municipalités, gauche et droite confondues, le SNCF, rivalisent de compréhension généralisée.

Subventions, transports gratuits, même les policiers ont répondu présent à leur appel : CRS-SOS ! Non seulement ils y sont allés de leurs conseils : Passez par le boulevard Montparnasse et le pont de l'Alma, rendez-vous au rond-point des Champs-Élysées, ça vous attirera du monde et ça vous mettra à dix mètres de l'Elysée, mais ils ont aussi accepté d'enthousiasme de se joindre au défilé.

Normal, leurs coordinations ont beau avoir été récupérées par les cocos, les trotskistes et les socialistes, la politique, ils n'en veulent ni cru ni cuit, ces gamins. Et ils peuvent pas bénéficier de l'aide active de la CGT, qui traditionnellement met des cars et des bus à la disposition de

ses militants en mal de revendications. Comme le faisait sagement remarquer, ce matin, un confrère du *Figaro*, les autres doivent y aller à pied, à cheval ou en voiture. A leurs frais. Pas aux nôtres.

Moi, je trouve ça drôlement marrant, ce genre de réflexion, parce qu'enfin, de toute évidence, nos enfants n'ont pas assez de sous pour exiger plus de sous, histoire d'exercer leur activité dans des conditions décentes. Et ils sont pas les seuls. Prenez les infirmières. Epuisées, obligées de bosser des huit jours ou des huit nuits d'affilée, faites d'effectifs, elles sont à bout de nerfs et elles prétendent que la vie de leurs malades est en danger. Si jamais elles décident de redoncorder dans la rue, ce serait pareil, question sécurité. Là, étant donné ce qu'elles gagnent, elles se taisent, normal. Ça coûte cher de faire grève.

Si vous mettez en équation la perte d'audience des syndicats, et le défilé du service public, qu'est-ce que vous obtenez ? Le CMG, la Contribution manifi générale. Non, je plaisante pas, vous verrez, au train où ça va, d'ici l'an 2000 on y aura tous droit. Parfaitement logique, parfaitement dément.

Alors que la chancellerie annonce une rallonge budgétaire

## L'intersyndicale des magistrats, fonctionnaires et avocats maintient ses deux journées d'action

Le ministre de la justice, par la voix du directeur de cabinet du garde des sceaux, M. Jean-Pierre Dutilleul, a informé, le vendredi 9 novembre, l'intersyndicale des magistrats, fonctionnaires et avocats, que le gouvernement s'engageait à présenter un amendement au budget de la justice. L'importance de cette « rallonge », pas plus que ses modalités d'affectation, n'ont été précisées.

L'intersyndicale s'est aussitôt déclarée prête à engager des négociations avec le ministre. Elle n'attend pas pour autant annuler les journées d'action prévues de longue date. L'intersyndicale appelle ainsi ses troupes à « poursuivre et accélérer la paralysie de l'institution judiciaire ».

Deux dates ont été retenues : le jeudi 15 novembre, jour du vote du budget de la justice à l'Assemblée nationale (ce budget avait été réservé et doit faire l'objet, à l'Assemblée, d'un vote groupé avec les autres budgets réservés), l'intersyndicale appelle « à la tenue d'assemblées générales dans toutes les juridictions, services et établissements dépendant du ministère de la justice, à la distribution de tracts aux citoyens et justiciables » et « à des arrêts de travail ». Le 30 novembre, une nouvelle journée nationale d'action est prévue, au moment où doivent se tenir, en présence du président de la République et du ministre de la justice, les cérémonies à l'occasion du bicentenaire de la Cour de cassation. « La mobilisation de tous est indispensable, estime l'intersyndicale dans un communiqué, non seulement pendant toute la période budgétaire qui doit s'étaler jusqu'à la fin décembre, mais encore au-delà, pour voir aboutir nos revendications, que celles-ci soient d'ordre budgétaire, statutaire ou institutionnel. Nous avons réussi à faire passer cette idée que la justice en France est en crise. Il nous appartient maintenant de faire en sorte, dans l'unité, que les solutions apportées soient à la hauteur de nos espoirs. » Une rencontre est prévue jeudi 15 novembre au ministère de la justice, entre les représentants de l'intersyndicale et le cabinet du garde des sceaux.

A. Lo

(Publicité)

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Gare-du-Nord. Tél. 45-57-10-12.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Lycéens : « Un entretien avec M. Edgar Morin » ; « Gols » Mourir pour Petrofina », par Denis Laroche. 2

La crise du Golfe ..... 3 et 4

L'avenir du Cambodge

Les négociations de Djakarta ont échoué. 6

L'intronisation d'Alkhito

Le nouvel empereur s'est engagé à respecter la Constitution. 6

La convention libérale

M. Barre dénonce les « intrigues » des partis. 12

Les Verts s'expliquent

M. Waechter et ses amis se présentent comme l'« antidote du Front national ». 12

## SECTION B

L'assemblée des évêques à Lourdes

Quel avenir pour l'Eglise ? .... 14

La meurtre

de Céline Jourdan

Une atmosphère de doute. .... 14

Un « Cerceau » français

Au Théâtre des Amandiers, la vision de Claude Lévy sur l'œuvre de Slavkine. .... 16

Le Sud de Charles Burnett

Dans *To Sleep With Anger*, une famille noire déchirée. .... 16

Rugby :

la défaite du XV de France

L'indiscutable victoire des All Blacks. .... 20

## SECTION C

TWA propose de racheter Pan Am

Une compagnie en difficulté depuis plusieurs années. .... 21

Les conséquences de l'unification allemande

Importantes réductions de dépenses dans le budget de la RFA. .... 21

L'Europe et les créateurs

Pour lutter contre la piraterie une harmonisation de la réglementation en Europe. .... 23

## CHAMPS ÉCONOMIQUES

« La contribution sociale généralisée » : Les enjeux du commerce mondial ; *Arabie saoudite : retour à l'« État rentier »* ; La chronique de Paul Fabra. 25 à 28

## Services

Abonnements ..... 19  
Annonces classées ..... 30 à 37  
Cartes ..... 19  
Loto, Loterie ..... 19  
Marchés financiers ..... 38-39  
Météorologie ..... 18  
Mots croisés ..... 19  
Nominations ..... 19  
Radio-Télévision ..... 18  
Spectacles ..... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 novembre 1990 a été tiré à 525 741 exemplaires.

Le préfet de police  
Des lycéens

Le préfet de police  
Des lycéens

Le préfet de police  
Des lycéens

Le préfet de police  
Des lycéens

Le préfet de police  
Des lycéens

Le préfet de police  
Des lycéens

Le préfet de police  
Des lycéens

Le préfet de police  
Des lycéens